

ANDRÉ TOLMÈRE

**MANIFESTE
POUR LA VRAIE DÉMOCRATIE**

Pourquoi faut-il supprimer les élections au
suffrage universel ?

Par quoi faut-il les remplacer ?

Comment rendre le pouvoir aux citoyens ?

“Il n’y a de liberté pour personne, s’il n’y en a pas pour celui qui pense autrement”.

Rosa Luxembourg

“Celui qui ne gueule pas la vérité, lorsqu’il connaît la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires”.

Charles Péguy

“Ce n’est pas aux hommes que je m’adresse, c’est à toi Dieu de tous les êtres, de tous les mondes et de tous les temps. Tu ne nous as point donné un coeur pour nous haïr et des mains pour nous égorger ; fais que les petites différences entre nos vêtements, entre nos langages, entre tous nos usages, entre toutes nos lois, entre toutes nos opinions ; que toutes ces petites nuances qui distinguent les hommes ne soient pas des signes de haine ! Que ceux qui couvrent leur robe d’une toile blanche pour dire qu’il faut T’aimer, ne détestent pas ceux qui disent la même chose sous un manteau de laine noire ! Puissent tous les hommes se souvenir qu’ils sont frères !”

Voltaire “Traité sur la tolérance” 1763

AVANT-PROPOS

La plupart des citoyens de ce pays et de beaucoup d'autres sont confrontés à un monumental sentiment d'impuissance et de frustration face à l'omnipotence de la machinerie politique, voire de la machination politicienne, secondée par les implacables rouleaux compresseurs de l'appareil d'État et des médias.

Que peuvent-ils faire et espérer face à un monde politique incapable de leur apporter autre chose que des promesses et des réponses politiciennes sans intérêt ?

Le vide politicien est absolu.

Le déficit politique est total.

Si la démocratie actuelle ne répond plus aux exigences des citoyens qui veulent de la transparence, pouvoir se faire entendre et participer aux décisions, peut-on encore parler de démocratie ?

Des quantités de citoyens dans le monde entier se battent tous les jours pour essayer de changer les choses et vivre un peu mieux, mais partout ils se heurtent à des pouvoirs en place, de toutes natures, qui s'accrochent à leurs privilèges et ruinent leurs espoirs ou leurs vies.

Face au chaos mondial engendré par la dictature de la finance internationale, les citoyens sont désarmés, troupeau de moutons menés à l'abattoir par des fous furieux.

Hier : Napoléon, Lénine, Staline, Hitler, Pol Pot... Aujourd'hui : l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale... Sous couvert d'une idéologie libérale (qui autorise autant d'infamies que les idéologies nazie ou communiste) et d'une démocratie dévoyée, Bush, Poutine, Sharon et quelques autres, imposent une dictature violente et sanguinaire à la communauté internationale.

À quoi rime une démocratie qui nie aussi ouvertement ses propres principes ? À quoi rime une démocratie qui perpétue au pouvoir une oligarchie ou des trublions milliardaires (Bush, Berlusconi) ? Comment remettre en question une démocratie factice qui trahit les citoyens et profite à l'oligarchie régnante ?

Comment faire pour que le citoyen se libère du carcan politicien institutionnel, ne subisse plus passivement et prenne enfin l'initiative

politique ?

Pour y parvenir, il faut nécessairement avancer des idées radicalement nouvelles ou oubliées pour bousculer la pensée normative et étriquée qui prévaut et impose des préceptes réputés acquis et indéboulinables.

Mon parti pris est donc celui de l'audace, du non-conformisme, du politiquement incorrect, de la rébellion.

Le droit à la rébellion n'est-il pas reconnu comme fondamental par la constitution de 1958 à laquelle le préambule rattache la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, qui déclare en son article 2 : “ Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression”.

On remarquera dans ces droits “naturels” l'absence criante de l'égalité politique. Mais les révolutionnaires bourgeois de 1789, qui voulaient constituer la nouvelle élite dirigeante, avaient pris bien soin d'écarter une référence qui aurait pu “naturellement” donner des idées à l'exécree population !

Ma réflexion n'est évidemment pas exhaustive. Mon projet n'est qu'une ébauche. Des bibliothèques entières ont été écrites sur les sujets que j'aborde. Chaque chapitre mériterait un livre à lui tout seul. Je propose ici un raccourci, un condensé pour aller vite, droit au but, suivant le conseil ô combien avisé d'un maître en “esprit universel”, l'abstracteur de quintessence François Rabelais, qui nous invite à “toujours tirer des choses la substantifique moelle”. Tout comme l'Écriture qui nous avertit : “Là où est la multitude des paroles et l'effusion des discours, là se trouve une grande vanité” (Eccl., VI, 11).

Et toujours parler le plus clairement possible. Trop d'intellectuels cachent la misère de leur pensée derrière un verbiage abscons et inintelligible, destiné à mettre une barrière entre ceux qui comprennent -ou font semblant d'avoir compris pour être à la “hauteur”- et ceux qui rejettent avec raison des lectures indigestes ou impossibles et devraient, de facto, admettre leur infériorité, voire leur débilité mentale. Pour ma part, je me réclame d'un Pythagore qui prévient : “Ne dis pas peu de choses en beaucoup de mots, mais dis beaucoup de choses en peu de mots” et d'un Diderot, pour qui “ ce qui se conçoit bien s'énonce clairement...”

Ce dernier disait aussi : “ Avoir des esclaves n'est rien, mais ce qui est

intolérable, c'est d'avoir des esclaves en les appelant citoyens".

Je prends ici la défense des citoyens. Je veux leur rendre enfin la parole confisquée par les politiciens et la possibilité de reprendre l'initiative politique. Je n'invente rien. Je ne fais que reprendre une idée vieille de 2500 ans, oubliée et trahie : la démocratie, la vraie, qui doit tout au génie grec et qui n'a rien à voir avec la pseudo-démocratie actuelle.

J'ai le sentiment que les temps sont venus pour proposer une nouvelle voie, un nouveau modèle politique.

La politique est au coeur de tous les problèmes. On ne peut rien changer sans changer la politique, et on ne peut changer la politique sans changer ses règles du jeu.

Il ne pourra y avoir un réel renouvellement de la politique si l'on ne remet pas en question l'ordre établi par les jeux politiques. Il faut en arriver à une rénovation radicale de la politique et redonner ses lettres de noblesse à une démocratie qui a singulièrement besoin de redorer son blason.

Après le choc du 11 septembre 2001 et, chez nous, celui des élections présidentielles du mois d'avril 2002, on assiste à un remue-ménage chez nombre d'intellectuels, un vrai remue-méninges pour proposer et pour réformer : le déficit démocratique est évident pour tous. Certains en sont arrivés à demander une VI^e république. Mais je ne la vois pas comme eux l'imaginent, avec quelques emplâtres sur une jambe de bois !

Je n'ai pas d'ambitions personnelles. Je refuse absolument d'être un mouton perdu dans la masse confuse, bêlante et subissante. Je n'ai pas plus vocation à être le berger cynique et hypocrite, faussement bienveillant et rassurant, qui les tond et les conduit à l'abattoir. Quant aux loups, il y a belle lurette qu'ils ont compris et qu'ils se sont reconvertis dans le métier de berger. Eh oui ! Depuis 1789, les loups sont dans la bergerie !

Quant à moi, je veux qu'il n'y ait plus ni loups, ni bergers, ni moutons.

Utopie, diront certains. Je suis sûr du contraire. Au lecteur, citoyen mouton, de se faire sa propre idée.

Première partie :

la folie des hommes

Chapitre I :

les racines du mal : le pouvoir et les hommes.

“Ma maîtresse, c’est le pouvoir. J’ai trop fait pour sa conquête, pour me la laisser ravir ou souffrir même qu’on la convoite. Quoique vous disiez que le pouvoir m’est venu comme de lui-même, je sais ce qu’il m’a coûté de peines, de veilles, de combinaisons.”

Napoléon Bonaparte

“Je suis fermement persuadé que les ânes, quand ils s’insultent entre eux, n’ont pas de plus sanglante injure que de s’appeler hommes” .

Heinrich Heine

Cette chose étrange que l’on appelle le pouvoir, qui donne la capacité de faire, et tout particulièrement la capacité de faire plus que les autres. Qui permet à celui qui le détient d’obtenir cette satisfaction, cette jouissance dans le moindre avantage, dans le plus petit gain imposé à autrui. Ce goût du pouvoir qui explique ou qui justifie toutes les manoeuvres, tous les calculs, toutes les trahisons, tous les crimes.

Déjà entre eux, les enfants, par des confrontations, des bagarres, cherchent à établir une hiérarchie, les plus forts à imposer leur autorité. À quelque niveau que ce soit, la plus petite parcelle de pouvoir confère à son détenteur un sentiment de puissance, de supériorité sur le subalterne, avec la tentation d’en abuser.

Le pouvoir est une arme pour son détenteur, une menace, voire une terreur pour la personne qui s’y trouve confrontée.

Chez les enfants, il y a une jouissance non dissimulée du plus fort à imposer sa puissance physique à un cadet. Chez les adultes, la force brutale n’est plus tolérée socialement : le pouvoir est conféré par des structures hiérarchiques d’origines diverses, professionnelles, économiques, sociales, catégorielles et politiques.

La délinquance quant à elle, privilégie toujours la violence, sans doute pour son efficacité, la rapidité de ses effets, l’obtention d’un pouvoir imposant immédiatement une soumission totale.

Voilà un homme quelconque. Qu'il brandisse soudain une arme à feu (ou une simple réplique inoffensive) en vociférant des ordres, il verra instantanément l'effet de son pouvoir qui est d'inspirer la terreur par la peur de la mort. Redoutable mais trop voyant et condamné socialement et pénalement.

Tout aussi redoutable et presque invisible : voilà un couple quelconque. Uniquement avec des mots insidieux, destructeurs, distillés savamment pendant des mois, des années, une femme au comportement pervers pourra démolir complètement son mari, psychologiquement et même physiquement, le réduire à l'état de loque humaine. Et si par malheur, l'homme réagit un jour violemment, il y aura une femme battue de plus, le bourreau deviendra victime, certificat médical à l'appui, avec dommages et intérêts, divorce aux torts exclusifs de l'homme, trop souvent privé définitivement de ses enfants dans les griffes de leur mère abusive. La réciproque est vraie mais bien plus facile à prouver.

Car le pouvoir s'exerce par de simples mots, souvent anodins, un regard, une attitude. Par la simple obéissance à des règles non dites, le dominé accepte et reconnaît le dominant.

Il suffit de bien peu de choses, une intonation sur un mot, pour qu'une violence cachée s'insinue dans le rapport hiérarchique. Une dérive s'installe et l'abus de pouvoir commence.

Dans la sphère politique, la masse des citoyens investit une poignée de représentants de pouvoirs considérables. Ce n'est plus un gangster avec une arme de poing, c'en est un autre, le président de la République, avec, dans sa main, la bombe atomique. Carrément !

Il faut que la démocratie soit devenue folle pour en arriver là. C'est comme si un père-peuple donnait à son fils-président un pistolet chargé en espérant qu'aucun accident n'arrive. Voilà l'inconséquence des peuples, qui se déchargent de toute responsabilité par l'intermédiaire du suffrage universel et des représentants élus qui se contentent de profiter du système et de le faire perdurer. Il faudra bien qu'un jour les citoyens prennent directement en main leur destin. Mais cela suppose une prise de conscience, une volonté et un déclenchement. L'emprise du système et le conditionnement sont tels que cela paraît impossible. Et pourtant, l'écroulement de l'empire soviétique et des Twin Towers semblaient aussi impossible.

L'argent est souvent considéré par beaucoup comme une valeur matérielle méprisable et certains y voient même l'instrument privilégié de l'action du diable en personne sur la pauvre et faible humanité. Mais ne serait-ce pas plutôt un piège de plus du Malin pour focaliser notre attention sur cet objet pas toujours matériel, qui alimente le fantasme collectif de la richesse ?

L'argent, sous quelque forme qu'il se présente, n'est fondamentalement qu'un moyen, qu'un instrument, qu'un outil qui aide à résoudre certains problèmes. La différence entre l'argent et un marteau tient au domaine d'utilisation de l'un ou l'autre outil. Le marteau, me direz-vous, ne sert qu'à marteler le fer ou à enfoncer des clous. Cela semble peu de choses mais sans lui, toutes les productions, innombrables, de la forge, de la menuiserie, de la charpente et d'autres activités, seraient impossibles.

L'outil monétaire possède cette supériorité extraordinaire sur tous les autres qui tient à son universalité. C'est pour cela qu'on préfère avoir dans sa poche un portefeuille bien garni plutôt qu'un marteau ! L'argent est utilisable dans toutes les circonstances, dans tous les domaines. À l'exception d'un seul : on n'achète pas le cœur de l'Homme.

Lorsque le Nouveau Testament décrète que “ l'amour de l'argent est la racine de tous les maux”, ne tombe-t-il pas lui-même dans le piège ? Ne faudrait-il pas remplacer le mot “argent” par le mot “pouvoir” ? La fascination de l'argent n'est que celle du pouvoir qu'il procure. Si le diable est bien quelque part, il faut le chercher du côté du pouvoir, de la supériorité, de la puissance qu'il confère à son détenteur.

Le pouvoir crée une inégalité entre celui qui le détient et celui qui n'en est pas pourvu. Il donne à l'un la possibilité de dominer l'autre qui ne peut que subir. Ceci, quelle que soit sa nature : pouvoir de l'argent, pouvoir de la force ou de l'intelligence, pouvoir hiérarchique (dans l'entreprise ou dans l'appareil d'État), pouvoir politique.

Le pouvoir crée de l'inégalité.

C'est pourquoi, dans le domaine politique, l'invention de la démocratie veut réduire cette inégalité en instituant un principe de stricte égalité politique entre les citoyens.

Un citoyen “ pèse” autant qu'un autre. Mais une fois posé ce principe, le plus difficile reste à faire : comment s'y prendre pour faire jouer son rôle politique au citoyen, lui donner la parole, lui faire exprimer sa volonté ?

Les Grecs eux-mêmes, qui ont inventé la démocratie, avaient parfaitement

compris la difficulté.

Ils ont inventé la démocratie directe mais en ont perçu les limites et les insuffisances, puisqu'ils ont inventé, en même temps, le principe de la représentation qui est celui d'une démocratie indirecte.

Mais ils ont compris aussitôt que la représentation, en concentrant le pouvoir politique entre les mains du représentant, heurtait de front le principe fondamental de la démocratie : l'égalité absolue des citoyens.

Ils ont donc inventé le *seul système* susceptible de réconcilier ce qui est inconciliable : à savoir la concentration du pouvoir qui crée de l'inégalité et le principe d'égalité des citoyens. C'est là tout leur génie. Ce système, génial, *ne consistait pas à élire des représentants du peuple au suffrage universel.*

D'ailleurs, la théorie démocratique depuis Spinoza et le Contrat Social de Jean-Jacques Rousseau confirme qu'il ne suffit pas de compter des voix, sans autre condition. On s'obstine à en ignorer les principes les plus élémentaires. La démocratie se moque des fausses hiérarchies politiciennes et se soucie de faire accéder à ses valeurs politiques l'ensemble des citoyens. Par son principe d'égalité politique, elle suppose et impose l'indépendance et la liberté de jugement de chaque citoyen. La démocratie invite chaque citoyen à revendiquer et à débattre *en* politique, c'est-à-dire sur *tout* ce qui concerne les affaires publiques du peuple des citoyens ou de la Nation.

Le système de la votation au suffrage universel, considéré actuellement comme l'idéal démocratique, institué au niveau du droit international dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, *ne répond pas à cette exigence.*

C'est pire : ce système ne fait qu'amplifier l'inégalité politique en renforçant le pouvoir politique des représentants constitués en castes politiques, et en réduisant au quasi-silence celui des citoyens.

Le grand cirque des élections consiste, pour le citoyen-spectateur, à apprécier devant son poste de télévision lequel des deux ou trois leaders en piste présente les meilleures apparences, et c'est là-dessus que le citoyen fonde sa croyance en la démocratie et en son jugement souverain !

Le pouvoir, quelle que soit sa nature, fabrique de l'inégalité.

Cependant, certaines inégalités sont acceptables parce qu'elles résultent

d'une inégalité somme toute naturelle, liée aux dons personnels des individus. On appréciera tout autant le talent d'un musicien ou d'un peintre, la dextérité d'un souffleur de verre, l'imagination d'un inventeur ou d'un écrivain, l'opportunisme d'un entrepreneur, etc.

Qu'ils en tirent des avantages économiques ne peut heurter personne, sauf si ces avantages amplifient excessivement le pouvoir et la richesse d'une minorité au détriment d'une majorité. C'est là l'origine des revendications économiques et sociales et de toute la critique marxiste, l'inégalité économique menant tout droit à la lutte des classes et à la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

Cela ne résoud en rien le problème politique. Les prolétaires chassant les bourgeois, un pouvoir politique en remplace un autre. C'est la faille majeure du marxisme. Avec Lénine et Staline, cette faille deviendra un abîme, rempli de millions de cadavres.

Le pouvoir politique, fondé par la démocratie sur l'égalité des droits, ne doit pas engendrer l'inégalité politique. C'est pourtant ce que fait le système démocratique actuel avec la méthode inappropriée et injuste de la votation et du suffrage universel : il fabrique une caste d'élus, professionnels et carriéristes, dont toute l'activité est centrée sur leur réélection et leur maintien au pouvoir.

Ce qui explique les discours creux de la langue de bois, les programmes politiques interchangeables et vides, l'importance accordée à la forme plutôt qu'au fond, les stratégies politiques remplacées par des stratégies de marketing, la place accordée à la communication, à la publicité pour séduire un citoyen rabaissé à un rôle de simple consommateur d'une marchandise politique.

L'idéal démocratique est trahi et ne nous offre que l'escroquerie institutionnelle d'une démocratie de marchands de tapis... ou de café.

Le pouvoir s'exerce tout autant dans la sphère privée que dans la sphère publique.

Dans la sphère privée, le pouvoir, c'est celui qu'exerce l'homme dans la famille traditionnelle patriarcale. Ce qui n'empêche nullement bien des épouses de "porter le pantalon" car, ce que femme veut ... Rien n'interdit la concertation et les décisions prises en commun dans le couple pour tout ce qui engage la vie de celui-ci. Choix de consommation, de dépenses ou d'investissements (va-t-on changer de voiture, acheter un appartement,

partir en vacances...) Choix de vie : va-t-on faire un enfant, déménager, changer de travail, faire une formation, prendre une année sabbatique... C'est tout cela et quantité d'autres décisions possibles, prises au jour le jour ou planifiées sur des années, qui constituent la politique d'un couple, d'une famille, d'un clan, sur le plan privé. Le pouvoir est détenu exclusivement par l'homme dans les sociétés machistes (au moins en apparence, car une femme habile est toujours capable de manipulation) ou bien il résulte d'une négociation et d'un accord.

Toujours dans la sphère privée, le pouvoir est détenu par le créateur ou le patron d'une entreprise, parce qu'il en est le propriétaire et le dirigeant. Le patron peut s'entourer d'une équipe qui l'aidera à exercer son pouvoir, mais c'est lui seul, en dernier ressort, qui prendra les décisions définitives. Un patron qui réussit (sauf s'il travaille seul) sait recruter des collaborateurs efficaces et sait leur déléguer une partie de ses pouvoirs. Beaucoup de créateurs d'entreprises échouent parce qu'ils ne savent pas déléguer, confier une partie de leur propre travail à d'autres. La hiérarchie installée dans une entreprise dilue progressivement le pouvoir du patron et distribue ce pouvoir à tous les échelons. Chaque employé en détient une parcelle plus ou moins importante en fonction de son rôle et de son niveau de responsabilité dans l'entreprise.

Dans la sphère publique, le pouvoir est exercé par tous les élus, à l'échelon local (maire, conseillers municipaux) ou national (députés, sénateurs, président). Ils ont la primauté du pouvoir public parce qu'ils détiennent le pouvoir législatif, c'est-à-dire le pouvoir extraordinaire de modifier, d'adapter ou de changer les règles du jeu de la société toute entière. Ce pouvoir politique est relayé par l'incontournable courroie de transmission que constitue l'appareil d'État. Ainsi, une multitude de fonctionnaires détiennent dans leur spécialité une parcelle de pouvoir qu'ils ont la charge d'appliquer : juges, policiers, douaniers, inspecteurs des impôts, des fraudes, d'académie... Ce pouvoir se répercute par la hiérarchie jusqu'au plus modeste employé de l'administration. Lorsqu'un gendarme sanctionne une infraction au code de la route, il exerce un pouvoir public sur le simple citoyen qu'il verbalise. Un professeur qui note un élève exerce lui aussi un pouvoir public.

Toute hiérarchie fonctionne sur la base d'une distribution et d'une dilution du pouvoir et de la responsabilité.

Le vertige du pouvoir.

Ainsi défini, le pouvoir produit des effets redoutablement pernicieux,

pervers, diaboliques. Il exerce une double fascination sur les maîtres et sur les sujets, sur les acteurs et sur les spectateurs, sur les élus et sur les citoyens, sur les dominants et sur les dominés.

Fascination sur les dominants.

Un chef d'entreprise a pour principal objectif la réussite de son entreprise et l'obtention d'avantages économiques personnels. Ce qui motive un créateur d'entreprise, c'est avant tout la création, l'envie de faire vivre son idée à tout prix et quelquefois le prix à payer est très élevé : journées de travail interminables, pas de repos ni de vacances, stress permanent, mise en difficulté de son couple, épuisement des finances, dettes, faillite, divorce. Un chef d'entreprise n'est pas motivé a priori par son pouvoir de chef sur ses employés. Le pouvoir du patron n'est pas un but en soi. Il est une conséquence de sa position de décideur. C'est dans la révélation de son propre pouvoir à lui-même que le leader peut être saisi de vertige et perdre les pédales. Quantité de patrons tyranniques et de petits chefs usent et abusent de leur position hiérarchique. Cependant, cet abus est limité aux frontières de l'entreprise. Dans le cas des multinationales, ces frontières sont démesurées et leurs abus peuvent concerner des millions de personnes et toute la planète, sans limite, sans contrôle, même pas de la part de leurs actionnaires : elles rejoignent la dimension des États. Comme eux, elles prétendent respecter la démocratie, mais bafouent les droits de l'homme les plus élémentaires et n'hésitent pas à installer des dictateurs là où cela les arrange. Ainsi, le pouvoir d'une entreprise privée peut avoir une action décisive et déterminante sur le pouvoir d'un État. Les exemples sont innombrables. Je n'en citerai qu'un : l'action d'ITT, soutenue par la CIA, qui conduisit Pinochet au pouvoir et liquida Allende, légalement et légitimement élu en 1970. La liste des dictatures installées par la "démocratie" américaine n'est qu'une litanie désespérante, révoltante, écoeurante. La France n'est pas en reste en Afrique avec ses anciennes colonies.

Les politiciens, quant à eux, ont pour principal objectif la conquête du pouvoir. Ils n'ont aucun point commun avec un créateur d'entreprise, si ce n'est l'envie de réussir. Ce sont avant tout des prédateurs et des séducteurs.

Bien sûr, bon nombre de citoyens naïfs, pleins de bonne volonté, tentent l'aventure politique. Elle reste possible au niveau d'un conseil municipal d'une petite commune. Mais si l'ambition est plus forte, notre prétendant sera obligé de passer sous les fourches caudines d'un parti politique. Il lui faudra subir la concurrence d'autres ambitieux (jeunes loups aux dents

peut-être plus longues que les siennes), les tirs de barrage des notables déjà en place, subir la discipline du parti et de son bureau ou comité central, jouer au militant actif et dévoué, accepter d'avaloir des couleuvres grosses comme des anacondas d'Amazonie. Il lui faudra longtemps jouer des coudes et glisser des peaux de bananes sous les pieds de ses adversaires avant de se voir accorder le strapontin recherché, puis le fauteuil convoité. Il lui faudra beaucoup de patience, une obstination de tous les instants, "l'égoïsme, la dureté et la ruse" (De Gaulle), l'indispensable baratin, la maîtrise de la langue de bois et de la rhétorique de son parti, le sens de la manipulation et le cynisme à doses massives pour la pratique systématique du mensonge (dans le cas peu probable où il ne serait pas mythomane). Il pourra ainsi gravir les échelons de la représentation électorale : conseil municipal, mairie, conseil général, conseil régional, Assemblée Nationale, Sénat. Et pourquoi pas l'Élysée ?

La plupart des citoyens naïfs et pleins de bonne volonté sont tellement écoeurés par ces pratiques indignes qu'ils ont tôt fait d'abandonner la partie et le parti. Leur honnêteté ne peut s'accommoder de toutes ces compromissions. Les crocodiles, qui ignorent l'envie de vomir, attendent leur heure en pataugeant dans l'eau trouble du marigot politicien. Ceux-là feront carrière dans la jungle politique et s'infiltreront dans l'oligarchie régnante, en costume trois pièces.

Quelles que soient leurs appartenances politiques et leurs antagonismes idéologiques, les membres de cette caste politique, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, forment une classe cohérente et solidaire qui les rassemblent tous dans le même univers clos, coupé du monde réel, la même bulle aristocratique, où chacun tient son rôle dans le jeu politique. Ainsi, deux députés qui s'invectivent vertement dans l'hémicycle, se retrouvent, un quart d'heure plus tard, à rire ensemble à la buvette de l'Assemblée Nationale, comme les meilleurs amis du monde.

Ils sont tellement loin les citoyens "d'en bas" !

Parvenant à ces sommets, aucun acteur du jeu politique ne reconnaîtra jamais sa fascination et son goût du pouvoir, sa volonté de puissance et de considération, qui constituent les motivations essentielles de son engagement. L'ambition des leaders politiques (les pires puisqu'ils sont au sommet) passe par le mépris des hommes et de leurs jugements : ils sont blindés, sûrs d'eux, sans pudeur, sans vergogne, ce sont des m'as-tu-vus exhibitionnistes au-delà de l'indécence, menteurs effrontés, mythomanes, égotistes à la démesure de leur nombrilisme, paranoïaques dangereux et pervers narcissiques retors. Le pouvoir attire jusqu'à lui ces hommes

étranges. Il sélectionne, grâce à la compétition électorale, une “élite” prête à toutes les manoeuvres, toutes les manipulations, tous les coups tordus (que les gens ordinaires sont bien incapables d’imaginer) pour obtenir les faveurs des citoyens. La démocratie actuelle sélectionne des hommes aberrants, des malades mentaux, des psychosés du pouvoir. Les citoyens “d’en bas” doivent prendre conscience qu’ils valent beaucoup mieux qu’eux et qu’ils peuvent faire mieux à leur place.

Le principe de Peter a démontré depuis longtemps que les incompetents se croient plus compétents que les autres, qu’ils sont incapables de reconnaître leurs erreurs, ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, de grimper beaucoup plus vite dans les hiérarchies et de s’installer à leur sommet pour très longtemps, trop longtemps.

Fascination sur les dominés.

Les dominés sont conscients de la distance qui les sépare des dominants. Le chef est reconnu supérieur, plus intelligent, plus courageux, plus méritant. Il est admiré, respecté. Il est un modèle que l’on imite, qui attire, qui flatte, qui permet de se dépasser, de se perfectionner. Dans cette relation de fascination, le sujet ne s’oppose pas à son modèle, ne l’affronte pas. Il est avec lui, de son côté et s’enrichit à travers lui. Il peut ainsi s’auréoler de l’énergie et de la force du chef, se revaloriser à ses propres yeux et récupérer quelques précieuses miettes de pouvoir.

La détention d’un pouvoir, de quelque nature ou importance qu’il soit, perturbe et pervertit le comportement de la personne qui l’utilise. La plus petite parcelle de pouvoir possède une énorme capacité de perturbation, de corruption. Celui qui en use est constamment tenté d’abuser de ce pouvoir, de repousser les limites initialement définies pour profiter au mieux des avantages de supériorité qu’il lui confère. Le plus souvent, sans même s’en rendre compte, sans en prendre conscience.

L’expérience la plus troublante et la plus révélatrice de la nocivité du pouvoir a été menée naguère par un psychosociologue américain, Stanley Milgram.

Il a fait croire aux personnes testées qu’elles participaient au test psychologique d’une autre personne, en fait complice de l’expérience. Ce complice doit répondre à une série de questions posées par le sujet. Chaque fois que la réponse est erronée, le sujet a pour consigne de punir le complice par une impulsion électrique douloureuse dont la fonction serait de diminuer le nombre d’erreurs. Évidemment, le complice, branché sur des

fils électriques factices, simule des souffrances. Le résultat de l'expérience est édifiant.

Confrontés à la souffrance qu'ils infligent, les sujets poursuivent l'expérience, obéissant aux injonctions du psychologue, et très peu refusent d'aller plus loin. L'immense majorité se montre peu sensible aux souffrances du complice. Certains continuent l'expérience jusqu'à l'évanouissement (simulé) de ce dernier. En l'occurrence, le contrôle de l'autorité (le psychologue) et les ordres donnés au sujet bouleversent le comportement d'un individu normal. Le pouvoir de nuire dont il est investi est utilisé. La possession de ce pouvoir anesthésie toute capacité de critique et de révolte, tout sentiment de pitié et d'empathie. Pire, certains sujets prennent un réel plaisir à ce jeu sadique. Milgram conclut : " Des gens ordinaires dépourvus de toute hostilité peuvent, en s'acquittant simplement de leur tâche, devenir des agents d'un atroce processus de destruction".

La fascination des armes et en particulier des armes à feu, est liée au pouvoir qu'elles confèrent à leurs détenteurs. Il est évident qu'un homme avec un fusil entre les mains n'est plus celui qui, cinq minutes plus tôt, avait les mains libres. Si un supérieur hiérarchique, reconnu comme tel (militaire, civil, religieux ou autre) lui intime l'ordre de tirer sur un lapin ou sur le voisin d'en face, notre honnête homme se transformera aussitôt en tueur.

C'est exactement pour les mêmes raisons que l'automobile transforme parfois son chauffeur en chauffard et en meurtrier. La voiture est un merveilleux instrument de liberté. Faut-il accuser la voiture ou le pouvoir qu'elle confère à son utilisateur, qui lui permet de se déplacer plus vite qu'à pied, et de jouir d'une machine qui amplifie considérablement la puissance (pour ne pas dire la virilité) de l'homme ?

Le pouvoir d'une arme ou d'une voiture vous transforme d'un coup de baguette magique et diabolique un homme respectable en tueur exécrationnel.

Le pouvoir politique transforme de la même façon ceux qui y touchent : il anesthésie leurs consciences, perturbe leurs comportements, pervertit leurs pensées, leurs réflexions, leurs paroles. Mieux, il attire inexorablement à lui les êtres les plus malhonnêtes, les plus pervers, les plus fous, les plus dangereux.

Pour l'économiste Joseph Schumpeter (Capitalisme, socialisme et démocratie) les phénomènes de groupe ne font qu'amplifier le problème :

“... on ne doit pas oublier que les phénomènes de psychologie des foules ne se limitent aucunement aux émeutes d’une populace dans les rues étroites d’une ville latine. Tout parlement, toute commission, tout conseil de guerre où siègent une douzaine de généraux sexagénaires présentent (...) certains des symptômes qui se manifestent sous un jour si cru quand la canaille descend dans la rue, notamment un sens réduit des responsabilités, un niveau inférieur d’énergie intellectuelle et une sensibilité accrue aux influences extra logiques”.

La parade est possible. Elle consiste à contrôler, réduire, limiter, voire supprimer ce qui est à l’origine du pouvoir.

Les armes ? Il suffit d’en interdire la vente et la détention. Les États-Unis, où l’on peut acheter une arme aussi facilement qu’un kilo de carottes, détiennent le record mondial de morts par arme à feu. C’est pourtant logique : plus on multiplie les armes et leurs détenteurs, plus on multiplie les occasions de les utiliser mal. Mais le lobby des armes veille et son pouvoir est assez puissant pour acheter les politiciens et corrompre le pouvoir politique.

Les voitures ? Puisque l’on ne peut pas s’en passer, faut-il que les chauffards soient poursuivis comme des criminels, que tous leurs biens personnels soient saisis au bénéfice de leurs victimes, que l’on installe des mouchards comme pour les poids lourds, que l’on inscrive sur le tableau de bord, sous le nez du conducteur, en grosses lettres évidentes, ineffaçables et bien moches, comme pour l’alcool et le tabac, la mention obligatoire : “ L’abus de la voiture est mortel pour vous et pour les autres”, etc.?

Le pouvoir politique ? C’est le pire des pouvoirs. Il permet à ceux qui le détiennent, d’un bureau confortable, sous les ors et les lustres de l’État, de décider de la vie et de la mort de millions de personnes qui ne désirent qu’une chose : la paix. Au nom de la “ raison d’État”, de “l’intérêt général”, de la “défense de la patrie en danger”, pour “sauver la démocratie et la liberté”, ces beaux messieurs, qui ne se salissent jamais les mains, d’un simple paraphe au bas d’une feuille décident le massacre des Palestiniens, des Tchétchènes, des Irakiens, etc.

C’est une histoire sans fin. Les pires criminels se recrutent chez les hommes politiques. Personne ne peut contester cette évidence.

Le plus effarant (mais qui s’en offusque ?) c’est que la violence de la dictature n’est même pas nécessaire pour installer des criminels au pouvoir. La “démocratie” a su sélectionner Hitler et les derniers en date : Milosevic, Sharon, Bush et Poutine.

Une démocratie capable de nous imposer ça est une caricature de démocratie, une escroquerie juridique et institutionnelle, un crime contre l'humanité.

Le pouvoir politique étant dans son essence créateur d'une différence entre ceux qui l'ont et ceux qui ne l'ont pas, différence génératrice d'une inégalité de fait, il faut impérativement restaurer une égalité politique qui, si elle est reconnue en droit, est trahie par le système de la votation et du suffrage universel, incapable de l'imposer dans la pratique de la démocratie actuelle. Il faut donc changer cette pratique.

Au lieu de concentrer le pouvoir entre les mains de quelques individus fatalement perturbés et pervers par son exercice, il faut l'émettre et le distribuer au plus grand nombre possible et en restreindre l'usage dans le temps à des périodes les plus courtes possibles.

Ce changement de perspective devra introduire obligatoirement un changement de comportement de ceux qui détiendront ce pouvoir. Ils seront forcés de respecter les valeurs d'humilité, d'honnêteté, de transparence. Une vraie révolution en perspective ! Elle ne peut passer que par le goulot d'étranglement incontournable de la politique.

Chapitre II :

la politique et les politiciens

“ Le politique s’efforce à dominer l’opinion... Aussi met-il tout son art à la séduire, dissimulant suivant l’heure, n’affirmant qu’opportunément... Enfin, par mille intrigues et serments, voici qu’il l’a conquise : elle lui donne le pouvoir. À présent, va-t-il agir sans feindre ? Mais non ! Il lui faut plaire encore, convaincre le prince ou le parlement, flatter les passions, tenir en haleine les intérêts. ”

Charles de Gaulle

Comme tous les ans, la télévision nous propose son marronnier habituel : les épreuves du bac. Avec, comme toujours, un intérêt renouvelé pour la philosophie, probablement parce que c’est la première épreuve subie par les candidats.

Parmi les sujets de dissertation proposés, “ La politique est-elle une science ou un art ? ” semblait rallier l’intérêt des journalistes, d’autant plus que se révélait par ailleurs la “ fracture ”, pour ne pas dire le précipice, qui se creuse de plus en plus entre la classe politique et les citoyens “ d’en bas ”.

À la clef, les inévitables interviews de candidats bacheliers avec l’opinion unanime : c’est évident, la politique est un art, pas une science. Cerise sur le gâteau, l’interview d’un homme politique très en vue, lequel, du haut de sa grandeur et de sa suffisance et dans son inénarrable verbiage de professionnel, confirmait l’évidence des opinions précédentes : la politique ne peut être qu’un art.

Hélas pour les candidats et pour l’homme politique, la philosophie ne fait pas bon ménage avec les évidences. Elle exige une réflexion en profondeur. Le sujet proposé tendait un piège grossier. Chaque mot avait son importance. Il fallait bien définir chaque mot.

Tout semble séparer la science et l’art. Comment le mot “ politique ” pouvait-il les réunir ?

La vraie difficulté était de définir clairement le mot “ politique ”. Ce qui semble ne pas avoir été fait ni par les candidats interrogés ni par l’homme

politique. Il n'est pas question ici de proposer un corrigé de ce sujet du bac. Mais il vaut la peine d'y réfléchir un tout petit peu.

Si l'on définit la politique dans son sens premier qui est la gestion de la ville (polis) et des affaires publiques de la communauté des citoyens, il devient évident que réduire cette activité à un art est inacceptable. Cette activité de gestion, notamment de gestion de ressources financières, ce qui suppose la précision rigoureuse de la comptabilité, la rapproche plus de la science que de l'art.

La politique consiste aussi à faire des choix dans les décisions à prendre, dans l'affectation des ressources aux dépenses. Mais ces choix ne devraient-ils pas relever du simple bon sens et des évidences logiques ? Ne devraient-ils pas être déterminés en fonction des besoins prioritaires des citoyens et non pas des lubies des hommes politiques asservis aux lobbies privés ?

C'est ici qu'il faut faire apparaître le hiatus entre *la* politique et *le* politique, les hommes politiques.

La politique peut en effet mettre en oeuvre des techniques scientifiques : gestion, comptabilité, statistiques, étude d'impact, rendement des investissements, etc. Par contre, les hommes politiques ne sont surtout pas des scientifiques. Leur démarche relève plus de l'artiste en représentation : que doit-il dire, proposer et (très accessoirement) faire pour séduire son public de citoyens. Pour durer. Pour exister. Pour être réélu. Pour être une vedette. Pour être connu. Pour être incontournable, indispensable. Pour être au pouvoir. Car seul le pouvoir motive ces gens-là. Le sentiment de puissance et de supériorité qu'il leur procure les met en valeur. C'est leur oxygène. Pour lui, ils sont capables de tout. Toutes les bassesses, toutes les compromissions, jusqu'aux pires folies. Celles qui se construisent sur des beaux raisonnements qui conduisent tout droit aux épreuves de force et à la guerre. Le tout avec bonne conscience et dans la plus absolue irresponsabilité.

La vraie politique n'est pas un art. Par contre, la politique, telle qu'elle est pratiquée par les politiciens, dite "politique politicienne", relève de l'art du politicien artiste.

Mais ce que l'on peut accepter d'un artiste est inacceptable de la part d'un homme politique. Si un artiste pratique l'art de plaire, qui s'en plaindra ? Mais un politicien ?

On accepte volontiers qu'un artiste dont le talent s'exprime dans quelque

discipline que ce soit puisse être un m'as-tu-vu, arrogant, égotiste, cabotin. Il peut être ivrogne, drogué, dépressif. Insupportable, bête et méchant pour ses proches. Mégalomane, hypocondriaque, paranoïaque ou pervers. Peu importe les défauts de sa personnalité, ses faiblesses de caractère ou ses vices. Seuls comptent son talent dans son art, sa créativité, le plaisir qu'il procure à son public. Si un artiste ne vous plaît pas, personne ne vous oblige à acheter ses productions, à payer pour les voir, les écouter, les toucher, les goûter (les grands cuisiniers sont aussi des artistes).

Tandis qu'un politicien, à quelque niveau que ce soit, qui se comporte avec tous les défauts possibles d'un artiste, les fait subir à tous ses concitoyens en imposant des choix souvent contestables et quelquefois catastrophiques pour la collectivité.

Il est inutile de dresser une liste des plus cinglés d'entre eux. Ils sont bien connus. Cette folie ne date pas d'aujourd'hui !

Dans "Éloge de la folie", Érasme, au début du seizième siècle, n'hésite pas à dire du prince : "Il ignore les lois, est assez hostile au bien général, car il n'envisage que le sien ; il s'adonne aux plaisirs, hait le savoir, l'indépendance et la vérité, se moque du salut public et n'a d'autres règles que ses convoitises et son égoïsme."

Calvin en rajoute : "Fi ! Ce n'est qu'ordure d'eux... Il faut qu'ils soient mis bas et qu'on ne tienne plus compte d'eux, non plus que des savates." (Corpus reformatorum)

Luther déclare que les princes : "sont à l'ordinaire, les plus grands fous et les plus fieffés brigands qui soient sur terre."

Saint-Just, révolutionnaire franc-maçon, psychopathe pervers de la plus exécrable espèce, montant vers l'échafaud, cria à la foule : "Peuple, ton pire ennemi, ce sont tes dirigeants !" Était-il seulement conscient à ce moment-là de sa propre responsabilité dans les abominations de la Terreur ? Probablement pas.

Le simple statut de politicien autorise tout un chacun à s'interroger sur la santé mentale des prétendants au suffrage universel.

On préfère de temps en temps se focaliser sur la santé physique d'un président qui s'engage à la transparence et qui publie pendant des années des certificats médicaux bidons.

Quel est l'objectif d'un politicien ? C'est d'entrer et de se maintenir dans la classe politique, la caste des politiciens professionnels qui se prétendent

représentatifs par la vertu de la démocratie. En fait, c'est un milieu, le milieu par excellence, une quasi-mafia où s'élaborent entre les différents acteurs qui la composent des tactiques et des stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir dans le respect des règles du jeu politique qu'ils ont eux-mêmes définies.

Cela suppose de leur part l'acceptation, la validation et les compromissions avec le fonctionnement de ce jeu sordide et tragique.

La politique qu'ils pratiquent, c'est l'art de la séduction et du mensonge. Le contraste est total entre le monopole et le déferlement des discours des politiciens et le silence des citoyens.

De deux choses, l'une : ou bien ils s'en accommodent avec cynisme, hypocrisie, indécence ; ou bien ce sont des aveugles et des inconscients, des naïfs, des niais. Dans les deux cas, (et l'on voit bien lequel est prédominant) ils sont indignes d'être là où ils sont.

Mais pourquoi y sont-ils? Qu'est-ce qui conduit un individu vers la politique ? Un certain nombre d'explications objectives sont données pour l'entrée dans l'arène politique.

Tout d'abord l'origine familiale, voire dynastique, de l'engagement politique. Les Napoléon, les De Gaulle, les Debré, les Poniatowski, les Douste-Blazy, les Baudis, les Kennedy, les Gandhi, les Bush, etc. En 1974, le politologue américain R. Hess décrit seize familles américaines d'où venaient huit présidents, trois vice-présidents, trente sénateurs, douze gouverneurs, cinquante-six membres de la chambre des représentants.

Ensuite des circonstances historiques : les révolutions américaine, française ou russe, les coups d'État, la Résistance...

Des circonstances particulières, comme la mort du frère de Lénine, Alexandre, exécuté par la police tsariste.

Enfin, le recrutement ou les vocations donnent la part belle aux classes sociales favorisées et aux diplômés des grandes écoles et des universités.

Ces explications classiques sont insuffisantes. Pour moi, il y a chez les politiciens une structure caractérielle qui les prédispose et les oriente dans cette carrière. Le suffrage universel et l'élection stimulent et comblent le narcissisme et l'égotisme du candidat politicien.

Pour convaincre les électeurs (et ce sera plus facile s'il en est lui-même convaincu) le politicien doit montrer son altruisme, sa capacité et ses atouts

pour la défense de l'intérêt général, l'intérêt de la Nation ou des Français. Il peut exister un réel désir de servir, mais il est clair que la logique de l'élection l'oblige en permanence à se comporter ostensiblement comme un authentique philanthrope, soucieux d'améliorer la situation d'autrui. Il y est obligé pour pouvoir se faire élire et réélire. Il n'est pas étonnant qu'il finisse par croire à sa philanthropie, à sa générosité, à son humanité, à son exception : ses talents d'acteur finissent par le convaincre lui-même. Même s'il est battu, les suffrages recueillis sur son nom lui confèrent une aura d'estime, de confiance, de prestige, de légitimité. Quand il gagne, c'est le paradis !

La personnalité narcissique se décrit par l'existence d'au moins cinq des caractères suivants :

- un sens aigu de sa propre importance
- l'obsession du succès et du pouvoir personnel
- le sentiment d'être unique, spécial, exceptionnel
- le besoin d'être admiré, reconnu, approuvé
- la certitude que tout lui est dû
- l'utilisation, la manipulation d'autrui dans les relations personnelles
- le manque d'empathie vraie
- la jalousie, la convoitise, l'envie
- l'absence de doutes, l'arrogance.

N'est-ce pas la description exacte du comportement ordinaire des politiciens ? Notons que le manque d'empathie réelle n'empêche nullement notre candidat de se précipiter vers la foule, bras ouverts, large sourire vendeur aux lèvres pour distribuer à la ronde d'innombrables et chaleureuses poignées de mains, tout en flattant la croupe des vaches...

La vie d'un narcisse consiste à chercher son image dans le regard des autres qui n'existent pas en tant qu'individus mais en tant que miroir. Il cherche à faire illusion pour masquer son propre vide. Il cherche le pouvoir pour faire illusion. Il est probable que ce qui affecte le plus les titulaires d'un siège, battus au soir d'une élection, est moins la perte du pouvoir que le retrait d'une confiance de l'électorat constitutive d'une blessure narcissique profonde.

La dérive perverse.

“Ô Zeus, pourquoi as-tu fourni aux humains des moyens de reconnaître l’or de mauvais aloi, alors que les hommes ne portent sur le corps aucune marque qui distingue le pervers ?” Euripide.

Certes, nous sommes tous plus ou moins névrosés et tout le monde connaît des petites crises de narcissisme, des petits épisodes pervers ou paranoïaques. Mais on en sort vite et l’on s’en rend compte. C’est beaucoup plus grave quand on fonctionne en permanence dans ces registres douteux.

Les politiciens sont les spécialistes de la communication ? Les pervers aussi. Parlons-en ! Qu’est-ce qui caractérise la communication perverse ?

- La déformation du langage :

Le discours pervers est calculé pour être flou et imprécis, ce qui provoque la confusion de l’auditeur qui se trouve désarmé, en position de faiblesse.

Le discours pervers est prononcé sur un ton normal, calme, maîtrisé, mais ses propos sont insidieusement agressifs. La victime qui se sent agressée s’énerve, ce qui permet au pervers de montrer que c’est lui qui est agressé.

Le discours pervers utilise un langage technique, dogmatique, abstrait. Sur un ton très docte, professoral, il vous donne l’impression que lui sait et que vous êtes ignare, même si, en fait, il dit n’importe quoi. Il en impose avec une érudition apparente, n’hésitant pas à recourir aux citations pédantes d’auteurs plus ou moins connus. Pour le pervers, la forme importe plus que le fond, il faut qu’il en impose en paraissant savant. Il existe même une école où l’on apprend tout cela : c’est l’ENA ; on en sort avec une maîtrise ès langue de bois. On peut toujours chercher à argumenter, les pervers ont toujours raison et trouvent toujours le moyen d’avoir le dernier mot.

- Le mensonge systématique :

Les pervers pratiquent le mensonge en toutes circonstances, même s’il est évident qu’ils mentent. Mais voilà : “L’esprit de l’homme est ainsi fait que le mensonge a cent fois plus de prise sur lui que la vérité” (Érasme). La force du pervers et de son mensonge, c’est qu’il est lui même tellement convaincu par son mensonge qu’il fait douter l’autre et qu’il finit par le convaincre. Plus le mensonge est gros, plus il est efficace. Si on l’accuse de mentir, le pervers niera avec une telle sincérité qu’il emportera l’adhésion. C’est ce qui permet d’expliquer les “primes à la casserole” : des politiciens corrompus, sanctionnés par les tribunaux ou menacés de l’être, sont réélus facilement par des électeurs grugés par leur aplomb. Il n’est pas nécessaire

de donner des noms. Tout le monde les connaît. Hélas, les Guignols de Canal + ne sont même plus une caricature !

- La séduction permanente :

Les pervers vont à la rencontre des autres pour les séduire. Ils ont un art consommé d'user et d'abuser de leur charme et de leur facultés d'adaptation pour s'imposer et gravir les échelons.

Le but d'un pervers, c'est la conquête du pouvoir et s'y maintenir par tous les moyens.

Dans un groupe, quel qu'il soit, le pervers déploiera toutes les ressources de sa séduction pour attirer à lui les participants les plus dociles. Si quelqu'un ne se laisse pas manipuler, il sera désigné comme bouc émissaire et le groupe le rejettera. Perdant tout sens critique, le groupe, sous l'influence du pervers, tombe dans l'intolérance, l'irrespect, le cynisme, le dénigrement. Le pervers se débarrasse ainsi de tous ceux qu'il perçoit comme des obstacles sur son chemin ou qui ont un jugement trop lucide sur ses agissements. Les pervers se servent des faiblesses des autres, savent masquer leur incompetence pour s'imposer. Ils pratiquent l'art de la fausse modestie, mais n'ont aucune modestie, aucune humilité vraies.

Ce portrait partiel du comportement pervers sera complété par ce qu'en dit Marie-France Hirigoyen dans son livre best-seller "Le harcèlement moral" :

"Il (le pervers) lui est impossible de se remettre en question... il leur faut rabaisser les autres pour acquérir une bonne estime de soi, et par là même acquérir le pouvoir, car ils sont avides d'admiration et d'approbation... ils savent naturellement manipuler, ce qui semble un atout dans le monde des affaires ou de la politique. On les craint également car on sait instinctivement qu'il vaut mieux être avec eux que contre eux... une tolérance actuelle consiste à s'abstenir d'intervenir dans les actions et les opinions d'autres personnes alors même que ces actions ou opinions nous paraissent déplaisantes ou même moralement répréhensibles. De même, nous avons une indulgence inouïe à l'égard des mensonges et des manipulations des hommes de pouvoir. La fin justifie les moyens. Mais jusqu'où est-ce acceptable ? Est-ce qu'ainsi nous ne risquons pas de nous trouver nous-mêmes complices, par indifférence, en perdant nos limites ou nos principes ? La tolérance passe nécessairement par l'instauration de limites clairement définies... Le contexte socioculturel actuel permet à la perversion de se développer parce qu'elle y est tolérée."

D'autant plus que le pouvoir et les politiciens donnent l'exemple même de

la perversion ! Elle poursuit :

“C’est la société tout entière qui est concernée dès qu’il est question de pouvoir... Dans un système qui fonctionne sur la loi du plus fort, du plus malin, les pervers sont rois... Sous prétexte de tolérance, les sociétés occidentales renoncent peu à peu à leurs propres interdits. Mais à trop accepter, comme le font les victimes des pervers narcissiques, elles laissent se développer en leur sein des fonctionnements pervers. De nombreux dirigeants ou hommes politiques, qui sont pourtant en position de modèles pour les jeunes, ne s’embarrassent pas de morale pour liquider un rival ou se maintenir au pouvoir. Certains abusent de leurs prérogatives, usent de pressions psychologiques, de la raison d’État ou du “secret défense” pour protéger leur vie privée. D’autres s’enrichissent grâce à une délinquance astucieuse faite d’abus de biens sociaux, d’escroquerie ou de fraude fiscale. La corruption est devenue monnaie courante. Or, il suffit d’un ou de plusieurs individus pervers dans un groupe, dans une entreprise ou dans un gouvernement pour que le système tout entier devienne pervers. Si cette perversion n’est pas dénoncée, elle se répand de façon souterraine par l’intimidation, la peur, la manipulation. En effet, pour ligoter psychologiquement quelqu’un, il suffit de l’entraîner dans des mensonges ou des compromissions qui le rendront complice du processus pervers. C’est la base même du fonctionnement de la mafia ou des régimes totalitaires. Que ce soit dans les familles, les entreprises ou les États, les pervers narcissiques s’arrangent pour porter au crédit des autres le désastre qu’ils déclenchent, afin de se poser en sauveurs et de prendre ainsi le pouvoir. Il leur suffit ensuite de ne pas s’embarrasser de scrupules pour s’y maintenir. L’histoire nous a montré de ces hommes qui refusent de reconnaître leurs erreurs, n’assument pas leurs responsabilités, manient la falsification et manipulent la réalité afin de gommer les traces de leurs méfaits.”

Dans la “Psychoanalyse intégrale”, Norberto R. Keppe montre que la sociopathologie et la psychopathologie sont étroitement liées. Pour lui, toutes les maladies mentales et leurs conséquences somatiques ont pour origine l’impossibilité de vivre sainement dans une société malade dont les structures et les fonctionnements sont aberrants et corrompus.

Dans son livre “La libération des peuples, pathologie du pouvoir” (Éditions Proton), Keppe établit que ce sont justement les individus les plus malades, les plus froids, les plus agressifs, les plus violents, les plus malhonnêtes, les plus pervers, qui dirigent et modèlent la société à leur image, pour satisfaire aux exigences de leur ego malade de démesure, à leur mégalomanie monstrueuse, à leurs délires pervers ou paranoïaques.

Plutarque disait déjà il y a 2000 ans : “Ils sont ordinairement corrompus dans leurs moeurs, esclaves de leurs penchants vicieux”.

Le niveau d'intégration d'une personne dans une société malade dont la toxicité est contagieuse et contamine les individus, dépend de sa capacité à tolérer l'intolérable. Les vrais malades ne sont pas ceux qu'on croit. Ceux qui se sentent bien et parfaitement intégrés dans une société agressive, qui fabrique des besoins artificiels et inutiles, qui génère des myriades d'injustices, du désespoir, des carences et des pollutions de tout genre, sont certainement aussi malades qu'elle.

À l'aide d'une éducation insensibilisante, d'une manipulation médiatique chloroformante, avec votre désir de faire comme tout le monde par conformisme et par peur d'être rejeté, la société vous rend incapable de démasquer et de repousser ce qui vous détruit. Par souci d'intégration on accepte l'inacceptable quitte à recourir à la pharmacopée. Si les Français sont les champions du monde de la consommation des médicaments psychotropes (somnifères, tranquillisants, antidépresseurs, anxiolytiques, etc.), ne faut-il pas y voir un indice fort du niveau de gravité de la maladie qui affecte la société française ?

Comment la guérir ?

Pour l'éthologue Boris Cyrulnik, deux éléments sont indispensables pour aller vers la guérison, ce qu'il appelle la résilience :

- 1) Une affectivité plus grande et libérée.
- 2) Un effort pour donner plus de sens.

Il nous dit qu'au niveau collectif on est plus doué pour la guerre que pour la paix, que l'on souffre dans la guerre et que l'on cherche à souffrir dans la paix. Pourquoi cette violence absurde ?

Parce que les pervers, qui détiennent et confisquent tous les pouvoirs, construisent de ce fait une société à leur image, une société pervertie par leurs soins et rendue perverse pour tous. Une société dans laquelle 1) toute affectivité est éliminée et où 2) il y a destruction et perte de sens. La violence insidieuse des pouvoirs pervers induit inévitablement toutes les formes de guerres, de répressions, de persécutions avec en retour la violence réactionnelle des victimes, laquelle commence avec les “incivilités” les plus légères, se poursuit avec les voitures incendiées et la délinquance plus grave et aboutit logiquement à la radicalisation du terrorisme, sur le plan national (bande à Baader, Brigades Rouges, Action Directe...) et sur le plan international avec le terrorisme islamiste réponse

logique à la la folie hégémonique mondialiste d'une poignée de gangsters américains.

Le pouvoir est comme les drogues, il rend les hommes fous. Pour empêcher cette folie, on interdit bien les drogues (pas toutes, cela va de soi) mais on se garde bien de faire ce qu'il faut pour contrôler et limiter toutes les formes de pouvoirs par des systèmes efficaces. Forcément. Changer le pouvoir, c'est changer le mode de prise de décision *et* le mode de désignation des personnes qui prennent ces décisions. Les pervers qui détiennent le pouvoir n'ont aucun intérêt à changer quoi que ce soit.

Il faut comprendre enfin que d'une extrémité à l'autre de la chaîne de violence qui relie les pires détenteurs de pouvoirs aux pires terroristes, aucun n'a la moindre parcelle de conscience de son implication dans un processus pervers.

Il est clair que la désignation de la représentation politique par les élections favorise les processus pervers et l'arrivée au pouvoir de personnalités perverses ou paranoïaques. Il y a une véritable carence de la société dans son incapacité totale à déceler ces éléments nocifs pour les exclure du jeu politique, comme cela se fait à l'encontre des gangsters ou des fous dangereux. Ces derniers ont hélas toujours un ou plusieurs temps d'avance sur les inoffensifs et les honnêtes. Ce qu'avait bien observé Michel Foucault lorsqu'il écrit : "J'ai toujours regretté que la corruption, qui attire tant de personnes sans scrupules, intéresse si peu les gens honnêtes."

Robespierre mettait en accusation l'arrivisme, l'ambition et la corruption, leur donnait la qualification de crimes et les sanctionnait par la guillotine. Mais s'il fut peut-être "l'incorruptible", il n'en demeure pas moins qu'il fut un arriviste, un ambitieux et un pervers (pas autant qu'un Saint Just) et d'une certaine manière, il se condamnait lui-même au "rasoir du bon docteur".

Incapable d'affirmer ses principes avec netteté, la démocratie est incapable de fixer des limites aux abus et de réprimer ceux qui violent ses principes, parce que c'est ceux-là mêmes, qui violent ses principes, qui font la loi.

Il y a donc une défaillance intrinsèque de la théorie démocratique actuelle qui empêche de corriger ses effets désastreux. L'asservissement des peuples qui résulte de ses abus ne correspond à aucun désir de leur part de voir des oligarchies prospérer à leurs dépens. Si les peuples se résignent, est-ce parce qu'il n'existe pas de moyen d'empêcher ces abus ? Est-ce parce que

ceux qui devraient y remédier sont les premiers à abuser du système ?

Qu'est-ce qui fait que les peuples se résignent et acceptent l'inacceptable ? Pour quelles raisons des millions d'hommes se laissent mener par une poignée de fous dans des guerres atroces et dans toutes sortes d'entreprises catastrophiques pour l'humanité ?

Chapitre III :

le suivisme

“Panurge, ayant payé le marchand, choisit de tout le troupeau un beau et grand mouton, et l'emporta criant et bêlant...”

Oh qu'il a bien su choisir le chaland ! Il s'y entend le paillard... dit le marchand.

Soudain, je ne sais comment, le cas fut subit, Panurge sans autre chose dire, jette en pleine mer son mouton criant et bêlant. Tous les autres moutons, criants et bêlants en pareille intonation, commencèrent à se jeter et sauter en mer après, à la file. La foule était à qui premier y sauterait après leur compagnon. Possible n'était les en garder, comme vous savez du mouton le naturel, toujours suivre le premier, quelque part qu'il aille. Aussi le dit Aristote,..., être le plus sot et inepte animal du monde.

Le marchand, tout effrayé de ce que devant ses yeux périr voyait et noyer ses moutons, s'efforçait les empêcher et retenir tout de son pouvoir. Mais c'était en vain. Tous à la file sautaient dedans la mer et périssaient. Finalement, il en prit un grand et fort par la toison sur le tillac de la nef, espérant ainsi le retenir et sauver le reste aussi conséquemment. Le mouton fut si puissant qu'il emporta en mer avec lui le marchand, et fut noyé... Autant en firent les autres bergers et moutonniers, les prenant uns par les cornes, autres par les jambes, autres par la toison. Lesquels tous furent pareillement en mer portés et noyés misérablement.”

François Rabelais (*Pantagruel, Quart Livre VIII*)

Panurge ne prélève pas un mouton au hasard. Il choisit soigneusement le plus beau, le plus fort, parce que c'est le bélier conducteur, le chef, le leader, qui va entraîner à sa suite la masse stupide du troupeau.

Après Rabelais, La Boétie décrivait déjà dans son “Discours sur la servitude volontaire” (1576) les mécanismes de la soumission qui ont toujours cours et qui contribuent plus à l'oppression que les ordres du prince. Ce que Pierre Bourdieu résume par la sentence : “ Les dominés contribuent à leur propre domination.” Les dominés obéissent à des règles sans qu'on le leur demande. Ils se comportent d'une manière stéréotypée en fonction de structures mentales qui imposent des comportements qui paraissent évidents à tous mais qui contribuent à engendrer l'injustice,

l'inégalité, l'intolérance, etc. Cela va jusqu'au vocabulaire qui introduit une violence symbolique en créant une distinction subtile entre ceux qui l'utilisent et ceux qui le subissent. C'est ainsi que le langage technique des "experts" en tout genre (médecins, juristes, économistes, etc.) ou l'usage de mots euphémisants (non voyant, technicien de surface, incivilités, etc.) créent des fractures profondes mais invisibles entre ceux qui savent (ou plutôt qui font croire qu'ils savent) et ceux qui ne savent pas, entre ceux qui sont dans une norme non-dite et ceux qui n'y sont pas ou qui ne la respectent pas.

Chez tous les animaux grégaires, il y a toujours une hiérarchie et des rapports de domination où la loi du plus fort est la règle : chez les singes, les lions, les loups, les cervidés et même chez les poules dans un poulailler...

L'espèce humaine n'échappe pas à cette loi qui consiste à se soumettre à celui qui est reconnu comme le plus fort. Cette tendance au suivisme rapproche beaucoup les hommes des moutons de Panurge.

Le recours à la force brute, à une supériorité physique n'est plus acceptée dans nos sociétés, prétendument évoluées, que dans les compétitions sportives (ce qui autorise sans doute toutes les folies du dopage et de la "gonflette"). La force reste cependant l'apanage des États, lesquels, s'abritant derrière la muraille hypocrite de la loi, car "force doit rester à la loi", disposent de tout un arsenal coercitif et guerrier. Dès lors, la force des États s'impose à l'intérieur sur les citoyens par tout un arsenal répressif, policier et judiciaire, et à l'extérieur, vis-à-vis des autres États, par tout un arsenal dissuasif, militaire et guerrier.

Ainsi les États ont les moyens d'empêcher ou de sanctionner les violences individuelles, mais les citoyens n'ont aucun moyen d'empêcher leurs abus à leur rencontre ou de les empêcher de recourir à la guerre pour régler leurs différends. En supposant que l'oligarchie et les leaders politiques souhaitent la guerre délibérément, pour quelles raisons des millions d'hommes se laissent conduire à la catastrophe ? Si l'on sait à peu près civiliser les rapports entre les individus, on ne sait pas, ou si peu, civiliser les rapports entre les États et pas du tout empêcher la dictature politique que les États, même ceux qui prétendent être démocratiques, font subir à leurs ressortissants.

Le pouvoir ultime est celui de l'État. L'État est un concept juridique trop souvent confondu avec l'appareil d'État : les ministères, l'administration en général, justice, police, armée, éducation, etc. L'appareil d'État est un instrument au service de la Nation, c'est-à-dire du peuple tout entier.

L'appareil d'État, dirigé par des hauts fonctionnaires et des politiciens professionnels (issus pour beaucoup d'entre eux de la haute administration), est confisqué à leur bénéfice et au détriment de la Nation. À l'origine, la mission de l'ENA était de produire des hauts fonctionnaires chargés de l'appareil d'État, en aucun cas de produire des politiciens professionnels qui accaparent la politique à leur profit. La politique appartient aux citoyens, à tous les citoyens. Les énarques sont des citoyens comme les autres. Or, leur statut d'énarque leur confère une incompréhensible priorité sur les autres citoyens, un passe-droit pour l'accès aux fonctions politiques. Devant ces messieurs, les autres, qui ne sont que des minables, n'est-ce pas, doivent céder le passage : ils ne font pas le poids !

L'État n'est qu'une façade derrière laquelle agissent des hommes. Le pouvoir de l'État est aux mains des hommes politiques qui recherchent la position de leader. Président élu ou dictateur, cela revient au même : les citoyens fondus dans la masse doivent suivre et subir.

Ce n'est pas la force qui impose le chef dans les démocraties. Ce n'est pas plus l'intelligence. À moins que l'on considère que l'obtention de la position de chef politique relève de l'intelligence. Dans ce cas, intelligence signifie aussi ambition et arrivisme forcenés, ténacité et goût exacerbé du pouvoir... sur les autres. Et il est également indispensable d'avoir la parole facile pour séduire et manipuler, mentir et noyer le poisson.

C'est avec des mots que l'on attrape les hommes ! Si vous voulez arrêter un homme, il suffit de crier un ordre effrayant. Si vous voulez le tenir en haleine, racontez-lui une histoire charmante ou palpitante. Si vous voulez obtenir un avantage, faites-lui des promesses et faites-le rêver. C'est exactement ainsi que procèdent les hommes politiques et les escrocs. C'est aussi par des mises en scène. Si le chef monte solennellement une volée de marches qui l'amènent à un podium haut de cinq mètres, qu'une fois là-haut il lève les bras au ciel en bombant le torse tandis qu'éclate une marche militaire, la foule n'a d'autre alternative que d'applaudir vigoureusement !

Orfèvre en la matière, Hitler explique ainsi à Hermann Rauschning qui le rapporte dans "Hitler m'a dit", le secret qui lui a permis de dominer les masses et d'accéder au pouvoir : "... je n'ai jamais agi en contradiction avec la psychologie des foules, ni heurté la sensibilité des masses... Cette sensibilité peut être primitive, mais elle a le caractère permanent et irrésistible d'une force de la nature... On m'a reproché de fanatiser la masse, de l'amener à un état d'apathie léthargique... La masse n'est maniable que lorsqu'elle est fanatisée... Je fais se rassembler dans mes

réunions le plus grand nombre possible d'auditeurs de toutes sortes et les contrains à se fondre dans la masse, qu'ils le veuillent ou non."

Il n'est pas nécessaire d'être un grand savant pour utiliser des idées simplistes pour convaincre la masse de suivre : la désignation de boucs émissaires, les arguments sécuritaires ou racistes suffisent.

Il suffit au chef d'agir sur la pierre angulaire de la faiblesse du troupeau de moutons : la peur du loup.

C'est en faisant peur à la masse que le chef la manipule à son gré. Peur des communistes, des rouges, qui a permis à la droite française de régner sans partage pendant 23 ans jusqu'en 1981. Peur de l'étranger (plutôt bronzé) et unique thème de l'insécurité qui a truqué les élections présidentielles de 2002. Avec la complicité de la gauche, irresponsable et politiquement nulle. De surcroît, un bon leader doit avoir du charisme : il doit plaire, charmer, séduire. Il doit créer un rapport fusionnel, intime avec la masse par son dynamisme et sa proximité. Chirac premier, Le Pen second. Logique. Déjà battu par Chirac en 1995, un Jospin coincé, sans fougue et sans chaleur (apparentes), n'aurait de toutes façons jamais battu Chirac s'il était parvenu au second tour. Il faut pas rêver. C'est pour la même raison qu'un Balladur à la figure hautaine et au profil bourbonien fut battu par Chirac. Le charisme médiatique organisé d'un Sarkozy le propulse en avant de la scène politique, mais il a un défaut de taille (sans jeu de mot) : c'est un nabot. Hélas, cela n'est probablement pas déterminant : Napoléon et Staline l'étaient aussi.

Dans "Psychologie des masses et analyse du moi", Freud nous dit que la masse "est impulsive, changeante, irritable - a le sentiment de la toute puissance - est extraordinairement influençable et crédule - ne connaît ni doute ni incertitude - va tout de suite à la dernière extrémité - veut être dominée et opprimée,..., la masse nous apparaît ainsi comme une reviviscence de la horde originaire."

Des liens troubles et primitifs unissent la masse au chef dans une relation verticale. Le chef adopte un comportement parental qui infantilise la masse. C'est certainement là l'origine de la soumission du peuple mouton.

Chaque individu qui le constitue provient d'un couple parental avec lequel il a dû apprendre à vivre et par lequel il a dû construire tout un système de références. Chacun d'entre nous est marqué au fer rouge d'une empreinte fondamentale : quelqu'un d'autre nous a instruit et *sait* mieux que nous. Plus nous sommes ouverts aux autres, plus nous sommes capables de les écouter et plus nous sommes capables de nous soumettre et de désirer la

soumission.

À l'inverse, ceux qui manquent d'empathie, qui sont fermés ou insensibles au monde des autres, les pervers et les psychopathes, ne connaissent pas la soumission pour eux-mêmes, mais lorsque leurs pulsions s'expriment, ils jouissent de la soumission qu'ils font subir à leurs victimes, jusque dans le crime. Pour eux, humilier, violer, torturer, assassiner, relève d'un jeu.

D'après Rauschnig, Hitler entretenait une profonde défiance pour les techniciens, experts et spécialistes divers, dont le jugement ne méritait à ses yeux pas le moindre crédit. Il disait : "Donnez-leur simplement des ordres et vous verrez qu'ils reviendront avec des projets utilisables." Les chefs doivent donc impérativement adopter un comportement paternaliste, directif, impératif, pour susciter le suivisme des masses. Le chef est un père tout-puissant qui *sait* ce qui est bon pour le peuple. Pour être chef et le rester, il doit l'infantiliser.

Toute la politique sécuritaire poursuit ce but : les enfants ont un besoin vital de sécurité et ils harcèlent leurs parents pour obtenir la baffe qui confirmera la puissance parentale, laquelle est une garantie de sécurité pour eux. La mode de l'enfant-roi, importée des USA, l'obsession de la maltraitance des enfants (par ailleurs justifiée), font qu'un parent ou qu'un enseignant peuvent se retrouver devant les tribunaux pour une simple gifle. Comment s'étonner de l'agressivité et de l'irrespect de certains adolescents auxquels aucunes limites n'ont été données, qui souffrent d'angoisse de ce fait et qui l'expriment dans des "incivilités" ?

Les électeurs d'une gauche masochiste qui ont voté Chirac ne doivent pas venir se plaindre de la fessée bien méritée que les excès de la répression sécuritaire de son ministre de l'Intérieur leur fait subir. Ils l'ont bien cherchée !

Le suivisme découle de l'infantilisation des masses. Il pose une question fondamentale : est-il possible de sortir de cette impasse qui autorise les pires folies des politiciens ? Est-ce que les citoyens sont capables de devenir adultes et de se débarrasser de la tutelle paternelle des chefs politiques, qui en profitent pour les maintenir indéfiniment à l'âge de la minorité, à l'âge du mineur juridiquement et politiquement incapable ? Un système véritablement démocratique devrait proposer un mode de fonctionnement qui réduise le suivisme à néant ou du moins en réduise largement les effets négatifs. Le système démocratique actuel ne fait que les

amplifier grâce à l'impact d'une télévision abêtissante et infantilisante.

Économiquement, on exploite des enfants dans certains pays et on a bien raison de se battre contre cette exploitation, cet esclavagisme. Mais aussi, politiquement, on exploite des citoyens-enfants dans tous les pays du monde. Par la force des dictatures ou par la perversion des démocraties.

Cela n'a-t-il pas assez duré ?

Le stade ultime du suivisme, c'est le fanatisme.

Le psychosociologue italien mondialement reconnu, Francesco Alberoni, dans "Le vol nuptial", situe déjà le fanatisme dans le comportement amoureux des femmes : "Les idoles sont au centre de la collectivité dont notre adolescente a conscience de faire partie. Derrière tout phénomène charismatique ou idolâtre se trouve un *nous*, une communauté qui se reconnaît dans son chef, dans la personne que tous admirent et qui fait l'objet de toutes les conversations... Chaque communauté a toujours un centre. Et c'est vers ce centre que s'oriente l'érotisme féminin : vers celui qui émerge, celui qui a une valeur... (la femme) son coeur s'emballe... pour le pouvoir fondé sur l'émotion et sur la foi, sur l'intention noble et héroïque : le pouvoir charismatique sous toutes ses formes, y compris les plus violentes et les plus antisociales." (c'est moi qui souligne)

J'analyse le processus de mise en place du fanatisme en une succession de six phases qui aboutissent dans leur fusion permanente :

1- L'admiration : le chef, le leader, le gourou, la star, plaît, séduit, fascine, attire irrésistiblement. Le charme, le charisme, la beauté, la parole, le talent, l'énergie, l'admiration exercée sur les autres sont déterminants.

2- L'adhésion : c'est l'acceptation d'une représentation positive de l'idole, l'intégration d'une coïncidence entre le désir de l'idole et le désir du sujet. C'est aussi un acte de foi, de croyance dans la valeur et dans les valeurs de l'idole.

3- La focalisation : c'est la reconnaissance inconditionnelle d'un modèle idéalisé en la personne de l'idole.

4 - La conformation : le sujet va chercher à ressembler au modèle idolâtré. Il va copier ses attitudes et comportements, sa façon de parler, de se vêtir et suivre à la lettre les enseignements, règles, principes, préceptes, ordres

donnés par l'idole ou par le leader. À ce stade, le sujet devient disciple et militant.

5 - La rupture : l'adoption d'un modèle crée une division entre ce qui relève de ce modèle et ce qui n'en relève pas ou s'y oppose. L'adhésion inconditionnelle au modèle implique le rejet de tout le reste, l'exclusion radicale, pour éviter une situation schizophrénique. Il s'ensuit une division radicale entre deux mondes : nous et les autres, ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors, les "pour" et les "contre".

6 - L'isolement et le prosélytisme : l'adhésion et la conformation provoquent la reproduction du prosélytisme du chef. On tombe dans une psychose à la mesure ou démesure de celle du leader. D'un côté, le sujet se coupe du reste de la communauté humaine, s'en méfie, se sent agressé et s'isole (paranoïa) : de l'autre, il cherche à faire de nouveaux disciples en imitant le leader et en se valorisant à ses propres yeux (narcissisme). Lorsque le leader est un pervers, cela débouche inmanquablement sur les pires violences, la haine, le racisme, la guerre, le terrorisme, etc.

Le processus du fanatisme se met en place dans toutes sortes de situations. On peut envisager toute une échelle de valeurs allant d'un fanatisme "doux", qui rassemble les fans d'une vedette de la chanson ou du cinéma, au fanatisme le plus "dur" qui mobilise les partisans des intégrismes qui pratiquent le terrorisme religieux, politique ou économique.

Qui fait le plus de victimes ? Ben Laden ? Bush ? Ou le FMI ? Il y a des violences évidentes et d'autres qui le sont moins...

Le fanatisme libère une énergie qui réunit et qui divise tout à la fois, qui révolutionne le quotidien, exalte la vie et l'élève au-dessus de l'ordinaire. C'est exactement ce qui se passe dans les sectes religieuses, dans les mouvements politiques ou dans les grands concerts de rock. Le fanatisme fait passer le sujet de l'amour (phases 1 à 4) à la haine (phases 5 et 6). Amour du chef et haine de tous ceux qui ne le reconnaissent pas. Bien entendu, pour moi il ne s'agit pas d'amour véritable. L'amour vrai est universel, il englobe tout et ne peut diviser. La haine est la conséquence d'un pseudo amour. C'est une rage engendrée par un constat inconscient et effrayant de l'absence d'amour vrai.

Le fanatisme caractérise les sectes. "Secte" vient du latin *sequi*, suivre. Les fanatiques sont bien des suiveurs.

Jean-Marie Abgral, dans "La mécanique des sectes", distingue la secte de la secte coercitive : " La secte est un groupe plus ou moins évolué

rassemblé autour d'un leader ou d'une idéologie, religieuse ou non, fonctionnant selon un mode fermé et secret mais respectant néanmoins le libre arbitre et l'identité de l'adepte. La secte coercitive, SC, se qualifie par son caractère contraignant et par l'absence de liberté qui en résulte... La survie de toute secte passe par l'application aux adeptes d'une discipline sans faille; inéluctable est l'évolution vers la coercition. Et l'instrument essentiel de celle-ci, c'est la manipulation mentale, dont les sectes n'ont pas le monopole : la publicité et la politique, par exemple, utilisent elles aussi des techniques procédant de la manipulation mentale. En outre, il peut exister au sein de groupes religieux réguliers ou de mouvements politiques de véritables structures coercitives, de véritables fonctionnements sectaires."

Les partis politiques peuvent ainsi être considérés comme des sectes non coercitives, mais l'adhésion obligatoire au leader et à l'idéologie imposée, le bourrage de crâne et la manipulation mentale, les pressions psychologiques, sont des formes de coercition qui ligotent les militants politiques, en font des inconditionnels forcés, à la botte de la hiérarchie.

Si l'on pousse un peu plus loin le raisonnement, *toutes* les structures de pouvoir fondées sur une hiérarchie *et* une idéologie, fonctionnent sur le mode sectaire : partis politiques, mouvements ou ordres religieux, syndicats, associations, entreprises, administrations.

Par exemple, l'Éducation Nationale fonctionne avec une hiérarchie et une idéologie, des dogmes comme n'importe quelle église. Ne peut-on pas comparer la catéchèse et la conversion au dogme chrétien à l'enseignement laïc et à la conversion aux valeurs bourgeoises et matérialistes ? Au pape et aux prêtres correspondent un ministre et des enseignants. Aux jésuites ou à l'opus dei correspondent les gourous technocrates de l'Éducation Nationale qui imposent des dogmes et des changements de pédagogie tous les trois ou quatre ans, au gré de leurs lubies. Les inspecteurs, petits chefs locaux se chargeant de répercuter par la terreur hiérarchique la bêtise supérieure sur la prêtrise exécutante des enseignants, via la grand-messe des conférences pédagogiques et autres procédures administratives ? Les "réformes" sont toujours imposées par le haut, sans jamais demander l'avis des moutons qui n'ont pas le droit à la parole alors qu'ils sont les mieux placés pour avoir un avis. On accepte mieux les revendications salariales que des contestations sur le fonctionnement de l'école ou sur la pédagogie : il ne faut remettre en question ni la hiérarchie, ni les dogmes, fondements de l'institution, de la secte !

Même des associations, qui se constituent pour dénoncer les sectes et

lutter contre leurs influences, finissent par construire une hiérarchie interne, par définir une idéologie et par se comporter comme les sectes qu'elles dénoncent...

Si on en arrive effectivement là, c'est que le pouvoir n'est pas régulé par des procédures qui limitent son extension et sa concentration, et qui permettent de le partager avec ceux sur qui il s'exerce. Les principes de la démocratie devraient rendre possible la participation de tous les acteurs de la société dans les procédures de décision et dans le partage du pouvoir entre tous. Cela n'est manifestement pas le cas. Pourquoi ? Ces principes démocratiques sont-ils faux ? Leurs modalités d'application sont-elles les plus appropriées ?

Deuxième partie :
la démocratie trahie

Chapitre I :

le déficit démocratique

“La démocratie, d’après l’idée que je m’en fais, devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu’au plus fort. Seule la non-violence peut aboutir à ce but”

Gandhi

À la question fondamentale : “quel type de pouvoir politique convient le mieux à la démocratie?”, la constitution de 1958 en substitue une autre, perverse : “ comment faut-il organiser la démocratie pour assurer la solidité du pouvoir politique ?”.

L’exemple français est presque une caricature, mais la plupart des pays prétendument démocratiques ne se demandent pas plus que nous quelles sont les institutions susceptibles de favoriser le plus largement possible la démocratie. Ils préfèrent toujours des institutions qui renforcent le pouvoir politique d’une oligarchie au détriment des citoyens auxquels on donne, de loin en loin, au gré des consultations, un os à ronger électoral. Le procédé est redoutablement efficace puisqu’il empêche le peuple, chien docile de ses maîtres, d’aboyer trop fort ou de devenir enragé et de les mordre. Pire : les maîtres, même s’ils changent de temps en temps, ce qui constitue une suprême astuce pour satisfaire et endormir le vilain toutou, tirent de l’animal toute leur légitimité dont ils se parent et qu’ils retournent contre lui pour mieux le mater.

La constitution de 1958 était taillée sur mesure pour un personnage hors normes, De Gaulle. Il n’avait en tête que la grandeur de la France et un souverain mépris pour les politiciens qu’il jugeait responsables de son déclin et de la défaite en 1940. Il a voulu une constitution axée sur le renforcement de l’exécutif et l’affaiblissement du “régime des partis” selon son expression favorite. En comparaison du grand homme, ses successeurs n’ont été que des pantins et Chirac ne vaut guère mieux que sa marionnette des Guignols. On en est arrivé, avec la clique des “barons” du gaullisme, à obtenir l’inverse de ce que voulait De Gaulle : le retour au régime des partis, pire, la dictature du parti unique, le RPR ayant phagocyté presque

toute la droite “présentable” dans un UMP monstrueusement pachydermique, tandis qu’à gauche, le PS a fini par laminer le PC.

Les partis politiques et les hommes politiques ne se demandent pas ce qu’il faut faire pour les citoyens, mais ce qu’il faut leur promettre pour obtenir leurs votes et se perpétuer au pouvoir. On est dans la manipulation et la séduction pures. C’est le comportement typique du séducteur qui cherche à obtenir un avantage personnel, (coucher avec la fille), avec déclarations d’amour, bouquets de roses et promesses en tout genre. La démarche est purement cynique, donjuanesque. Ils n’ont pas la moindre conscience que leur démarche racoleuse et intéressée va à l’encontre de l’attente des citoyens. Tout comme les femmes qui attendent d’un homme qu’il soit lui-même, avec ses qualités et ses défauts, sans faux-semblants, sincère.

C’est la raison pour laquelle trop de citoyens préfèrent toujours la démarche franche, au moins en apparence, directe, sans ambages et sans ménagement des leaders populistes. Il y aurait là matière à réflexion pour ces messieurs les politiciens. Malheureusement, ils sont incapables d’y voir clair, car cela supposerait de leur part obligatoirement, une remise en question radicale de leur démarche. Ce dont ils sont parfaitement incapables, évidemment. Voilà pourquoi la politique politicienne se fourvoie et se prostitue dans les techniques de vente, la publicité, le marketing, la communication. Ce n’est pas un hasard si un Raffarin est directement issu de ce monde mercantile ou qu’un Berlusconi soit au pouvoir en Italie. Le citoyen est rabaissé au niveau du consommateur et je suis persuadé que quelque part, il n’apprécie guère.

La dimension politique, qui suppose le recours à l’intelligence, à la réflexion, à la raison, à la logique, est une dimension *spirituelle*. Les politiciens n’ont pas compris qu’ils la réduisent ainsi à une dimension *organique*. Le citoyen n’est plus considéré comme un être doué de raison mais comme un tube digestif juste bon à avaler la salade politicienne, bref, un mouton. Les moutons n’apprécient pas qu’on les traite en moutons. C’est la raison fondamentale du succès de Le Pen. Son idéologie est exécration, mais ce n’est pas cela qui fait son succès. Les citoyens qui votent pour lui ne sont pas tous pour autant des racistes et des nazis. Ils votent pour lui parce que, même s’il aligne des énormités écoeurantes (et il s’est beaucoup calmé), il dit aussi des vérités toutes simples que les citoyens ont envie d’entendre.

Il y a tout le discours sur l’immigration, sur l’insécurité : il y a dix ans, la gauche et la droite (en traînant les pieds) refusaient d’entrer sur ce terrain

glissant. Les élections de 2002 ont vu la droite reprendre le même discours que Le Pen,...et la gauche s'est crue obligée de suivre. Lamentable gauche, bien mal à droite !

Pour moi, le plus gros du succès de Le Pen ne vient pas de là. Il provient des vérités qu'il assène au détriment de la classe politique (la défunte "bande des quatre") et de l'État. Sa critique est totalement superficielle : elle n'est faite que de slogans. Mais elle fait mouche. Parce qu'elle dénonce un système politique et un appareil d'État (à son service) qui traitent le citoyen avec mépris et condescendance, qui mettent en avant les principes sacro-saints de la démocratie pour mieux trahir la démocratie et les aspirations des citoyens à plus de démocratie. Il y a une attente, une demande et une exigence énormes des citoyens pour plus de démocratie. La classe politique, attachée à ses privilèges, est bien incapable d'apporter des réponses satisfaisantes parce qu'elle est incapable de remettre en question (horrible sacrilège), le modèle pseudo-démocratique fondé sur les élections et le suffrage universel.

La gauche a perdu parce qu'elle a perdu ses repères, ses valeurs. Elle n'a pas compris que la première des valeurs, *avant* l'économie, *avant* le social, c'est la politique elle-même ! Ce sont les fondements de la politique, ses principes de fonctionnement.

La droite préfère naturellement tous les recours à des systèmes politiques forts, centripètes : théocratie, monarchie, autocratie, fascisme, populisme, présidentielisme. La gauche, plus ouverte, centrifuge, opte pour la république et la démocratie. Mais quelle démocratie ? Fondée sur quels principes, sur quelles techniques ? Est-ce que ces principes sont les bons ? S'ils sont bons et je pense qu'ils le sont (à condition d'être clair sur leur définition et de ne jamais les oublier), est-ce que les techniques utilisées pour les appliquer respectent bien ces principes ? Je réponds non.

C'est parce que les principes fondamentaux de la démocratie sont oubliés et violés que la classe politique s'accommode d'un modèle pseudo-démocratique qu'elle a largement contribué à construire et à pervertir. Les politiciens de gauche sont dans ce système et bien incapables d'en sortir parce qu'ils en profitent directement.

Un système perverti et pervers ne peut que pervertir les hommes au pouvoir au point de les rendre aveugles et sourds, mais hélas pas muets !

Le pouvoir n'est pas l'expression du maximum de démocratie souhaitable, le pouvoir n'est pas au service de la démocratie. C'est l'inverse qui est vrai : on définit un minimum de démocratie, mise au service d'un maximum

de pouvoir, concentré entre un minimum de politiciens professionnels.

La démocratie n'est plus une fin en soi. Elle n'est plus qu'un moyen mis au service du pouvoir, qui lui, devient la fin, qui justifie tous les moyens, y compris la dénaturation et la destruction de la démocratie.

Plus encore que la constitution de 1958, la réforme du scrutin électoral dès cette date, est révélatrice de cette ambiguïté. Un système électoral devrait, en théorie, permettre que la représentation parlementaire reflète au mieux, dans leurs diversités, les réalités politiques et sociologiques du pays. Que nenni ! Le scrutin majoritaire d'arrondissement à deux tours qui vient remplacer en 1958 le scrutin proportionnel départemental, vise à renforcer les majorités. Si une majorité nette n'existe pas dans le pays, il faut qu'elle existe nettement à l'Assemblée Nationale. Peu importe si cette Assemblée n'est pas l'expression la plus juste de la volonté populaire, elle doit avant tout faciliter l'exercice du pouvoir et être au service du gouvernement. Il vaut mieux qu'elle soit moins représentative et plus cohérente. On accepte implicitement le risque qu'elle devienne très cohérente et ne représente plus la réalité.

Dès 1958, ce nouveau scrutin, véritable escroquerie à la démocratie, ne donnait que 10 députés aux communistes, soit 2% des sièges avec 19% des suffrages : neuf fois moins de représentants que le nombre auquel une juste répartition donnerait droit. La gauche avec 40% des suffrages, n'obtenait que 70 élus, soit 15% des sièges. Le but était atteint : une majorité massive s'imposait à l'Assemblée. Seuls, les communistes marginalisés relevèrent, sans grand écho, cette caricature de "représentation" nationale. Sans compter le scandaleux charcutage des circonscriptions électorales qui vient encore amplifier les effets du scrutin majoritaire à deux tours...

En 2002, l'UMP et l'UDF réunissent 50% des suffrages aux législatives et raflent 70% des sièges à l'Assemblée Nationale. Le Front National, avec un potentiel de 18% obtenus à la présidentielle, est laminé et n'obtient pas le moindre député. Les "démocrates" qui se réjouissent de ce résultat devrait plutôt s'inquiéter : leur démocratie est bien malade.

Chapitre II :

l'escroquerie des élections

“Il y a toutes sortes de trucages que les professionnels de la combinaison peuvent imaginer pour déformer plus ou moins la réponse des électeurs”

Charles de Gaulle

Il est un axiome fondamental des démocraties dites “modernes”, idéal de la justice électorale, qui veut que la voix de chaque électeur ait la même valeur et compte autant que celle de n'importe quel autre de ses concitoyens. Et ceci quel que soit son lieu de résidence.

Soyons clair : il est démontré scientifiquement et depuis longtemps que cet idéal est impossible à atteindre. Parmi quatre cas souvent cités d'idéaux mathématiques irréalisables, deux concernent des problèmes électoraux et démontrent que l'on ne peut les résoudre :

- l'impossibilité, selon Kenneth Arrow, de trouver une méthode de vote traduisant parfaitement les volontés d'une société.
- l'impossibilité de trouver une méthode de répartition des sièges parfaitement équitable.

(Les deux autres sont le principe d'incertitude en physique quantique de Werner Heisenberg et le théorème de Gödel).

Les efforts pour se rapprocher de cet idéal n'ont certainement pas manqué. Pour preuve, l'existence d'une multitude de systèmes électoraux différents à travers le monde. La France étant le pays qui a le plus expérimenté en matière de lois électorales.

Un autre axiome fondateur de la démocratie “moderne” est le principe de représentation. La démocratie étant le gouvernement du peuple ou du moins, la démocratie exigeant un gouvernement issu d'une volonté exprimée par le peuple, il faut que le peuple, d'une manière ou d'une autre, désigne des personnes chargées de le représenter.

Toute la difficulté dans le système actuel, consiste à transformer un nombre de citoyens en un nombre de représentants, puis à découper des

régions en circonscriptions électorales renfermant des populations aussi égales que possible.

Prenons un exemple simple : un pays compte 40 millions de citoyens et veut désigner 400 députés. Un député doit donc être désigné par 100.000 citoyens. Reste à procéder à un découpage de circonscriptions électorales composées chacune de 100.000 électeurs.

C'est là que les choses se gâtent. Peut-on accepter des solutions "à peu près" bonnes ?

Si, dans l'exemple précédent, une circonscription compte 105.000 électeurs et une autre 95.000, cela veut dire que certains électeurs ont moins de "valeur" que d'autres, ou que certains sont mieux représentés. Est-ce acceptable ? Non.

Or, actuellement, certains Français "pèsent" à l'Assemblée Nationale 5,5 fois plus que d'autres ! Les 33 départements les moins peuplés se voient attribuer (en moyenne) un député pour 85.363 habitants et les 33 départements les plus peuplés, un député pour 111.843 habitants.

Ce n'est pas acceptable.

Comment accepter que le vote d'un électeur soit équivalent aux votes de cinq électeurs et demi ?

Cette méthode indigne contribue largement à la méfiance du peuple vis-à-vis des manoeuvres politiciennes, d'où qu'elles viennent. D'autant plus qu'en France le système électoral est régi par un code électoral qui est une compilation indigeste de règles confuses et injustes.

Ces faits incontestables sont en contradiction absolue avec la constitution qui "assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine" (article 2) et qui garantit que "le suffrage est toujours universel, égal et secret" (article 3).

Ainsi, en France, il est impossible de justifier que les circonscriptions des députés aient été en 2002 les mêmes qu'en 1986, alors que la loi prévoit qu'une adaptation des circonscriptions (redécoupage) aurait dû obligatoirement intervenir après le recensement de 1999.

Ce qui implique que juridiquement, les élections législatives françaises de 2002, sont tout simplement hors-la-loi !

N'importe quel candidat battu pouvait tenter un recours devant le Conseil Constitutionnel qui aurait été obligé d'annuler l'élection. Aucun candidat ne l'a fait. Pourquoi ? Si ce ne sont pas des imbéciles, ils sont au moins malhonnêtes ou incompetents. Si des candidats ne sont pas capables de faire respecter la loi, méritent-ils la confiance des électeurs ? Comment croire en des députés censés faire les lois et incapables de les respecter ?

Les politiciens sont des experts en trucages.

J'ai déjà dit qu'il est impossible de mettre au point une méthode de vote qui reflète fidèlement les préférences des électeurs. C'est la fameuse impossibilité de Kenneth Arrow.

Ce qui explique qu'il existe une multitude de méthodes pour voter et qu'elles sont toujours imparfaites. Leurs défauts sont plus ou moins énormes.

Mais la France est certainement championne en matière d'expérimentation des lois électorales. Depuis 1789, un seul système a survécu 30 années consécutives (1889-1919), un 27 années (1958-1985), un autre, 18 années (1852-1870), un 17 années (1831-1848) et l'actuel, 19 années (depuis 1986).

Depuis l'introduction du suffrage universel en 1848, les citoyens français ont subi pas moins de 13 réformes électorales. Sans leur demander leur avis et jamais à leur avantage.

Entre tous ces différents types de scrutins qui relèvent tous de la plus mauvaise recette de cuisine (électorale), on ne peut faire qu'un mauvais choix. Tous sont déficients et injustes.

Dans des situations théoriques mais qui pourraient exister dans la réalité, on peut démontrer que pas moins de cinq types de scrutins différents peuvent tour à tour, sur les mêmes bases numériques, donner la victoire à cinq candidats différents ! Cela démontre sans ambiguïté que le mode de scrutin importe au plus haut point.

Il est clair que ces systèmes sont dépassés, totalement obsolètes. Censés représenter le peuple, ils ne font que le trahir. Ils appartiennent à une tradition du 19e siècle et même au-delà, puisqu'ils dérivent directement de la volonté élitiste et du suffrage censitaire des révolutionnaires américains

et français. Ils ne sont plus du tout adaptés au 21e siècle et sont une des causes de l'abstentionnisme croissant. Pourquoi voter quand vous avez le sentiment que rien ne peut réellement changer ? Les abstentionnistes ne sont pas des mauvais citoyens : ils sont simplement réalistes et conscients de l'inutilité absolue d'une démarche de vote. Il ne sert à rien de les culpabiliser par des campagnes publicitaires qui n'y changent rien (malgré un matraquage intense à la télévision).

L'abstention, quand elle est un refus de voter, doit être comprise et analysée comme un acte positif : le refus d'être complice d'un système injuste et indigne. Le vote blanc à lui seul n'est pas significatif d'un désaccord avec le système puisque l'on sait qu'il n'en est pas tenu compte.

Pourquoi le gouvernement Jospin n'a-t-il pas procédé à la révision du découpage des circonscriptions comme la loi l'y obligeait ? À quels intérêts particuliers profite le soi-disant "intérêt général" ?

Le conseil constitutionnel demanda en 1986 que les disparités de population entre les circonscriptions ne soient pas "... sensiblement accrues par le biais des règles qui président au découpage". Qui nous expliquera comment des "règles" de découpage peuvent renforcer des inégalités et qui décide de ces "règles" ?

Le découpage des circonscriptions électorales relèvent d'une vieille tradition, bien établie, de manipulation politicienne. Les gouvernements en place se débrouillent toujours pour concocter une carte électorale plus favorable à la réélection de leurs candidats. Sauf le dernier gouvernement Jospin. Quelle étrangeté !

Le principe est simple : quand il y a un député par circonscription, on peut s'arranger pour créer deux types de circonscriptions. Dans l'une, le gouvernement fait élire son candidat avec une faible majorité des voix, dans l'autre, l'opposition gagne avec une large majorité. Avec ce procédé, on peut faire élire par exemple trois députés sur quatre dans quatre circonscriptions, dix députés sur quatorze dans quatorze circonscriptions, etc. (C'est possible en analysant finement les résultats des votes précédents, circonscription par circonscription, ou canton par canton, bureau de vote par bureau de vote). Ce charcutage géographique des circonscriptions n'est pas propre à la France : il est pratiqué par toutes les démocraties. Il porte un nom : le "gerrymander", en l'honneur de son inventeur, Elbridge Gerry, politicien américain, gouverneur du Massachusetts de 1810 à 1812. Un opposant remarqua que la circonscription, particulièrement biscornue, ressemblait à une salamandre (salamander en anglais). Un journaliste publia une caricature de "l'animal" qui devint un "gerrymander". Ainsi un

découpage au dessin bizarre devient vite suspect. Cependant, un découpage biscornu , sur le plan géographique, mais juste, vaut mieux qu'un découpage injuste sur le plan démographique.

Répetons-le : il est possible d'obtenir un découpage électoral honnête et représentatif. C'est plus facile à faire qu'un découpage orienté pour favoriser tel ou tel. Mais nos politiciens se moquent éperdument de la justice électorale.

Quand les politiciens cesseront-ils de se moquer des électeurs ?

Le système des élections est d'une complexité invraisemblable. Mais c'est voulu. Cela autorise toutes les magouilles, toutes les fraudes. On ne s'embarrasse même plus de respecter les textes de loi qui l'organisent ! Les citoyens sont escroqués par des procédés indignes et anti- démocratiques.

En allant voter comme des moutons, les citoyens inconscients pérennisent un système vicieux et pourri.

Chapitre III :

la mythologie du suffrage universel

*“Il n’y a d’universel que ce qui est suffisamment grossier
pour l’être”*

Paul Valéry

Le droit de vote est le fruit d’une longue lutte historique qui mérite le respect. Il fut un temps où l’on votait comme on allait à l’église, avec gravité et solennité, un temps où les suffragettes renversaient les urnes qui leur étaient interdites. Le droit de vote se heurtait au droit divin du monarque et aux privilèges d’une aristocratie de la naissance. Mais il se heurtait aussi aux intérêts d’une bourgeoisie qui cherchait à récupérer les avantages de la noblesse et qui voyait d’un mauvais oeil les revendications de la “populace”. Il fallait confier le pouvoir aux “meilleurs”, aux plus instruits, et les “meilleurs” étaient forcément les plus riches. D’où les restrictions au droit de vote par le suffrage censitaire. La droite, les forces conservatrices (monarchiste, bourgeoisie élitiste) ont tout fait pour limiter le droit de vote. La gauche, les forces progressistes ont naturellement tout fait pour élargir son accès et imposer le suffrage universel. D’où la longue lutte pour imposer le suffrage universel, aboutissement logique du système de la votation imposé à l’imaginaire collectif comme le seul moyen de mettre en oeuvre l’idéal démocratique.

En France, les États Généraux de 1789 ont été constitués d’une façon assez démocratique. Pour la désignation des représentants du Tiers-État, le suffrage n’était pas universel, mais pouvaient voter tous les habitants nés français ou naturalisés âgés de 25 ans, domiciliés et compris au rôle des contributions (aucun chiffre minimum d’impôt n’était exigé).

La constitution du 3 septembre 1791 établit une monarchie limitée et s’efforce déjà de réduire au maximum le droit de vote : la bourgeoisie ne veut pas être noyée par les masses populaires et c’est elle qui constitue l’essentiel des représentants du Tiers-État. L’élite montante de la nouvelle classe dirigeante se hâte de conforter ses positions face à la populace redoutée. Le suffrage est considérablement restreint aux deux degrés de représentation et avec un cens élevé pour assurer la prépondérance de la

bourgeoisie.

La constitution du 24 juin 1793 établit un suffrage universel, mais le vote est public et collectif : elle ne sera jamais appliquée.

La constitution de l'an III du 22 août 1795 rétablissait le suffrage restreint à deux degrés. La bourgeoisie se retrouve et se renforce.

Celle de l'an VIII du 15 décembre 1799 établit un suffrage quasiment universel : tous les citoyens français peuvent voter. C'est trop tôt pour les femmes et Bonaparte deviendra très vite Napoléon.

La charte de 1814 raie d'un trait de plume la Révolution et l'Empire. Le suffrage est considérablement restreint par le cens. On aboutit ainsi à 100.000 électeurs environ.

La charte de 1830 : le cens est abaissé et le droit de vote un peu élargi. En 1846, il y a environ 241.000 électeurs.

La constitution du 4 novembre 1848 : elle rétablit le suffrage universel pour l'élection d'une assemblée législative et d'un président de la république, inspiré par l'exemple présidentiel américain.

La constitution du 14 janvier 1852 maintient le suffrage universel direct, mais sa portée est réduite par le rétablissement de l'empire héréditaire (Napoléon III).

La constitution de 1875 renforce le suffrage universel. Mais il faudra attendre le 29 avril 1945 pour que les femmes y participent pour la première fois en France.

On se rend compte, au travers de ce résumé succinct, des avancées et des reculs du suffrage universel. Les classes dominantes ne cédèrent que pas à pas. Mais à la veille de la première guerre mondiale, la plupart des nations d'Europe et d'Amérique du nord semblent opter pour des modèles démocratiques différents certes, mais convergents, par l'objectif du suffrage universel.

La Russie y goûte en 1905 pour la première fois même s'il est limité par le cens.

La Belgique l'accorde en 1893, même si certaines catégories de citoyens disposent de voix supplémentaires.

L'Italie, en 1912, l'octroie à tous les hommes de 21 ans sachant lire et

écrire, et aux analphabètes à partir de 30 ans.

Aux États-Unis, il faut savoir que le système de la polltax écarte des urnes toute une population pauvre formée surtout de Noirs et d'Indiens jusqu'en... 1964 !

Les femmes voteront pour la première fois en 1863 en Suède, 1865 en Finlande, 1869 au Wyoming, 1918 en Grande-Bretagne, 1919 en Allemagne, 1931 en Espagne et au Portugal, 1945 en Italie et en France, 1971... en Suisse !

Cette longue histoire du suffrage universel, les innombrables combats qu'il a suscité, le sang versé pour sa conquête, tout contribue à la construction, dans l'imaginaire collectif, d'une véritable mythologie qui vient renforcer l'idéal démocratique.

Car le principe des révolutionnaires, un homme : une voix, paraissait une arme déterminante contre le pouvoir aristocratique en place, puis contre les pouvoirs politiques qui réprimaient les aspirations populaires.

Or, il est clair que le suffrage universel n'est pas utile à l'idéal démocratique pour limiter le pouvoir des gouvernants. Au contraire, les référendums et les plébiscites sont des instruments trop souvent utilisés par les dictateurs ou les leaders populistes pour asseoir leur domination, avec 99,99% des voix ou même avec 82%...

Le suffrage universel provoque une illusion en focalisant l'attention sur les électeurs et sur la reconnaissance de l'égalité politique entre chaque citoyen. On oublie les élus. On oublie que c'est une masse qui va aux urnes et une infime minorité qui en sort. Et pas n'importe laquelle : c'est toujours une élite appartenant aux classes dominantes. Instaurant l'égalité politique entre les citoyens, le suffrage universel reconstitue l'inégalité, en confiant à une élite institutionnelle l'emprise totale sur le pouvoir d'État.

Le suffrage universel prétend polir à la perfection le miroir du corps électoral pour n'en restituer finalement qu'un fragment d'image, déformée et infidèle. Quel paradoxe !

Le droit de vote et le suffrage universel sont des illusions démocratiques grâce auxquelles le simple individu se trouve promu au rang de citoyen, rang qui affirme une dignité, une solennité, voire un transcendance. Exercer le droit de vote, c'est devenir citoyen, affirmer une prérogative, exister socialement, exercer une puissance virile. Dans les cités de la Grèce antique, le citoyen portait les armes. La sous représentation des femmes au niveau des candidats et des élus révèle encore aujourd'hui une culture

masculine du monde politique public, par opposition à la sphère domestique et privée des femmes.

L'affirmation que chaque citoyen compte, que chaque vote a son importance est illusoire. Aucune élection ne se joue à une voix. Cette croyance à l'importance de chaque vote, et spécialement du sien propre, défie la raison. Elle est insoutenable. Elle correspond à un besoin de la nature humaine d'être reconnue dans son identité, dans son individualité. C'est pourquoi les candidats insistent tant sur l'importance de chaque voix, de chaque vote : cela met en valeur chaque électeur, renforce sa citoyenneté, flatte son ego. Sans être complètement dupe, le peuple moutonnier consent à se déplacer aux urnes. D'autant plus qu'il sait que sa puissance massive permet de brouiller les cartes et d'autoriser les résultats imprévus et les surprises de taille.

C'est la seule petite satisfaction que l'on accorde au peuple citoyen : bousculer un peu l'ordre établi, une fois tous les quatre ou cinq ans. Mais c'est seulement un ordre établi entre quelques personnalités. Des têtes de droite remplacent des têtes de gauche ou l'inverse, cela ne fait aucune différence : ce sont toujours les mêmes têtes que l'on voit, une même caste dirigeante, une même élite dominante. Droite ou gauche, c'est le même combat, des mêmes hommes représentatifs des intérêts d'une même caste : les hommes du pouvoir qui s'y cramponnent. C'est une nouvelle forme d'aristocratie. C'est tellement vrai que ces messieurs sont reconnus comme les "barons" du gaullisme ou du socialisme...

Le vote correspond sans doute aussi à un besoin inconscient de cacher une horrible réalité : le fondement sado-masochiste de la relation entre le citoyen et l'État, entre le citoyen et ses représentants, entre les citoyens et le pouvoir, entre dominés et dominants. Le désir de dominer et le désir d'être dominé sont ancrés au plus profond de la structure psychologique de chaque être humain. Voter, c'est se donner l'illusion, satisfaisante pour son amour-propre, rassurante pour sa responsabilité de se donner "librement" un représentant, un leader, un chef, pour ne pas s'avouer le besoin d'être commandé, soumis à l'autorité et soulagé de toutes responsabilités. Chaque citoyen veut croire que l'acte de voter relève de la quintessence de la démocratie et traduit une démarche rationnelle, un choix réfléchi.

En fait, les dés sont pipés. Le citoyen est manipulé du début jusqu'à la fin : de l'idée fausse de la démocratie qu'on lui a inculquée, jusqu'aux résultats des élections "démocratiques". Chaque élection est présentée comme une consultation décisive, un moment historique, un enjeu capital. Tout paraît possible avant, le meilleur comme le pire, mais rien de bien

important ne change après.

L'élection n'est qu'une illusion qui a pour seule fonction la conservation d'un statu quo social. La démocratie électorale fige la société dans un carcan de fer qui l'étreint et l'étouffe. Elle est la forme la plus subtile, la plus sournoise et la plus vicieuse d'une oppression, d'une dictature qui se paye le luxe d'avancer sous la bannière de la liberté...et aujourd'hui, de sa version la plus corrompue et la plus obscène : le libéralisme mondialiste, nouvelle version euphémique et plus présentable d'un capitalisme impérialiste, féroce et inhumain.

Le vote et le suffrage universel sont au coeur du problème de l'attribution du pouvoir. Et c'est ce même pouvoir qui organise le suffrage universel et qui en est l'enjeu.

L'idéologie démocratique actuelle, définie par l'élite dominante, permet le règne et la défense des intérêts majeurs de cette élite qui investit et s'approprie l'appareil d'État.

Cette idéologie démocratique joue le jeu du suffrage universel pour mieux dissimuler la nature coercitive et oligarchique du pouvoir. Le pouvoir d'État se conquiert par les urnes dans le respect du droit par opposition au non droit de la dictature. Mais le droit impose des normes, des lois dont le non-respect entraîne une sanction. Ceux qui détiennent le pouvoir monopolisent une puissance de contrainte inouïe sanctifiée par la légalité et exigeant la reconnaissance de tous. C'est ainsi qu'une poignée d'hommes en conduisent des millions dans les boucheries des guerres. Au nom de l'intérêt supérieur de la nation ou de n'importe quel autre prétexte fabriqué de toutes pièces. S'ils rechignent trop, ils fabriquent des catastrophes comme Pearl Harbor ou le 11 septembre, quitte à sacrifier quelques "moutons" imbéciles, quelques enfants récalcitrants : à la différence d'Abraham, eux vont jusqu'au bout, pour le dieu pétrole ou la "raison" d'État. La guerre ne leur fait pas peur. Elle est l'aboutissement logique de leur folie. "La guerre ne vise pas la victoire, elle vise à être continuelle. L'acte essentiel de la guerre humaine est la destruction du produit du travail humain. Une société hiérarchisée n'est possible que si elle s'appuie sur la pauvreté et l'ignorance. En principe l'effort de guerre a toujours pour but de maintenir la société au bord de la famine. La guerre est menée par l'oligarchie contre ses propres sujets. Son objet n'est pas de gagner une quelconque guerre mais de garder la structure même de la société intacte". (George Orwell "1984").

La fonction réelle du suffrage universel est de faciliter la domination d'une élite oligarchique par l'intermédiaire de l'appareil d'État.

Le suffrage universel est une institution sous l'emprise de l'appareil d'État, lui-même sous le contrôle des classes dirigeantes. Le citoyen subit en permanence la pression d'une puissance démesurée du pouvoir d'État. Le suffrage universel autorise de temps à autre un dévouement canalisé de la violence réactionnelle du peuple, en lui donnant l'illusion de pouvoir changer les hommes ou la politique. Mais rien ne peut changer car les règles du jeu institutionnel ne changent pas et la société ne change pas : ses structures d'organisation sont bloquées par les dominants. C'est pourquoi les réformes structurelles sont si difficiles à mettre en oeuvre et que la réforme de l'État lui-même, réclamée depuis des décennies par les plus lucides, est toujours reportée aux calendes grecques.

Le suffrage universel est l'alibi le plus efficace qui justifie l'omnipotence de l'État et son emprise de plus en plus pesante sur la vie des individus. Il a le mérite du point de vue du pouvoir d'État de rendre celui-ci acceptable par le citoyen. Mais le feu de la révolte couve et la violence qu'elle peut déclencher emprunte tous les chemins possibles.

Cela va de l'abstention pure et simple, qui est un refus de jouer un jeu où l'on est sûr de perdre (on se rappelle le slogan de mai 68 : "élections piège à cons"), à la folie du terrorisme, en passant par les voitures incendiées dans les quartiers "difficiles", et par toutes les "incivilités", mot de la langue de bois, révélateur du fossé qui se creuse de plus en plus entre la frustration des citoyens et l'indigence crasse de la classe politique. Mais alors que faire ?

D'abord revenir aux fondements de la démocratie.

Troisième partie :
le retour aux sources

Chapitre I :

les origines de la démocratie

“ La source désapprouve presque toujours l’itinéraire du fleuve ”.

Jean Cocteau

Le cinquième siècle avant Jésus-Christ a marqué l’apogée de la civilisation grecque. La splendeur d’Athènes se manifeste encore à nos yeux par des monuments célèbres. Sa puissance à cette époque coïncide avec l’instauration de la démocratie.

Mais qu’est-ce que la démocratie ?

Démocratie vient du grec *démos*, peuple, et *kratos*, pouvoir. C’est un système de gouvernement où le peuple exerce son pouvoir, sa souveraineté.

Mais démocratie signifie également gouvernement des dèmes. Un dème est l’équivalent d’une commune. Sous la domination d’Athènes, l’Attique est divisé en 190 dèmes. À 18 ans, les citoyens sont inscrits dans le dème. Tous les citoyens sont admis à l’ecclésià, organe essentiel de la politique et assemblée du peuple qui comprend surtout des cultivateurs, des commerçants et des artisans. Un bureau est formé de 50 membres. Chaque citoyen a un droit de discussion, d’initiative et d’amendement. L’ecclésià vote d’ordinaire à main levée des décrets et des lois qui ont été préalablement étudiés par la boulè : c’est une sorte d’assemblée nationale et de conseil d’État, permanente, formée de 500 membres chargés de l’administration générale et du pouvoir exécutif.

Les 190 dèmes sont divisés en 10 tribus. Chaque tribu compte environ 20 dèmes et envoie 50 représentants à la boulè.

Pour la justice également, le peuple est souverain. Tous les citoyens peuvent être magistrats à l’héliée, tribunal par excellence. Chaque tribu désigne 600 citoyens, donc 6000 en tout, répartis en 10 dicastères. Il faut un ou plusieurs dicastères pour juger les procès, suivant leur importance. Ce nombre élevé est considéré comme une garantie contre la corruption.

Cette description est très sommaire et reprend intentionnellement un exemple courant. Il y manque l’essentiel, volontairement escamoté, comme par l’immense majorité des commentateurs de la démocratie athénienne, plus prompts à la dénonciation qu’à l’honnêteté.

Que nous disent-ils ?

Oui, la démocratie grecque était la “vraie démocratie”, c’est-à-dire la démocratie directe : le peuple participait directement aux décisions politiques de l’ecclésiastie.

Oui mais, nous font-ils remarquer, ce peuple qui exerçait sa souveraineté n’était qu’une petite minorité de la population. Les esclaves étaient exclus et il y avait 6 fois plus d’esclaves que de citoyens. De même pour les métèques qui sont considérés comme des étrangers même si la plupart sont des Grecs, 4 fois plus nombreux que les citoyens. Et les femmes, cela va de soi... De plus, beaucoup de citoyens ne participaient pas aux débats de l’ecclésiastie. Au final, quelques milliers d’hommes se trouvaient réunis à l’ecclésiastie pour décider des affaires de la cité. Mais décidaient-ils vraiment ? Dans ce genre de réunions publiques, il y a toujours des individus ou des groupes qui manipulent les autres. Cela n’a guère changé aujourd’hui. Il est communément admis qu’une foule est bien plus facilement manipulable qu’une petite assemblée.

Oui mais, cette démocratie antique ne se souciait guère des droits de l’homme puisqu’elle pratiquait l’esclavage et l’ostracisme qui permettait de bannir pour 10 ans un citoyen simplement suspecté d’être trop ambitieux ou trop puissant.

Oui mais, la démocratie directe des Anciens n’est plus applicable aux grands États modernes. On peut rassembler quelques milliers d’Athéniens sur une place publique. Mais comment voulez-vous rassembler plusieurs dizaines de millions de Français ?

On nous induit à croire que l’Athènes du siècle de Périclès n’était qu’un gros village. C’était une cité-État qui administrait une population qui a pu dépasser 200.000 âmes.

Oui mais, si la décision appartient au peuple, ce peuple est-il compétent pour se prononcer sur les moindres détails? Il n’est pas possible de faire l’économie d’une élite dirigeante, selon la plupart des auteurs. C’est logique : ils appartiennent eux-mêmes à cette élite. Ce sont des professeurs d’université, des juristes plus ou moins distingués, des politiciens, quelquefois des journalistes. Bref, une intelligentsia bien pensante et conformiste.

Comment se fait-il que ces commentateurs de la démocratie originelle oublient systématiquement de nous parler d’un principe fondamental qui signe le fonctionnement des institutions démocratiques de la Grèce

antique ?

Passer sous silence ce principe remarquable et incontournable relève, soit de la malhonnêteté intellectuelle soit de l'imbécillité crasse. Certains "intellectuels" ne sont que des crétins diplômés. Ce n'est pas parce que les mots "intellectuel" et "intelligence" ont la même racine que le premier doit obligatoirement impliquer la possession du second !

Ce principe, qui pousse vers la perfection les idées d'égalité et de justice, révèle le génie grec. L'escamoter est une trahison de l'histoire de la démocratie dans ses racines. C'est aussi la révélation de la peur qu'inspire ce principe aux élites privilégiées qui confisquent le pouvoir du peuple à leur profit. Car le grand problème de la démocratie est celui de la représentation.

Même si les Grecs du cinquième siècle pratiquaient la démocratie directe avec l'ecclésià, ils avaient parfaitement compris que le peuple doit déléguer ses pouvoirs, ou au moins une partie de ses pouvoirs. Il doit désigner des représentants qui agissent pour lui, en son nom. Réduire la démocratie grecque à l'idée de la démocratie directe est une pure escroquerie intellectuelle.

Les Grecs ont tout autant inventé la démocratie indirecte et le principe de la représentation.

L'ennui, pour les pourfendeurs de la démocratie directe, c'est que les représentants n'étaient pas désigné par l'élection ; c'est la vraie raison pour laquelle ils rejettent la démocratie directe : cela permet, en jetant le bébé avec l'eau du bain, de ne pas aborder la solution antique utilisée pour désigner les représentants !

Jean-Jacques Rousseau, en son temps, déplorait le recours à la représentation. S'inclinant devant l'incontournable obstacle, il préconisait le mandat impératif. Les représentants élus étaient obligés d'appliquer à la lettre le mandat reçu de leurs électeurs. Les démocrates du dix-huitième siècle, admirateurs de l'Antiquité, n'étaient pas des partisans de la démocratie grecque. Le pouvoir démesuré qu'elle accordait au peuple les effrayait. Il y a une aversion totale et une méfiance absolue des révolutionnaires américains et français pour le modèle démocratique athénien. Car ces messieurs les révolutionnaires étaient issus des élites bourgeoises, et ils entendaient bien faire prévaloir leurs ambitions et les étendre.

Pour Tocqueville, l'égalité est le moteur de la démocratie. Il pense que les

hommes préfèrent toujours l'égalité à la liberté : “ Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté ,... Mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage.”

D'accord pour l'égalité, mais chacun à sa place. C'est ainsi qu'en Amérique, la première constitution écrite de l'histoire, en 1787, donne le droit de vote aux seuls propriétaires. Les Blancs non propriétaires, les Noirs, les Indiens et les femmes ne votent pas. Les esclaves, n'en parlons pas.

Pour justifier le suffrage censitaire, le député Boissy d'Anglas, dans son discours à la Convention du 23 juin 1795, déclarait : “ Nous devons être gouvernés par les meilleurs ; les meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois. Or, à bien peu d'exception près, vous ne trouverez de pareils hommes que parmi ceux qui possèdent une propriété, sont attachés au pays qui la contient, aux lois qui la protègent, à la tranquillité qui la conserve, et qui doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne l'éducation qui les a rendus propres à discuter, avec sagacité et justesse, les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de la patrie.”

Grâce à ce beau discours, la Convention, qui avait mis fin à la Terreur, adopta une nouvelle constitution et le suffrage censitaire.

Cette peur du peuple prévaut toujours dans la classe dominante et dans les élites dirigeantes, ce qui ne les empêche pas de prétendre représenter ses intérêts et de brandir, en toutes circonstances, le sacro-saint “intérêt général” ou la “raison d'État” qui, curieusement, s'accorde toujours avec leurs petits intérêts particuliers. C'est le peuple qui va aux urnes, c'est toujours la même “élite” qui en sort.

Les Grecs ont inventé la démocratie parce qu'ayant expérimenté tous les régimes politiques possibles, ils accordèrent plus leur confiance au peuple pris dans sa globalité plutôt qu'à des minorités privilégiées d'aristocrates, de ploutocrates et de tyrans.

C'est pourquoi le fondement incontournable de la démocratie grecque consiste en l'établissement du principe d'égalité absolue des citoyens entre eux sur le plan politique. Le génie grec, tout pragmatique, est d'avoir inventé la méthode qui respecte résolument le principe d'égalité, se combine parfaitement avec lui, pour former un couple harmonieux et fécond. Cette méthode n'est pas l'élection ni le suffrage universel présentés

aujourd'hui comme des principes obligatoires des démocraties modernes. Hélas ! "La minorité ne compte point quand la majorité s'appuie sur des arguments qu'elle croit solide" (Machiavel).

Cette méthode est le tirage au sort.
C'est le *kléros* des Grecs d'Athènes.

Certes, tous les citoyens d'Athènes ne participaient pas à l'ecclésiastion dans l'expression de la démocratie directe. Mais tous les citoyens d'Athènes participaient au tirage au sort dans les *dèmes* qui permettait de désigner leurs représentants à la *boulè*.

Tous les citoyens étaient également tirés au sort pour désigner les magistrats de l'héliée, très nombreux. Seuls étaient élus une petite poignée de magistrats très spécialisés : policiers de rue, trésoriers, contrôleurs du commerce, ainsi que les stratèges et chefs militaires.

Certes les *métèques* n'étaient pas citoyens, mais ils pouvaient le devenir.

Certes, il y avait beaucoup d'esclaves, mais les Grecs traitaient leurs esclaves beaucoup mieux que les Américains et les Européens ne traitaient les leurs. C'est ici l'occasion de rappeler la profonde différence de nature entre l'esclavage pratiqué par les Européens et les Américains et celui pratiqué dans l'Antiquité et en Afrique même, avant l'arrivée des premiers explorateurs portugais.

Dans le premier cas, il s'agissait de la déportation en masse de 25 millions de Noirs vers les Amériques avec l'abominable commerce triangulaire. Beaucoup mouraient pendant la traversée de l'Atlantique. Aujourd'hui, cette déportation relèverait d'un crime contre l'humanité.

Dans le second cas, sans qu'il soit question de justifier l'esclavage, il était la conséquence des guerres : les prisonniers capturés faisaient partie du butin. Chez les Grecs, des dieux eux-mêmes avaient été des esclaves : Apollon, Arès, Poséidon, Héphestos. Les esclaves appartenaient souvent à l'État ou aux temples. Comment la société grecque antique aurait-elle pu tenir avec 6 fois plus d'esclaves que d'hommes libres ? Les révoltes étaient rares et limitées parce que les esclaves étaient bien traités et bien intégrés dans la société antique. Beaucoup s'enfuyaient sans grand danger pour eux (au point que leurs propriétaires prenaient une assurance pour couvrir ce risque !) Un grand nombre s'affranchissait. Ils occupaient toutes sortes de

fonctions dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Certains étaient médecins (Hippocrate), précepteurs, intendants, philosophes (Anaxagore, Gorgias), artistes (Polyclète), reconnus et honorés. On est très loin du racisme, de l'apartheid de l'Afrique du Sud et des ghettos noirs de l'Amérique moderne. Il faut rappeler que pendant très longtemps l'infériorité des Noirs n'était pas mise en doute. La "grandeur d'âme" de quelques-uns finit par faire admettre que "même si les Noirs appartenaient à une race manifestement inférieure", cela ne justifiait pas l'esclavage. Il fallut attendre 1865 pour qu'il soit aboli aux États-Unis. Aujourd'hui, l'esclavage nous paraît scandaleux parce que l'idéologie a changé. Il n'en demeure pas moins que la discrimination raciale s'est maintenue aux États-Unis jusqu'aux années 1960-65 et que les Indiens sont toujours parqués dans des réserves... Le paradoxe, c'est que la plus grande démocratie du monde, qui se présentait comme un modèle, était raciste et ségrégationniste.

Certes, l'ostracisme permettait d'exiler un citoyen. Mais on oublie de dire que ce système est révélateur de la crainte légitime des démocrates athéniens de voir un chef politique accaparer le pouvoir à son profit et risquer de remettre en question leurs institutions démocratiques. Il était fait pour se prémunir des tentatives de prise du pouvoir par des aristocrates ou des démagogues. Chaque citoyen inscrivait sur un tesson d'argile (*ostrakon*) le nom d'un homme jugé dangereux. Lorsque 6000 suffrages s'étaient portés sur le même, il devait s'éloigner pour dix ans, sans déshonneur.

Car l'essence de la démocratie, c'est bien l'égalité politique des citoyens.

Et le moyen de la mettre en oeuvre, c'est le tirage au sort. L'accès de tous les citoyens au pouvoir (*kratos*) se fait par le sort (*kléros*) :

c'est la **clérocration**.

L'élection des représentants, le suffrage universel, présentés comme des fondamentaux de la démocratie moderne, nous apparaissent comme la plus vaste, la plus effarante escroquerie politique de tous les temps.

Hors de là, point de salut ! On a réussi à persuader des millions, des milliards d'individus que la démocratie, c'est le suffrage universel. Non. La vraie démocratie, c'est le tirage au sort. Pourquoi a-t-on oublié que c'est le suffrage universel qui a amené au pouvoir un Adolf Hitler, dans un régime démocratique, la république de Weimar (Buchenwald n'est situé qu'à quelques kilomètres de Weimar) qui, à lui tout seul, a provoqué le plus grand cataclysme du vingtième siècle ?

Chaque fois que survient une catastrophe, où que ce soit, les bonnes âmes et les politiciens compatissants demandent, exigent des mesures pour que : “plus jamais ça”. Les procès de Nuremberg ont jugé et condamné quelques individus. Il n’y a pas eu de procès pour juger la “démocratie” manifestement coupable d’avoir porté au pouvoir un malade mental. Peut être bien parce que tous ceux qui sont au pouvoir dans nos soi-disant “démocraties” sont aussi, quelque part, des malades mentaux !

Et que les féministes ne viennent surtout pas nous dire que ce sont les hommes qui font la guerre. Les femmes allemandes, qui obtinrent le droit de vote avec le suffrage universel en 1919, votaient bien plus que les hommes pour Hitler et ont grandement facilité son accession au pouvoir. Il savait bien l’impact qu’il avait sur les femmes quand il disait : “En politique, il faut avoir l’appui des femmes ; les hommes vous suivront alors tout seuls”...

Statistiquement, c’est un fait établi, les femmes votent plus à droite qu’à gauche.

Lorsqu’on voit aujourd’hui le lobby des féministes, issues de la génération de 1968, ayant profité de la libération sexuelle, imposer en Suède la mise hors-la-loi de la prostitution et des sanctions pénales contre la clientèle masculine, il y a là des relents de règlements de comptes sexistes qui donnent envie de vomir. Ces dames patronnesses, ces parangons de vertu, se moquent bien de l’essentiel : l’esclavage inacceptable d’une majorité de prostituées par des réseaux mafieux qui continuent de fonctionner dans l’ombre.

Chapitre II :

les principes de la démocratie

“Le sage fait de la politique, non parce qu’il veut faire triompher ses principes, mais parce que ses principes lui dictent de faire de la politique.”

Confucius

Ce qui nous est parvenu de la pensée politique de la Grèce antique se réduit à peu de choses : les documents écrits sont rares et fragmentaires. Platon condamne tour à tour la démocratie, l’aristocratie, la tyrannie, pour se prononcer en faveur d’un gouvernement des philosophes, où il se voit sans doute, beaucoup mieux placé. Aristote, assez vague, distingue trois types de gouvernements, monarchie, aristocratie, démocratie, qui peuvent être chacun bon ou mauvais.

Le chemin vers la démocratie fut long et semé d’embûches. Au huitième siècle avant Jésus-Christ, la royauté à Athènes n’est plus héréditaire. Ses fonctions deviennent électives, d’abord pour dix ans, puis plus tard pour un an. L’archonte-roi est élu parmi les familles nobles. En 621, un noble, Dracon, promulgue le code draconien qui rend éligibles tous les propriétaires terriens non nobles, s’ils sont assez riches pour se payer l’équipement du fantassin (hoplite). On passe ainsi de l’aristocratie à la ploutocratie. Solon, en 594, abaissera encore les conditions de revenus et établira l’ecclésia, assemblée générale du peuple qui réunit les propriétaires terriens et décide de la guerre, des impôts et de l’octroi de la citoyenneté athénienne. La démocratisation avance. Mais en 561, coup de frein brutal : Pisistrate prend le pouvoir et impose une tyrannie héréditaire (*tyrannos* veut dire maître absolu, despote). Enfin, en 508, Clisthène instaure la réforme démocratique qui donnera à Athènes tout son éclat, sa puissance politique et économique, sa supériorité militaire et navale. Son hégémonie finit par coaliser d’autres cités autour de Sparte qui imposa, victorieuse, la tyrannie des Trente et supprima la démocratie. Elle fut rétablie en 403 par Euclide jusqu’à la conquête macédonienne.

La réforme démocratique de Clisthène n’est pas tombée du ciel toute faite. Même si nous n’avons pas de traces des principes et de la doctrine politique à l’origine de cette réforme, son idéologie n’en existe pas moins. À travers le fonctionnement de la démocratie athénienne, il est possible d’en tracer

les contours, d'en reconstituer les règles.

L'innovation politique de Solon, l'ecclésia, provient de l'idée du peuple-citoyen souverain : le pouvoir n'est plus entre les mains d'un seul individu (le roi ou le tyran), ni dans les mains des privilégiés de la naissance noble (aristocrates), ni dans les mains des plus riches (ploutocrates).

Les démocrates n'acceptent plus que le pouvoir soit concentré entre les mains de quelques-uns, car cela conduit directement à l'abus de pouvoir, à la constitution d'une minorité qui décide et d'une majorité qui subit, donc à des conflits et à des aberrations préjudiciables à tous. Il faut savoir que la grande majorité des Athéniens était très attachée aux valeurs de leur démocratie.

Ils y étaient d'autant plus attachés qu'ils considéraient que c'était leurs institutions politiques qui déterminaient le fonctionnement de la société des hommes, construisaient leur rôle de citoyen et faisaient vivre la démocratie. Et en aucun cas l'inverse. Sur l'agora, les citoyens d'Athènes parlaient entre eux de politique avant, pendant et après les réunions et les décisions de l'ecclésia. Pour eux, les institutions démocratiques étaient un véritable système d'éducation et de formation des hommes et des citoyens. Elles constituaient un véritable cadre d'éducation et d'élévation humaines. C'est le rôle fondamental de la *paideia* : l'instruction, la culture de l'esprit. La *paideia*, ce n'est pas simplement l'éducation. C'est la volonté de construire des individus pour en faire des citoyens formés, compétents, responsables et épanouis. Cet épanouissement ne pouvait se faire sans les meilleures institutions politiques possibles : celles de leur démocratie.

Le premier principe de la démocratie athénienne est par conséquent celui de l'égalité politique au niveau de chaque individu reconnu citoyen (ce qui exclut logiquement esclaves et étrangers). Chaque citoyen détient une part égale de pouvoir politique. Ce principe d'égalité des citoyens signifie simplement qu'un citoyen a *les mêmes* droits politiques qu'un autre citoyen .

Ce principe fondamental a été dévoyé, trahi, prostitué par les révolutionnaires de 1789 et par la pseudo-démocratie actuelle en : "un homme, une voix". Ce qui revient à dire que le principe premier de la démocratie, qui donne l'accès à *tous* les citoyens à l'exercice de *tous* les droits politiques, ne donne plus à l'immense majorité des citoyens qu'*un seul* droit politique : celui, dérisoire et ridicule, de mettre un bulletin dans une urne ! Quel extraordinaire tour de passe-passe ! C'est la plus incroyable escroquerie politique de toute l'histoire de l'humanité !

Le principe d'égalité est le fondement de la démocratie. Lui seul rend possible l'humanisme, la fraternité et l'amitié entre les hommes. Il permet l'éclosion et l'épanouissement de toutes les formes imaginables d'associations, de collaborations, d'échanges, dans le respect réciproque, l'équité et la dignité de tous.

Le deuxième principe est un principe de liberté politique, corollaire du premier. L'égalité politique doit pouvoir s'exprimer dans des initiatives et des choix *librement* discutés et établis. La liberté politique est donc une *conséquence* de l'égalité politique. L'inverse est faux. Faire passer la liberté avant l'égalité témoigne de la perversion idéologique des révolutionnaires bourgeois de 1789. Bien sûr, il fallait se libérer de la tyrannie monarchique (toute relative) et des privilèges de la noblesse mais il fallait surtout se libérer de la tyrannie d'une populace redoutée. L'histoire de la démocratie moderne démontre que la priorité accordée à la liberté politique réduit l'égalité politique à sa plus simple expression : celle d'un droit théorique vidé de son sens.

C'est le rôle de l'assemblée du peuple, que de permettre l'expression libre des citoyens. C'est le lieu, l'agora, où se rassemble le peuple pour exposer les idées, les confronter, délibérer et décider. À ce niveau, c'est une démocratie directe. Mais les inventeurs de la démocratie (Solon et Clisthène n'étaient pas seuls), forts d'une riche tradition orale des débats publics et de l'expérience de l'élection, savaient à quel point une foule est manipulable par des orateurs habiles, des politiciens charismatiques. Ils savaient que l'on ne pouvait pas faire l'économie d'une représentation. Il arrive un moment où des personnes doivent être désignées pour représenter tout ou partie du peuple-citoyen. Le pouvoir est délégué à un nombre réduit de responsables. Ils doivent être désignés de la manière la plus juste possible, car tous les citoyens sont égaux, ils ont donc tous une égalité d'accès aux positions de représentation et de responsabilité. Les inventeurs de la démocratie savent à quel point le système de l'élection est dangereux : il permet d'établir l'ascendant d'un leader sur un groupe, la concentration du pouvoir entre les mains de politiciens habiles et manipulateurs, la pérennisation de leur autorité, la constitution d'une classe dirigeante privilégiée qui reforme une aristocratie minoritaire et élitiste qui peut conduire à l'autocratie et à la dictature.

Le système électif est justifié par ceux qui prétendent qu'il permet de désigner les plus capables pour représenter et défendre les intérêts de chacun et l'intérêt général. Les Grecs ont bien compris que les plus capables sont d'abord capables d'utiliser les pouvoirs dont on les a investi à leur propre profit, et prioritairement. D'autre part, l'élection a été utilisée

longtemps pour désigner des rois parmi l'aristocratie régnante. Elle est trop suspecte à leurs yeux, trop compromise avec l'élitisme aristocratique. Il faut inventer autre chose, utiliser un autre moyen qui soit la marque de reconnaissance de la démocratie. C'est une nouvelle technique qui va supplanter celle de l'élection : le tirage au sort.

Seul le tirage au sort répond à l'exigence première de la démocratie : l'égalité politique *absolue* entre les citoyens. Un citoyen en vaut un autre. Un égale un et non pas un citoyen égale un vote !

Ce système empêche l'accaparement du pouvoir par une "élite" ou plutôt par une pseudo-élite. Car cette soi-disant élite s'institue en élite, se reconnaît comme élite au détriment de la "masse", du "peuple d'en bas", dindon de la farce, juste bon à plumer.

Aujourd'hui, l'élitisme méritocratique justifié par des diplômés de l'ENA ou de polytechnique impose sa dictature à tout un pays. L'ennui, c'est que ces diplômés ne garantissent nullement l'intelligence, la compétence, le bon sens, l'humanité, l'humilité. Ils sont au contraire une garantie d'orgueil, de prétention, d'enflure de l'ego, de folie des grandeurs, de morgue, de mythomanie, de perversion.

C'est ainsi pour la plupart de nos politiciens bien en vue et pour d'autres qui ne valent guère mieux. Comme par exemple, un polytechnicien énarque (comme si ça ne suffisait pas d'être ou l'un ou l'autre), Jean-Marie Messier pour ne pas le nommer, qui n'a sans doute jamais entendu parler de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf, qui endette son entreprise dans des proportions telles qu'il a réussi à la faire exploser, comme la grenouille de la fable. Apparemment, voilà un polytechnicien qui ne sait pas compter et commet des erreurs que le Français moyen ne commet pas, même s'il n'a aucun diplôme. Mais pour lui-même, ne vous faites pas de souci, monsieur sait compter...

Le troisième principe de la démocratie, lorsqu'elle n'est pas directe, c'est-à-dire dans son mode de fonctionnement indirect, c'est **le principe de la représentation par l'utilisation du tirage au sort**, seul procédé acceptable, car seul procédé qui respecte à la lettre l'égalité politique entre les citoyens et l'esprit de la démocratie. Le tirage au sort doit être la règle. Le recours à l'élection doit être l'exception. L'élection doit être comme une roue de secours dans le coffre d'une voiture, elle ne doit pratiquement jamais en sortir parce que les pneus sont increvables.

Le tirage au sort doit être la règle obligatoire qui s'applique pour la désignation des personnes qui représentent un groupe, une assemblée.

Le quatrième principe est un principe de partage égalitaire du pouvoir politique entre les membres tirés au sort d'un groupe, d'une assemblée. Ce principe exclut la possibilité de concentration du pouvoir politique entre les mains d'un seul individu. Les décisions sont toujours prises collectivement, au sein d'un groupe ou d'une assemblée, après discussion, par un vote à la majorité simple (ou éventuellement renforcée, suivant les cas) lorsqu'il s'agit d'approuver un choix ou lorsqu'il s'agit d'opter entre deux possibilités offertes. S'il faut choisir entre plus de deux possibilités, le vote par assentiment devrait s'imposer.

Les quatre piliers de la vraie démocratie sont donc deux principes mis en oeuvre par deux techniques.

Deux principes :

- 1) Principe de l'égalité politique absolue des citoyens.**
- 2) Principe de liberté politique absolue qui découle du premier.**

Deux techniques :

- 1) Le tirage au sort : désigne les représentants parmi des personnes politiquement égales.**
- 2) Le vote : permet de prendre librement des décisions politiques, collectivement, après discussion.**

Ces principes ont été appliqués en Grèce, au cinquième siècle avant Jésus-Christ. Ils ont tellement bien fonctionné que, sans eux, le rayonnement de la civilisation grecque n'aurait jamais éclairé tous les siècles qui nous séparent d'elle avec autant de force. C'est grâce à la démocratie que la Grèce fut un phare pour l'Occident. Dans ce même Occident qui prétend la défendre, la démocratie est en train de s'éteindre, trahie par les politiciens qui s'en réclament pourtant.

Chapitre III :

l'égalité politique, fondement des libertés

“L’homme est né libre et partout il est dans les fers”

Jean-Jacques Rousseau

“Bien analysée, la liberté politique est une fable convenue, imaginée par les gouvernants pour endormir les gouvernés.”

Napoléon Bonaparte

“Il est bon d’être averti que la liberté est un mot au moyen duquel les amis du peuple font faire au peuple des choses qui n’ont pour résultat possible que de le conduire en prison”.

Alphonse Karr

Les révolutionnaires américains et français de la fin du dix-huitième siècle étaient avant tout motivés par la prise du pouvoir par la classe sociale dont ils étaient issus : la bourgeoisie. Face à l’arbitraire de la monarchie et même s’il n’y avait pratiquement plus de lettres de cachet et si la Bastille n’était plus en vogue, le mot d’ordre et de ralliement des révolutionnaires était le mot “liberté”.

Le siècle des Lumières, avec son rationalisme et son atmosphère de libération des esprits et des moeurs, était passé par là.

Le gouvernement du peuple par le peuple qui définit la démocratie exclut le pouvoir d’une autorité qui ne serait pas issue d’une volonté du peuple. Ce qui suppose la libre expression politique de cette volonté. L’autorité d’un gouvernement démocratique est fondé sur l’adhésion librement consentie par le peuple et exprimée par ses représentants. La dignité de l’homme libre établit une démocratie fondée sur la liberté politique.

Mais la liberté politique n’est pas une fin en soi : elle est assurée pour garantir l’autonomie des gouvernés. Pour les révolutionnaires il s’agissait avant tout de protéger les libertés individuelles et d’empêcher l’oppression

du pouvoir politique monarchique. Ce n'est pas un hasard si l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (26 août 1789) pose que " Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit". Cela montre bien la prééminence et la priorité accordée à la liberté, avec l'obligation pour le pouvoir politique de s'en accommoder.

L'article deux de la même Déclaration définit les droits "naturels et imprescriptibles de l'homme" : " la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression".

Le texte ne cite pas l'égalité parmi les droits naturels. Il réitère la priorité donnée à la liberté parce que c'est un texte d'inspiration bourgeoise. Il proclame plus loin certaines formes d'égalité devant la loi, devant l'impôt, l'égalité admissibilité aux emplois publics.

Ainsi, la démocratie voulue par les révolutionnaires instituait la liberté comme une condition absolue de son bon fonctionnement et annonçait la dictature du libéralisme moderne. C'est ce goût exacerbé de la liberté qui les caractérisait, cet esprit libéral qui est à l'origine de ce que l'on appelle aujourd'hui les démocraties libérales. Mais les libéraux bourgeois réclamaient tout autant les libertés politiques que les libertés économiques. La Révolution proclama cet ensemble de libertés affirmées par la loi Le Chapelier de 1791.

La liberté économique conduisit très vite à des situations d'inégalité. Le dix-neuvième siècle qui voit le triomphe du libéralisme économique voit aussi la pire misère et la pire exploitation des travailleurs. Aujourd'hui cette même idéologie totalitaire du libéralisme obligatoire impose la mondialisation et la ruine des pays les plus fragiles et les plus pauvres, générant une paupérisation à l'échelle mondiale, y compris dans les pays riches.

Pour Marx, il ne peut y avoir de liberté dans un régime économique qui consacre l'inégalité des classes et dans lequel les citoyens n'ont pas les moyens matériels d'exercer la liberté. D'où la nécessité, face aux abus du capitalisme, d'une intervention de l'État pour réglementer l'activité économique dans le but d'éviter certaines situations d'inégalité et rétablir les conditions de l'exercice des libertés. Dans son analyse, Marx, obnubilé par la dimension économique, oublie que l'essentiel du problème social se situe dans la dimension politique, dans l'origine du pouvoir et plus particulièrement dans le principe de l'égalité politique. Les démocraties populaires ont nivelé les disparités économiques et sociales mais ont imposé la toute-puissance du parti communiste, instrument politique du prolétariat qui a sacrifié les principes vitaux de l'égalité politique *et* de la

liberté politique, ce qui a conduit directement à la nomenklatura (élite politique) et au goulag.

Cette démocratie libérale qui proclamait haut et fort la liberté et l'égalité des droits, s'est très longtemps accommodée du suffrage censitaire. Actuellement et depuis longtemps, elle s'accommode très bien des dictatures qu'elle contribue largement à mettre en place ou à perpétuer.

On voit bien qu'elle s'est construite autour de l'idée prioritaire de la liberté, le principe de l'égalité étant secondaire et plutôt gênant pour l'élite privilégiée au pouvoir. C'est évidemment une aberration révélatrice d'un vice dans le raisonnement. Si la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple, le peuple est formé de citoyens. Qu'est-ce qui distingue un citoyen d'un autre citoyen ? Rien ! Car la notion même de citoyen implique qu'un citoyen est égal à un autre sur le plan des droits politiques et la qualité de citoyen est d'être un individu politique participant du peuple. Le peuple se définit comme le titulaire de la souveraineté. Le citoyen détient une parcelle de cette souveraineté. Chaque citoyen étant identique, chacun détient la même parcelle de souveraineté. Or, le suffrage censitaire introduit une inégalité politique entre les citoyens : certains citoyens sont privés de la liberté d'exprimer leur part de souveraineté. Ce n'est plus la démocratie.

Le suffrage universel ne change rien à l'affaire. Il constitue un alibi hypocrite pour légitimer plus largement une oligarchie bien en place. Il fabrique de toutes pièces un précipice monstrueux entre un pouvoir politique, concentré aux mains d'une poignée d'élus installés dans une quasi-permanence, et l'illusion d'un pouvoir politique chichement accordé à presque tous, au gré de rarissimes consultations électorales dont l'objectif est la désignation de parfaits inconnus censés être les meilleurs. On croit rêver.

Répetons-le : le principe d'égalité des citoyens signifie qu'un citoyen a les mêmes droits politiques qu'un autre. Il ne supporte pas d'être réduit et trahi par le faux principe : "un homme, une voix". Cette voix n'a plus qu'un droit, celui de se taire pour laisser la parole aux seuls élus. Cette voie n'est pas celle de la vraie démocratie.

Il est évident que le principe d'égalité doit précéder celui de liberté pour que la démocratie soit réelle. Le suffrage universel rétablit le principe de l'égalité politique au moins en apparence. Mais le système de la votation instaure, de fait, une inégalité politique structurelle entre le citoyen qui délègue sa souveraineté et l' élu qui l'accumule. D'autant plus que l' élu devient un élu professionnel.

À l'inverse, le système du tirage au sort est, dans son principe, rigoureusement égalitaire. Il redonne toute son importance au citoyen et au peuple souverain. Il rend impossible la récupération du pouvoir par quelques-uns et la constitution d'une société politique inégalitaire qui pérennise une oligarchie élitiste.

Le hasard, qui préside seul au résultat du tirage au sort, assure de manière absolue une égalité réelle entre les citoyens. C'est incontestable. C'est la seule technique utilisable dans le cadre d'une authentique démocratie. Le suffrage universel n'est qu'une escroquerie politique, une supercherie monumentale, une illusion démocratique qui aveugle tout le monde. Même les plus contestataires du système démocratique, à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, sont incapables de relever l'énormité de la manipulation, du tour de passe-passe. Le lapin est dans le chapeau, hop, il n'y est plus et hop, il en sort une colombe. Le Pen peut pester contre la classe politique régnante, il n'en demeure pas moins qu'il en fait bien partie et qu'il ne risque pas, à supposer qu'il soit capable d'une telle analyse, de remettre en question le système politique tel qu'il est, fondé sur une absurdité. Pour une raison évidente : c'est la perversité du système qui permet et favorise l'existence d'un Le Pen, l'engraisse et le fait perdurer. Tous les autres aussi, pareillement.

Ainsi, le tirage au sort rétablit l'ordre logique qui sous-tend la démocratie. Celle-ci donne la priorité au principe de l'égalité politique entre les citoyens. Dans ce cas, la liberté politique en découle obligatoirement. Et toutes les autres libertés aussi. *L'inverse n'est pas vrai.*

Il faut revenir à l'ordre naturel de la démocratie, et corriger notre belle devise : Égalité, Liberté, Fraternité. Encore faut-il se débarrasser du système électif au suffrage universel.

Chapitre IV :

le tirage au sort.

“ On a déjà pensé à tout. Le problème, c’est d’y penser de nouveau.”

Goethe

1) Le tirage au sort.

Cette technique est la clef de voûte de l’édifice démocratique, lequel repose sur ses deux piliers porteurs et fondateurs que sont l’égalité politique et la liberté politique.

Dans sa mise en oeuvre, elle ne doit susciter aucun doute, aucune suspicion. Mieux, elle doit inspirer au citoyen une absolue confiance.

Pour cela, deux principes doivent être obligatoirement respectés.

Premier principe : chaque citoyen participe à la mise en oeuvre de la procédure du tirage au sort.

Deuxième principe : chaque citoyen participe au contrôle de la procédure du tirage au sort et en assure la validité des résultats.

Ces deux principes doivent garantir le tirage au sort de toutes contestations. Ils entraînent plusieurs conséquences :

- Le tirage au sort doit être mis en oeuvre au plus près du citoyen : c’est le principe de proximité. Cela interdit un système centralisé, comme pour le loto par exemple.

- le tirage au sort ne doit pas être effectué sur des listes (papier ou électronique) : il doit être effectué entre personnes physiques présentes, actives et témoins de l’opération.

- Le tirage au sort ne doit pas être effectué avec des machines complexes qui offriraient une possibilité de trucage ou de programmation, mais avec des dispositifs simples, voire simplistes, dont le fonctionnement est évident et apparent pour tous. Cela exclut obligatoirement toutes les machines électroniques ou électriques.

- Le tirage au sort étant le moyen qui permet l'expression libre du peuple citoyen, celui-ci doit pouvoir l'utiliser à sa guise, à son initiative, sans l'intervention de l'appareil d'État.

Quel système permettrait de faire fonctionner le tirage au sort ainsi défini pour désigner des représentants ?

Dans le système actuel, les citoyens élisent un certain nombre de représentants dans le cadre de différentes circonscriptions. De la plus petite à la plus grande, on rencontrera tour à tour : les conseillers municipaux, les maires, les députés, les sénateurs, les conseillers généraux, les conseillers régionaux,... le président de la République. Différents niveaux de compétence et de responsabilité avec des pouvoirs variables. Mais un conseiller municipal d'une commune de 300 habitants est-il comparable à celui d'une commune de 30.000 ou 300.000 habitants ? Pour simplifier, ce système évoque une pyramide à degrés. En bas, les conseillers municipaux puis les maires. En haut, le président de la République et juste dessous, les députés. Dans la plupart des sociétés, le pouvoir s'est toujours concentré ou dilué sur ce modèle approximatif. Dans le système communiste également, le schéma pyramidal est extrêmement structuré. Difficile d'y échapper.

2) La réduction décimale.

Le système envisageable consiste à réunir un groupe de citoyens, une petite assemblée qui désignera par tirage au sort son représentant. C'est le premier degré de la pyramide. Les représentants du premier degré forment à leur tour une petite assemblée qui désigne un représentant par tirage au sort. C'est le deuxième degré. Et ainsi de suite.

Prenons un exemple simplifié. Supposons que nous ayons un ensemble de 40 millions de citoyens. Une réduction décimale nous montre qu'il ne faut que cinq étages à cette pyramide pour parvenir à 400, chiffre qui peut correspondre au nombre des députés, ce qui donne un député pour 100.000 citoyens :

- 400 députés du cinquième niveau
- 4.000 représentants du quatrième niveau
- 40.000 représentants du troisième niveau
- 400.000 représentants du deuxième niveau
- 4.000.000 représentants du premier niveau
- 40.000.000 citoyens.

Il faut bien comprendre que cet exemple, basé sur une réduction décimale, signifie qu'à tous les niveaux de cette pyramide, se sont toujours des petites assemblées de seulement 10 personnes qui tirent au sort, parmi elles, leur représentant.

Ainsi, les 40 millions de citoyens forment 4 millions de groupes de 10 personnes produisant au premier étage de la pyramide 4 millions de personnes représentant ces groupes. Ces 4 millions de représentants se réunissent à leur tour en 400.000 groupes de 10 personnes produisant 400.000 représentants au second étage de la pyramide. Ces 400.000 représentants forment 40.000 groupes au troisième étage de la pyramide, et ainsi de suite.

Ce système peut s'appliquer quelle que soit la taille de la population. Avec 40 millions de citoyens en France, on obtient ainsi 400 députés au cinquième niveau de représentation. Avec 400.000 citoyens du Luxembourg, on obtient 400 députés au troisième niveau de représentation. Avec 900 millions de citoyens chinois, on obtient 900 députés au sixième niveau de représentation. La forme fédérale des plus grands états (Chine, Inde, USA, Russie) peut faciliter les choses.

Les 400 représentants députés forment une Assemblée Nationale.

En poursuivant la procédure décimale, on obtient 40 ministres et secrétaires d'État, correspondant à un gouvernement, qui peuvent être répartis en fonction de l'importance et des besoins des différents ministères.

Sur ces 40 membres du gouvernement, le tirage au sort peut désigner un premier ministre pour la durée du mandat ou 4 premiers ministres se succédant au poste pour une période égale au quart du mandat (on verra plus loin que les Grecs ont fait beaucoup plus fort).

Il faut évidemment en finir avec le bicéphalisme de la constitution de 1958. Le chef du gouvernement doit être le seul Chef de l'État. On peut l'appeler Premier Ministre ou Président, cela importe peu. Ce sera un Chef de l'État qui tirera sa légitimité du peuple tout entier, tout autant que des ministres dont il sera issu et de tous les niveaux de représentation qui précèdent. Il sera le représentant ultime, celui du gouvernement, porteur des décisions prises collectivement par les membres du gouvernement.

Les 360 députés restants auront en charge le domaine législatif, mais ils auront de surcroît un contrôle direct sur les membres du gouvernement par l'intermédiaire des 40 groupes-citoyens dont ces membres sont issus.

Si l'on tient absolument à avoir un premier ministre Chef du

gouvernement et un président de la République, ce dernier doit avoir une fonction purement symbolique, comme sous la troisième ou la quatrième République. Ce poste honorifique pourrait, à la rigueur, constituer un os à ronger pour quelques-uns de nos politiciens les plus ambitieux et les plus acharnés à obtenir leur photo encadrée dans toutes les mairies de France. Je n'y suis pas favorable.

Il est intéressant de rappeler qu'il y a eu des précédents historiques : des tentatives ont été faites pour donner un peu plus de pouvoir aux citoyens.

La constitution du 22 brumaire, an VIII (15 décembre 1799) :

Après le coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte charge Sieyès de rédiger une nouvelle constitution. Le suffrage universel est établi pour la première fois au monde, et c'est une grande nouveauté. Tous les citoyens français peuvent voter, non seulement pour désigner leurs représentants, mais aussi pour participer aux décisions par voie de référendums, alors appelés plébiscites. Mais Sieyès a inventé un système indirect : les "listes de confiance". Pour lui, la "confiance vient d'en bas, mais le pouvoir vient d'en haut". Il imagine un triple scrutin superposé :

- à la base, par le suffrage universel, les citoyens votent pour élire un dixième d'entre eux pour constituer les "listes communales".

- Puis, les membres de ces listes communales choisissent un dixième d'entre eux pour former les "listes provinciales".

- Enfin, les membres de ces listes provinciales élisent un dixième d'entre eux pour former la "liste nationale" dont les membres ne sont pas des députés, mais seulement des candidats aux fonctions publiques. Un Sénat, assemblée semi cooptée, désigne parmi ces candidats les membres des assemblées législatives. On comprend que dans ce système, c'est le pouvoir en place qui prend le pas sur le suffrage universel, en réduit la portée. Ce n'était sans doute pas suffisant puisqu'en l'an X, les "listes de confiance", pourtant peu dangereuses, sont supprimées et remplacées par des assemblées réduites en nombre et donc mieux surveillées et manipulées par le pouvoir.

Aux environs de 1850, plusieurs représentants de la gauche républicaine, parmi lesquels figuraient Ledru-Rollin, Considérant et le socialiste allemand Rettinghauser, reprirent l'idée de la démocratie directe pour l'adapter à la France. Comme il n'était pas possible de réunir tous les Français en un même lieu, ils imaginèrent de fragmenter la grande

assemblée nationale et idéale des citoyens en une multitude d'assemblées locales. Les votes, exprimés dans ces dernières, additionnés les uns aux autres, reconstituaient une assemblée à l'échelle nationale. Le pays se trouvait reconstitué par l'addition d'une multitude d'ecclésiastiques athéniennes.

Aujourd'hui, grâce au téléphone et à Internet, certains préconisent le vote permanent et instantané, la consultation permanente. C'est le référendum ou le sondage permanent. Le citoyen approuverait ou désapprouverait toutes sortes de questions soulevées.

Certes, pour les défenseurs de cette idée, Internet et l'éducation généralisée répondent aux deux arguments toujours opposés à l'idée de démocratie directe : son caractère impraticable à cause du nombre et l'absence de compétences du peuple. Internet deviendrait ainsi le nouvel agora où l'ecclésiastique internautes pourrait se rencontrer et débattre directement de ses problèmes.

Il faut rejeter absolument cette idée, pour bien des raisons :

- Le système devient totalement dépendant d'une technologie complexe et fragile. Le citoyen ne peut pas dépendre d'une panne de courant ! ¹

1 J'eus, un jour, l'occasion de refroidir l'enthousiasme débordant d'un professeur d'informatique qui nous vantait les mérites d'un CD Rom. "Vous vous rendez compte, nous disait-il, toute une énorme encyclopédie sur cette minuscule galette !" Je lui fis humblement remarquer que ladite galette est illisible sans le secours du hardware (moniteur, tour, clavier, souris...) que ce dernier est au moins aussi encombrant que l'encyclopédie papier (surtout si l'on rajoute l'indispensable bureau), qu'il est inutilisable sans l'alimentation électrique et les centrales nucléaires, que le papier est garanti fiable pour trois siècles au moins, tandis que la galette et son système de lecture seraient probablement obsolètes ou en panne à bref délai... La plupart des données scientifiques recueillies à l'occasion des missions Apollo sur la lune sont perdues, tout simplement parce que les supports sont devenus inexploitable du fait de la dégradation et des changements de technologie (l'ordinateur de bord de la capsule Apollo était dix fois moins puissant que le bas de gamme actuel des ordinateurs personnels). Les Américains ont bien compris la leçon : ils ont un gigantesque programme de conservation des données... sur papier ! (J'adore jouer les rabat-joie face aux fanatiques de la technologie).

- De surcroît, Internet est sous contrôle américain et de nombreux États interviennent pour censurer ce qui ne leur convient pas. La Chine applique chez elle une censure draconienne grâce à des systèmes de contrôle des plus sophistiqués... qu'elle exporte à tour de bras !

- Il est impossible que tout le monde soit équipé du matériel et c'est contraire au principe d'égalité. Internet devient un intermédiaire technologique inacceptable, un filtre sélectif qui exclut d'office toute une frange de la population, comme par hasard la moins favorisée culturellement, socialement et économiquement.

- Ce sera toujours les mêmes internautes, une minorité, une "élite" une fois de plus, qui débattront et voteront. Contraire au principe d'égalité.

- Chacun restera dans son coin, dans sa bulle : la déshumanisation, la virtualisation de la communication sont indéfendables, insoutenables, inadmissibles.

Justification de la réduction décimale.

- Elle s'impose pour la facilité des calculs.

- Elle s'impose pour la commodité des réunions : nous avons insisté sur la nécessité de la proximité du citoyen dans la mise en oeuvre et dans le contrôle du tirage au sort. Il est très facile de réunir 10 personnes dans une salle à manger, un salon, dans n'importe quel logement. C'est un avantage décisif; 20 personnes, ce n'est plus possible.

- Elle s'impose par les avantages liés au voisinage : ces groupes de 10 citoyens vont se former spontanément et naturellement en fonction de la proximité immédiate des uns et des autres, dans le même immeuble, le même lotissement, avec les plus proches voisins.

- Elle s'impose pour faciliter la procédure du tirage au sort. Il est plus facile et plus rapide d'effectuer un tirage au sort entre 10 personnes qu'entre 50 ou 100.

- Elle s'impose pour faciliter les discussions. Elle rend la parole à chacun. Une personne timide ou réservée pourra s'y exprimer, confrontée à des personnes proches et connues, alors qu'elle n'osera jamais devant 50 personnes pour la plupart inconnues. Elle permet un vrai débat, l'ouverture à toutes les propositions, toutes les idées, leurs confrontations.

- Elle s'impose parce qu'il est plus facile de manipuler une foule qu'une petite assemblée de seulement 10 personnes : "Les grandes assemblées

possèdent les principales caractéristiques des foules : niveau intellectuel médiocre, excitabilité excessive, fureurs subites, intolérance complète, obéissance servile aux meneurs.” (Gustave Lebon) La fragmentation en petits groupes de dix citoyens interdit le suivisme de masse, étouffe dans l’oeuf le fanatisme et la soumission aux petits chefs et coupe l’herbe sous les pieds des apprentis dictateurs.

Ce point est capital. Cela évite la mainmise d’un leader, l’emprise d’un pervers sur le groupe. Si un leader apparaît, il n’a qu’une chance sur 10 à chaque tirage au sort d’être désigné comme représentant du groupe. Avec le système électif, non seulement il sera certainement élu, mais pire, il sera systématiquement réélu, créant une routine puis une monarchie “républicaine” quand son fils prendra la suite.

Le tirage au sort évite ces risques et force les leaders potentiels à plus de modestie, à plus d’humilité.

- Elle s’impose, car sa petitesse donne une grande souplesse possible dans l’adaptation des circonscriptions.

- Elle s’impose parce qu’elle permet l’initiative citoyenne au niveau des groupes citoyens. Il suffit qu’un citoyen sur dix prenne l’initiative de réunir ses plus proches voisins. L’exemple étant donné, un effet boule de neige peut s’ensuivre et inciter le voisinage plus éloigné à en faire autant. Un militantisme spontané peut se développer très vite. Certains chercheront à imposer des groupes citoyens plus nombreux, 100 ou 1000, sous prétexte que les débats sont trop pauvres avec 10 personnes, pour introduire un contrôle et une organisation centralisée par l’État. Je n’en veux surtout pas !

3) Procédure du tirage au sort.

Elle a pour but de désigner un citoyen parmi les dix qui forment un groupe, pour en faire le représentant de ce groupe.

Cette procédure est simplissime, le matériel réduit au minimum. Il faut se procurer un grand saladier en verre transparent ou un classique bocal à poisson rouge et une dizaine de petites sphères démontables en plastique opaque de la même couleur. Sur des morceaux de papier de même format, chacun inscrit son nom et son prénom et glisse le papier dans sa boule (plusieurs personnes d’une même famille peuvent participer à un même groupe). Toutes les boules sont introduites dans le saladier ou dans le bocal. On ne confie pas à une seule personne, à la main présumée innocente, de mélanger soigneusement les boules (pour éviter toute possibilité de

repérage) et de procéder seule au tirage. Chaque participant, d'une main toute aussi innocente, devra mélanger les boules et procéder au tirage au sort, avec l'extraction d'une seule boule. Ainsi, chaque participant est impliqué physiquement et personnellement dans le processus du tirage au sort. Il est obligatoire que toutes les boules soient tirées, déterminant un ordre qui sera scrupuleusement relevé par un(e) participant(e) faisant office de secrétaire. Une liste de dix noms est obtenue suivant l'ordre du tirage. La tête de liste désignée par la première boule représentera le groupe et participera au groupe du niveau supérieur suivant. Cependant, la personne désignée tête de liste est libre d'accepter ou de refuser cette position. D'une certaine manière, elle est mise dans une position où elle vote pour ou contre elle-même, en son âme et conscience, en toute responsabilité et sans risque pour elle. "Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne" (Montesquieu).

Si elle refuse, c'est son droit et elle n'a pas besoin de justifier son refus. Dans ce cas, c'est la personne figurant en second sur la liste qui représentera le groupe. Si cette personne refuse, ce sera la troisième, et ainsi de suite. Dans le cas où le représentant ayant accepté ce titre a un empêchement, il peut être remplacé par le ou les suivants sur la liste (par exemple, le second peut refuser ou être absent, donc le troisième sur la liste remplacera le premier).

Si vous ne disposez pas de boules creuses identiques et démontables (on en trouve dans certaines confiseries pour enfants), cela ne doit pas vous arrêter. Les bulletins seront tous découpés à la même dimension, dans le même type de papier, pliés soigneusement de la même manière par la même personne. Les autres extrairont tour à tour les bulletins du saladier, sans regarder, avec la consigne de sortir le premier papier touché. La personne qui aura plié les bulletins interviendra en dernier pour sortir le dernier bulletin. Il faut que la procédure soit la plus limpide et la plus incontestable possible.

Cette procédure responsabilise *tous* les participants et renforce le sentiment égalitaire. À travers elle, chacun *vit* et *ressent* cette égalité.

Untel, dernier de la liste à un tirage au sort, peut se retrouver premier de liste au tirage au sort suivant. Et inversement. La liste donne un classement aléatoire et temporaire, valable pour la durée du mandat.

Il n'y a pas de contestation ni de conflit, parce qu'il n'y a pas de compétition.

Un citoyen égale un citoyen. Le tirage au sort s'apparente à un jeu.

Chaque participant sait qu'il peut gagner : la probabilité est d'une chance sur dix. On y participe donc volontiers avec une petite excitation et un pincement au coeur. On est loin de la sinistrose grandiloquente des élections, où rien n'est plus déprimant que d'aller voter pour un parfait inconnu qui se moque de vous comme d'une guigne, faire la queue, passer dans l'isoloir, faire la queue devant l'urne et à l'émargement. Le défilé des cocus de la comédie du suffrage universel a assez duré, cette caricature de la démocratie est insupportable.

Si l'on accepte le principe de l'égalité entre chaque citoyen, on ne peut qu'accepter le principe du tirage au sort. Si l'on veut la vraie démocratie, on doit exiger le tirage au sort ! Et tout simplement l'imposer en prenant l'initiative de la constitution des groupes-citoyens, brique élémentaire et fondatrice du système envisagé.

4) La durée du mandat.

Chez les Grecs du cinquième siècle, les citoyens, désignés par le tirage au sort pour siéger à la boulè ou à l'héliée, ne restaient qu'une année dans leur fonction. Le mandat d'un an était la règle générale, y compris pour les rares élus.

On est loin du bail de neuf ans des sénateurs et du septennat présidentiel, heureusement défunts !

La démocratie grecque a très bien fonctionné pendant un siècle. Grâce au mandat d'un an, personne ne peut s'incruster au pouvoir. On imagine les cris d'horreur de nos politiciens professionnels au long cours !

Mais les Grecs ont fait encore plus fort. Les 500 conseillers de la Boulè, les bouleutes, travaillaient à tour de rôle par groupes de 50, pendant une période d'un dixième de l'année chacun, variant entre 35 et 39 jours. Cette période s'appelait la prytanie et les 50 bouleutes concernés étaient dénommés prytanes. Ils avaient de très importantes responsabilités, équivalentes à celles d'un gouvernement, y compris la diplomatie et la politique extérieure. À la tête des prytanes, il y avait un épistate des prytanes, équivalent d'un président de la République moderne. Chose remarquable et même extraordinaire pour les contemporains que les septennats et autres cumuls de mandats ne gênent pas, cet épistate, ce président de la république, changeait toutes les 24 heures ! Il était tiré au sort chaque jour parmi les 50 prytanes et ne pouvait exercer cette fonction qu'une seule fois. Sur les 50 prytanes, 35 à 39 accédaient à la présidence. Chaque citoyen athénien avait ainsi des chances très sérieuses (on peut les

évaluer approximativement à 1 sur 5) d'être désigné comme épistate une fois dans sa vie !

Faut-il rappeler que les citoyens d'Athènes étaient essentiellement des cultivateurs, des artisans, des commerçants, des marins, des pêcheurs. Mais presque tous savaient lire, écrire et compter.

Le mandat d'un an, combiné à la réduction décimale, donne mathématiquement à chaque citoyen l'opportunité d'être désigné par le tirage au sort plusieurs fois dans sa vie (au moins une fois tous les dix ans). Cela renforce le sentiment d'égalité.

De la même manière que le tirage au sort contribue à réduire le pouvoir politique en le répartissant également entre les individus d'une population, le mandat d'un an réduit dans la dimension temporelle l'exercice de ce même pouvoir politique. Car rien n'est plus dangereux que la concentration du pouvoir, et les mandats longs et renouvelés y contribuent grandement.

On peut donc envisager une date fixe, chaque année, à laquelle les groupes-citoyens se retrouveraient pour désigner leurs représentants par tirage au sort et évidemment discuter de politique, c'est-à-dire des affaires locales, régionales, nationales et internationales. Comme on vote le dimanche, cette date pourrait coïncider avec un dimanche, par exemple le premier dimanche de décembre (pour éviter les vacances). On pourrait en faire un jour de fête : la fête de la Démocratie. Après tout, on a bien institué la fête du Travail, la fête de la Victoire, de la Musique, et la fête de la Science. Aucun homme politique n'a été assez démagogue pour nous proposer une fête de la Démocratie. C'est le moment ou jamais. Je suis musicien et démocrate. Il serait grand temps de rétablir cette justice. S'il n'y a pas de fête de la démocratie, c'est parce que les politiciens professionnels méprisent le peuple et parce que la démocratie, même si elle est largement dévoyée par leurs soins constants et renouvelés, possède une aura de vérité, de justice et de légitimité qui leur fait peur. Ils se savent dépendants du vote des électeurs. Ils n'imaginent même pas leur propre inexistence, si la vraie démocratie fonctionnait avec l'élément clef qui révèle son essence véritable : le tirage au sort. La fête de la musique, parfaitement acceptable par ailleurs, instaurée par la gauche, participe de la politique de tous les pouvoirs depuis les Romains, qui consiste à donner au peuple du pain et des jeux pour le distraire, le défouler et le détourner des affaires publiques. Panem et circences. La gauche est assez conne pour rajouter une couche à l'entreprise de lavage de cerveaux déjà existante que constituent les programmes de télévision, avec leurs jeux les plus débiles où l'on ne craint plus, en suscitant le voyeurisme le plus vulgaire, d'exposer

les spectacles les plus lamentables d'individus serviles manipulés par des animateurs pervers.

On ne voit jamais de grandes manifestations, des foules protester, des débuts de grèves, aux lendemains des grandes fêtes populaires, telles que la fête du 14 juillet ou celle de la musique, ou encore celle, plus exceptionnelle, qui rassemblait des millions de personnes au soir de la victoire des "Bleus" lors du Mondial de 1998 !

Après cette fête de la démocratie, qui coïnciderait avec le début du processus, viendraient logiquement des dates successives, correspondant aux réunions des groupes-citoyens des niveaux successifs. Si l'on compte cinq niveaux pour parvenir à l'équivalent d'une Assemblée Nationale des députés, il faut cinq dates successives en tout et cela peut être réglé dans la semaine ou la quinzaine qui suit. Ce n'est pas pire que le délai qui sépare les deux tours des élections présidentielles ou législatives.

Le mandat doit être d'un an, pas plus.

5) Fonctionnement des groupes-citoyens (GC).

Le critère de constitution d'un groupe-citoyen est celui de la plus grande proximité possible. Il est formé avec le voisinage le plus immédiat : ce sont les voisins de palier, les voisins d'en face, d'à côté, d'en haut ou d'en bas. L'initiateur du groupe rencontre ses plus proches voisins et les invite à se réunir chez lui ou chez l'un d'entre eux. Souvent des voisins de palier ne se connaissent pas et se disent tout juste bonjour. C'est une bonne occasion de faire connaissance et de recréer ou de renforcer les liens du voisinage immédiat.

Pourquoi pas autour d'un verre ou d'un repas à la bonne franquette ? D'une certaine façon, cela se fait déjà. Depuis 1999, tous les 31 mai, a lieu l'opération "Immeubles en fête". Partie de Paris, à l'initiative d'Atanase Périfan ("Pas de quartier pour l'indifférence" Éditions de la Table Ronde), le mouvement est devenu national et a dépassé nos frontières depuis le lancement en 2003 de la "Journée européenne des voisins". Rome, Bruxelles, Genève, Athènes, Istanbul... plus de 50 villes d'Europe ont suivi. En France, "Immeubles en fête" a rassemblé plus de 4 millions de participants en 2005 contre 500.000 en l'an 2000.

Mais ici, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif n'est pas simplement festif. Il est politique, au sens le plus noble du terme. Il ne faut plus raisonner avec des idées partisans de droite ou de gauche qui n'ont plus

aucun sens dans ce cadre-là. Par conséquent, votre voisin immédiat, même si vous ne le supportez pas parce qu'il ne cache pas ses sympathies pour tel politicien que vous détestez, doit faire partie de votre groupe-citoyen. Cela vous donnera l'occasion de parler avec lui et sans doute de découvrir que vous n'êtes peut être pas si éloigné de ses idées que vous l'imaginez. Le groupe-citoyen est constitué en rassemblant les plus proches voisins et non pas ceux qui vous semblent les plus sympathiques. Il ne saurait être question de créer un groupe-citoyen avec des membres de sa famille, des amis géographiquement éloignés, même s'ils résident dans la même commune.

On a tôt fait de réunir dix personnes. Par exemple :

Voilà un immeuble avec six appartements.

Au rez-de-chaussée, une vieille dame vit seule	1
En face, un jeune couple avec un bébé	2
Au 1er étage, un couple avec son enfant de 18 ans	3
Sur le même palier, un couple de retraités	2
Au 2ème étage, un vieux monsieur seul	1
En face, une étudiante	1

On obtient un premier groupe de 10 personnes.

Ou bien quatre maisons dans un secteur résidentiel :

Au fond de l'impasse, un homme seul, divorcé	1
En face, un couple et 2 enfants majeurs	4
À côté, un couple avec un enfant majeur	3
Encore à côté, un couple de retraités	2

On obtient un deuxième groupe de 10 personnes.

Le groupe, un fois constitué, désigne un(e) secrétaire qui en établit la liste, suivant l'ordre donné par le tirage au sort dont j'ai expliqué précédemment la procédure. Cette liste pourrait être reportée sur un panneau d'affichage indépendant mais accessible à tous ou déposé en mairie pour affichage et éventuellement émargement sur une liste de référence, comme les listes électorales, pour éviter qu'un citoyen indélicat ne participe à plusieurs groupes-citoyens. En fait, si l'on adopte une date fixe, cela réduit beaucoup le risque et le critère de proximité aussi. Cependant, il y aura toujours des "oubliés" qu'il faudra regrouper dans des groupes-citoyens de "dépannage" rassemblant des personnes qui ne résideront pas au plus près les unes des autres.

Le groupe-citoyen ne se contente pas de désigner son représentant. Il débat et discute de tout ce qu'il veut. Des problèmes de voisinage immédiat : bruit, stationnement des véhicules, dépôt des ordures ménagères, réfection de la voirie, etc. Mais aussi des problèmes nationaux ou internationaux.

Le rôle de la tête de liste, représentant le groupe-citoyen, est celui d'une charnière, d'un relais entre le groupe-citoyen dont il émane et le groupe-citoyen du niveau suivant auquel il va participer. Il transmet les demandes et les attentes du groupe-citoyen de base vers le groupe-citoyen du niveau suivant et il rend compte à son groupe-citoyen d'origine des débats du groupe-citoyen du ou des niveaux suivants. Ce rôle de transmission est fondamental. Il faut bien comprendre que le représentant du groupe-citoyen n'est pas son chef mais seulement son porte-parole.

Le groupe-citoyen se réunit à des dates fixes, tout au long de l'année, plus ou moins proches en fonction du niveau de responsabilité. Au troisième ou quatrième niveau, pouvant correspondre à un conseil municipal, le groupe-citoyen peut se réunir toutes les semaines. Au cinquième niveau, celui des députés, les groupes-citoyens travaillent en permanence. À tous les niveaux, n'importe quel citoyen peut demander une réunion de son groupe-citoyen.

Lors de la formation initiale des groupes-citoyens, il est probable qu'une forte personnalité, leader potentiel, s'impose au groupe, impose ses idées, ses manières de voir. Il sera amené obligatoirement, par le verdict sans concession du tirage au sort, à ramener ses ambitions de leadership à des dimensions plus modestes. On peut très bien imaginer que par consensus, le groupe décide de l'investir en tant que tête de liste, comme s'il était élu à l'unanimité, et contourne ainsi la règle du tirage au sort. Mais il suffit qu'une seule personne sur dix refuse ce consensus pour que le tirage au sort soit obligatoirement appliqué.

Cette situation de consensus sur un leader, sans tirage au sort, se présentera forcément. Mais "l'élu" du groupe ne retrouvera certainement pas le même agrément dans le groupe-citoyen du niveau suivant : les autres participants ne voudront pas laisser leur place. Quel joueur de loto ou de tiercé accepterait de renoncer à un gain avec une chance sur dix de remporter la mise ? Ils voudront, de toutes façons, aller plus loin pour ne pas trahir un système dont ils auront compris qu'il rend sa dignité à chaque personne et sa responsabilité à chaque citoyen.

Il pourra se trouver ainsi des groupes-citoyens dont la majorité, sinon la totalité, soit constituée de personnes appartenant à la même famille. Même

si ce n'est pas l'idéal (car l'intérêt du groupe-citoyen est aussi la rencontre de personnes qui se connaissent peu ou pas du tout et l'enrichissement de chacun au travers des expériences de vie différentes), cela ne change rien au fonctionnement du système.

Les citoyens auront ainsi enfin la possibilité totalement nouvelle de parler de politique, de la vraie politique, en étant libérés de toutes les références à la vieille politique politicienne, celle de la droite et de la gauche, celle des partis politiques, celle des leaders politiques, des "barons" de la république. Je prends le pari qu'ils s'en libéreront très vite : les "barons" de la république ne sont que les morpions de Marianne. Seul le DDT du tirage au sort peut en venir à bout !

6) Le problème des circonscriptions .

J'ai montré auparavant à quel point d'aberration le système actuel nous mène en matière de circonscriptions électorales, provoquant des injustices inadmissibles et insupportables.

Le système que je propose peut totalement s'affranchir des circonscriptions territoriales, à l'exception d'une seule : les frontières nationales.

En effet, chaque représentant, à quelque niveau qu'il se trouve, représente à la fois un groupe-citoyen et un ensemble de groupes-citoyens répartis en strates suivant une structure pyramidale. En reprenant l'exemple donné (40.000.000 de citoyens - 400 députés), le représentant situé en position de député représente 100.000 citoyens répartis en 10.000 groupes-citoyens de base. Mais il représente aussi 9999 représentants de ces groupes-citoyens et aussi les 1000 groupes-citoyens et leurs 999 représentants, puis les 100 groupes-citoyens et leurs 99 représentants, les dix groupes-citoyens et leurs 9 représentants, enfin le dernier groupe-citoyen dont il est le représentant-député.

Le porte-parole du groupe-citoyen de base est son représentant du premier niveau, ou R1. Le R1 représente dix citoyens. Dix R1 forment un GC de deuxième niveau. Ils désignent leur porte-parole, représentant du deuxième niveau ou R2 qui représente dix R1 et 100 citoyens de base. Dix R2 forment un GC de troisième niveau qui désigne un R3 représentant dix R2, 100 R1 et 1000 citoyens de base, etc. Le R5 est le porte-parole de dix R4, 100 R3, 1000 R2, 10.000 R1 et 100.000 citoyens de base. Le R5 est donc l'équivalent d'un député. À ce niveau, c'est un travail à plein temps, rémunéré en conséquence pour la durée du mandat annuel. Les R5 qui

étaient salariés bénéficieront d'un congé spécial de leur entreprise ou administration leur permettant de réintégrer leur poste à l'issue de leur mandat. Le R6 est l'équivalent d'un ministre. Le R7, d'un chef du gouvernement.

100.000 citoyens forment 10.000 groupes-citoyens
10.000 représentants de GC forment 1.000 GC
1.000 représentants de GC forment 100 GC
100représentants de GC forment 10 GC
10 représentants de GC tirent au sort 1 représentant :
1 député

Bien entendu, le principe de proximité conduit à un rassemblement de population dans une aire géographique qui constitue une unité continue. Mais cette aire géographique n'est pas définie par un carcan de limites administratives artificielles et dépassées qui relèvent de l'appareil d'État. Le peuple-citoyen qui constitue l'État-nation est au-dessus de l'appareil d'État et n'a pas à se plier à des divisions territoriales purement administratives et largement obsolètes.

La quadrature du cercle que constitue le problème des circonscriptions électorales est ainsi résolue. La circonscription nouvelle correspond à une aire géographique aux limites mouvantes, définie par une quantité de population, alors que les circonscriptions électorales actuelles sont définies par rapport à des limites administratives fixes, vieilles de plus de deux siècles et qui, par la force de leur inertie, imposent des injustices inévitables. Si l'on voulait à tout prix conserver des limites administratives comme cadre des circonscriptions de la représentation des citoyens, on ne pourrait, de toutes façons, éviter des aménagements préjudiciables à l'égalité politique entre les citoyens. Dès lors, quel pourcentage d'inégalité est "acceptable" ? Où poser la limite à ne pas franchir ? 5%, 10%, 20% ? Après tout, on accepte bien actuellement des inégalités de 143% dans le Var et de 550% en Lozère !

C'est ainsi que l'appareil d'État, censé être au service de la nation et du peuple-citoyen souverain, devient un système coercitif sur le plan politique, une source permanente d'injustice institutionnelle et de violence réactionnelle.

Chapitre V :

les enjeux du tirage au sort

“Tous ces prétendus hommes politiques sont les pions, les cavaliers, les tours ou les fous d’une partie d’échec qui se jouera tant qu’un hasard ne renversera pas le damier.”

Honoré de Balzac

1) L'égalité politique

Le tirage au sort instaure une égalité politique absolue entre les citoyens. Égalité d'une nature différente de celle instaurée par le suffrage universel.

En effet, ce dernier établit une distinction entre le citoyen “ordinaire” et l'élu, qui est aussi un citoyen. Mais un citoyen très particulier : il est censé être le meilleur, en tout cas supérieur ès qualités au citoyen de base. Il est “l'élu” et le vocabulaire n'est pas neutre, tout comme tel prophète, tel roi est l'élu de Dieu. L'élection par la toute-puissance du divin est remplacée par l'élection par la toute-puissance du peuple.

D'autre part, l'élu est d'abord un candidat investi par un parti politique : il est déjà l'élu d'un système parallèle présumé représentatif d'une partie des citoyens réunis sous la bannière d'idées présumées communes. Loin d'être un fédérateur, **l'élu est d'abord un diviseur**. Mais ne faut-il pas diviser pour mieux régner ?

L'égalitarisme apparent du suffrage universel met en place un rapport inégalitaire entre le citoyen et l'élu censé le représenter. Entre eux, il y aura toujours un fossé infranchissable, quel que soit le degré de proximité, creusé par le statut privilégié de l'élu. L'élu appartient à l'élite. Il est définitivement sorti des rangs du “peuple d'en bas”. En partant d'un principe d'égalité on finit par aboutir à un principe d'inégalité, à un rapport d'emprise que l'on retrouve à tous les niveaux de ces institutions hiérarchisées de la société que sont la famille, l'entreprise, l'école, l'armée, l'église...

La représentation politique par l'élection au suffrage universel est irrémédiablement trahie par le vice caché d'une identité séparative,

inégalitaire, élitiste, à l'origine d'une crise permanente et congénitale du monde politique. La représentation politique par l'élection au suffrage universel est intrinsèquement un miroir déformant, un dispositif de confiscation de la parole et d'annihilation des potentiels des individus-citoyens. Au nom du peuple-citoyen et de "l'intérêt général."

La grande vertu du tirage au sort, c'est que le hasard fait bien les choses et qu'il est vierge de toute intentionnalité. Il ne désigne pas les meilleurs, qui sont souvent pires que les moins bons. Il désigne n'importe quel citoyen parce que n'importe quel citoyen est jugé digne *a priori* d'être le porte-parole d'autres citoyens. Il rend leur dignité aux individus. Il rend leur dignité politique aux citoyens. Il rend définitivement l'initiative, la parole, la responsabilité et la décision aux citoyens.

Le citoyen désigné par le sort est frappé du sceau de l'égalité mais aussi de celui de la liberté. Il est totalement libre d'accepter ou de refuser la représentation. Dans les deux cas, c'est lui-même qui décide de son propre sort. Quelles que soient les raisons qui guident son choix, c'est son choix, sa décision. Le paradoxe du tirage au sort, c'est qu'il désigne un candidat et que ce candidat doit, en quelque sorte, voter pour ou contre lui-même. Quelle que soit sa décision, elle est respectable par tous parce qu'elle appartient à lui seul et qu'elle ne concerne que lui.

Du coup, les citoyens se ressentent véritablement égaux en droits : dans leurs droits civiques et politiques. Ils savent que mathématiquement et immanquablement ils seront désignés par le sort. Tous et chacun d'entre eux. Cela change en profondeur les rapports humains. Les rapports de force et de domination, ceux du moins qui sont exercés au nom de la puissance politique, vont nécessairement changer de nature : moins de rigidité, plus de souplesse, moins de confrontations, plus de négociations.

2) La fin de la violence institutionnelle

Le tirage au sort, c'est la possibilité d'éliminer la source principale de violence, engendrée par le pouvoir politique, la structure légale de la société et par l'appareil d'État. Mais le pouvoir ne se caractérise pas seulement par sa capacité évidente de violence directe, de répression brutale, ni par une idéologie douteuse. Cette violence est infiniment plus subtile, insidieuse, vicieuse, s'insinuant partout. Elle impose sournoisement des normes et des modèles qui contrôlent les corps et disciplinent les esprits, excluant ceux qui refusent de s'y conformer. Elle envahit tous les domaines, y compris l'éducation, la culture, le social, la médecine...

Justement, parlons de la médecine . En France, le pouvoir médical est protégé par des lois édictées par le régime fasciste de Vichy, ce qui permet sans doute à la médecine officielle de traiter comme des terroristes ceux qui refusent ses dogmes et proposent des solutions thérapeutiques pourtant scientifiquement établies. Ce ne sont nullement des “charlatans” mais d’authentiques résistants au fascisme intellectuel et économique. L’ennui, c’est qu’ils remettent en question le pouvoir médical, celui du lobby pharmaceutique et des énormes intérêts financiers. La liste est longue des novateurs censurés et persécutés par le pouvoir médical et les ayatollahs de la médecine officielle, seule autorisée.

C’est ainsi que l’on a jeté aux oubliettes l’électro-colloïdo-thérapie issue des travaux du docteur Mathieu et de l’école de Nancy... en 1870 et qui traite remarquablement les maladies cardiovasculaires, l’insuffisance rénale, la traumatologie (sortie de coma). Cette technique n’a rien perdu de sa valeur aujourd’hui, bien au contraire ... Combien de victimes de la polyomyélite auraient pu éviter le fauteuil roulant grâce au chlorure de magnésium dont le seul défaut est de n’avoir aucune valeur économique, contrairement au vaccin et aux fauteuils roulants... En France, l’autorité “savante” de l’Académie de médecine a tout fait pour étouffer et saboter la prometteuse “machine” d’Antoine Prioré... Depuis plus de trente ans, on continue de persécuter un cancérologue allemand, le docteur Geerd Hamer qui a pourtant apporté la preuve scientifique que le cancer débute par un choc psychique brutal et que l’on peut en guérir sans recourir à l’arsenal abominable de la médecine dure : rayons, chimiothérapie, chirurgie... Idem pour Loïc Le Ribault, inventeur du silicium organique, le silanol ou G5, obligé de fuir la France après plusieurs séjours dans ses prisons. Idem des persécutions dignes de l’Inquisition et des nazis, avec autodafé en prime, subies en France jusqu’à sa mort et au delà, par Mirko Beljanski, dont le seul tort est d’avoir eu raison dans son combat contre un prix Nobel (Jacques Monod), preuves à l’appui, avec des milliers de malades guéris de toutes sortes de cancers et du SIDA... Idem pour Naessens, Solomidès et tant d’autres...

Depuis la plus haute Antiquité, depuis les expériences du docteur Pottenger dans les années trente, depuis un rapport de 1971 sur la nutrition humaine aux États-Unis étouffé par le gouvernement fédéral², il est

2 Robert Mc Namara, ancien président de la Banque Mondiale et ancien secrétaire d’État américain, déclara un jour : “Il est nécessaire de prendre des mesures draconiennes de réduction démographique, même contre la volonté des populations. Diminuer le taux de natalité s’est révélé insuffisant

parfaitement établi que l'origine de la plupart des maladies est liée à la consommation d'aliments *cuits* et que le crudivorisme permet d'éviter et de guérir les maladies les plus graves. J'ai connu personnellement plusieurs malades, condamnés à très court terme par les médecins, qui avaient eu le mauvais goût d'avoir guéri de leur cancer très avancé grâce au crudivorisme. Silence assasin des "autorités" scientifiques et médicales... Quid de la vitamine B17, appelée aussi laetrile, contenue en abondance dans les amandes des abricots, source de jouvence des fameux centaines Hunzas, à laquelle aucune tumeur ne résiste?...Et il y a encore des naïfs qui donnent de l'argent à des associations pour la recherche sur le cancer ou le SIDA ! Des quantités d'autres réponses existent, censurées par la toute-puissance du pouvoir médical et son dogmatisme "scientifique" asservi honteusement à la rapacité morbide et mortifère de l'industrie pharmaceutique.

Face à la dictature médico-scientific, face à ce pouvoir absolu et inique de l'institution médicale, ses usagers qui sont des citoyens, doivent imposer un contre-pouvoir démocratique qui décide seul des méthodes de soins qui méritent d'être utilisées et développées, quand bien même elles remettraient en question les intérêts financiers de l'industrie pharmaceutique ou le prestige des mandarins.

Les scientifiques, notamment ceux du monde biomédical, ne sont pas seuls détenteurs de LA vérité "objective" et des clés DU progrès. La plupart des "savants" prétendent et croient être des explorateurs : ils ont non seulement la mémoire courte, mais le plus souvent, ils ont des oeillères et sont adeptes d'une "pensée unique". Il faut démythifier la science dont trop de ses praticiens sont aveugles et se libérer de l'emprisonnement intellectuel des "experts". Depuis trop longtemps, "Ce qui est dangereux, ce n'est pas d'être malade, c'est d'être soigné" (Molière).

Il faut en finir avec cette mythologie selon laquelle les scientifiques seraient toujours des personnes bonnes, admirables, gentilles, raisonnables, qui ne diraient que la vérité ... scientifique. C'est faux, c'est une fiction. Dans tous les domaines de la science, 5 % d'entre eux sont d'authentiques salopards, de vrais démons, des pervers sans scupules, vrais chercheurs ... d'argent et de pouvoirs. 5 % sont des anges. Que croyez-vous que font les

ou impossible. Il faut donc augmenter le taux de mortalité. Comment ? Avec des moyens naturels comme la faim et la maladie". D'après Guylaine Lanctôt, "La mafia médicale" Éditions Voici la Clef, Coaticook, Québec. Selon le docteur Lanctôt, les vaccins feraient partie de ce plan prémédité.

90 % restants ? Comme partout, ils suivent servilement les démons qui tiennent tous les postes de pouvoir (principe de Peter). Ils sont les premiers à piétiner les anges qui sont les seuls à avoir de l'éthique, de l'honnêteté, de la responsabilité et de la rigueur scientifique jusqu'à bousculer les dogmes qui établissent le pouvoir des démons. Certains y perdent la vie.

La science est au matérialisme ce que la religion est à la spiritualité : elles sont sensées être au service des hommes et du progrès mais n'ont pour seul objectif que de les asservir à leur pouvoir dogmatique. Les dogmes sont des tentatives systématiques de blocage des idées pour l'obtention d'un statu quo qui fige la vie des idées dans une immobilité cadavérique. Les dogmes sont des idées mortes qui cherchent à empoisonner et à tuer les idées vivantes pour mieux contrôler les vies humaines. Pouvoir des idées, pouvoir des hommes sur les hommes. Pouvoir pervers.

Cette violence cachée mais bien réelle des "institutions" induit en retour toutes sortes de violences réactionnelles, actives, flagrantes et donc faciles à réprimer pénalement et d'autres beaucoup moins évidentes. Par exemple, pour un clochard qui se marginalise à l'extrême, il y a un refus viscéral d'une norme oppressive qui va jusqu'à refuser l'aide du SAMU social parce qu'il refuse tout ce qui émane de l'ordre établi. C'est une forme de violence réactionnelle faite à soi-même : la société m'a rejeté, donc je me rejette moi-même, jusqu'à crever de froid sur un trottoir. Le système s'en moque éperdument et ceux qui le font fonctionner au plus haut niveau, les politiciens professionnels, n'en ont cure.

On peut de la même manière analyser l'abstentionnisme électoral comme une forme de violence passive du même type, simple signe d'un refus d'un système politique qui vous ignore, vous rejette, vous méconnaît, vous oublie, vous repousse, vous manipule, vous utilise, vous trompe et vous escroque. Il est révélateur d'un rejet de la fausse politique, de la politique politicienne. Comme le dit François Mauriac : "Est-ce qu'on s'intéresse aux batailles de singes ?" Ce désengagement de la vie politique n'a plus de justification avec le tirage au sort des groupes-citoyens. Les citoyens se sentent d'autant plus concernés et responsables qu'ils perçoivent mieux et comprennent la justesse et la justice inhérentes à ce nouveau système politique. Le jeune dés-intégré qui brûle des voitures peut reprendre confiance et croire à une autre morale politique qui restaure son identité de citoyen. À l'extrême, le terrorisme politique n'a plus aucune raison d'être, ses racines idéologiques ne sont plus alimentées.

La violence n'est que de l'énergie gâchée en pure perte. Si cette incommensurable quantité d'énergie pouvait être utilisée pour revivifier les

liens sociaux, la créativité, le dynamisme collectif, je ne doute pas un instant qu'elle pourrait produire des miracles et sortir le pays du marasme et du désespoir qui l'afflige en profondeur. La France pourrait devenir le porte-drapeau de la vraie démocratie et une référence universelle.

3) La reconnaissance de l'autorité

Le tirage au sort instaure et valide une autorité à tous les niveaux. Elle ne peut être que reconnue et respectée du fait de sa nature égalitaire, donc juste, donc incontestable dans son établissement. Il est difficile de contester une position, si l'on sait qu'un jour ou l'autre on sera amené à l'occuper soi-même.

Toute l'opposition possible passe par le débat sur des idées et non plus sur des hommes. C'est l'instauration d'une véritable communication politique entre les citoyens d'une part et entre les citoyens et leurs représentants d'autre part, à tous les niveaux. La parole est libérée et circule horizontalement et verticalement.

4) La représentation miroir

Le tirage au sort donne une image fidèle du peuple citoyen, réalise une représentation miroir. Le hasard et les grands nombres sont les artisans de cette fidélité de la représentation.

Aujourd'hui, 60 % des députés viennent de la fonction publique et 20% de la seule Éducation Nationale. Le reste est principalement constitué par des professions libérales : médecins, avocats. Tous courants confondus, plus de 60 % des députés sont francs-maçons, prisonniers de leur serment d'allégeance à la secte et de solidarité envers leurs "frères", en toutes circonstances, y compris et surtout contre les lois de la république. C'est l'illustration parfaite d'un pseudo-élitisme qui foule aux pieds le principe d'égalité. En quoi est-il représentatif ? On peut être certain que les intérêts des fonctionnaires sont mieux défendus que les intérêts de ceux, bien plus nombreux, qui ne le sont pas. Ne peut-on voir là une des raisons de l'omniprésence envahissante de l'appareil d'État dans ce pays et de l'impossibilité de le réformer ?

Avec une représentation par tirage au sort, on verrait enfin des députés RMistes et des députés chômeurs, des députés chauffeurs de poids lourds ou de taxis, des gardiens de la paix, de prison ou d'immeubles, des jeunes en emplois jeunes et des vieux avec le minimum vieillesse. Des plombiers,

des “techniciens de surface” et des égoutiers. Des bourgeois rentiers et des ouvriers de Renault. Des châtelains et des SDF. Des jeunes et des vieux. Des Blacks, des Blancs, des Beurs ! On verrait enfin autant d’hommes que de femmes ! Sans qu’il soit besoin de faire une loi sur la parité qui n’est, de toutes façons, pas respectée, etc. Tout est possible parce que tout est ouvert, toutes les barrières sont levées par le tirage au sort.

L’Assemblée Nationale donnerait une représentation plus fidèle du peuple. Composée à l’image des différentes catégories qui constituent le peuple, cette assemblée posséderait toute la valeur et la légitimité d’une authentique représentation miroir.

C’est l’idée que formulait déjà John Adams en 1780, en Amérique, qui défendait le principe de la représentation réelle, pour lui la seule qui soit vraiment démocratique : “L’assemblée devrait être en miniature le portrait exact du peuple entier. Elle devrait penser, sentir, raisonner et agir comme lui.” Mais, ne s’embarrassant pas de contradictions, il s’inscrivait aussi dans la tradition de la représentation virtuelle et défendait l’idée que les représentants devaient être les meilleurs et les plus sages. Rappelons encore que l’élite “révolutionnaire” américaine envisagea quelques temps l’institution d’une monarchie, avant d’opter pour une démocratie contrefaite et bien adaptée à leurs ambitions.

Cette représentation miroir doit aussi intégrer harmonieusement les étrangers qui ont leur rôle à jouer, leur place à tenir aux côtés des citoyens nationaux.

5) La fin d’un système politique schizophrène

Le citoyen se trouve pris dans un piège schizophrénique : d’une part, il reconnaît l’État et il en a besoin, d’autre part il se sent écrasé par un appareil d’État tout-puissant.

Sur le plan politique, cette schizophrénie est nourrie par l’ambiguïté et le paradoxe du statut des élus. Les élus sont les “représentants du peuple” (article 3 de la constitution de 1958) qui exercent un “mandat” (article 27). Ce mandat établit un contrat politique entre l’élu et ses électeurs. Or, non seulement ce contrat n’est pas impératif, l’élu n’est en rien obligé de se conformer aux engagements solennellement souscrits auprès de ses électeurs, mais de surcroît, élu d’une circonscription, il ne la représente pas, car il est censé être le représentant de toute la nation !

Comment peut-on à la fois parler de mandat et de représentation, et

organiser une institution qui nie toute contrainte et toute notion de lien et d'engagement réciproque ? Peut-être faut-il en chercher les raisons dans l'abîme dimensionnel qui sépare le citoyen de son député et dans l'intention de protéger ce dernier des pressions.

Avec le système des groupes-citoyens et de leurs représentants tirés au sort, il n'y a plus ce vide abyssal entre le citoyen et le député : une série de cinq niveaux de représentants assure le lien et le relais. Si le mandat n'est pas impératif, par la force des choses, le député est porteur des demandes exprimées dans les groupes-citoyens et il leur rend des comptes. Une véritable communication politique s'instaure et unit les citoyens et leurs représentants. Communication verticale entre le citoyen et ses représentants des niveaux successifs, et communication horizontale au sein des groupes-citoyens des différents niveaux. Cela ne peut que contribuer à la cohésion sociale et à l'efficacité de la fonction politique. Chaque fois qu'un problème est posé, le débat qu'il engendre au sein d'un groupe-citoyen peut se trouver facilement transmis et répercuté à tous les niveaux avec un retour, des réponses possibles et un enrichissement du débat au niveau local, régional, national... et mondial.

Mais alors que deviennent les politiciens professionnels ? Le tirage au sort sonne enfin le glas de cette espèce nuisible. Clemenceau a dit : "La guerre est une affaire trop sérieuse pour la confier aux militaires." Ce qui confirme que ce sont bien les politiciens qui font la guerre. On peut dire en le paraphrasant : la politique est une affaire trop sérieuse pour la confier aux politiciens. Ce ne sont jamais les peuples qui veulent la guerre.

Tous les peuples de la Terre veulent vivre en paix.

Le discours électoral est toujours démagogique et la classe politique est moralement coupable et indéfendable. Le citoyen le sait au fond de lui-même. Mais il considère qu'il faut faire avec parce qu'il n'imagine pas qu'on puisse faire sans. Le citoyen considère généralement les hommes politiques comme un mal nécessaire, lié à la logique d'une démocratie fondée sur la votation et le suffrage universel. Il ne voit pas l'erreur de cette logique pseudo-démocratique qui emprisonne aussi bien les électeurs que les élus dans son réseau de contraintes tout à la fois rationnelles et absurdes. Personne ne lui montre l'erreur. On l'a tellement bien persuadé qu'il n'y a pas d'autres solutions. C'est devenu une croyance de nature religieuse : le suffrage universel est un article de foi, un dogme imbécile. On lui a tellement bien caché la porte de sortie en truquant l'histoire et les principes de la démocratie ; en trahissant son esprit, son essence. Les politiciens et les élites intellectuelles sont coupables de cette infamie.

Ils tiennent toujours le même discours tordu et pervers : “La démocratie a besoin des hommes politiques pour fonctionner... Si on ne veut plus d’eux, il n’y a plus de démocratie possible... S’attaquer aux hommes politiques, c’est s’attaquer à la démocratie elle-même...Est-ce que l’on veut une dictature à la place ? Etc.” Tous les politiciens qui tiennent ce discours (et ils le tiennent tous) sont tout simplement des escrocs. Il existe vraiment une alternative à la fausse démocratie selon leurs vœux, c’est une vraie démocratie qui sait très bien se passer d’eux !

La disparition des politiciens professionnels signifie aussi la disparition des partis politiques. Du moins dans leur conception actuelle qui en fait des machines à conquérir le pouvoir, à gagner les élections. Avec le tirage au sort, ces machines perdent leurs raisons d’être. Elles deviennent brutalement et radicalement obsolètes. Les partis politiques ne pourraient à la rigueur survivre qu’en retrouvant leur véritable raison d’être : le terrain idéologique. On peut en douter, leurs idéologies sont trop liées aux discours politiciens. Nous voilà définitivement débarrassés du manichéisme infernal du Bien et du Mal si cher au président Bush. Oubliés les Jacobins contre les Girondins, les monarchistes contre les républicains, les laïcs contre les cléricaux, la droite contre la gauche. Exit des démocrates contre les républicains aux États-Unis ou des travaillistes contre les conservateurs en Grande-Bretagne, etc.

Ces confrontations sont dépassées et sont à rejeter dans les oubliettes d’une histoire particulièrement sinistre et sanglante.

6) L’élimination des pervers dangereux

Le tirage au sort et le système des groupes-citoyens donnent la certitude qu’aucun nouvel Hitler ne peut prendre le pouvoir. Les pervers dangereux ne peuvent plus passer au travers d’un filtre aussi efficace. Le jeu pervers de domination, de conquête du pouvoir ne peut plus se mettre en place, suivre son cours habituel. Il est désamorcé et privé de son aliment : la course au pouvoir, la recherche d’une position de dominance et d’emprise. Son discours creux, axé sur la manipulation, ne trouve plus le terrain favorable de l’élection qui le met en valeur. Il est aussi neutralisé au niveau des votes dans les groupes-citoyens sur les décisions qu’il faut prendre, même s’il peut les influencer. La mécanique de mise en place habituelle des leaders se trouve grippée et bloquée.

Le tirage au sort élimine les pervers, les paranoïaques, les ambitieux, les arrivistes, les retors, les manipulateurs, les va-t-en-guerre. Ouf ! Quel soulagement ! S’il n’y avait que cette seule raison pour en justifier

l'application, cela suffirait amplement.

7) La fin de la corruption et du règne de l'argent

Un autre gros avantage, et les Grecs l'avaient fort bien compris, c'est que la corruption est rendue impossible : le mandat d'un an est trop court et on ne peut pas prévoir qui sera le prochain représentant. La corruption suppose une stratégie d'approche, une connaissance des situations et des hommes, une mise en place des influences et des réseaux de relations. La corruption trouve son terrain d'élection (et pour cause) chez les professionnels de la politique, les carriéristes au long cours. Le tirage au sort lui coupe l'herbe sous les pieds. Les magouilles financières de longue durée et de tout genre ne peuvent plus connaître les développements ahurissants qu'elles atteignent aujourd'hui. Naguère, nos parents évoquaient la fameuse "assiette au beurre" dont profitait allègrement la classe politique. Avec "l'affaire ELF" et celle du "Crédit Lyonnais" la caricature devient ubuesque. Les corrompus ne pataugent plus dans "l'assiette au beurre", ils se vautrent dans "l'usine à beurre". Et quand ça sent le roussi comme dans l'affaire des vedettes de Taï Wan, ces beaux messieurs sortent leur carte joker, le "secret défense", comme une fin de non recevoir, face à des juges trop curieux. Coup de Jarnac qui arnaque la justice et rend intouchable des politiciens connus et corrompus. Comment voulez-vous que l'on respecte vos "valeurs", votre "république" mafieuse, pourrie par vos soins jusqu'à l'os ?

Le système du tirage au sort et des groupes-citoyens permet de s'affranchir de la mainmise de l'argent sur la politique. C'est un système d'autant plus libre et libéré qu'il est totalement gratuit, désintéressé. Il peut fonctionner tout seul, d'une manière absolument autonome, sur la base de l'envie et de la bonne volonté des citoyens : sur leur bénévolat. Bien entendu, à partir d'un certain niveau de représentation, les représentants doivent percevoir des indemnités adaptées. Obligatoirement, ils devront se soumettre à un contrôle de leur patrimoine avant et après leur période d'activité : c'est la fameuse docimasie inaugurée encore une fois par le génie grec. Les fraudeurs du fisc prendront la tangente. Une police anticorruption totalement indépendante devrait être constituée. Elle devrait avoir la possibilité de piéger qui elle veut : une épée de Damoclès permanente qui devrait faire réfléchir les moins honnêtes ! Il est également indispensable de s'attaquer aux lobbies à l'origine de la corruption. Entre autres, dans les institutions européennes, complètement pourries par un lobbying omniprésent.

Les budgets colossaux affectés aux campagnes électorales pourront

profiter à l'aide aux SDF et aux nécessiteux. Les gourous de la publicité et de la pseudo-communication feront grise mine. Nous voilà libérés du poids et de l'invasion des médias dans la politique.

La corruption pervertit les hommes et encore plus la démocratie. Mais le système démocratique actuel ne fait que révéler ses défauts congénitaux. Il est évident que les lobbies et les mafias de tous types envahissent de plus en plus les couloirs du pouvoir et tirent dans l'ombre un nombre de ficelles de plus en plus grand. Certaines ficelles sont déjà devenues des câbles, tellement gros qu'on ne peut pas ne pas les voir. Et pourtant on refuse de les voir parce que l'on ne veut pas croire que c'est possible. C'est la raison pour laquelle on ne veut pas croire que c'est un missile de l'Armée américaine qui a frappé le Pentagone, le 11 septembre 2001. Les "good fellows" de l'Amérique de Bush qui ont des pensées aussi osées les chassent et les refoulent au plus profond de leur esprit parce qu'elles sont "nonsense". Ils n'envisagent pas un instant que leur sacro-sainte constitution, que leur merveilleuse démocratie a mis au pouvoir des fous prêts à tout, prêts à sacrifier des milliers d'Américains pour du pétrole, "l'intérêt général" ou dieu sait quoi, car je n'ai pas l'esprit aussi tordu qu'eux.

8) La fin du centralisme et de l'irresponsabilité

La démocratie actuelle, fondée sur la votation et le suffrage universel, conduit tout droit à la concentration du pouvoir et au centralisme étatique. Les élus, issus d'une circonscription locale, ne représentent pas cette circonscription mais la nation toute entière. Ils ont les mains libres pour jouer des coudes au sommet de l'État. Le jacobinisme s'impose parce qu'il autorise la concentration du pouvoir entre quelques mains. La défense de "l'unité nationale", de "l'intérêt supérieur de la nation", sont des alibis qui justifient largement la liquidation des forces centrifuges et des velléités de décentralisation. Deux révolutions, celles de 1789 et de 1848, avec la bénédiction du suffrage universel, engendreront deux empereurs autocrates.

L'irresponsabilité politique et juridique des élus, le rejet du mandat impératif, rendent impossible tout contrôle sur les élus. Ils n'ont pas de comptes à rendre. Les remontrances de la Cour des comptes n'y changent rien. La seule sanction possible est le verdict des urnes, et la langue de bois est trop souvent la plus forte. Comment s'étonner dès lors que Paris soit le centre de ce petit monde ? Tant pis s'il faut de temps en temps recourir au "parachutage" précipité d'un baron sans fief, dans une quelconque circonscription lointaine, pour rénover un blason décati avec la dorure de la

légitimité démocratique et républicaine du suffrage universel. Une aura de sainteté, en quelque sorte. Cette démocratie pervertie empesté l'hypocrisie et la démagogie.

Le tirage au sort et le système des groupes-citoyens met en place des représentants à tous les échelons, et particulièrement aux échelons locaux et régionaux. Les représentants deviennent des relais, alimentés par la réflexion des groupes-citoyens et répercutant vers le haut les informations et les demandes venues de plus bas, et transmettant vers le bas les décisions prises et leurs justifications. Étant bien entendu que les décisions qui sont prises sont des décisions politiques, des choix effectués par le vote majoritaire des membres d'un groupe-citoyen. Ce système redistribue rationnellement les pouvoirs, en donnant à chaque citoyen la possibilité d'intervenir et de participer à l'oeuvre collective. On passe ainsi d'une démocratie de délégation et d'abandon à une véritable démocratie de participation et de concertation.

Dans les groupes-citoyens, chacun apprend des autres qu'il peut avec eux penser, décider et agir. Parce qu'on peut s'exprimer, confronter ses expériences, se prendre en charge. Ceux qui n'avaient jamais le temps découvrent que cela vaut la peine de prendre un peu de temps pour participer à des activités où ils ne sont plus dirigés mais dirigeants. Ceux qui croyaient ne pas avoir d'idées ou ne pas être capables de les exprimer s'aperçoivent qu'ils en ont, qu'ils peuvent les dire et qu'enfin on les écoute.

La responsabilité politique, celle des décideurs dans tous les domaines (politique, économique, social, culturel) est accaparée par une minorité d'oligarques qui squattent les sommets des pyramides hiérarchiques sous prétexte de légitimité électorale "démocratique", de méritocratie des diplômés des Grandes Écoles et de toutes les autres ouvrant l'accès aux pouvoirs des mafias légales.

La transformation de la structure politique par l'instauration du tirage au sort et des groupes-citoyens restituera aux citoyens l'initiative et la responsabilité confisquées par les oligarques. La société retrouvera son énergie et son dynamisme par l'originalité, la créativité, l'invention, l'humanisme. Désormais, il faudra tenir compte de la base de la pyramide hiérarchique (et des multitudes de bases des sous-pyramides qui la composent). C'est cette base qui aura l'initiative dans son domaine d'action. Cela ne veut pas dire que toute hiérarchie est abolie. En fait, la pyramide *hiérarchique* est remplacée par une pyramide *fonctionnelle* dans laquelle les décisions ne sont pas imposées de haut en bas par un individu tout puissant et incontrôlable vers la base multiple, impuissante et muselée,

mais sont élaborées collectivement par ceux qu'elles concernent directement. On conçoit la hiérarchie mais seulement pour harmoniser et coordonner les initiatives et les décisions des acteurs concernés. Son rôle principal sera de construire une unité bâtie sur la diversité des éléments participants. Cela n'est possible qu'avec le système des groupes-citoyens qui garantit la circulation sans obstacle d'une information libre, complète, non manipulée.

Un des traits caractéristiques de cette pyramide fonctionnelle est que dans son unité renforcée, elle sera en perpétuel changement, sans cesse à refaire, à adapter, toujours dynamique. Ce qui contraste singulièrement avec la logique statique des hiérarchies figées dans un perpétuel garde-à-vous, celle des slogans creux et de la langue de bois vide qu'affectionnent les politiciens professionnels encroûtés dans leur gangue d'immobilisme.

Le tirage au sort conduit à l'autogestion de la vie quotidienne, à une autonomie retrouvée, à la défense du consommateur face à l'emprise des administrations publiques et des groupes capitalistes privés. Il permet, et c'est essentiel, le réapprentissage et la redécouverte des solidarités les plus concrètes liées à une plus grande proximité. La vraie société qui se cherche se trouvera ici. En refusant de subir, en voulant quelque chose en commun avec d'autres, en croyant que c'est possible. En fait, il s'agit tout simplement de redécouvrir le sens du mot fraternité, de retrouver le chemin de la dimension humaine.

9) La fin du gâchis des énergies

Le système démocratique actuel est débilité par des pertes de rendement dues à des dépenses inouïes d'énergie imposées aux hommes politiques par les batailles incessantes qu'ils doivent livrer, à l'intérieur et à l'extérieur des organes où ils siègent : gouvernement, Assemblée Nationale, commissions et conseils divers... Les politiciens doivent faire face à une guérilla politique permanente, non seulement en provenance des autres partis politiques, mais également de leurs concurrents dans leurs propres formations politiques.

Pour assurer sa réélection, un élu doit se dépenser sans compter en d'innombrables et épuisants services et démarches. Il doit se préoccuper des revendications de son électorat, du moins celles qui lui paraissent importantes dans l'optique de sa réélection. Cela fausse complètement le fonctionnement du système, parce que les mesures prises, les lois et les décrets sont des sous-produits de la lutte pour la conquête du pouvoir. Le jeu instauré par la cohabitation ne fait qu'amplifier les problèmes. Il n'y a plus de politique : il n'y a que des calculs politiques. Il n'y a que des

visions à court terme et une recherche d'avantages politiques qui ont peu de chances de donner les résultats les plus satisfaisants pour le pays.

10) La transparence

Ce système présente l'immense avantage d'être parfaitement transparent. Le citoyen "d'en bas" peut savoir ce qui se passe dans les niveaux supérieurs : ses représentants sont tenus de répondre et d'expliquer ce qui se passe "en haut". Sans qu'il soit pour autant question d'un mandat impératif, par la force des choses, les représentants rendent des comptes à tous les citoyens dont ils sont l'émanation. Il n'y a pas de sanction dans ce système, la seule pression qui pèse sur le représentant est celle de son propre engagement moral dans sa fonction, d'autant plus qu'il a librement consenti à remplir son rôle de représentant. Il n'y a plus l'énorme gâchis d'énergie consacrée à l'auto-promotion des élus qui se comportent au mieux comme des représentants de commerce cherchant à placer leur camelote, au pire comme des escrocs, ce qu'ils sont le plus souvent, puisqu'ils n'ont que du vent et des illusions à faire valoir et à vendre. Les promesses électorales portant sur un programme ou un projet politique sont remplacées par une promesse portant sur l'engagement personnel dans un rôle de représentant. Cette différence est essentielle : avec le système de l'élection, on ne peut obtenir que l'irresponsabilité de fait des élus. Ils ne s'engagent que sur un programme, jamais sur leur responsabilité personnelle. Il fallait être un De Gaulle pour s'engager personnellement et quitter le pouvoir comme il l'a fait en 1969. Le départ de Jospin est loin d'avoir cette envergure, car il ne s'était jamais engagé personnellement à quitter le pouvoir *avant* la sanction des urnes. Cela évoque le comportement boudeur d'un enfant sanctionné et privé de dessert...

Avec le système du tirage au sort, on obtient automatiquement la responsabilité de la personne qu'il désigne. C'est cette responsabilité et cet engagement personnel qui obligent le représentant à la transparence, d'autant plus qu'il a toujours en face de lui un petit groupe de neuf personnes : il ne fera jamais de grands discours ronflants et creux devant des assemblées de plusieurs centaines de personnes ronflantes et creuses. Il lui suffira simplement de dire ce qui s'est passé à l'échelon du dessus et au-delà, quelles décisions ont pu être prises, dans quelles circonstances et pourquoi.

La transparence exige l'accès à toute l'information existante. Pas de liberté sans liberté de la presse et des médias !

A l'intérieur du système, toute les données doivent être accessibles à tous.

À l'extérieur, il est indispensable de garantir une liberté absolue de parole aux journalistes contraints le plus souvent à l'autocensure sur les sujets qui "fâchent" les puissants. Car les médias et les journalistes sont "aux ordres". "Aux ordres" de leur rédaction, elle-même soumise au patron, aux groupes de pression affairistes, aux réseaux d'influences, aux "initiés" de certaines loges maçonniques regroupant dans une même complicité mafieuse, politiciens, préfets, commissaires de police, officiers de gendarmerie, magistrats, avocats, huissiers, notaires, agents immobiliers et grand pontes de la médecine... Il est donc inutile de s'en prendre aux journalistes : il n'y en a plus ou si peu ! Ils doivent se compter sur les doigts d'une main, les rares survivants qui sont encore capables de porter haut la déontologie de ce qui fut une formidable profession, où la pensée unique était suspecte et où l'insolence était une vertu au service de la vérité.

Il n'est plus possible dans ce cadre que les médias soient sous le contrôle exclusif des "magnats" de la presse ou de la télévision, d'un marchand de béton, d'un marchand d'armes ou d'un certain baron...

11) Sortir du conflit psychologique et de l'aliénation

D'un point de vue psychologique ou psychanalytique, le citoyen, individu politique est constamment écartelé entre deux pôles opposés et attractifs :

D'une part, il sait qu'il appartient à la masse indistincte du peuple qui l'attire vers le bas, en fait un sujet, un mouton voué à l'abattoir, qu'il méprise mais qui est sa réalité quotidienne. Il refuse cette logique des victimes.

D'autre part, il aimerait bien faire partie de la bande des loups, des chefs en tous genres, des gangsters au pouvoir qui le fascinent, qui font la loi et régner la terreur, parce qu'il les craint et les admire. Il se révolte aussi contre cette logique des bourreaux.

S'il existe une voie étroite qui peut permettre de se tenir à distance, tout à la fois de la masse veule et abrutie et d'un pouvoir séducteur et mortifère, il faut s'y engouffrer ! Cette voie étroite existe. Elle respecte la démocratie et permet de sortir de ce dilemme. C'est celle que je propose : c'est le groupe-citoyen qui disloque la masse, lui rend justice et l'élève en dignité, et c'est le tirage au sort qui distribue et égalise le pouvoir et élimine les leaders. Le citoyen peut enfin échapper à ce cercle vicieux, ce conflit sado-masochiste : à ce choix impossible entre la position de victime ou celle de bourreau. Infantilisé et irresponsabilisé pendant des siècles, il peut enfin devenir adulte et responsable.

12) La reconquête démocratique

S'il s'impose sur le plan strictement politique, le tirage au sort doit également s'imposer chaque fois qu'il est nécessaire de désigner des représentants dans des domaines communs à des groupes sociaux ou économiques.

C'est le cas pour les syndicats et pour les assemblées d'actionnaires dans les entreprises. Comment ne pas hurler d'horreur quand on voit madame Nicole Notat, leader de la CFDT, désigner "officiellement" pour "*sa*" "*succession*", monsieur François Chereque, aussitôt approuvée par le suivisme moutonnier d'une assemblée soit-disant démocratique ? Cette petite cuisine interne à l'usage des initiés évoque irrésistiblement l'intronisation d'un disciple dans une confrérie secrète. Cela relève d'une procédure sectaire, pas d'une procédure démocratique. C'est une pure fumisterie, une parodie honteuse de démocratie. Le désintérêt pour le syndicalisme vient aussi de là.

On peut faire les mêmes remarques sur le fonctionnement bien peu démocratique de certaines associations. Faut-il rappeler le scandale de l'ARC ? Mais c'est l'arbre qui cache la forêt...

13) L'initiative citoyenne

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer des changements, une Sixième République. Des propositions fusent de toute part. Les idées de réforme ne manquent pas. Mais tous n'ont à proposer que des programmes désespérément politiques au sein d'un système politique complètement bloqué, dans lequel seules comptent vraiment les échéances électorales, surtout celle qui a vampirisé toutes les autres : l'élection présidentielle. Pour pouvoir sortir de l'impasse et contourner l'obstacle, la seule solution passe par l'initiative citoyenne rendue possible avec le tirage au sort et les groupes-citoyens, seuls moyens de court-circuiter le système, de renouveler les hommes de fond en comble, de laisser passer librement les idées neuves et de donner enfin les vraies réponses aux vrais problèmes.

Le tirage au sort, organisé par les citoyens dans les groupes-citoyens, possède l'incalculable avantage de restituer au citoyen son autonomie et son initiative. Il peut enfin se libérer de la tutelle d'un pouvoir politique centralisé et de la pesanteur de l'appareil d'État.

Il n'y a pas d'autre alternative que l'initiative citoyenne, dans tous les domaines. Elle devient désormais possible avec le système que je préconise,

seul outil politique dont la légitimité et les principes sont incontestables et dont la mise en oeuvre est facile, simple et accessible à tous.

Le citoyen, ordinairement passif, uniquement stimulé et mobilisé lors des rendez-vous électoraux, devient soudain un citoyen ordinairement actif, directement concerné et responsabilisé. La perspective change radicalement. Il ne subit plus, il agit. Il prend lui-même en charge sa vie et celle de ses proches. Il prend en main son destin et son avenir. Il n'est plus réduit à l'impuissance par des forces qui le dépassent. Il est au contraire en mesure de se réconcilier avec son rôle de citoyen et de lui donner sa pleine et entière expression. Il peut retrouver le sens véritable de la politique sur une base d'harmonie et d'équité.

Il lui suffit simplement d'aller frapper à la porte de ses plus proches voisins.

Chapitre VI : oppositions et critiques

“Il faut faire aux méchants guerre continuelle”.

La Fontaine

Quelle opposition ?

Il est facile de prévoir les réactions à mes propos. Il y a d’abord tous ceux qui ne vont pas être d’accord. Ce sont ceux qui profitent du système et qui appartiennent à “l’élite” qui détient les rênes du pouvoir.

Les premiers concernés sont les politiciens professionnels et carriéristes et tous leurs fidèles qui les suivent religieusement et se contentent de quelques miettes. C’est une infime minorité de dinosaures voués à la disparition pure et simple. Accrochés à leurs privilèges, ce seront les plus féroces, qu’ils soient de droite ou de gauche.

Ensuite vient toute une population, minoritaire mais quantitativement plus importante, qui n’a pas intérêt à ce que le système change et qui préfère le conservatisme politique et l’immobilisme. Beaucoup de hauts (et moins hauts) fonctionnaires, la clique des grands diplômés (énarques, polytechniciens, ingénieurs des mines, normaliens “supérieurs”, etc.), une masse d’intellectuels plus ou moins médiatisés, coupeurs de cheveux en quatre ou en huit dans le sens de la longueur, les journalistes politiques qui vivent dans l’ombre des politiciens et sont leurs faire-valoir, les grands patrons du capitalisme prompts à graisser la patte des politiciens pour avoir les mains libres dans le meilleur des mondes démocratiques, l’actuel bien sûr ; la grande muette restera aux ordres, c’est la tradition, et les ordres religieux resteront dans la tradition, c’est dans l’ordre des choses.

Cette oligarchie a tous les pouvoirs, notamment celui d’imposer des normes de pensée et de décréter ce qui est ou n’est pas politiquement correct. Il est clair que mes propositions sont complètement en dehors des normes actuelles et se moquent éperdument du politiquement correct. Tout en montrant un autre chemin, antique et oublié, qui respecte infiniment mieux les principes fondamentaux de la démocratie dont eux-mêmes reconnaissent les vertus (à condition que ces “vertus” arrangent leurs affaires). Il y a des remises en question qui seront douloureuses pour beaucoup.

Et puis il y a tous ceux qui seront d'accord et qui ne verront aucun inconvénient au renouvellement de la démocratie, à sa régénération, sur la base d'un principe aussi vieux qu'elle. En découvrant ce projet politique, une majorité de citoyens prendra conscience qu'il est enfin possible de se débarrasser "du mal nécessaire, faute de mieux", les politiciens, de se réapproprier le domaine de la politique, la vraie, et d'éliminer la fausse, la politique politicienne, celle dont Paul Valéry disait qu'elle "est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde."

Quelles critiques ?

Après un premier temps où l'on feindra d'ignorer en affichant le mépris, on attaquera le projet en le qualifiant d'utopique.

On qualifie généralement d'utopique un système ou un projet irréalisable. L'ennui, c'est que cette utopie a fonctionné, et plutôt bien, pendant plus d'un siècle, il y a 2500 ans. Bizarrement, aujourd'hui ce ne serait plus possible ? L'argument tombe tout seul. Mais c'est ce même argument qui est constamment repris et asséné depuis plus de deux siècles, depuis les révolutions américaine et française : "La démocratie directe n'est pas applicable...Cela pouvait fonctionner dans le cadre d'une petite cité comme Athènes, mais c'est impossible pour un grand pays..." et hop, on a escamoté le plus important, le recours au tirage au sort, qui élimine les "élites". Rappelons encore qu'Athènes, au cinquième siècle avant Jésus-Christ, n'était pas un village mais une grande ville pour l'époque, une cité-Etat, dont la population atteignait 200.000 habitants. La grande majorité des Athéniens était très attachée aux valeurs de la démocratie, les vraies, indissociables du tirage au sort.

Après avoir argumenté sur l'utopie, on nous dira qu'il y a toujours besoin d'un chef, d'un leader, d'un meneur d'hommes, parce que c'est indispensable, inévitable et naturel, même dans les tout petits groupes humains au niveau le plus "primitif". (Je n'aime pas beaucoup ce mot, trop souvent chargé de mépris : il y a quelques "primitifs" qui sont bien plus humains que beaucoup trop de "civilisés"). Chez ces peuples qui vivent le plus souvent en très petits regroupements tribaux de quelques familles, il y a toujours un chef, effectivement. Mais ce chef possède des qualités reconnues par le groupe et sa présence est quelquefois vitale pour sa survie. Le chef est toujours le détenteur d'un pouvoir lié à un don naturel qui est mis au service du groupe et qui profite à tous. C'est, soit un chaman, voyant, guérisseur, guide, soit un chasseur hors pair dont les nombreuses prises sont réparties généreusement entre tous. Dans ces petits groupes de

chasseurs-cueilleurs généralement nomades qui n'excèdent pas quelques dizaines de personnes, ces chefs, leaders naturellement doués, sont des personnalités équilibrées, des sages, des modestes. Dès que le groupe humain devient plus important (une et plusieurs centaines de personnes), le nomadisme fait place à une sédentarisation de plus en plus marquée ; alors apparaissent des rivalités, la recherche du pouvoir pour le prestige, l'autoritarisme et les abus de pouvoir, la concentration et l'accumulation des richesses et la propriété personnelle des ressources vivrières et des moyens de production. Les leaders deviennent hautains et imposent leur autorité par tous les moyens, manipulations, rapports de forces et finalement, violences ouvertes. C'est là l'origine de la division sociale, de la constitution d'une "élite" qui devient vite une noblesse de sang, car il y a un pouvoir et des richesses à conserver et à transmettre par voie de filiation.

C'est une raison de plus qui justifie la petitesse du GC, l'égalité de principe de ses membres et la prise de décision collective, interdisant de facto l'émergence du leader et la compétition pour le pouvoir. Le chef ne décide plus de tout, tout seul. Le chef fait place au porte-parole, représentant des décisions prises collectivement. L'arrogance fait place à la modestie.

Ensuite, on aura certainement recours à l'autre argument classique : l'absence de compétences du peuple. L'argument est plus délicat à manipuler, car il n'est guère flatteur pour les citoyens. Cet argument sera évidemment présenté en retournant sa logique : ces messieurs nous diront qu'il faut beaucoup d'expérience et de grandes compétences pour faire de la politique et pour gouverner (ce qui constitue une occasion de plus de flatter leur vanité et de se gargariser dans l'auto-satisfaction).

Les politiciens redoutent par-dessus tout les discours qui prennent les citoyens à rebrousse-poil. Ils ont bien raison : le citoyen n'accepte pas d'être pris pour un con, même s'il sait que le système fait de lui le dindon de la farce, le cocu magnifique et le pigeon de l'affaire. Mais le citoyen est impuissant et ne peut que subir un système pseudo-démocratique sur lequel il n'a aucune prise et, qu'à force de lavage de cerveau, on lui a fait admettre comme le système idéal, impossible à remettre en cause.

Les citoyens doivent comprendre qu'on leur fait prendre des vessies pour des lanternes. Quand rechantera-t-on le "ça ira" en remplaçant les "aristocrates" par les "politicrates" ? Loin de moi l'idée de la "lanterne". Je me contenterais de coups de pied au cul : il y en a des myriades qui se perdent.

Tocqueville écrivait en 1835 : "Il s'agit bien moins pour les partisans de la

démocratie de trouver le moyen de faire gouverner le peuple, que de faire choisir au peuple les plus capables de gouverner.” On ne saurait être plus clair. On s’acharne à faire fonctionner un système aberrant, parce que l’on refuse de “trouver le moyen de faire gouverner le peuple” alors que ce moyen existe depuis 2500 ans !

Bien sûr ce moyen présente le défaut inexcusable et inadmissible d’éliminer “l’élite” des “élus” professionnels !

La démocratie moderne est devenue un système bâtard de promotion élitiste. La critique marxiste, plus fondée sur l’économie que sur la politique, divise le peuple en exploités et exploités, et le pouvoir est récupéré par une poignée de manipulateurs opportunistes. Une oligarchie des “plus capables de gouverner” en remplace une autre. Il n’y a que le tirage au sort qui permette d’échapper à cette logique insupportable. Mon projet politique, en rompant avec cette logique qui mène toujours à la confiscation du pouvoir et à sa concentration entre quelques mains, propose le seul moyen, authentiquement et originellement démocratique, de faire gouverner le peuple, *tout* le peuple, et de lui redonner la parole et l’initiative.

Lors du centenaire de la Révolution française en 1889, un auteur, T. Ferneuil, reflétait l’opinion commune en déclarant que : “ l’ État démocratique appelle le gouvernement des meilleurs. L’avenir du gouvernement populaire est subordonné à cette condition expresse que les masses démocratiques acquerront par l’éducation et la pratique des institutions libres la clairvoyance nécessaire pour discerner dans leurs rangs les éléments les plus sains, les plus vivaces et leur conférer le pouvoir.” Justement, aujourd’hui, les “masses démocratiques” ont suffisamment d’éducation et de clairvoyance pour exercer elles-mêmes le pouvoir politique.

Le problème, c’est qu’on ne demande pas au peuple *ce* qu’il veut, mais *qui* il veut. Du coup, toute la vie politique est ramenée à une lutte pour le pouvoir qui sélectionne les “éléments” les moins “sains”, les plus pervers. Ce ne sont pas “les plus capables” de gouverner qui gouvernent, mais les plus retors, les plus acharnés, les plus “vivaces”, dans la lutte pour le pouvoir.

La démocratie, née d’une révolte contre l’autocratie, l’aristocratie et la ploutocratie, les engendre à son tour par le mauvais usage de son propre principe. C’est là un cycle dont les Anciens eux-mêmes, dans leur lucidité, affirmaient le caractère inéluctable et qui illustre, à leurs yeux le mythe de l’éternel retour.

Mais voilà. Le grand nombre fait peur même aux révolutionnaires les plus radicaux. Le grand nombre inquiète et a toujours inquiété ceux que n'intéresse que la conquête du pouvoir. Privé de pouvoir réel, le grand nombre du peuple a la possibilité et est en droit de remettre en question le pouvoir. Subissant les lois de l'économie, il est le fondement de l'économie. Subissant le pouvoir politique des "plus capables", il est l'origine de leur légitimité. Considéré comme "incapable", sans culture suffisante, le grand nombre n'en pense pas moins, désire et rêve confusément mais fortement. C'est pourquoi les politiciens ont inventé et mis en oeuvre des moyens de le connaître, de le manipuler, de le conditionner, de le tenir sous la coupe réglée d'institutions politiques taillées sur mesure à leur profit et donnant l'illusion de la démocratie. Les règles du jeu ont été conçues pour faire gagner une minorité au détriment du plus grand nombre. Il ne faut pas se faire d'illusions : on ne changera jamais les hommes. Par contre, on peut toujours changer les règles du jeu !

La question fondamentale est : la classe politique au pouvoir est-elle "plus capable" que le reste de la population d'exercer le pouvoir ? La réponse est non, résolument et définitivement non. Les Grecs l'ont prouvé.

On ne compte plus les ministres nommés dans des fonctions pour lesquelles ils n'ont aucune compétence particulière. Lors des remaniements ministériels, on voit des ministres échanger leurs portefeuilles comme on change de chemise. En quoi sont-ils "plus capables", en quoi sont-ils les meilleurs ? Les ministres et autres responsables politiques ne sont spécialistes que dans le domaine de la langue de bois pour laquelle je leur reconnais tous les talents.

Je prétends que n'importe quel citoyen, pris au hasard, en ferait autant et probablement mieux. Il le ferait réellement pour le bien commun, pas pour se faire réélire ni pour satisfaire des ambitions personnelles. Tout le travail est effectué au niveau de chaque ministère par une armée de hauts fonctionnaires. Le principal effort d'un ministre consiste à apposer son paraphe au bas de quelques documents que d'autres ont préparé pour lui. Il peut signer n'importe quoi : il n'est responsable de rien puisqu'il n'est pas coupable.

Lorsqu'un ancien ouvrier devient ministre de l'économie, puis premier ministre, la démonstration est faite que la méritocratie des diplômés ne vaut rien. Monsieur Bérégovoy a payé très cher cette exception. Les "chiens" dénoncés par Mitterrand ne faisaient que leur boulot de journalistes et jouaient en l'occurrence le rôle de bouc émissaire. Les vrais "chiens" ce sont les politiciens, de droite comme de gauche, Mitterrand le premier.

En Pologne et au Brésil, Lech Valesa et Lulla, ouvriers dans l'industrie et syndicalistes sont devenus présidents.

Les penseurs du marxisme, les économistes et les théoriciens-praticiens du capitalisme, les philosophes- gourous de l'Éducation Nationale, les technocrates, les planificateurs, les énarques, les financiers, les intellectuels et tous les autres "experts", au delà de leurs divergences sur des détails, forment un bloc bétonné et uni dans une soi-disant objectivité, étayée par des références philosophiques ou techniques, absconses et impénétrables au commun des mortels, qui n'ont pour seul but que de tenir à l'écart le citoyen "d'en bas".

Lorsque la volonté du citoyen parvient à s'exprimer, elle est considérée comme un voeu pieux, hélas irréalisable, une réclamation due à l'ignorance d'une quantité de facteurs défavorables qui interdisent, n'est-ce pas, de prendre les mesures qui sembleraient les plus naturelles. Que faire, face aux impératifs des taux de croissance et de chômage, à la pression fiscale, au surendettement, à la chute du CAC 40, aux menaces de dépression, aux taux d'intérêt, aux limites d'élasticité, aux contraintes budgétaires, à la dette de l'État, aux délocalisations, j'en passe et des meilleures, toutes ces expressions bien gouleyantes dans la bouche de nos politicrates. Cette "science" magnifique n'empêche pas les plus monumentales conneries que le bon sens le plus commun aurait évitées.

C'est le domaine de l'économie qui impose son diktat aux hautes sphères, qui fournit les plus beaux exemples dans l'énormité de la bêtise. Selon son évaluation autorisée et forcément bienveillante (puisqu'il était l'un des leurs) Alfred Sauvy lui-même, estimait que les économistes se trompent dans leurs prescriptions sept ou huit fois sur dix ! Ce qui revient à dire qu'il est préférable et moins catastrophique de s'en remettre au hasard qui ferait mieux les choses que les plus éminents pontifes de l'économie, les économistes les plus distingués. Voilà un aveu de spécialiste qui amène de l'eau à notre moulin.

Nous sommes ainsi gouvernés par de prétendus "experts", les "plus capables", certes, pour se tromper, nous tromper, nous mentir en toute impunité. Comment se fait-il que ces soi-disant experts en économie et en politique soient les seuls autorisés à raconter les plus invraisemblables fadaïses tel jour et l'inverse le lendemain ? D'autres experts, médecins, architectes, ingénieurs, ont-ils le privilège de pouvoir se tromper sans risquer leur carrière et la prison ?

À quel niveau de suffisance et d'indécence se situe l'expert ès économie de Mitterrand, Jacques Attali, pour oser déclarer en ricanant qu'un

économiste : “ c’est celui qui est toujours capable d’expliquer le lendemain pourquoi la veille il disait le contraire de ce qui s’est produit aujourd’hui” ! La formule définit aussi bien les politiciens, les escrocs ou les bouffons.

Les sommets de l’ignominie, de la perversité, de la bêtise crasse sont atteints par les “experts” du FMI. Créé il y a plus de 50 ans, le FMI, Fonds Monétaire International, est une organisation internationale dont la mission consiste à surveiller la stabilité économique et monétaire de la planète. Il n’avait aucune mission structurelle et fonctionnait comme une sorte d’assurance pour les États pour préserver la parité des monnaies. Mais à partir de 1973, quand le système monétaire international s’est écroulé et sous la pression des États-Unis, le FMI a imposé un modèle économique ultra libéral. Il n’accordait ses prêts qu’à la condition que les pays débiteurs engagent des réformes censées, selon lui, leur assurer une croissance promise. Résultat : le FMI a, de fait, un droit de regard politique sur la gestion menée par les différents gouvernements auxquels il a affaire. Les pompiers du FMI se transforment en gendarmes puis en incendiaires. Car partout où le FMI prodigue ses conseils, ses plans d’austérité et ses prêts à 30% par an, les économies s’effondrent. L’Argentine est le dernier pays ruiné par les “experts” du FMI. Avant ce pays, le Brésil a été acculé à la faillite et encore avant, le Mexique ; et la Russie, saignée à blanc, et la crise asiatique. Le FMI ruine les pays où il intervient. Rares sont ceux qui lui échappent : le Botswana ou la Malaisie qui ont refusé son “aide” ont parfaitement tiré leur épingle du jeu. Grâce au FMI, “ on a trouvé en bonne politique, le secret de faire mourir de faim ceux qui, en cultivant la terre, font vivre les autres”. Voltaire avait déjà tout compris.

Le FMI a outrepassé sa mission. Il prétend représenter 182 pays, ce qui est absolument faux.

Le FMI est une institution publique, alimentée avec l’argent des contribuables du monde entier. Pourtant, il ne rend de compte ni aux citoyens, ni à ceux dont il détruit la vie. Le problème, c’est que ce sont les pays les plus riches qui mènent le bal, les pays du G8, et dans ce groupe, ce sont les États-Unis qui dirigent tout : c’est le seul pays à posséder un droit de veto ! Le FMI fonctionne en réalité comme une société anonyme : plus ses membres apportent du financement, plus ils ont de voix et peuvent peser sur les décisions. Le FMI est devenu une succursale du département du Trésor des États-Unis et il sert les intérêts de la politique étrangère des États-Unis et des financiers de Wall Street. Son fonctionnement bafoue les règles les plus élémentaires de la démocratie. Le plus souvent, le FMI fournit des fonds aux États pour rembourser les créanciers occidentaux, ce qui permet de sauver de la faillite les grandes banques européennes et

américaines. La stratégie du FMI et du Trésor américain consiste à ruiner tous les pays n'appartenant pas au G8 pour protéger les intérêts de la grande finance, laquelle fournit les dirigeants du FMI, de la Banque Mondiale et du Trésor des États-Unis. Ces gens-là ne voient le monde qu'à travers les lunettes de la grande finance. C'est pourquoi les intérêts financiers et commerciaux écrasent les droits humains les plus élémentaires, foulent au pied la démocratie, piétinent tout souci de l'environnement.

Une chose est sûre : des cinglés mènent le monde... droit dans le mur. Ils sont responsables tous les ans de millions de morts et de souffrances innombrables par famines, maladies, conflits de toutes sortes, misères sans fin. Ces gens-là se disent experts ès économie, ce ne sont que des experts ès terrorisme planétaire. Enfermés dans leur bulle mentale, ils n'ont pas la moindre conscience de leurs crimes et de leurs responsabilités.

La "science" des "experts" a son domaine qui n'est pas celui du jugement politique. Les oligarques, qu'ils soient président de la république, ministre, député ou haut fonctionnaire, n'ont pas un jugement plus scientifique que celui du citoyen "d'en bas". Sur les bases d'un dossier scientifique ou technique, une décision, un choix politique relève toujours de la raison et du plus simple bon sens. L'ennui pour certains, c'est que le bon sens s'oppose trop souvent au sens du profit à n'importe quel prix. Celui qui a consisté, par exemple, à aller jusqu'à incorporer aux farines animales des déchets hospitaliers humains et à nous faire avaler "ça" pour de bon ! Celui qui consiste à vouloir nous forcer à avaler des OGM. Si vous laissez à des souris le choix entre du maïs OGM et du maïs normal, les souris ne mangent que ce dernier et se détournent sans hésiter du maïs OGM. Les souris ont hélas manifestement plus d'intelligence et de sagesse que certains prix Nobel ! J'ai, pour ma part, plus confiance dans le bon sens instinctif d'une modeste souris que dans les démonstrations pédantesques et prétendument scientifiques d'une clique délirante d'apprentis sorciers payés par Monsanto ou par l'INRA.

Il n'a jamais été prouvé ou démontré que les rois, les ministres, les députés, les énarques, les scientifiques et soi-disant "experts", sont mieux pourvus en bon sens que le simple citoyen.

Le bon sens et l'intelligence n'appartiennent pas qu'aux seuls oligarques. Les diplômés ne donnent même pas la garantie que leurs détenteurs possèdent l'intelligence simplement mentale, le bon sens le plus élémentaire. Quant à l'intelligence la plus précieuse, l'intelligence du coeur, celle qu'il est impossible de trouver chez les pervers, aucun diplômé ne la reconnaîtra jamais ! Elle est pourtant le signe certain d'une supériorité

spirituelle de l'être humain. Le tirage au sort aurait le mérite de donner plus souvent la parole à ces personnes, au plus grand bénéfice de tous. Car le système des élections au suffrage universel écarte immanquablement de la politique (dans son sens le plus noble) ces personnes authentiquement généreuses et désintéressées.

Il est par contre certain que chaque individu est plus préoccupé de ses propres intérêts que de ceux des autres, par conséquent le peuple tout entier doit conduire lui-même ses propres affaires, plutôt que de s'en remettre aux soins intéressés d'une minorité qui l'escroque.

Les décisions politiques, dans une vraie démocratie, n'incombent pas aux prétendus experts mais doivent appartenir à ceux qu'elles concernent, c'est-à-dire à tous les citoyens sans exception. Ce principe évident était pratiqué et appliqué constamment par les Athéniens. Pour Hansen : "Tous les citoyens étaient censés prendre part, s'ils le voulaient, à la marche de l'État, mais toujours en amateurs (...) : professionnalisme et démocratie étaient tenus pour fondamentalement contradictoires." (La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène). Les Grecs ont toujours voulu "n'être, au mieux, gouvernés par personne, ou sinon de l'être à tour de rôle" (Aristote).

Certains m'accuseront d'être un démagogue. Un démagogue flatte le peuple pour gagner sa faveur et obtenir le pouvoir. Le système que je propose est le remède définitif de la démagogie, il élimine toute possibilité de manipulation. Il faut être totalement désintéressé (et je crois l'être assez) pour proposer un système qui interdit le carriérisme de quelques-uns et restitue le pouvoir de décider à tous. Je n'ai aucune ambition politique si ce n'est celle de restaurer la vraie démocratie et de rendre le pouvoir au peuple-citoyen.

D'autres m'accuseront d'être l'initiateur d'un nouveau poujadisme. Si le poujadisme a consisté à dénoncer une "élite", à mettre en avant un bon sens qui ne s'appuyait sur aucune phraséologie, alors je revendique l'étiquette. À ce compte, Alain était poujadiste et Voltaire tout autant. Rabelais était le Poujade de la Sorbonne, puis Descartes à la suite et Newton à l'égard des physiciens de son temps. Ce dernier, un jour qu'on lui demandait s'il avait lu plusieurs traités dont il ne se souciait guère, répondit : "Si j'avais lu autant que vous, je serais devenu aussi ignorant que vous." Quant à Rousseau, son poujadisme est bien plus radical encore : "J'ai cherché la vérité dans les livres ; je n'y ai trouvé que le mensonge et l'erreur. J'ai consulté les auteurs ; je n'ai trouvé que des charlatans..." Rousseau affirme que les braves gens, peu soucieux d'intellectualisme et dépourvus de

vocabulaire savant, “n’en sont que plus propres à saisir le vrai dans toute sa simplicité”. Il leur trouve autant d’esprit et plus de bon sens que dans les hautes sphères de la société. Pour Rousseau, la compétence des experts se mesure à leur aptitude à jeter de la poudre aux yeux. De la philosophie, il pense que le jargon n’a jamais fait découvrir la moindre vérité, générant au contraire une quantité “d’absurdités dont on a honte sitôt qu’on les dépouille de leurs grands mots.”

Mais depuis le dix-huitième siècle, la production verbale est passée du stade artisanal à celui de l’industrie lourde et les moulins à paroles sont remplacés par des complexes verbeux d’exploitation avancée de l’énergie éolienne...

Évidemment, les dirigeants des partis politiques classiques avaient quelques bonnes raisons de combattre le mouvement poujadiste : il leur faisait une concurrence gênante et leur taillait des croupières. Il ne faut pas s’étonner de l’hostilité indignée des chochottes de la classe politicienne de droite comme de gauche. Comment de simples citoyens, sans titres ni diplômes, pouvaient-ils oser dénoncer crûment et sans ambages leur bêtise et leur incompétence ?

Ce qui me sépare radicalement des poujadistes, c’est qu’ils n’hésitaient pas à recourir au plasticage des perceptions. La violence ne résout rien. Les problèmes ne sont résolus que par des idées qui deviennent de bonnes idées lorsqu’elles ont montré leur efficacité. L’idée que je me fais de la démocratie était déjà une bonne idée du temps des Grecs de l’Antiquité. Il n’y a aucune raison qu’elle ne soit plus une bonne idée aujourd’hui. Et une bonne idée vaut mieux que tous les explosifs du monde, pour faire voler en éclats la caste politicienne des escrocs du pouvoir. Il est possible, j’en suis sûr, de prendre la nouvelle Bastille que constitue cette intelligentsia nomenclaturesque et faire place nette en douceur.

D’autres objections ?

Les pessimistes considèrent que le domaine politique n’intéresse plus personne. L’opinion publique n’a que du mépris pour les politiciens. Les abstentionnistes deviennent les vrais vainqueurs dans toutes les élections.

Certes. Mais si les citoyens se détournent de la politique, n’est-ce pas justement parce qu’ils se sentent exclus d’un système extraordinairement fermé, seulement accessible aux plus ambitieux, aux plus pervers ? Un système qui organise une compétition imbécile à laquelle ils n’auront jamais accès, strictement réservé à une pseudo-élite de requins ?

Je suis sûr qu'en changeant les règles du jeu de la politique, en remplaçant la compétition absurde des élections par un tirage au sort qui implique tous les citoyens sans exception et leur ouvre en grand toutes les portes, cela créera un énorme appel d'air et un engouement pour la politique comme il n'y en a jamais eu. Tous les citoyens ne s'y impliqueront pas activement. Une minorité le fera. Mais cette minorité là sera une énorme masse populaire qui ne souffrira pas la comparaison avec la microscopique minorité des politiciens professionnels qui squattent sans vergogne les allées dorées du pouvoir et s'y incrustent.

Les mêmes pessimistes nous objectent que le seul moyen d'attirer les citoyens vers la politique, c'est la course au pouvoir par la compétition électorale. Pour eux, en démocratie, il n'y a pas d'autre carotte possible pour faire avancer l'âne, c'est-à-dire le peuple. Sinon, la dictature vous impose le seul bâton.

Discours éculé. Si l'on suit ce raisonnement méprisant pour l'âne (dont on connaît la rusticité et l'intelligence et qui sait parfaitement se nourrir sur les plus mauvais pâturages), hors la course au pouvoir et au fric, point de salut ! Leur carotte n'est donc constituée que par des valeurs négatives d'ambition, d'égoïsme, de narcissisme, de perversion, génératrices de toutes sortes de violences, de mensonges, d'escroqueries. Cette "démocratie" doit-elle s'astreindre à supporter de pareilles "valeurs" qui ne sont que les pires des défauts, des vices, des aberrations ?

Ce n'est pas la démocratie selon mes vœux et celle qu'attendent les citoyens. Il faut un changement radical, une inversion complète des valeurs. Je ne peux accepter une démocratie que si elle est fondée sur des valeurs positives : l'altruisme, la générosité, le désintéressement, la vérité, la transparence, la fraternité. Seul, le principe d'égalité fondé sur le tirage au sort des représentants, rend possible l'accès à une vraie démocratie selon le coeur et la raison. Je suis persuadé que les valeurs de cette vraie démocratie, valeurs pleinement positives, sont une carotte encore plus attractive. Si je me trompe, alors il n'y a plus d'espoir possible : l'avenir est bien sombre. Il ne resterait plus qu'à souhaiter que l'attrait de l'argent suffise à mobiliser les citoyens. Les indemnités touchées par les élus (et autres avantages) devraient normalement motiver une foule de plus en plus nombreuse d'exclus, chômeurs, RMIstes et trop bronzés qui seraient drôlement heureux de profiter d'un coup de pouce financier providentiel. Ces émoluments, indispensables, ne seront pas déterminants : il y a dans ce pays des masses de bénévoles qui s'investissent corps et âme dans toutes sortes d'activités, y compris dans le système politicien actuel, pourri et mafieux. Pourquoi pas dans un système politique rénové et propre qui n'en serait qu'encore plus

attractif ?

Chapitre VII : la stratégie

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir”.

Rivarol

Il faut bien sûr, en toute priorité, faire connaître ce projet politique au plus grand nombre. C’est l’objectif premier de cet ouvrage. L’éditeur sera-t-il relayé par les médias ? C’est loin d’être sûr : l’auto-censure des médias est probable. Si le lecteur est convaincu par mes propos, le bouche à oreille peut suffire. Dès lors, il est possible d’envisager de suivre deux pistes, dans la plus stricte légalité.

La première voie : c’est l’utilisation des institutions et du système politique tel qu’il existe.

Un nouveau parti politique peut être créé de toutes pièces et présenter des candidats à toutes les élections. Son programme serait ni plus, ni moins, que le changement de constitution et de république, la réunion d’une Assemblée Constituante et le remplacement de la votation et du suffrage universel par le tirage au sort et le système des groupes-citoyens. Ce parti politique, une fois l’objectif atteint, n’aurait plus de raisons d’être et se dissoudrait.

La caste politicienne, qui ne représente qu’elle-même, est ultra minoritaire. Même si elle dispose d’énormes moyens (l’appareil d’État, l’argent, les médias...) pour manipuler l’opinion publique, les oligarques sont condamnés à disparaître par la vertu du tirage au sort. Paradoxalement, c’est le suffrage universel qui se retournera contre eux. La droite est restée au pouvoir jusqu’en 1981, en montrant du doigt les communistes et en agitant, à chaque élection, l’épouvantail des “rouges”. Ils utiliseront le même ressort de la peur, les mêmes arguments éculés, les mêmes slogans dépassés, faciles à prédire : “Une aventure folle qui mènera au chaos ou à la chienlit”, qui “donnera le pouvoir à de nouveaux bolcheviks”, “une utopie poujadiste qui ruinera la France et les Français”, etc. J’imagine possible une coalition de droite regroupant l’UMP, l’UDF, le PS, le PC et quelques autres sous la bannière de la Défense de la Démocratie et du (si précieux) Suffrage Universel contre le nouveau parti politique qui s’appellera “Mouvement des Citoyens pour la Vraie Démocratie”, et qui de facto, occupera la place de la gauche actuelle. Pourtant sa place réelle ne peut se situer nulle part,

puisqu'il est en dehors de la norme politicienne, qu'il nie toute appartenance politicienne. Sa force provient du peuple-citoyen tout entier, sans distinction d'appartenance politique ou sociale : le cadre politique traditionnel vole en éclats, sa logique n'a plus de raisons d'être. Son contrat politique ne porterait plus sur des programmes et sur des discours creux, mais sur le changement des règles du jeu, la revalorisation du rôle politique de chaque citoyen, de tous les citoyens, la restitution de la parole et de l'initiative aux citoyens : c'est un changement complet du référentiel politique et du consensus institutionnel.

Cette démarche de création d'un nouveau parti politique est un compromis avec un système que je condamne, et elle me répugne. Elle est néanmoins indispensable car l'on ne peut pas se priver de ce moyen d'action. Le but est clairement défini : prendre légalement le contrôle du pouvoir politique actuel pour mettre en place une réforme des institutions qui rende le pouvoir politique aux citoyens sur la seule base démocratique acceptable : celle du tirage au sort et du groupe-citoyen.

Les membres de ce nouveau parti politique n'auront pas à se rallier à un système philosophique, économique ou social particulier, mais à un projet de renouvellement et de réforme de la démocratie fondée sur le tirage au sort et les groupes-citoyens. Ses militants s'engageront pour la mise en place d'institutions démocratiques nouvelles et non pas envers un quelconque nouveau parti politique. Ce nouveau mouvement doit intéresser toutes les composantes de la société, sauf les "élites" dominantes, l'oligarchie au pouvoir, qui opposera une résistance farouche. Il faut d'emblée prévoir qu'elle n'hésitera pas à utiliser tous les moyens légaux et illégaux pour contrer le Mouvement. Il faut donc que ce dernier recrute ses militants le plus largement possible : activistes altermondialistes, radicaux de gauche, ouvriers et employés qui votaient communiste et que l'on retrouve chez Le Pen, écologistes déçus par les querelles intestines chroniques des Verts, libertaires, féministes, chômeurs, RMistes, smicards et précaires, tous les citoyens des classes moyennes victimes de l'économie de marché mondialiste et de la pseudo-politique des États, etc.

"Qui va changer le monde ? Ceux à qui il ne plaît pas !" (Bertold Brecht). Mais tenter d'améliorer le monde représente toujours une menace pour le pouvoir en place qui réagira d'autant plus violemment qu'il se sentira en danger. Car les "grandes" réformes d'un Raffarin ne changent rigoureusement rien au train-train des mafias du pouvoir. Mieux, elles l'entretiennent et les perpétuent : en aucun cas ces soi-disant réformes ne s'attaquent aux vrais problèmes et à leurs causes profondes.

Le Mouvement luttera contre la classe politique et le système des élections au suffrage universel, contre les excès du capitalisme mondialiste, pour le respect de la vie et de la dignité humaines et la préservation des ressources naturelles. Il n'est plus possible aujourd'hui de se préoccuper de soi égoïstement, au niveau des individus comme à celui des États. Nous sommes tous concernés par le devenir commun, à l'échelle de la planète : là se trouve le vrai sens de la mondialisation, celui d'une morale collective.

La deuxième voie : c'est la mise en place spontanée, à la seule initiative des citoyens "d'en bas", des groupes-citoyens de base.

S'il existe dans ce pays un seul citoyen sur dix assez motivé et révolté contre le système actuel pour taper à la porte de ses voisins et les convaincre de participer à un groupe-citoyen, la partie est déjà gagnée. Cela relève d'une prise de conscience des individus qu'il est possible et réaliste de changer simplement la règle du jeu, et d'intervenir personnellement et directement dans sa mise en place et dans son fonctionnement. La constitution de groupes-citoyens en toute autonomie, en nombre suffisant et sur plusieurs niveaux de représentation, fera porter son poids de légitimité politique incontestable sur les représentations légales issues du suffrage universel et les mettront de fait, dans une situation inconfortable, en porte-à-faux avec les citoyens. Ceux-ci devront faire un choix entre leur rôle passif d'électeur et un rôle actif dans un groupe-citoyen. Le choix ne devrait pas être cornélien.

Ainsi, dans une commune par exemple, les deux stratégies peuvent concourir en parallèle. Des groupes-citoyens peuvent se créer localement et désigner leurs candidats pour une liste municipale. De cette manière on contourne, on court-circuite les partis politiques et on se débarrasse des notables et des roitelets locaux dont certains sont maires ... de père en fils !

Évidemment, la rencontre entre les deux voies peut se faire naturellement avec une interaction bénéfique : la création spontanée de groupes-citoyens peut alimenter les effectifs militants du nouveau parti politique et la création de ce dernier peut stimuler celle des groupes-citoyens et y trouver les soutiens nécessaires à son action dans le monde "d'en haut".

Chapitre VIII : avant de conclure

“Il ne faut pas confondre individualité et personnalité. En cherchant à se séparer le plus possible des autres, l'élément s'individualise; mais, ce faisant, il retombe et cherche à entraîner le monde en arrière... Pour être pleinement nous-mêmes, c'est dans le sens d'une convergence avec tout le reste, c'est vers l'Autre qu'il nous faut avancer. Le bout de nous mêmes, le comble de notre originalité, ce n'est pas notre individualité, c'est notre personne; et celle-ci, de par la structure évolutive du monde, nous ne pouvons la trouver qu'en nous unissant.”

Pierre Teilhard de Chardin

Rien d'important et de durable ne peut être réalisé sans l'appui du populaire.”

Sénèque

Les hommes ont toujours donné aux activités économiques un objectif qui dépassait la seule satisfaction des besoins matériels.

Dans l'Antiquité, l'ordre de la cité et le respect des divinités primaient. Au Moyen-âge, la pression de l'Église sur le salut des âmes imposait des règles de conduite. Plus tard, les physiocrates intégraient une morale dans les activités économiques avec des notions de juste prix, de juste salaire et de critique des taux d'intérêts usuraires.

Mais l'application des mathématiques à l'analyse économique depuis Léon Walras (1834-1910), a réduit l'homme à un simple rouage dans une conception mécaniste et matérialiste. Évidemment cette conception ne marche pas parce que les hommes ne sont pas des machines. Ils ont une liberté et des revendications à faire valoir. On sort du champ de l'économie pour entrer dans celui des valeurs. Produire plus, pourquoi et au bénéfice de qui ? Produire une humanité obèse et malade chez les riches alors qu'un milliard de personnes crèvent de faim ? Détruire les ressources limitées d'une planète que l'on épuise au détriment des générations futures ?

La catastrophe, c'est que cette conception mécaniste erronée est imposée à tous par une poignée de décideurs irresponsables qui cherchent le profit

immédiat, dictent la conduite de la politique de gouvernements fantoches et corrompus et vident la démocratie de sa substance.

Il est plus qu'urgent, cela devient une question de survie, de remettre la dimension et les finalités humaines au coeur de l'économie. L'économie devrait être un moyen et non pas une fin.

Il est peu vraisemblable que la morale puisse triompher de l'économie car les activités économiques deviennent trop souvent une fin en soi pour trop d'acteurs économiques. Par contre, il est possible de changer les règles du jeu économique. Mais cela ne peut se faire que par une remise en question du pouvoir économique par le pouvoir politique, seul susceptible d'imposer de nouvelles règles du jeu, de nouvelles lois.

Le système politique actuel est assis sur une branche pourrie qu'il est bien incapable de couper. En fait, c'est l'arbre de la société toute entière qui est pourri jusque dans ses racines. Il faut le faire tomber et replanter un arbre différent sur des racines nouvelles : celles d'un ordre politique radicalement différent et nouveau. Un ordre politique qui rende à chaque citoyen sa place politique dans une société plus égalitaire et plus juste. Il faut en finir avec la dictature des multinationales, la logique financière des actionnaires et du grand patronat. Leurs profits sont de plus en plus constitués par une véritable vampirisation des autres revenus : ceux des salariés, des retraités, de la protection sociale. Pour les vampires de la finance, il y a toujours trop de masse salariale, trop de protection sociale, trop d'impôts, trop de retraités.

L'économie de marché est fondée sur le droit de propriété et sur le pouvoir qu'il confère à son détenteur. Cependant, la propriété n'est pas la même chose que le pouvoir de décision. Telle entreprise, locale ou multinationale en société anonyme, peut voir sa propriété détenue à 60 ou 80 % par des petits actionnaires. Mais le pouvoir réel sera détenu par un ou plusieurs gros actionnaires pourtant largement minoritaires parce que les règles juridiques organisant les S.A. permettent la concentration du pouvoir effectif entre les mains des plus gros capitalistes, notamment grâce au système des mandataires. Souvent les administrateurs de ces sociétés qui cumulent tout le pouvoir de décision, ne possèdent que quelques pour cent des actions. C'est un système juridico-économique parfaitement injuste et illégitime : les droits des propriétaires ne sont même pas respectés. C'est en fait un système tyrannique, dictatorial, une escroquerie juridique de captation et de détournement du pouvoir au détriment de la majorité des propriétaires-actionnaires et des salariés de l'entreprise qui devraient eux aussi avoir leur mot à dire dans le fonctionnement et la stratégie de

l'entreprise. On comprend bien qu'il est impossible de changer quoi que ce soit dans ces règles du jeu économiques sans changer d'abord celles qui concernent le jeu purement politique.

Ainsi, le pouvoir économique monstrueux des multinationales n'est plus dépendant de la propriété de l'entreprise : il est directement dépendant du fonctionnement politique du corps social et la pseudo-démocratie actuelle devient son faire-valoir, son valet, et les politiciens faciles à corrompre, ses serviteurs zélés.

Ce n'est qu'en commençant par changer les règles du jeu politique que l'on pourra ensuite changer les règles du jeu économique. Il n'est pas possible de procéder autrement.

Au colonialisme et à l'impérialisme évidents des États sur des empires et des pays aux frontières bien définies, s'est insidieusement substitué ou rajouté le colonialisme et l'impérialisme nouveaux des grandes entreprises multinationales qui implantent leurs succursales sur toute la planète. Au nom du marché libre, de la libre concurrence, de la mondialisation, ces multinationales imposent leurs conditions, dictent leurs lois. La dictature des marchés, le contrôle et la manipulation des médias, détruisent insidieusement les fondements culturels et politiques de nos sociétés "démocratiques" par la déshumanisation et la dislocation des liens sociaux, la soumission et la corruption des politiciens professionnels. Les démocraties sont tombées sous la coupe réglée des multinationales et de la grande finance. Elles n'ont même plus besoin de faire jouer leurs lobbies : elles se sont payé les gouvernements, ouvertement. Les membres du gouvernement Bush viennent tous de l'industrie pétrolière et le ministre de l'agriculture vient de Monsanto. En Italie, le "cavaliere" a fait main basse sur la république et se concocte des lois sur mesure. Chez nous, le Medef gouverne indirectement avec tout un gouvernement à sa botte.

Quant à l'Europe, son fonctionnement bureaucratique et technocratique la positionne à des années-lumière des citoyens. Heureusement, le projet giscardien de constitution qui voulait pétrifier dans le marbre institutionnel les valeurs perverses du néolibéralisme et de la pseudo-démocratie, a été rejeté par une large majorité de citoyens français et hollandais. Mais ils n'ont pas abandonné et ils reviendront à la charge. Il faut leur opposer le seul projet qui puisse tenir le choc : celui de la vraie démocratie.

Ce que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation, n'est pas un phénomène nouveau, ni récent.

Historiquement, il est possible de dater son "démarrage" : par exemple en 1492, avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb ou en 1522 avec le tour du monde de Magellan. La mondialisation économique pourrait débiter avec les empires et les colonialismes ibériques, britanniques, français ou hollandais et la création des compagnies des Indes Orientales anglaise (1600), hollandaise (1602), française (1664), relayés plus tard par l'impérialisme des USA. (cf. annexes 1 et 2).

Mais la mondialisation, c'est aussi un phénomène de prise de conscience collective des limites de la planète et des liens et interactions entre ses habitants. La date charnière pourrait bien être 1968-1969. La révolte mondiale des étudiants et le premier homme sur la lune avec l'image si forte de la planète bleue vue de notre satellite. Un vrai choc. La terre est une planète limitée, finie. Nous sommes condamnés à nous entendre ou à nous autodétruire.

L'échec d'une demande de renouveau, plus ou moins bien exprimée dans les événements de mai 68, c'est d'abord l'incapacité à repenser le problème des structures politiques sur des principes complètement différents. Les leaders étudiants de l'époque étaient incapables de proposer autre chose qu'une resucée des idées de leurs aînés : maoïsme, marxisme-léninisme, trotskisme et autres gauchismes que l'Histoire avait déjà condamnés. Par la suite, la génération des soixante-huitards s'est parfaitement embourgeoisée et elle a sa part de responsabilité dans le chaos économique et social actuel. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, tant attendue, n'a évidemment rien changé de fondamental, ou des broutilles, à la rigueur.

Où les esprits étroits aux vieilles idées bien incrustées ne voient que l'intérêt national, la conquête du parti et du pouvoir, les races et les économies opposant leurs intérêts respectifs les uns aux autres, les esprits libres, libérés du joug du politiquement correct, de la langue de bois et de la dictature de la culture conformiste et de l'éducation de papa, ne voient que des êtres humains qui veulent retrouver des raisons de vivre ensemble, en harmonie, avec eux-mêmes, entre eux et avec la nature. Le vingtième siècle a vu une évolution prodigieuse dans tous les domaines. Sauf dans la politique. Il n'y a pas que le mammoth de l'Éducation Nationale qu'il faut "dégraissier" : les diplodocus politicratus sont prioritaires !

C'est bien pourquoi il ne suffit pas de s'attaquer au discours vide des politiciens professionnels, indexé sur celui de l'idéologie économiste. Il faut s'en débarrasser. Avec le modèle que je propose. Et ne pas compter sur une

gauche politicienne qui s'est laissée contaminer par la pensée ultra-libérale, qui n'a plus de doctrine propre et qui n'est plus porteuse d'espérance et de renouveau. Avec l'exemple catastrophique d'un Jospin, simple gestionnaire du quotidien, rallié à la "realpolitik", oubliant de faire les réformes de fond et laissant ce soin à ses successeurs, une droite radicale et revancharde qui n'a pour autre objectif que de s'aligner sur l'ultra-libéralisme inauguré par les années Reagan-Thatcher. Les "réformes" de Chirac-Raffarin ne sont évidemment pas celles qu'attendent la plupart des citoyens de ce pays. Celles de Villepin-Sarkozy sont du même tonneau. Elles sont faites pour les privilégiés de la grande finance et du grand patronat. Pour soumettre le pays à la dictature capitaliste et mondialiste de l'oncle Sam. Ce ne sont pas des hommes politiques, mais des marionnettes, des larbins du fric.

La gauche a échoué et elle continuera d'échouer parce que les forces "progressistes" fonctionnent suivant des modèles truqués et pervers qu'elles sont incapables de voir et de dénoncer. Les forces de gauche ont accepté le jeu politicien et les élections de la pseudo-démocratie. Parce que les esprits de gauche n'ont pas compris à quel point ils sont conditionnés, déformés et soumis à un mode de pensée pervers, à une culture oligarchique qui a imposé insidieusement ses règles du jeu frelatées, sa constitution, ses élections, sa compétition pour le pouvoir, son pseudo-élitisme, sa société de consommation, son mythe de la croissance, son lavage de cerveaux télévisuel, etc.

Il faut prendre conscience que nos mentalités, nos sentiments, nos pensées et nos actions sont des fabrications d'un système culturel, social, politique, économique, qui les a totalement formatés et conditionnés. La superstructure politique institutionnelle induit des modèles de comportements et de pensées qui conditionnent les individus et les citoyens. Pour libérer les citoyens de cette emprise mentale, il faut nécessairement détruire ce conditionnement à la source, c'est-à-dire détruire la superstructure pseudo-démocratique et le mythe pervers des élections au suffrage universel.

Si nous voulons transformer la société d'une façon profonde et décisive, la rendre plus juste et plus humaine, ce ne peut être que par un changement radical de référentiel, le référentiel déterminant étant le référentiel politique. Le talon d'Achille du système consiste en ses règles du jeu politique, condensées sur le point focal des quelques lignes de la sacrosainte "constitution". Il est possible de court-circuiter le système avec de nouvelles règles du jeu, telles que je les ai définies, faciles et simples à mettre en oeuvre à la seule initiative des citoyens. C'est pour moi la seule solution si nous voulons transformer la société d'une façon radicale, rendre

le pouvoir politique aux citoyens et mettre l'économie au service de l'humanité.

Des masses énormes d'énergie et d'invention sont libérées d'une manière explosive quand une société nouvelle crée des conditions qui répondent à l'attente de l'humanité. Les sociétés pseudo-démocratiques doivent et peuvent être changées, les rapports humains conditionnés par nos sociétés malades doivent et peuvent être changés, des possibilités infinies peuvent s'ouvrir aux individus et aux groupes.

Aussi longtemps que nous nous laisserons manipuler par les politiciens et que nous continuerons à participer à la grande mascarade des élections "démocratiques" en allant régulièrement mettre un bulletin de vote dans une urne au bénéfice d'un boni...menteur quelconque, l'escroquerie "démocratique" continuera.

Le vocabulaire des tenants de la pseudo-démocratie est tout aussi efficace que celui des religieux pour entretenir le mensonge, la duplicité, la manipulation et la confusion des esprits. C'est au nom de l'amour de Dieu, du Christ, d'Allah ou de Yahvé que des malades mentaux ont fait couler et continuent de faire couler des fleuves de sang.

L'oligarchie et les politiciens professionnels à son service obtiennent la même confusion intellectuelle et émotionnelle en utilisant un vocabulaire hypocrite et séduisant qui camoufle des intentions et des actes sans rapport avec les mots utilisés. Liberté, égalité, fraternité, gouvernement du peuple par le peuple, représentation populaire, légalité républicaine, démocratie citoyenne, etc. Autant de mots qui nous touchent dans notre espoir d'une société véritablement unie où nous aurions le sentiment de participer vraiment et pleinement à la vie collective pour le bien de tous. Avec cette langue de bois et les rituels sacralisés des élections "démocratiques", les politiciens professionnels nous embrouillent et nous trompent. Si l'escroquerie démocratique qui consiste à faire passer une pseudo-démocratie pour la vraie, fonctionne si bien, n'est-ce pas justement à cause de cette soif de justice et de vraie démocratie que nous avons tous, à cause de cet espoir d'un monde meilleur ou règneraient l'entraide et la solidarité et non la compétition forcenée et la seule et unique loi du fric ?

Plus que jamais de plus en plus de citoyens comprennent que les élections ne signifient plus rien. Que signifient les 82 % d'un Chirac ? Les outrances fascistes et racistes d'un Berlusconi ? Les mensonges démontrés du "socialiste" Blair ? Le mensonge et la manipulation d'Aznar, heureusement sanctionnés par le peuple espagnol ? Les deux élections truquées de Bush et sa nouvelle croisade du "Bien" contre le "Mal", au nom

de “in God we trust”, ce qui ne vaut pas mieux que le “Gott mit uns” du Troisième Reich ou que le “jihad” au nom d’Allah ?

Que signifient 70 % de députés UMP alors que Chirac n’a obtenu que 19 % des votes au premier tour des présidentielles ?

Je dénie à ces députés-là la moindre légitimité. Ils ne représentent rien à part eux-mêmes. Ils ne peuvent même pas se prévaloir de la légalité : ils sont dans l’illégalité la plus criante puisque les élections législatives de 2002 sont en complète infraction avec le Code électoral.

La principale fonction des députés est de participer à un rituel de validation des décisions prises ailleurs, dans un soi-disant gouvernement qui n’est en fait que la partie visible de la classe dirigeante. Que ce gouvernement soit de droite ou de gauche ne change rien à l’affaire. Ainsi, le “choix” prétendument laissé aux électeurs n’en est pas un réellement.

Pourtant des millions de citoyens ont le sentiment d’avoir quelque chose à dire pour contribuer à la vie politique mais sans passer sous les fourches caudines des partis politiques dont ils se méfient à juste titre.

Il n’existait pas de solution qui leur permette une participation active. Aujourd’hui, cette solution existe : c’est le système que je propose.

Certes, sur des affaires qui les touchent de près, les citoyens peuvent organiser des manifestations ou des grèves. Mais la plupart du temps, cela ne sert strictement à rien. Le pouvoir en place est sourd et n’écoute personne. Quand il le fait, c’est uniquement pour briser les élans populaires quand ils deviennent trop bruyants, ou pour préserver des intérêts purement électoraux.

La “représentativité” du gouvernement est une fiction, un rideau de fumée. On fait voter les citoyens régulièrement et le tour est joué : on les a si bien convaincus qu’ils ont la liberté de choix ! On fait croire aux citoyens que la “démocratie” fonctionne automatiquement en suivant scrupuleusement les procédures qui organisent les élections et le scrutin. On leur fait croire que l’essence de la démocratie réside dans ces règles du Code électoral, qu’elles *sont* la démocratie.

Mais ces règles, ces lois, ne sont même pas respectées !

En fait, l’essence de la démocratie n’a rien à voir avec ces règles frelatées. L’essence de la démocratie a tout à voir avec la nature des rapports que les citoyens établissent entre eux. La vraie démocratie implique des rapports de confiance entre les citoyens. Une véritable société démocratique est celle

dont les membres sont tous solidaires, liés par une entente commune basée sur une égalité politique réelle que seul un système fondé sur le tirage au sort rend évidente. Ce nouveau fondement politique crée des liens communautaires de confiance, de sympathie et des myriades de rapports humains bénéfiques qui rendent inutiles l'égoïsme, le quant-à-soi, l'agressivité, la compétition, la violence.

La dictature de la compétition n'est que la dictature de la course au pouvoir. Cette dictature a pour valeurs la supériorité des plus forts, des plus riches, des plus diplômés, des plus pervers, des plus fous. Elle conduit le monde dans les abominations du racisme, de l'esclavage légal, des guerres et du terrorisme par réaction. Parce qu'elle défend des valeurs qui ne peuvent être universelles.

L'essence de la pseudo-démocratie consiste à délimiter une pseudo-élite et à imposer qu'elle seule profitera des avantages du pouvoir, tout le "reste" n'existant que pour être à son service. C'est pourquoi elle est en parfaite harmonie avec le capitalisme et l'impérialisme qui imposent leurs "droits" à exploiter, pressurer, tyranniser, massacrer, de toutes les manières possibles et imaginables, pourvu que leur "logique" financière soit respectée. La pseudo-démocratie ignore et ne peut comprendre cette qualité intrinsèque de la vraie démocratie qui est l'universalité.

Ne peuvent être universellement acceptées que des valeurs reconnues universellement comme positives et bonnes pour tous, sans exception : un bien-être matériel convenable, la santé, l'éducation et la culture, la sécurité, la paix, la justice ; toutes les formes de satisfactions qui ne consistent pas à imposer une supériorité des uns sur les autres par la compétition et toutes les formes de violences.

Démocratie et compétition s'excluent mutuellement. La compétition entre les partis politiques et entre les politiciens professionnels dans la course au pouvoir peut s'épanouir pleinement grâce au système des élections au suffrage universel qui crée l'illusion de la démocratie. Il faut sortir de cette illusion qui engendre un pouvoir pervers et une pseudo-démocratie à son service. La persistance de cette illusion démocratique de l'occident capitaliste est certainement le plus grand obstacle à une transformation fondamentale de la société. La pseudo-démocratie est incapable, par nature, de procéder à des changements profonds et nécessaires parce que ce que l'on appelle "démocratie" n'est que la manière dont la recherche du pouvoir et de l'exploitation ont été institutionnalisés. Cette pseudo-démocratie est exactement faite pour empêcher un changement fondamental. Elle bloque la société dans son carcan et cet immobilisme génère en retour toutes les

violences imaginables. Notre “démocratie” nous impose un pouvoir non représentatif et donc illégitime. Par conséquent, on ne peut rien attendre des politiciens de droite comme de gauche. L’initiative doit venir des citoyens eux-mêmes.

Les Grecs ont inventé la démocratie pour empêcher les abus de pouvoir. La seule manière d’y parvenir est de le diluer jusqu’à l’individu-citoyen pour éviter sa concentration entre trop peu de mains, d’en limiter l’exercice à des périodes très courtes, d’éliminer toute forme de compétition pour son obtention et de voter collectivement pour prendre des décisions qui concernent tout le monde : la collectivité. Mais on a tellement bien conditionné les citoyens, on leur a tellement bien appris que le seul moyen civilisé de participer à la vie politique consistait, de temps en temps, à mettre un bulletin de vote dans une urne et à s’en remettre aux seuls politiciens professionnels. Un lavage de cerveaux collectif qui empêche tout le monde, y compris les intellectuels censés faire ce travail, d’imaginer des moyens plus honnêtes, plus justes, plus directs, plus transparents, plus dignes que les élections au scrutin. Alors que ces moyens existent depuis l’invention de la démocratie, il y a 2500 ans ! Mais ils sont volontairement rejetés dans les oubliettes de l’Histoire parce qu’ils remettraient en question le pouvoir de l’oligarchie et des pseudo-élites.

Le but ultime des détenteurs du pouvoir (et chaque citoyen détient sa part du pouvoir) devrait donner la priorité à tout ce qui peut encourager la coopération sociale, l’entraide entre les hommes, pas seulement dans une optique nationale étriquée et égoïste, mais dans l’ensemble de l’humanité, par delà les frontières politiques artificielles.

L’obstacle majeur, c’est l’existence permanente d’un réservoir intarissable d’hommes dévorés d’ambitions, de pervers, de mégalomanes, de fous de tout genre. Rien n’arrête leur agressivité, leur volonté de puissance et de supériorité. Ils sont comme les cellules cancéreuses qui envahissent et rongent un organisme : ils pourrissent la société. Ils s’emparent de tous les leviers de commande à leur portée dans tous les domaines où c’est possible : la politique, la religion, l’économie, la science, le social ou même l’humanitaire. Une fois qu’ils ont acquis un pouvoir, ils ne le lâchent plus, en cherchant d’autres plus importants, sauf s’ils sont arrêtés par un concurrent plus fort, plus retors et plus acharné.

On ne peut changer cet état de choses qu’en changeant les circonstances politiques, les règles du jeu qui autorisent et encouragent la prise du pouvoir par une infime minorité. L’histoire des hommes n’a cessé de nous démontrer que l’on ne peut pas faire confiance à une minorité pour

défendre les intérêts de tous. Au contraire, lorsqu'une minorité détient le contrôle du pouvoir politique, la majorité tombe toujours dans l'esclavage ou l'exploitation. Les Grecs de l'Antiquité l'avaient bien compris.

Les citoyens doivent imposer, à leur initiative, un système de représentation fondé sur le tirage au sort et les groupes-citoyens dans toutes les situations où le besoin d'une vraie démocratie s'impose : dans la politique, dans les syndicats, dans les entreprises, dans les associations, dans les assemblées d'actionnaires.

Aujourd'hui, les citoyens savent qu'ils n'ont rien à attendre des politiciens. Les chiffres records des abstentionnistes aux élections, le prouvent. Les citoyens sont en manque. En manque de politique. En manque de démocratie. De la vraie politique. De la vraie démocratie. Il existe une demande réelle pour autre chose. Ils sont capables de se mobiliser bénévolement pour toutes sortes de combats, comme le mouvement humanitaire ou celui des altermondialistes et dans une foule d'associations et de groupements qui cherchent simplement à améliorer le monde dans lequel on vit. Mais il manque l'essentiel : une véritable offre politique, un changement de perspective, un changement de la règle du jeu politique.

C'est celle que propose le M.C.V.D. La voie est toute tracée, claire, nette et droite. Elle veut unir les citoyens tandis que la vocation des partis politiques et des politiciens consiste à diviser le peuple pour mieux le manipuler.

Tout va de plus en plus mal sur cette planète et rien ne s'arrangera, au contraire, il n'y a aucun espoir à avoir, tant que tous les pouvoirs seront entre les mains sales d'une poignée d'individus pervers. La bonne solution pour contrer cette concentration des pouvoirs a été imaginée il y a 2500 ans par le génie de quelques hommes clairvoyants et elle a fait ses preuves. L'initiative n'appartient qu'aux citoyens, à des volontés conscientes et agissantes capables d'entraîner à leur suite la masse indécise. "Le monde ne sera sauvé, s'il peut l'être, que par des insoumis" (André Gide). Il est encore possible d'agir avant qu'il ne soit trop tard, avant que le point de non retour ne soit atteint. Le temps presse...

CONCLUSION

“Toute idée claire que nous formons diminue notre esclavage et augmente notre liberté”.

Alain

“Povres brebis on vous a bien séduictes. Ce sont des loups, que les troupeaux séduisent du droit chemin et à mal les inclinent”.

Clément Marot

La pensée démocratique est tout aussi méconnue et trahie que les Évangiles. Elle a été châtrée par la conspiration des élus, vidée de son bon sens par la bêtise des arrivistes, des ambitieux, des prêts-à-tout-pour-réussir-au-détriment-des- autres. C’est ainsi que les folies de quelques-uns sont devenues les terreurs de peuples entiers.

Comment peut-on continuer à croire aux vertus d’une démocratie qui installe au pouvoir un Sharon, criminel reconnu comme tel par la justice de son propre pays ? Comment peut-on appeler démocratie un système qui installe aux commandes de la première puissance mondiale, le milliardaire Bush, bouffon demi-débile, marionnette commode et probable manipulée par des éminences grises et perverses aux plus noirs desseins, élu deux fois en truquant les élections ? Et ils osent présenter la démocratie de l’oncle Sam comme un modèle idéal ! Comment appeler démocratie un système qui porte au pouvoir un Chirac, champion des primes à la casserole, qui échappe aux juges et aux lois ? (même si les 14 millions de Francs de “frais de bouche” de Chirac ne sont qu’un amuse gueule en comparaison des frais de Bush en Irak)... Mais “Les lois sont les toiles d’araignées à travers lesquelles passent les grosses mouches et où restent les petites” (Balzac) ; un Chirac élu avec plus de voix de ses adversaires de gauche que de ses partisans de droite ? Et un Berlusconi, milliardaire mafieux se réclamant ouvertement du fascisme, propriétaire d’un quasi-monopole sur les médias et qui peut donc manipuler l’opinion à sa guise ?

Ce sont les signes évidents et avant-coureurs de sa décrépitude. La démocratie agonise dans les affres de la corruption et de la pourriture. Elle

n'est plus qu'un alibi lamentable, hypocrite et cynique, un paravent délabré qui ne cache même plus la misère sordide d'une Marianne prostituée honteusement par les maquereaux de la politique, au nom de l'intérêt général, à la voracité insatiable des margoulins de tout genre. Sa fin est peut-être plus proche qu'on ne l'imagine. Le contrôle permanent des citoyens est déjà réalisé avec les téléphones portables, la vidéo-surveillance, le système d'écoutes et d'espionnage mondial mis en place par les États-Unis (réseau Echelon), le vote électronique, incontrôlable et manipulable à loisir, qui ne tardera pas à nous être imposé, l'implantation de puces électroniques sous la peau dont on nous fait déjà miroiter les avantages innombrables...³ Nous sommes déjà dans le "Meilleur des mondes" d'Huxley et au delà de "1984" d'Orwell ! Et " Nul n'est plus esclave que celui qui se croit libre sans l'être" (Goethe).

Pour en sortir, si c'est encore possible, il faut nécessairement une prise de conscience des individus sur la base d'une idée toute simple, capable de provoquer une véritable réaction en chaîne au niveau de chaque citoyen. Pour faire face à un monde de plus en plus complexe, de plus en plus insaisissable, de plus en plus fou, il faut des idées simples, fortes et stables. Faut-il se résigner comme Aristote, lorsqu'il déclare : "Les hommes sont devant les idées simples comme les chauves-souris devant la lumière : ils sont aveugles" ? Je ne le crois pas, bien au contraire !

Il est évident aujourd'hui qu'un énorme besoin de changement se fait sentir sur le plan politique.

Ce que l'on appelle démocratie aujourd'hui n'est qu'une parodie de l'idéal démocratique initié par la Grèce antique, qu'une immense majorité de citoyens de cette planète porte dans son cœur. Cette démocratie trahie par l'Occident doit impérativement revoir et corriger ses règles du jeu pour devenir mondiale. Sinon elle sera, et c'est bien avancé, même chez nous,

3 La société américaine Applied Digital Solutions Inc. a présenté à Paris, en novembre 2003, la première puce implantable sous la peau servant de moyen de paiement. Cette puce, *repérable et suivie par satellite*, pouvant être contrôlée et interrogée à distance "à votre insu de votre plein gré", mouchard parfait donc, permettra à Big Brother de surveiller 24 heures sur 24, non seulement vos ressources bancaires, mais également tous vos déplacements, tous vos achats, vos données médicales, vos comportements etc. Tous les ingrédients abjects du totalitarisme d'une machine infernale de contrôle absolu des individus sont en train de se mettre en place dans le dos des citoyens et sans leur demander leur avis.

engloutie par la dictature capitaliste et libérale avec la bénédiction du suffrage universel. Les règles du jeu sont faussées parce qu'une caste dirigeante, une "élite" politicienne se cramponne au pouvoir et s'arroge le rôle d'arbitre, soutenue par des intérêts particuliers, alors que ce rôle devrait revenir au peuple. L'arbitre est disqualifié et doit sortir du jeu, et les règles du jeu elles-mêmes doivent être revues pour remettre la démocratie sur ses rails.

La démocratie actuelle, qui n'est qu'une parodie de démocratie, peut s'écrouler aussi vite que le mur de Berlin ou que le régime communiste de l'ex-URSS.

Tous les grands empires ont fini par s'écrouler et disparaître, soit du fait des luttes internes pour le pouvoir qui les ont ruinés, soit du fait d'une confrontation avec un autre empire conquérant et souvent du fait de la réunion de ces deux facteurs.

En l'espace de deux siècles, ce que l'on peut appeler l'empire occidental, largement dominé par les États-Unis, fondé sur des révolutions industrielles, scientifiques et techniques, a connu un essor explosif et a développé un modèle de civilisation qu'il impose au monde entier. La nouvelle guerre mondiale imposée "contre le terrorisme" par une pseudo-élite internationale après les attentats du 11 septembre 2001, n'est qu'un vaste complot politique, militaire et financier pour soumettre les citoyens de tous les pays à une mondialisation ultra-libérale forcenée.

L'hégémonisme outrancier et sans limites des États-Unis, leur impérialisme, qui dictent leurs lois crapuleuses à toutes la planète, ne dureront pas éternellement. Au rythme accéléré où vont les choses, il n'est pas nécessaire d'être un grand prophète pour prédire des catastrophes prochaines, économiques, écologiques et avant tout humaines. Il ne s'agit pas de jouer les pythonisses. Il faut être très clair : chaque citoyen de cette planète est responsable de son avenir personnel et collectif. Il n'est plus possible aux citoyens de se décharger de toute responsabilité politique sur une caste de politiciens qui s'approprient le pouvoir et trahissent les aspirations légitimes et universellement partagées des citoyens à la paix, à la justice et à la dignité.

"Un être qui s'habitue à tout, voilà, je pense, la meilleure définition qu'on puisse donner à l'homme" (Dostoïevski). Le citoyen s'habitue à tout , même au pire. Il se fait le complice de ceux qui imposent le pire, surtout quand il contribue à leur donner une légitimité dans les régimes dits

“démocratiques”. Prompt à s’indigner pour les victimes, le citoyen accepte de payer le tribut du sang prélevé sur la collectivité par les fous qui sont au pouvoir ou par ceux qui veulent y parvenir. Perdu au milieu de la masse innombrable et rassurante, il espère préserver son petit confort égoïste et échapper aux malheurs et aux fléaux qui s’abattent sur d’autres. Il oublie que les autres peuvent être ses propres enfants ! Il oublie que les autres sont ses frères en humanité !

La seule réponse est politique.

La politique fonctionne avec des règles définies par tout un arsenal juridique : constitution, lois, règlements, code électoral etc. Ces règles définissent le mode d’emploi d’un jeu, le jeu politique.

Tout jeu est fondé sur seulement deux principes : la compétition et le hasard, ou une combinaison des deux. La votation et le suffrage universel sont des règles du jeu fondées sur la compétition ; une compétition censée sélectionner les “meilleurs”, les plus “compétents”. Il n’est plus à démontrer que cette compétition sélectionne les individus les plus incompetents, les plus arrivistes, les plus pervers, les plus dangereux pour la société. Il faut donc changer ces règles du jeu absurdes et remplacer la compétition par le hasard.

La Grèce antique était une société d’artisans et de commerçants qui se faisaient concurrence les uns aux autres sur le marché. Mais la compétition ne se limitait pas au domaine économique. Songeons à l’importance de la culture sportive dans la Grèce antique et à sa culmination dans les compétitions des jeux sportifs à Olympie. Cependant, dans leur grande sagesse, les Anciens ont su organiser les règles du jeu de la politique en les fondant sur un autre ressort que la compétition. Ils ont préféré confier au hasard le soin de régler le jeu du pouvoir politique. Et cela a très bien fonctionné durant plus d’un siècle.

Le meilleur et le seul système possible, les Grecs de l’Antiquité l’ont démontré, est celui du tirage au sort. C’est une clef antique et magique qui peut ouvrir sur l’avenir une multitude de portes bloquées par l’aveuglement intéressé des “meilleurs”.

Dans une société aussi vaste et complexe que la nôtre, à l’intérieur de laquelle existent d’incommensurables différences de richesses et de pouvoirs, il est impossible d’attribuer à chaque individu la juste récompense de son mérite personnel par l’utilisation d’une compétition régie par des règles injustes. Un sentiment profondément ancré d’injustice et d’impuissance en résulte inévitablement, avec l’idée généralement partagée

par tous que le monde est définitivement mauvais et la société toute entière, pourrie.

Le capitalisme mondialiste exige la compétition, la concurrence, l'envie, la cupidité, la réussite. Il trouve son soutien politique dans la démocratie libérale. L'hostilité au capitalisme s'appuie sur des valeurs d'altruisme, de fraternité, de dignité, de paix, de justice, que le système de la votation et du suffrage universel ne permet pas de soutenir et de promouvoir. La loi du monde n'est pas dictée par le pouvoir politique mais par le pouvoir financier.

La seule réponse consiste à changer les règles du jeu de la démocratie.

La seule réponse consiste à remplacer la compétition imbécile du suffrage universel par le tirage au sort, la juste division et répartition du pouvoir politique entre tous les citoyens.

On ne changera jamais les hommes. Ils ont toutes les qualités et tous les défauts imaginables. Ils sont capables du meilleur comme du pire. Mais on peut toujours changer les règles du jeu ! Cela peut induire un changement profond de la société et même rendre possible une inversion radicale du modèle de développement en rendant sa place à la dimension humaine écrasée par la dictature de l'économie et de la finance.

L'action politique des politiciens est une tromperie. Elle affirme en permanence qu'elle sert l'intérêt public, alors qu'elle ne sert que les seuls intérêts de son titulaire et de quelques complices privilégiés.

Empêtrés dans les subtilités de leurs jeux politiciens, les dirigeants se trompent continuellement et trompent leurs électeurs.

Les qualités nécessaires à la prise de décisions politiques ne se trouvent pas dans le groupuscule ultra-minoritaire des profiteurs, des ambitieux, des arrivistes, totalement absorbés par leurs combines et leurs magouilles, pas plus qu'elles ne se trouvent chez les intellectuels professionnels et médiatisés qui ne cherchent qu'à se distinguer, à briller du haut de leur suffisance et de leur rhétorique superficielle. En matière de prise de décision politique, les meilleurs sont les plus nombreux : ce sont les citoyens ordinaires. Mais encore faut-il qu'ils puissent exercer leur pouvoir. La démocratie actuelle les en empêche, par les règles du jeu frelatées de la votation et du suffrage universel. Rien, absolument rien, n'interdit aux citoyens l'invention et la mise en oeuvre d'une nouvelle règle du jeu, parfaitement démocratique, qui leur rend toute l'initiative et l'accès direct à la politique. Les citoyens qui m'auront lu savent désormais qu'ils ont entre

leurs mains une nouvelle règle du jeu et qu'ils ont un choix simple à faire entre la passivité coupable et complice ou l'action généreuse, responsable et productive. On ne peut détruire un pouvoir qu'avec du pouvoir, celui, parfaitement légitime que détient chaque citoyen.

Il faut aussi remettre en cause le pouvoir de tous les experts, technocrates, savants, spécialistes etc. qui prétendent savoir pour les autres ce qu'ils sont, ce qu'il leur faut, ce qu'ils pensent ou doivent faire ou penser. Il est grand temps de s'apercevoir que les ignorants savent plus qu'on ne croit et les faux savants et apprentis sorciers moins qu'on ne pense.

Il faut que la rue, les lieux publics ou privés deviennent les agoras permanentes ouvertes à toutes les manifestations libres des citoyens sans craindre l'anarchie ou le désordre : c'est là que se trouve la vraie dimension du civisme ! Mais les politiciens et l'appareil d'État ne supportent pas que les citoyens échappent à leur contrôle. "La loi est l'expression de la volonté générale. *Tous les citoyens* ont le droit de concourir *personnellement*, ou par leurs représentants, à sa formation" (article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789). Il faut préparer le retour du citoyen sur le devant de la scène, lui redonner l'accès direct aux leviers de commande, ou bien s'attendre à encore plus de chaos et de violence, et à l'échelle de la planète.

Quand verrons-nous des gouvernants prêter serment sur une "Déclaration Universelle des Devoirs des Gouvernants et des États" qui les engagerait "à respecter la vie et à ne jamais verser le sang des citoyens" (article premier) "à respecter et à aider les plus faibles et les démunis" (article 2) "à accorder la priorité à l'éducation, à la santé, à l'élévation du niveau de vie et de conscience de tous"(article 3) "à ne pas mentir et à ne pas tromper le peuple" (article 4) etc.

Quand verrons-nous une Organisation des Citoyens du Monde remplacer une ONU stérile et impuissante sous la coupe réglée des États-Unis ?

Nous vivons sous l'emprise d'une mythologie, celle du suffrage universel, qu'il est extrêmement difficile de remettre en question parce que nous sommes tous victimes d'un conditionnement, d'une aliénation collective.

Toutes les décisions sont prises ailleurs que là où elles touchent ceux qui sont directement concernés. Ceux qui font fonctionner la société au plus bas de l'échelle, en prise directe sur la réalité du terrain, n'ont aucun moyen de faire entendre leur voix dans les entreprises, les administrations, les institutions politiques, économiques et sociales : tout cela tend à fonctionner comme autant de machines stupides, pour elles-mêmes, sans raison, parce

que leur arrêt ou un autre mode de fonctionnement est tout simplement inimaginable. Il s'agit bien de rechercher une nouvelle distribution du pouvoir pour que chacun puisse reprendre l'initiative.

Toute l'organisation de nos sociétés est axée et structurée autour de la compétition, de l'élitisme, de l'arrivisme, de la cupidité, de la loi du plus fort. C'est l'origine de la violence et des maux dont souffre l'humanité. Les politiciens traitent les citoyens avec condescendance, les méprisent, les ignorent, favorisent et excitent la convoitise et les bas instincts dans le seul but de les maintenir dans la dépendance pour mieux les exploiter. La seule réponse à la violence sournoise des "élites" au pouvoir, c'est la mise en place d'une vraie démocratie où l'autorité et le pouvoir seraient partagés par tous, où la sagesse et la compétence seraient entre les mains des citoyens, de *tous* les citoyens.

Il ne suffit pas de comprendre cette mythologie de la fausse démocratie, de la raconter, de l'expliquer. Cela ne suffit pas si l'on veut sortir de son emprise. Il faut de plus savoir qu'il existe une porte de sortie, soigneusement dissimulée par les "élites" sous la poussière des siècles, la mettre à jour et l'ouvrir pour enfin en révéler l'existence à tous. Cette porte ne peut s'ouvrir que sur un monde meilleur : il ne peut pas être plus mauvais que celui dans lequel nous vivons !

Le système du tirage au sort et des groupes-citoyens a pour premier mérite de s'affranchir complètement de la tutelle et de l'emprise de l'appareil d'État qui fait seul fonctionner le système électoral et qui a seul la mainmise sur son organisation. Il rend le pouvoir politique aux citoyens du simple fait qu'il leur laisse l'initiative dans l'organisation et le fonctionnement de la démocratie elle-même.

La justice économique et sociale ne peut se passer de la justice politique, elle-même indissociable d'une démocratie qui ne soit pas formelle mais réelle.

Il faut que la démocratie sorte enfin de son infantilisme, conséquence du droit de vote et du suffrage universel qui instituent un pouvoir pervers et un peuple victime. La démocratie peut devenir adulte en se grandissant avec le tirage au sort. Elle sortira alors du manichéisme imbécile des Bons et des Méchants, de la droite et de la gauche, d'un Bush qui brandit la Bible et d'un Ben Laden qui brandit le Coran, d'autant que la Bible et le Coran disent exactement la même chose : "Tu ne tueras point". Il ne faut pas se contenter d'attendre que les peuples arrivent un jour à perdre le respect et l'admiration qu'ils ressentent pour ceux qui leur font du mal.

Le citoyen ne doit pas s'en laisser compter et doit montrer son intelligence. Il doit refuser l'imposture intellectuelle de la classe politique et des "élites" dominantes. Il doit refuser la pensée unique et le politiquement correct qui imposent une norme totalitaire au nom d'une pseudo démocratie.

Une démocratie de la langue de bois, qui se veut respectueuse de prétendues compétences et de sacro-saintes institutions, finit par rejoindre les aberrations du communisme bureaucratique et mafieux dans le laminage et l'écrasement des aspirations légitimes des citoyens. La vraie démocratie est à portée de la main. Encore faut-il tendre le bras pour la saisir, frapper à la porte de ses plus proches voisins.

"La véritable démocratie exige de chaque citoyen un engagement actif et courageux" (Gandhi).

Si les citoyens n'ont pas cette volonté, le pire est à venir.

"Ce ne sont pas ceux qui font le mal qui rendent le monde insupportable, mais ceux qui regardent et qui laissent faire" (Albert Einstein).

J'ai un rêve : voir enfin le troupeau de moutons foncer tête baissée sur des bergers qui ne savent que les tondre et les conduire à l'abattoir.

J'ai un rêve : celui d'une vraie révolution qui n'aurait rien à voir avec les révolutions passées car elle rejetterait les illusions des révolutions et leurs violences.

Un renouvellement de la démocratie qui redonne son vrai sens à la liberté par une reconquête de l'égalité et le retour en force de la fraternité retrouvée.

Une révolution douce qui rende aux hommes la paix, la justice et leur dignité.

“Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps ; vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps ; mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps”.

Abraham Lincoln

“La politique c’est viser l’impossible et l’impossible c’est de viser très haut”.

Laurent de Médicis dit le Magnifique

“L’univers fait tout ce qu’il peut pour empêcher une malheureuse idée d’arriver à son terme”.

Paul Valéry

ANNEXES

Annexe 1 : extraits d'un discours prononcé en 1933 par le général-major Smedley Butler, USMC :

“La guerre est une escroquerie. Si je ne m’abuse, une escroquerie se définit comme quelque chose qui n’est pas ce qu’elle semble être aux yeux de la majorité des gens. Quelques initiés seulement savent de quoi il retourne. Elle est menée au profit d’un tout petit nombre aux dépens des masses.

Je prône une bonne défense le long des côtes et rien de plus. Si une nation vient vers nous pour se battre, nous nous battons. Le problème, c’est que lorsque le dollar ne rapporte que du 6% ici, l’Amérique commence à s’agiter et s’en va à l’étranger pour essayer de gagner 100%. Alors le drapeau suit le dollar et les soldats suivent le drapeau.

Je n’irai plus en guerre, comme je l’ai fait, pour protéger les infâmes investissements des banquiers. Il n’y a que deux choses pour lesquelles nous devrions nous battre : la défense de nos foyers et la Déclaration des Droits. Faites pour toute autre raison, la guerre n’est qu’une escroquerie.

Il n’y a rien, dans le sac de l’escroquerie des capitalistes, que les militaires ignorent. Il y a les “rapporteurs” qui désignent les ennemis, les “gros bras” pour les détruire, les “cerveaux” qui préparent la guerre, et un “grand patron”, le capitalisme supranational.

Cela peut sembler étonnant qu’un militaire comme moi tienne un tel langage. Je le dois à la vérité. J’ai passé trente-cinq ans et quatre mois en service militaire actif au sein de la force la plus efficace de ce pays : le Corps des Marines. J’ai gravi tous les échelons de commandements depuis sous-lieutenant jusqu’à général-major. Et tout au long de cette carrière, j’ai consacré la majeure partie de mon temps à être un gros bras galonné au service du Big Business, de Wall Street et des banquiers. Bref, j’ai été un escroc, un gangster au service du capitalisme.

À l’époque, j’avais la vague impression de faire partie d’un racket ; aujourd’hui j’en suis certain. Comme tous les militaires de carrière, je n’ai pas eu de réflexion personnelle aussi longtemps que j’ai porté l’uniforme. Mes facultés mentales sont restées en sommeil tandis que j’obéissais aux ordres de mes supérieurs. C’est le propre de tous les militaires.

J’ai contribué à faire du Mexique, et en particulier Tampico, un lieu sûr pour les intérêts pétroliers américains en 1914. J’ai aidé à faire de Haïti et de Cuba des lieux accueillants pour que ces messieurs de la National City Bank puissent y gagner de l’argent. J’ai aidé au viol d’une demi-douzaine de républiques centraméricaines au profit de Wall Street. La liste est longue de ces actes de gangstérisme. J’ai aidé au nettoyage du Nicaragua pour la compagnie bancaire internationale de Brown Brothers en 1909-1912. J’ai ouvert le chemin en République Dominicaine pour les intérêts sucriers américains en 1916. En Chine, j’ai aidé à préparer le terrain pour que Standard Oil puisse travailler sans

encombre.

Pendant toutes ces années, j'ai eu, comme on dit dans les chambrées, "la bonne planque". Quand j'y repense, je me dis que j'aurais pu donner des leçons à Al Capone. Lui, il n'a pas pu faire mieux avec son gang que d'exploiter ses "affaires" dans trois districts; moi, je l'ai fait sur trois continents."

D'un article dans *Commun Sense*, novembre 1935, cité par Felix Greene, "L'ennemi".

Dans un discours de 1966 à Los Angeles, le général David M. Shoup, ancien commandant en chef de l' US Marines Corps, déclare :

"Je crois fermement que si nous nous étions gardés, si nous nous gardions de toucher avec nos mains sales, sanglantes, crochues aux affaires de ces pays qui regorgent de gens exploités, ils arriveraient d'eux-mêmes à une solution. A celle qu'ils préparent et désirent. Pour laquelle ils se battent et travaillent. Et si malheureusement leur solution doit être du type violent, à cause du refus des nantis d'accepter aucun partage pacifique avec ceux qui n'ont rien, du moins ce qu'ils en tireront sera bien à eux et non de ce style américain dont ils ne veulent pas et qu'ils ne veulent surtout pas se laisser imposer de force par des Américains."

Bulletin officiel du Congrès du 20 février 1967.

Il faut reconnaître à ces militaires le mérite de ne pas parler la langue de bois !

Annexe 2 : le pillage des nations pauvres. Histoire d'un cas.

Il n'y a pas de limites à la diversité des méthodes employées par les compagnies étrangères pour arracher aux nations pauvres du monde leurs richesses. Il sera peut-être instructif d'examiner d'un peu plus près un cas concret.

Le cas en question concerne l'activité d'une compagnie minière américaine dans l'île de Chypre. Le 10 octobre 1964, l'hebdomadaire *Business Week* publiait un remarquable article sur les activités de cette compagnie. Il y avait à l'époque où cet article a paru des troubles politiques à Chypre; d'où son titre : "Un volcan qui crache des flots d'argent liquide."

La Cyprus Mines Corporation, société américaine ayant son siège à Los Angeles, était installée à Chypre depuis 1912. L'ouverture, au début des années 20, d'une nouvelle mine de cuivre, également dans l'île, dite mine de Mavrovouni, a marqué un tournant dans l'histoire de la Cyprus Mines Corporation. "Mavrovouni, c'était bel et bien une mine d'or que nous avons là", a dit Henry Mudd, le président de la compagnie.

Par les effets conjugués du bon marché de la main d'oeuvre chypriote et de la montée vertigineuse des prix du cuivre après la Seconde Guerre mondiale, la rentabilité de Mavrovouni allait s'avérer fantastique. Les bénéfices nets réalisés après guerre à Chypre par la Cyprus Mines Corporation atteignirent la somme de 100 millions de dollars... dont 80 % pour la mine de Mavrovouni. Il ressort clairement des chiffres cités par *Business Week* que la presque totalité de ces bénéfices furent rapatriés aux U.S.A. La Cyprus Mines Corporation devint le premier employeur de Chypre, avec 2400 salariés, et le plus gros client du fisc chypriote. Il était connu cependant que la mine de Mavrovouni serait épuisée en quelques années, mais tant qu'on put en tirer du minerai de cuivre, on en tira également d'énormes sommes d'argent.

Qu'a-t-on fait de ces énormes sommes d'argent extraites du minerai de cuivre chypriote ?

Pour une part, elles ont été distribuées aux actionnaires de la compagnie, pour permettre entre autres à la famille Mudd de tenir son rang en Californie du Sud où elle est (je cite *Business Week*) :

"...Une clé de voûte de la philanthropie... Henry Mudd donne beaucoup de son temps au Harvey Mudd College de Claremont : "C'est à Mavrovouni que nous le devons." Autres bonnes oeuvres : un institut de philosophie à l'université de Californie du Sud, des dons à Pomona et Claremont, un centre de technologie pour l'université Columbia à New York..."

Mais pour le principal, les bénéfices extraits de Chypre ont permis à la Cyprus Mines Corporation de se bâtir de toutes pièces un nouveau complexe économique, aux États-Unis et à l'étranger. Les bases de ce nouvel empire ont été jetées dans le début des

années 50 alors que les bénéfices tirés de Chypre étaient au plus haut, mais que les mines étaient près d'être épuisées. Dans la liste des nouvelles entreprises créées avec les bénéfices réalisés à Chypre, on trouve :

- Une compagnie minière (fer) au Pérou ;
- Une compagnie minière (cuivre) dans l'Arizona ;
- Une compagnie maritime au Panama ;
- Une cimenterie à Hawaï ;
- Deux usines de produits chimiques au Pays-Bas ;
- Une compagnie minière (fer) en Australie.

Elles font tomber sans aucun doute de jolies sommes dans les coffres de la Cyprus Mines Corporation à Los Angeles, grâce auxquelles la compagnie pourra étendre encore ses activités et la famille Mudd continuer à jouer les "clés de voûte de la philanthropie".

Et la population de Chypre dans tout ça ? Qu'advient-il de la petite île d'où est sorti cette fortune prodigieuse ?

Comme beaucoup de compagnies américaines à l'étranger, la Cyprus Mines Corporation se flattait de mener à Chypre une politique sociale avancée. Elle payait bien ses ouvriers, comparativement aux salaires pratiqués dans l'île (entre 4,62 et 5,60 dollars par jour). La compagnie "a mis des millions dans des logements, des écoles, des installations de loisirs, un hôpital moderne, un programme de distribution de lait et de yoghourts aux enfants". *Business Week* cite ce mot du vice-président : "Nous aurions pu n'être qu'un épisode de plus dans la longue histoire de l'île. Mais nous essayons de créer quelque chose de valable que nous laisserons derrière nous."

Mais qu'est-ce que la compagnie laisse derrière elle ?

Elle laisse une île où le produit des impôts a fortement diminué ; elle laisse 2400 travailleurs sans emploi ; elle laisse dans la mémoire de pauvres enfants des souvenirs du temps où on leur distribuait pour rien du lait et des yoghourts.

Comme le dit la *Monthly Review* dans son commentaire :

"Imaginez où pourrait en être Chypre aujourd'hui si elle avait pu emprunter les capitaux nécessaires pour exploiter elle-même Mavrovouni, avec un prêt sur 12 ans à 2,5 % comme ceux que Cuba a reçu de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes ! Ce prêt serait remboursé depuis longtemps et les 100 millions de dollars qui ont alimenté les philanthropies de M. Mudd et le nouvel empire bâti autour de la Cyprus Mines Corporation auraient pu servir à construire une économie saine et capable d'une rapide expansion. Et un Harvey Mudd College, sous un autre nom, aurait pu devenir l'un des grands centres d'éducation pour le bassin méditerranéen et le Moyen-Orient."

Mais cette possibilité est perdue ; à tout jamais la richesse de l'île a été mise à sac et Chypre n'a presque rien pour compenser ce vide. Quoi qu'en ait dit le vice-président de la compagnie, la Cyprus Mines Corporation n'aura été qu'un "épisode de plus dans la longue histoire de l'île"... un épisode désastreux.

Extrait de "L'ennemi" de Felix Greene, pages 178-179-180, Éditions Stock 1972.

C'est ainsi que procède l'impérialisme pour piller la planète...

Annexe 3 : l'irrationnalité démentielle des principes du capitalisme

Exposé du Chef Guaicaipuro Cuatemoc devant la réunion des Chefs d'État de la Communauté Européenne, en Espagne, à Valence, en avril 2002. Avec un langage simple, retransmis en traduction simultanée à plus d'une centaine de Chefs d'États et de dignitaires de la communauté Européenne, le Chef Guaicaipuro Cuatemoc finit par inquiéter son auditoire lorsqu'il déclare :

“Ainsi moi, Guaicaipuro Cuatemoc, je suis venu rencontrer ceux qui célèbrent la rencontre. Ainsi moi, descendant de ceux qui peuplaient l'Amérique il y a quarante mille ans, je suis venu rencontrer ceux qui l'ont rencontrée il y a seulement cinq cents ans.

Ainsi donc, nous nous rencontrons tous. Nous savons qui nous sommes, et cela suffit.

Le frère douanier européen me demande un papier écrit avec un visa pour que je puisse découvrir ceux qui m'ont découvert.

Le frère usurier européen me demande de payer une dette contractée par Judas à qui je n'avais jamais permis de me vendre quoi que ce soit.

Le frère avocaillon européen m'explique que toute dette se paie avec intérêt, même si c'est en vendant des êtres humains et des pays entiers sans leur demander leur consentement.

Et je les découvre peu à peu.

Moi aussi, je peux réclamer des paiements, moi aussi je peux réclamer des intérêts.

Les Archives des Indes attestent, papier après papier, reçu après reçu et signature après signature, que seulement entre 1503 et 1660, sont arrivés à Sanlucar de Barrameda 185 tonnes d'or et 16.000 tonnes d'argent en provenance d'Amérique.

Pillage ? Je ne le croirais pas ! Ce serait penser que les frères chrétiens ont manqué à leur Septième Commandement.

Spoliation ? Que Tanatzin me garde d'imaginer que les Européens, comme Cain, tuent et nient le sang de leur frère !

Génocide ? Ce serait accorder crédit aux calomniateurs tels Bartolomé de las Casas, qui qualifient la rencontre de “destruction des Indes” ou d'autres comme Arturo Uslar Pietre

qui affirment que le démarrage du capitalisme et de la civilisation européenne actuelle se sont produits grâce à cette avalanche de métaux précieux ! Non !

Ces 185 tonnes d'or et ces 16.000 tonnes d'argent doivent être considérés comme le premier de beaucoup d'autres prêts amicaux de l'Amérique, affectés au développement de l'Europe.

Le contraire serait présumer de l'existence de crimes de guerre, ce qui ouvrirait droit non seulement à exiger leur remboursement immédiat, mais également à des dommages et intérêts.

Moi, Guaicaipuro Cuatemoc, je préfère retenir la moins belliqueuse de ces hypothèses. Cette fabuleuse exportation de capitaux ne fut que le début d'un plan "MARSHALLTEZUMA", destiné à assurer la reconstruction de la barbare Europe, ruinée par ses guerres déplorables contre des musulmans cultivés, inventeurs de l'algèbre, du bain quotidien et de bien d'autres progrès importants de la civilisation.

Donc, en célébrant le Cinquième Centenaire du Prêt, nous pourrions nous demander : les frères européens ont-ils fait un usage rationnel, responsable ou du moins productif des fonds si généreusement avancés par le Fonds International Indo-américain ?

Nous regrettons de devoir dire non.

En matière de stratégie, ils l'ont dilapidé lors des batailles de Lépante, dans les invincibles armadas, dans des troisièmes reichs et dans bien d'autres formes d'extermination mutuelle, sans autre fin que de se retrouver occupés par les troupes gringas de l'OTAN, comme à Panama, le canal en moins.

En matière financière, après un moratoire de 500 ans, ils ont été incapables, non seulement de liquider le capital et ses intérêts mais également de se rendre indépendants vis-à-vis des revenus en liquide, des matières premières et de l'énergie bon marché que leur exporte et leur fournit tout le Tiers Monde.

Ce tableau déplorable confirme l'affirmation de Milton Friedman qui dit qu'une économie subventionnée ne peut jamais fonctionner, ce qui nous oblige, dans votre intérêt, à vous réclamer le paiement du capital et des intérêts dont nous avons si généreusement différé le paiement ces derniers siècles.

Ceci étant, nous devons préciser que nous ne nous abaisserons pas à faire payer à nos frères européens les taux d'intérêt vils et sanguinaires de 20 et même 30 % qu'à l'occasion certains frères européens font payer aux peuples du Tiers Monde.

Nous nous limiterons à exiger le remboursement des métaux précieux avancés, plus un intérêt modique fixe de 10 % l'an, cumulé seulement sur les 300 dernières années, soit 200 ans d'exonération.

Sur cette base, et si nous appliquons la formule européenne des intérêts composés, nous informons nos découvreurs qu'ils nous doivent, en premier paiement de leur dette, un poids de 484.147.000 tonnes d'or et de 42 milliards de tonnes d'argent.

À savoir, des volumes équivalant aujourd'hui à 212.345 fois la production d'or annuelle mondiale et 3.164.000 fois celle d'argent.

Ce total équivaut également à 70 % de toute l'écorce terrestre, soit 0,7 % de l'ensemble de la planète.

Elles pèsent lourd ces masses d'or et d'argent. Et combien pèseraient-elles si on les comptait en sang ?

Ajouter que l'Europe, en un demi millénaire, n'a pas pu générer suffisamment de richesses pour régler ce modique intérêt, serait admettre son échec financier absolu et/ou l'irrationalité démentielle des principes du capitalisme.

Bien entendu, les indiens d'Amérique ne se posent pas de telles questions métaphysiques.

Par contre nous exigeons la signature d'une Lettre d'Intention engageant les peuples débiteurs du Vieux Continent, les obligeant à respecter leur engagement par une rapide privatisation ou reconversion de l'Europe, leur permettant de nous la remettre tout entière, à titre de premier versement de "la dette historique".

Quand le Chef Guaicaipuro Cuatemoc a donné sa conférence devant la réunion des Chefs d'Etat de la Communauté Européenne, il ne savait pas qu'il était en train d'exposer une thèse de Droit International destinée à déterminer la VÉRITABLE DETTE EXTÉRIEURE.

Il ne reste plus qu'à trouver un gouvernement latino-américain suffisamment courageux pour porter l'affaire devant les Tribunaux Internationaux.

Article paru dans Morpheus n°2, mars/avril 2004, www.morpheus.fr

Annexe 4 : terreur, fanatisme et culte de la personnalité du “petit père des peuples”

“Et voici comment les choses se passaient, voici un petit tableau de ces années-là. Une conférence du parti (...) dans la province de Moscou (...) A la fin de la conférence, adoption d’une motion de fidélité au camarade Staline. Bien entendu tous se lèvent (...) des “applaudissements frénétiques se transformant en ovations” éclatent dans la petite salle. Pendant trois, quatre, cinq minutes, ils persistent (...) Mais déjà les mains commencent à faire mal (...) Mais déjà les hommes d’un certain âge s’essoufflent (...) Cependant, qui osera s’arrêter le premier ? (...) Dans cette salle, parmi ceux qui sont debouts et applaudissent, il y a des membres du NKVD et ils surveillent qui cessera le premier ! (...) Le directeur de la fabrique de papier locale, homme solide et indépendant, est debout à la tribune et applaudit, tout en comprenant à quel point la situation est fausse et sans issue. Il applaudit pour la neuvième minute consécutive ! Pour la dixième ! C’est de la folie ! De la folie collective (...) A la onzième minute, le directeur de la fabrique prend un air affairé et s’assied à sa place (...) Tous s’arrêtent comme un seul homme et s’asseyent à leur tour (...)

Seulement, c’est de cette façon-là, justement, que l’on repère les esprits indépendants (...)

La nuit même le directeur de la fabrique est arrêté. On n’a pas de mal à lui coller dix ans pour un tout autre motif. Mais, après la signature du procès-verbal de l’instruction, le commissaire instructeur lui rappelle :

“Et ne soyez jamais le premier à vous arrêter d’applaudir !”

Conférence du parti communiste dans la province de Moscou en 1937 rapportée par Alexandre Soljénitsine dans “L’archipel du goulag”.

Annexe 5 : un grand journaliste vous parle

“Quelle folie que de porter un toast à la presse indépendante ! Chacun, ici présent ce soir, sait que la presse indépendante n'existe pas. Vous le savez et je le sais. Il n'y en a pas un parmi vous qui oserait publier ses vraies opinions, et s'il le faisait, vous savez d'avance qu'elles ne seraient jamais imprimées. Je suis payé 250 \$ par semaine pour garder mes vraies opinions en dehors du journal pour lequel je travaille. Si j'autorisais la publication d'une bonne opinion dans un simple numéro de mon journal, je perdrais mon emploi en moins de 24 heures, à la façon d'Othello. Cet homme suffisamment fou pour publier la bonne opinion serait à la rue en train de rechercher un nouvel emploi. La fonction d'un journaliste (de New York) est de détruire la Vérité, de mentir radicalement, de pervertir, d'avilir, de ramper aux pieds de Mammon et de se vendre lui-même, de vendre son pays et sa race pour son pain quotidien ou ce qui revient au même : son salaire. Vous savez cela et je le sais ; quelle folie donc que de porter un toast à la presse indépendante. Nous sommes les outils et les vassaux d'hommes riches qui commandent derrière la scène. Nous sommes leurs marionnettes ; ils tirent les ficelles et nous dansons. Notre temps, nos talents, nos possibilités et nos vies sont la propriété de ces hommes.

Nous sommes des prostitués intellectuels”.

Déclaration faite par le journaliste John Swinton, ex-rédacteur en chef du New York Times, lors d'un banquet donné en son honneur à l'occasion de son départ en retraite, en réponse à un toast porté à la presse indépendante. Cité par le R.P. Denis Fahey dans son ouvrage : “The Mystical Body of Christ in the Modern World”, et par Deirdre Manifold dans : “Towards World Government, New World order”.

Annexe 6 :

l'esprit de compétition est une faiblesse

“Pour moi, l'esprit de compétition est une faiblesse. Vous feriez beaucoup mieux de chercher à vous perfectionner ; cela, c'est une force. Vouloir s'imposer à quelqu'un vous mène à votre propre perte ; ce n'est pas ainsi que vous vous élèverez.

Il y avait en Inde un grand swami, Ram Tirth, qui avant d'être swami fut un brillant professeur de mathématiques. À l'époque où il donnait des cours à l'université, il remarqua l'esprit de compétition qui régnait parmi ses étudiants. “Vous voulez vous imposer, leur dit-il, mais cette façon de procéder ne vous mènera nulle part.” L'esprit de compétition, en effet, refroidit les enthousiasmes, sape les énergies et finit par être déprimant.

Le professeur Ram Tirth traça une ligne au tableau et demanda aux étudiants de la raccourcir. Ils commencèrent par effacer une extrémité du trait, mais Ram Tirth précisa : “Vous devez la raccourcir sans y toucher ; cette ligne ne vous a rien fait de mal !” Tous les étudiants restèrent pensifs, car ainsi posé, le problème leur paraissait insoluble.

“Voulez-vous que je vous donne la solution ?” demanda Ram Tirth. Il traça alors une autre ligne, plus longue que la première. “Et voilà, dit-il ; n'est-ce pas une façon de raccourcir la première ligne ?”

Il y a de la place pour tout le monde. Vous n'avez pas besoin d'écraser les autres pour vous élever.”

La conscience d'égalité

“Toute la nature pratique la conscience d'égalité. La terre est la même envers tous ; celle de l'Inde ne dit pas : “Seuls les Indiens ont le droit de me fouler.” L'air est le même envers tous ; celui d'Amérique ne dit pas : “Je suis réservé aux Américains ; toi, tu n'as pas le droit de me respirer.” L'eau est partout la même ; en mélangeant des eaux provenant d'Inde et d'Angleterre, on obtient toujours de l'eau. Le soleil est le même pour tous ; il ne dit pas : “Je brille pour celui-ci, qui est bon ; mais je laisse celui-là dans les ténèbres, car je le juge mauvais.” Seuls les humains font des distinctions entre les gens, entre les objets, entre les pays. Mais un véritable être humain est quelqu'un qui considère tout d'un même oeil, comprenant que Dieu y est également présent.

Tukaram Maharaj, le grand saint du Maharashtra, dit dans un de ses poèmes : “Ô Seigneur, voici de quelle manière je vais T'adorer : je vais rendre hommage à tout ce qui

existe, comme si c'était Toi-même." Ceci est l'essence de la conscience d'égalité. Comme Tukaram, celui qui considère toutes choses avec la véritable conscience d'égalité devient très humble. Il se prosterne devant chacun, comprenant que chacun est une forme de Dieu. C'est pourquoi on dit que l'humilité est une des vertus divines...C'est une qualité qui se manifeste spontanément chez celui qui prend conscience de son identité avec Dieu. De même qu'un homme riche se reconnaît à son comportement, à son allure, celui qui possède la richesse divine se reconnaît à son humilité. Seule l'humilité permet d'approcher Dieu..."

Extrait du livre du swami Muktananda : "J'ai trouvé la Vie. Les secrets du voyage intérieur" Editions Saraswati, pages 183 et 131-132.

Swami Muktananda appartenait à une remarquable et très ancienne lignée de Siddhas qui étaient vénérés comme des saints et des Maîtres réalisés, possédant le pouvoir d'éveiller le potentiel spirituel de chacun.

Annexe 7 : logo et symbolisme

1) Le triangle supérieur : c'est le delta, le D majuscule de l'alphabet grec.

* C'est l'initiale du mot démocratie.

* C'est le symbole de la pyramide constituée par les différents niveaux des groupes-citoyens.

2) Les quatre barres verticales : ce sont les quatre piliers de la démocratie : égalité, liberté, tirage au sort des personnes, vote des décisions.

3) L'ensemble évoque un temple grec et les origines de la démocratie, renforcées par l'écriture pseudo-antique.

4) Il évoque également une flèche montante, symbole d'élévation et de progrès de l'humanité.

5) Il symbolise :

* le lien entre le peuple et le pouvoir.

* la concentration et la redistribution du pouvoir politique.

* le fonctionnement des groupes-citoyens.

6) Sous les quatre piliers, les quatre initiales du nouveau parti politique : le **M.C.V.D. : Mouvement des Citoyens pour la Vraie Démocratie**

Annexe 8 : engagement politique du M.C.V.D.

La démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple. Tous les citoyens sont politiquement égaux. La liberté politique découle nécessairement de ce principe premier d'égalité politique. La liberté politique implique donc toutes les libertés : de penser, de s'exprimer, d'agir ou de résister, à la seule condition que leurs usages ne viennent pas nuire aux droits, à la dignité et aux libertés des autres.

Cette condition n'est pas respectée par la pseudo-démocratie actuelle qui cautionne le capitalisme le plus outrancier et une véritable dictature de l'économie.

Une minorité, une oligarchie, accapare le pouvoir économique et financier avec la complicité du pouvoir politique et d'institutions taillées sur mesure pour favoriser la prise du pouvoir par les plus pervers. Le système des élections au suffrage universel n'offre que les apparences de la démocratie et perpétue au pouvoir une caste de politiciens professionnels et arrivistes qui se trompent et trompent perpétuellement les citoyens.

En effet, ils ont remplacé le principe fondamental de la démocratie, un citoyen égale un citoyen, par un principe truqué, un citoyen égale un vote, ce qui constitue la plus incroyable escroquerie politique que l'on puisse imaginer. Les Grecs, fondateurs de la démocratie il y a 2500 ans avaient déjà compris ce piège et leur démocratie ignorait les élections au suffrage universel. Elle fonctionnait parfaitement sur la base du seul principe politique réellement égalitaire et juste : le tirage au sort, pour désigner des personnes représentant les citoyens.

Ainsi, l'objectif politique du M.C.V.D. est clair : il s'agit de convaincre les citoyens qu'il faut changer les institutions politiques. En finir avec la Cinquième République, la plus perverse, la plus corrompue, la plus mafieuse de l'histoire de notre pays. Pour cela, il faut remplacer les élections au suffrage universel par un système de tirage au sort qui redonnera à chaque citoyen sa véritable place politique dans une société véritablement démocratique débarrassée des parasites du pouvoir. Aussi longtemps que les citoyens se laisseront manipuler par les politiciens et qu'ils continueront à participer à la grande mascarade des élections "démocratiques" en allant de temps en temps mettre un bulletin dans une urne au bénéfice d'un boni...menteur quelconque, l'escroquerie "démocratique" continuera.

Le système politique actuel qui oppose la droite et la gauche dans une comédie abjecte, est un système qui fabrique de toutes pièces des divisions artificielles entre les citoyens. Cela s'appelle diviser pour régner. Les politiciens divisent la masse du peuple pour permettre à une infime minorité d'accaparer tout le pouvoir et de gouverner à leur seul profit.

Le M.C.V.D. propose un système de représentation par tirage au sort, simple, facile à mettre en oeuvre *par les citoyens eux-mêmes*, système totalement *indépendant* de l'État et

de l'administration, résolument, parfaitement, incontestablement *démocratique* et absolument *légitime*. Ce système n'est pas une vue de l'esprit. Il existe réellement : n'importe quel citoyen peut le faire fonctionner de sa propre initiative.

Les citoyens vont enfin avoir avec le M.C.V.D. une offre politique pour un vrai choix, une vraie alternative : pour une vraie démocratie qui redonne à chaque citoyen sa place politique et sa parole confisquée depuis trop longtemps par les politiciens professionnels et les pseudo-élites au service des mafias du fric.

-

Annexe 9 :

questions dérangementes ?

Pour qui ?

“Il y a des questions qui équivalent à des réponses.”

Jean Jaurès

Comment se fait-il qu'un pays comme Israël, reconnu comme une authentique démocratie, se comporte en agresseur et fasse subir à des populations civiles une terreur digne des nazis ? Comment se fait-il qu'un Sharon dont le parti a recueilli 40% des voix ait réussi à rallier à sa politique va-t-en guerre 80% des Israéliens ?

Bien des juifs survivants de la Shoah sont remplis de honte et atterrés par le comportement des soldats de Tsahal. Ils le ressentent comme une indignité.

Je ne suis ni anti-juif ni anti-arabe. Les deux peuples sont frères puisqu'ils reconnaissent dans leur tradition, la plus enracinée, leur filiation par le prophète Abraham. C'est donc un conflit fratricide, ce qui le rend encore plus inadmissible et insupportable.

Sharon a été élu sur la promesse de ramener le calme et d'en finir avec le terrorisme.

Mais Israël ne respecte pas ses engagements et les résolutions de l'ONU. Les “colonies juives” n'ont cessé de se multiplier et de s'implanter dans des zones promises aux Palestiniens qui ne subissent que des humiliations. Comment s'étonner qu'une minorité fanatisée par des fous religieux ou manipulée par des politiciens pervers utilise la seule arme dont elle dispose : le terrorisme ?

Il est tout de même extraordinaire que 80% des Israéliens aient oublié dans quelles circonstances dramatiques fut créé l'État d'Israël.

Ils ont oublié que c'est par le terrorisme de l'Irgoun, de la Haganah, du groupe Stern qu'ils ont pu mettre 100 000 soldats anglais à la porte. Faut-il rappeler l'attentat du King David Hôtel à Jérusalem, quartier général anglais ? Organisé et décidé par Menahem Begin, chef de l'Irgoun, il causa la mort de 17 Anglais... et de 93 civils juifs et musulmans. Cela n'empêcha nullement le terroriste Begin, assassin de son propre peuple,

de devenir Premier Ministre de son pays et de recevoir le prix Nobel de la paix en 1978 avec l'Égyptien Anouar al Sadate.

Ils ont oublié aussi les 400 000 Palestiniens spoliés et chassés de leurs terres, et les massacres perpétrés par leurs soins. Faut-il rappeler celui de Deir Yassin en 1948 : 254 femmes, enfants et vieillards massacrés par les sionistes et en 1982 : Sabra et Chatila dont on ignore le bilan exact, qui varie entre 500 et 5000 morts, avec la bénédiction du général...Sharon ! Faut-il rappeler le bombardement de Beyrouth par l'armée de Sharon, durant l'été 1982, qui causa parmi la population civile la mort de 5675 personnes et fit près de 30 000 blessés dont plus de 11500 graves ? Et les innombrables victimes de l'Intifada ?

Comment est-il possible que la démocratie israélienne permette le retour au pouvoir d'un homme que ses tribunaux ont reconnu complice des massacres de Sabra et Chatila, et qui fut, pour cela, obligé de démissionner de son poste de ministre de la Défense le 11 février 1983 ?

En 2001, la Belgique a adopté une loi permettant à ses tribunaux d'entendre des plaintes concernant des crimes contre l'Humanité, quel que soit l'endroit où ils ont pu être commis. Plusieurs survivants et proches des victimes de Sabra et Chatila ont intenté un procès, devant les tribunaux belges, contre Sharon. Élie Hobeika, le commandant des Forces Libanaises qui perpétrèrent les massacres avec la bénédiction de Sharon, avait affirmé, le 23 janvier 2002, qu'il se rendrait à Bruxelles pour témoigner lors du procès. Le lendemain même, 24 janvier, à Beyrouth, Hobeika était expédié ad patres avec trois de ses gardes du corps dans l'explosion d'une énorme bombe déclenchée à distance. Tout le monde a compris. Qu'aurait bien pu révéler Hobeika sur Sharon, pour faire de lui un tel danger pour son ex-patron-protecteur-commanditaire, et provoquer une réaction aussi rapide que brutale ?

La méthode de Sharon consiste à tout faire pour saboter toute possibilité de négociation. Faut-il rappeler qu'il est à l'origine de l'Intifada (la guerre des pierres) ? En allant délibérément provoquer la colère des musulmans sur le parvis de la mosquée Al Aqsa, il savait ce qu'il faisait. Tout comme Benyamin Netanyaou, aussi jusqu'au-boutiste que lui, avec l'ouverture d'un tunnel sous la même mosquée qui provoqua une vague de protestations, de répressions et d'attentats.

Sharon ne voulait pas d'un État Palestinien à sa porte, ni d'Arafat, lequel constituait, pour lui, à la fois une véritable obsession relevant du délire mental, et le prétexte à toutes les agressions, le bouc émissaire idéal.

C'est la raison pour laquelle il s'est bien gardé de le liquider physiquement. Il avait besoin d'Arafat pour exister et justifier sa paranoïa. Certaines informations laissent penser que les services secrets israéliens auraient suscité et manipuleraient des groupes terroristes palestiniens pour justifier une répression aveugle, saboter la paix, empêcher la création d'un État palestinien et renforcer les extrémistes religieux qui réclament l'ouverture de nouvelles colonies et ont pour objectif un État théocratique juif, la constitution de l'État d'Israël ayant opportunément oublié d'en affirmer la laïcité.

Si l'église de la Nativité à Bethléem n'avait été qu'une église quelconque, Sharon serait bien allé jusqu'à s'offrir son Oradour-sur-Glane ! Ce qu'il a fait notamment avec l'usage affreux des snipers ne vaut pas mieux.

La destruction totale de la ville de Jenine est à mettre en parallèle avec celle du ghetto de Varsovie. C'est la même politique de terreur et de liquidation. Ce qui est terrible, c'est que Sharon se débrouille, par lobby juif américain interposé, pour avoir l'appui de Bush. On a du mal à admettre que le peuple juif, en raison de son histoire tragique, puisse se comporter de la même manière que ses anciens bourreaux, ou du moins comme un vulgaire État colonialiste. C'est pourtant ce qu'il fait depuis sa création, par la force du terrorisme et des armes.

La construction du mur de "séparation" est une honte et un scandale. Elle est révélatrice de la folie paranoïaque de Sharon.⁴

L'armée israélienne est financée et équipée par la générosité sans faille de la diaspora américaine. L'économie maigrelette et perpétuellement en crise de l'État Israélien, porte-avion américain au Proche-Orient, en est bien incapable ! Mais elle peut aussi compter sur l'aide massive directement prélevée sur le budget fédéral des États-Unis.

Comment s'étonner de la haine des populations arabes envers l'Amérique, de la liesse qui s'est emparée d'elles au moment du 11 septembre, et qu'elles élèvent au pinacle un Ben Laden qui leur "rend leur honneur" en répondant à une politique de folie par une autre politique de folie ? Effet miroir. On aurait pu espérer une remise à plat de la politique américaine. Quelques américains ont certainement bien compris la leçon. Hélas, le matraquage médiatique, le lavage de cerveau imposé par les revanchards, ne sert que les intérêts des marchands de pétrole : l'Afghanistan enfin "libéré" permet son contrôle et assure la sécurité d'un oléoduc permettant l'évacuation des riches gisements de la Caspienne et de la Tchétchénie (tiens donc !) vers les marchés mondiaux.

Et voilà nos cow-boys plus patriotes et inconscients que jamais derrière leur bannière étoilée, prêts à marcher dans une nouvelle guerre du pétrole.

L'Histoire "classique" nous présente toujours le Japon comme l'agresseur des États-Unis avec l'attaque de Pearl Harbor. On oublie de dire qu'en juillet 1941, Roosevelt décréta l'embargo sur le commerce japonais et bloqua l'approvisionnement en pétrole du Japon. Roosevelt savait pertinemment qu'il étranglait le Japon et qu'il le poussait à la guerre. Le 7 décembre 1941, Pearl Harbor était programmé pour permettre l'entrée en guerre des USA. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici la longue liste des "négligences" invraisemblables qui ont rendu possible le désastre de Pearl Harbor.⁵

4 La paranoïa de Sharon doit pouvoir se rattacher à celle de ses parents. Il a passé toute son enfance dans un kibboutz. La maison familiale était située au beau milieu du village. C'était la seule et unique maison cloturée (par une forte palissade). Dans le jardinet attenant, tous les massifs de fleurs étaient entourés de grillages...

5 Le contre-amiral Robert Theobald, écrit : "Notre conclusion principale, est que le président Roosevelt contraignit le Japon à

Les Japonais se sont précipités sur Singapour, puis sur Java pour contrôler les gisements de pétrole indonésiens...

La guerre du Vietnam fut déclenchée lorsque des prospections pétrolières US avancèrent l'existence de réserves mirobolantes du côté des îles Spratley et Paracel.

En août 1964, le président Lyndon Johnson prit prétexte d'une attaque de canonnières vietnamiennes pour déclencher la guerre du Vietnam. Prétexte fondé sur un pur mensonge, cela va de soi.

Faut-il rajouter que, pendant que l'Amérique faisait la guerre au Nord Vietnam, soutenue par l'URSS et la Chine, le gouvernement US accordait à l'Union Soviétique des aides dont le montant dépassait largement celles qui lui avaient été versées pendant la Seconde Guerre Mondiale. Aides utilisées par les Russes pour produire du matériel de guerre envoyé au Nord Vietnam et utilisé contre les troupes américaines...

Tout le monde sait que la guerre du Golfe fut une guerre pour le pétrole. Il faut tout de même rappeler que, pendant huit années d'une guerre débile contre l'Iran (toujours pour des questions de pétrole : délimitation de frontières sur des gisements communs aux deux pays), l'Irak de Saddam Hussein était financé et armé par la CIA.

Ce sont les Américains eux-mêmes qui ont manipulé Saddam Hussein, financièrement aux abois, pour le décider à récupérer le Koweït dans le but d'augmenter ses revenus pétroliers. Or, le Koweït faisait partie de l'Irak sous mandat britannique. Il est une création des Anglais qui l'ont séparé du sud de l'Irak. De surcroît, le Koweït, par des forages abusifs, soutirait sans vergogne la nappe pétrolifère commune du sud irakien. Saddam Hussein avait quelques raisons de ruer dans les brancards. Résultat : les militaires américains, avec l'aide et la bénédiction des Nations Unies, ont pris pied sur une terre interdite aux "infidèles" : l'Arabie Saoudite. Pour longtemps, au grand dam des fanatiques... dont Oussama Ben Laden !

L'action des Américains en Afghanistan ne date pas d'aujourd'hui. Pour briser son encerclement, l'Union Soviétique avait réussi à installer un gouvernement pro soviétique à Kaboul. L'Afghanistan, dans l'esprit du Kremlin, était une étape pour un accès éventuel sur l'Océan Indien. Pour contrer les visées des communistes, l'administration de Jimmy Carter finança, dès juillet 1979, les opposants afghans en sachant parfaitement que cela pouvait provoquer une invasion soviétique. Les Russes tombèrent dans le panneau, pris au piège de leur logique, jusqu'en 1988, au moment de leur retrait militaire. Cette défaite contribua largement à la chute de l'empire soviétique. Pendant cette guerre, l'Amérique

faire la guerre en exerçant en permanence sur lui une pression diplomatique et économique, et l'incita à ouvrir les hostilités par une attaque surprise en maintenant la flotte du Pacifique dans les eaux hawaïennes comme appât." in "Le secret de Pearl Harbor" Payot 1955, p.151.

finançait et armait les opposants, y compris les intégristes musulmans de Ben Laden alors que ses complices détruisaient déjà la caserne des Marines à Beyrouth (241 Marines tués) et le “Drakkar” (58 paras français tués).

Dans la Russie exsangue et démantelée, la finance internationale et les multinationales du pétrole se précipitent : il y a, dit-on, un pactole de 40 milliards de dollars de pétrole sous la Caspienne, le même butin que convoitait Hitler, sans compter ce qui se cache dans le sous-sol tchéchène et qui explique l’acharnement russe sur ce pays.

En 1997, six compagnies pétrolières et le gouvernement du Turkménistan formèrent un consortium pour construire un oléoduc destiné à exporter le pétrole vers le Pakistan et sans doute l’Inde, via l’Afghanistan. L’ennui, c’est que le régime des Talibans, soutenu par le Pakistan (lui-même soutenu par les USA), provoquait un tel chaos dans le pays que ce projet devenait irréalisable.

L’enjeu est colossal. Il n’est pas seulement économique. Le contrôle de ce pétrole par les États-Unis est un défi à la Chine, voire une provocation. La Chine, dernier bastion du communisme, mais dont l’économie explose : elle se trouve confrontée à d’énormes besoins énergétiques... en pétrole dont elle ne dispose pas en quantité suffisante sur son territoire. Elle sera obligée de passer sous les fourches caudines des USA pour s’en procurer.

La prochaine guerre (pétrolière) avec la Chine est-elle déjà programmée ?

Car l’on sait aujourd’hui que les plans militaires des États-Unis contre l’Afghanistan et l’Irak étaient dans les cartons longtemps avant les attentats du 11 septembre 2001. Les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone fournirent un merveilleux prétexte pour mettre à exécution un projet préparé de longue date.

Il est légitime de se demander si tout a été fait pour déjouer ces attentats. Les a-t-on simplement laissé se produire ? Est-il possible d’envisager que le gouvernement des USA ait laissé faire au point de permettre, sinon d’encourager, une attaque contre des Américains dans le simple but de favoriser ses projets politiques ou les affaires particulières de quelques personnes privées ?

Il semble bien que la réponse soit positive. La tactique qui consiste à créer un problème pour pouvoir proposer une solution draconienne au bénéfice d’intérêts particuliers ne date pas d’aujourd’hui. Bien avant les leçons d’un Machiavel, Néron fit incendier Rome, en accusa ses ennemis et imposa sa dictature. Hitler fit la même chose. Le 27 février 1933, le Reichstag fut détruit par le feu. Les nazis accusèrent les communistes, et le 24 mars 1933, les députés votèrent, à la demande d’Hitler, à 441 voix contre 41, les pleins pouvoirs qui marquèrent le début de sa dictature. Aujourd’hui, on sait que ce sont les nazis eux-mêmes qui ont incendié le Reichstag.

Ces méthodes sont utilisées par tous les pays, par tous les gouvernements. Pas seulement par les dictatures, mais aussi par les démocraties ou, plus exactement, par des régimes qui se prétendent tels.

Elles sont à l'origine du sinistre bilan de la politique étrangère des États-Unis, entre les mains de quelques personnes siégeant au Conseil pour les Relations Étrangères. On y trouve d'anciens présidents, des directeurs de la CIA et d'anciens secrétaires d'État. Tous sont liés à la finance internationale, aux compagnies pétrolières et aux marchands d'armes. Beaucoup ne sont même pas des élus...

À plus petite échelle, la politique de la France en Afrique depuis 1960 a pérennisé les dictatures.

La politique étrangère américaine, résolument néocolonialiste, consiste à assujettir et à contrôler d'autres pays par l'intermédiaire de familles fortunées ou de dictateurs, soutenus et placés au pouvoir par l'intervention directe de l'armée américaine, ou, moins voyante, par celle des services secrets. La liste est longue des pays ravagés par la sollicitude américaine.

Citons pour mémoire (et en mémoire des millions de morts pour l'Oncle Sam) : l'Afghanistan et l'Irak bien sûr, la Serbie, le Kosovo, la Bosnie, l'Iran, la Libye, le Liban, la Palestine, le Vietnam, la Corée, l'Indonésie, les Philippines, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Zaïre, les abominations de la CIA au Guatemala, le Panama, le Mexique, la Colombie, Haïti, la République Dominicaine, Cuba, le Nicaragua, la Grenade, l'Argentine, le Chili, le Brésil, la Bolivie, etc.

Les enchevêtrements d'affaires impliquant des leaders politiques américains, anciens et actuels, et des hommes du Moyen-Orient sont bien plus que suspects. Les liens entre le clan Bush et la famille Ben Laden sont anciens et étroits. En 1975, l'actuel président des États-Unis était le représentant d'affaires de la famille Ben Laden au Texas dans une compagnie de forages pétroliers. La firme Ben Laden fut engagée pour construire une base aérienne en Arabie Saoudite pendant la guerre du Golfe, malgré le fait qu'Oussama Ben Laden avait été accusé, auparavant, de l'attentat au camion piégé qui tua 19 Américains sur la base de Dhahran dans ce même pays.

Le père de l'actuel président, George Bush senior, qui déclencha la guerre du Golfe, est en étroites relations d'affaires avec la famille Ben Laden, par l'intermédiaire de Carlyle Group, une société financière pesant 12 milliards de dollars. Les investissements liés des familles Bush et Ben Laden, notamment dans des industries aérospatiales et d'armement, permettent d'affirmer, sans l'ombre d'un doute, que les attentats du 11 septembre, en provoquant une hausse massive du budget de la défense des États-Unis, ont rapporté à leurs familles respectives d'énormes plus-values.

Les ventes à découvert d'actions de compagnies d'assurances et de compagnies aériennes américaines juste avant les attentats du 11 septembre montrent, on ne peut plus clairement, le délit d'initié : certaines personnes savaient que les attentats allaient se produire. Certains estiment à 16 millions de dollars les gains réalisés sur les seules

compagnies Américain Airlines et United Airlines. Curieusement, la piste n'a pu être remontée, au point que beaucoup montrent du doigt la CIA connue pour avoir parmi ses cadres un grand nombre de membres de l'élite de Wall Street. La CIA dirige plusieurs sociétés écrans qui manipulent les actions et les titres...

Les scandales récents d'Enron, World Com, Xerox sont révélateurs d'un système financier corrompu.

Il est impossible d'accepter la thèse que la CIA ignorait tout des attentats. Depuis sa création en 1947, la CIA s'est forgée une formidable réputation ...d'incompétence ! Quand on sait que l'essentiel du travail des services secrets consiste à désinformer et à manipuler, faire croire que l'on est incompétent fait partie de ce jeu et c'est une technique très habile et très commode pour camoufler les intentions réelles.

Il faut rappeler le premier attentat contre le World Trade Center, le 26 février 1993. Le FBI savait et laissa l'attaque se produire. Elle fit 6 morts et plus de mille blessés, et visait manifestement à provoquer l'écroulement du bâtiment.

Oussama Ben Laden était déjà désigné comme l'instigateur de cet attentat. Et on veut nous faire croire qu'entre le 26 février 1993 et le 11 septembre 2001 la CIA et le FBI se sont tournés les pouces ? Foutaises ! La CIA savait. Elle avait une connaissance complète des attentats *avant* leur exécution.

Si la CIA savait, le président des États-Unis le savait aussi ou était censé le savoir : la CIA est un véritable État dans l'État et ses orientations, ses actions, sa politique ne coïncident pas toujours avec celles de l'exécutif. La tragédie du 11 septembre n'est qu'une immonde mascarade. Les questions dérangeantes sont légions . Entre autres :

- Pourquoi l'armée américaine préparait-elle des plans d'attaque contre l'Afghanistan et l'Irak des mois avant les attentats ? Quand on sait à quel point le peuple américain rechigne à envoyer ses "boys" au casse-pipe (au point que les militaires ont inventé les concepts de "guerre propre", de "frappes chirurgicales", de "zéro mort"... américain, cela va de soi !), ne fallait-il pas un événement susceptible de le faire réagir pour accepter une logique de guerre revancharde ? L'évocation de Pearl Harbor, coïncidence incroyable, était là partout sur les écrans de cinéma et de télévision pour ébranler les fibres patriotiques avec une superproduction hollywoodienne à la clef. On sait qu'il existe des connexions troublantes entre Hollywood et l'armée américaine. Le film "Pearl Harbor" a bénéficié d'aides financières substantielles du Pentagone. Cette coïncidence incroyable n'en est pas une. La sortie de ce film juste avant le 11 septembre n'est pas un hasard. Elle trahit une volonté machiavélique de préparation et de manipulation de l'opinion publique américaine pour lui faire admettre sans rechigner la guerre tout azimut contre le terrorisme et par conséquent l'expédition des soldats US en Afghanistan avant de s'attaquer à l'Irak, deuxième réserve de pétrole mondiale et objectif stratégique pour certains intérêts.

- Comment a-t-on pu dénicher dans les ruines à peine écroulées du WTC des documents compromettant Ben Laden, alors que les boîtes noires, conçues pour résister, étaient

complètement détruites ?

- Pourquoi, des semaines après l'attentat, empêchait-on encore les journalistes de photographier les ruines ? Que craignaient-ils que l'on puisse voir ?

- Pourquoi les liaisons entre la police de New York et le FBI ont-elles été interrompues ? Qu'y avait-il, que le FBI ne voulait pas que la police de New York sache ?

- Comment est-il possible, répétons-le, qu'une entreprise de terrorisme aussi sophistiquée, complexe et ordonnée, impliquant des dizaines de personnes et préparée de longue date, ait pu échapper à l'attention du FBI et de la CIA ? Pourquoi, au lieu de désigner des responsables et de restructurer ces services, double-t-on leur budget déjà colossal ?

- Pourquoi ne retrouve-t-on aucun des noms des pirates sur les listes des passagers ? Si ces noms sont faux, comment le FBI a-t-il pu les identifier aussi vite ? Étant donné qu'aucun des noms sur les listes des passagers n'avaient une consonance arabe, comment savaient-ils lesquels étaient les pirates ? Pourquoi cinq prétendus pirates sont toujours en vie alors qu'ils étaient censés se trouver à bord des avions ?

- Comment des fondamentalistes religieux, prêts à l'ultime sacrifice, ont-ils pu être vus la veille des attentats dans des bars de Boston, ivres et draguant des filles ?

- Comment des terroristes ont-ils pu se procurer les codes ultra-secrets de la Maison Blanche et de l'avion du président, raison avancée pour justifier la balade de Bush à travers le pays tout au long de la journée du 11 septembre ?

- Comment peut-on prétendre que le vol 93 de United Airlines s'est écrasé à la suite d'une lutte entre les pirates et des passagers héroïques, alors qu'il n'y a pas de cratère d'impact, que les débris sont dispersés sur dix kilomètres, que des témoins parlent d'un second avion suiveur, tout cela révélant plutôt une explosion en l'air, l'avion civil ayant été probablement abattu par un avion de chasse ?

Soufflons un peu et revenons à Oussama Ben Laden. Dans un journal pakistanais du 28 septembre 2001 il réfutait les accusations le concernant : " J'ai déjà dit que je n'étais pas impliqué dans les attaques du 11 septembre aux États-Unis". Certes, on ne peut pas prendre ses propos pour argent comptant, mais on peut dire la même chose des déclarations de Bush. Ben Laden rajoutait : "...L'Islam interdit formellement de faire du mal à des femmes, des enfants et d'autres innocents...Ce sont les États-Unis qui infligent des mauvais traitements aux femmes, aux enfants et aux gens ordinaires".

Ce n'est pas moi qui le contredirai sur ce point. Quant à savoir s'il respecte les prescriptions de l'Islam qu'il avance, il est permis d'avoir quelques doutes. Dans les documents vidéo que tout le monde a vus à la télévision, il donne l'image inverse d'un fanatique supposé. Bien droit et presque figé, avec des mouvements très lents, une voix douce et enveloppante, un ton monocorde, un visage impassible et une expression détachée, il ressemble plus à un gourou qu'à un révolutionnaire exalté. Mais le saint homme a le regard trouble et fuyant et la kalachnikov n'est pas loin. Son absence d'émotivité ne relève pas d'un énorme contrôle sur lui-même mais, à mon avis, de la

psychopathie. La logique implacable de ses raisonnements trahit l'intelligence froide d'un pervers.

Il accusa Israël d'être l'auteur des attentats : " Tout ce qui s'est passé en Palestine depuis 11 mois suffit à appeler la colère de Dieu sur les États-Unis et sur Israël, ainsi que ce qui a été infligé à des gens innocents en Irak, en Tchétchénie et en Bosnie".

Il est certain que les services secrets israéliens sont tout à fait capables d'organiser et de réaliser un coup aussi tordu. Ils en ont fait d'autres. Et après tout, Sharon a su en profiter un maximum, ayant les coudées franches, avec la bénédiction de Bush, pour toutes ses horreurs, au nom de la croisade anti-terroriste. Avec un résultat proche de zéro. Les attentats suicides continuent et continueront.

Le parlementaire du Bundestag, Andréas von Bülow, participant à une commission de contrôle des services secrets allemands, a déclaré à l'Agence France Presse qu'il pensait que les services secrets israéliens, le Mossad, étaient derrière les attentats du 11 septembre et qu'ils ont été organisés pour monter l'opinion publique contre les arabes et pour augmenter les dépenses militaires. Pour lui, les 19 terroristes supposés avoir détourné les avions ne sont que "des exécutants faisant partie de la tromperie". Il pense que "95% du travail des services secrets de par le monde relève de la tromperie et de la désinformation". Largement diffusées dans les médias, de fausses informations fabriquent de toutes pièces une version des événements admise par tous. Pour lui "les journalistes ne posent même pas les questions les plus simples, ceux qui se distinguent se font traiter de fous".

Ancien président du Verfassungsschutz, les services secrets intérieurs allemands, Eckhart Werthebach a déclaré à l'AFP que "la précision mortelle, l'ampleur de la planification" dans les attentats du 11 septembre avaient dû nécessiter "des années de préparation". Il attirait l'attention sur l'absence de fuites prouvant, d'après lui, que ces attentats étaient "des opérations organisées par un État". Von Bülow et Werthebach ont dit tous deux que le refus d'ouvrir une enquête officielle était totalement incompréhensible. On peut tout autant soupçonner les services secrets irakiens, ou syriens, ou... ?

Quand on sait à quel point les services secrets des pays les plus concernés sont intimement liés les uns aux autres par toutes sortes d'informateurs plus ou moins communs et d'agents plus ou moins doubles ou triples, de réseaux qui se superposent et se recourent, tout est possible !

Ben Laden ajouta encore ceci : " Nous ne sommes pas hostiles aux États-Unis, au peuple américain. Nous sommes opposés au *système de gouvernement* qui fait des autres nations des esclaves des États-Unis ou qui les oblige à hypothéquer leur liberté économique et politique".

Voilà une analyse politique parfaitement pertinente que je partage entièrement et que beaucoup d'autres hommes politiques ont faite avant lui, y compris des Américains. Faudrait-il y renoncer sous prétexte de "politiquement incorrect" ? Bush traite Ben Laden de "démon", sans avancer la moindre preuve. Mais qui est le vrai démon?

Les démons ne sont-ils pas ceux qui mettent en lambeaux l'idéal démocratique au profit de quelques intérêts particuliers? Les donneurs de leçons de démocratie, du moins de la démocratie selon leurs vœux, font à juste titre ricaner les dictateurs et les potentats

installés par leurs soins intéressés.

Comment prendre au sérieux une “démocratie” américaine qui fabrique des dictatures et qui met au pouvoir le milliardaire Bush “élu” en l’an 2000 par moins d’un quart des Américains avec un demi-million de voix de moins que son concurrent démocrate ? Pour être plus précis, 158 millions d’Américains n’ont pas voté pour Bush, sur 200 millions d’électeurs. Sur l’ensemble des États-Unis, Al Gore a obtenu 539 898 voix de plus que Bush qui l’a emporté en Floride avec, officiellement, 537 voix de plus que le candidat démocrate. Mais la BBC a révélé que 173 000 électeurs ont été abusivement et illégalement rayés des registres électoraux de Floride (essentiellement des Noirs à 90 % démocrates) par les bons soins de Jeb Bush, frère du précédent et gouverneur de Floride ! La plupart des Américains ignorent ce fait tout simplement parce que les médias américains l’ont censuré ! Soyons clairs : cela s’appelle un coup d’État. C’est ce que l’on peut appeler le putsch de Bush !

Celui de l’année 2000. Et pour 2004 ? Dans quelle farine véreuse le monde a-t-il été encore roulé ? La réponse est facile et évidente : George W. Bush est membre au plus haut niveau de “Skull and Bones” (Crâne et Tibias), secte satanique et néo-nazie proche du Ku-Klux-Klan, qui a pour objectif la mise en place d’un pouvoir dictatorial mondial aux dépens des citoyens et de la démocratie dont on ne conserve que les apparences formelles mais dont les institutions sont vidées de leur sens et dont les principes fondamentaux sont violés (contrôle total des médias en violation du premier amendement de la constitution américaine, US Patriot Act I du 27 octobre 2001 que William Safire, journaliste au New York Times a défini comme “une tentative présidentielle d’exercer un contrôle dictatorial”, US Patriot Act II de février 2003 et d’autres lois “sécuritaires”...)

Allons citoyens, continuez de dormir tranquille ! Tout est sous contrôle ! Ne vous faites aucune illusion sur les “démocrates” américains. Le vrai vainqueur des élections présidentielles américaines de novembre 2004 ne pouvait être que la secte “Skull and Bones” : le sénateur John F. Kerry en est lui aussi membre, comme Bush, au plus haut niveau...

Il faut se demander avec lucidité où se trouve la véritable source de terreur : dans un chef fanatique et barbu d’un pays défavorisé du Moyen-Orient ou auprès d’une poignée de capitalistes politiques qui profitent des failles d’un système démocratique débile pour escroquer, non seulement leurs propres concitoyens mais, également, tous les peuples de la planète ? En imposant aux plus faibles le pillage, la guerre, la famine, et aux plus forts une mondialisation à marche forcée qui ne cache pas son objectif : mettre la planète sous la coupe réglée des seuls intérêts des grands capitalistes américains qui contrôlent déjà la planète, mais qui, manifestement, en veulent encore plus, quitte à la rendre inhabitable (pollution, trou dans l’ozone, réchauffement climatique, destruction des forêts, désertification, etc.). Mais sans doute auront-ils gagné assez d’argent pour rendre habitable la planète Mars ! Il faut dénoncer le délire public de quelques “savants” fous. Si votre maison commence à brûler, vous ne faites pas des préparatifs de voyage pour aller chercher de l’eau dans les sables stériles du Sahara ! Des millions de gens incultes et misérables ignorent l’existence même de la planète rouge et voudraient simplement ne pas mourir de faim ou du SIDA sur la planète bleue !

Sur le 11 septembre, d’autres questions doivent être posées. Comment se fait-il qu’un

lieutenant de la marine américaine, Mike Vreeland, qui travaillait pour l'ONI (Office de renseignements de la Marine) et pour la CIA, emprisonné au Canada, ait pu rédiger un document dans lequel il donne le détail des événements du 11 septembre plus d'un mois avant que ne surviennent les attentats ? Les autorités canadiennes n'ont jamais contesté que Vreeland avait bien rédigé cette mise en garde qui lui avait été soustraite jusqu'au 14 septembre 2001. Vreeland dit avoir eu connaissance du détail de ces attentats par une copie d'un courrier intercepté, envoyé à Vladimir Poutine par Karim Hussein, le fils de Saddam Hussein. Pour Vreeland, il ne fait aucun doute que des agents secrets avaient réussi à infiltrer les réseaux terroristes, et que ces réseaux étaient manipulés. Il arrive à la conclusion que certains responsables américains voulaient que ces attentats se produisent. Il réclame le statut de réfugié permanent au Canada et la protection des Nations-Unies. Il est persuadé, avec ses avocats, que s'il est extradé aux États-Unis, il sera assassiné très vite. Si les Irakiens avaient connaissance des projets d'attentats avant le 11 septembre, cela expliquerait-il aussi l'acharnement de Bush, qui ne peut ignorer le fait, pour éliminer Saddam Hussein et des témoins gênants...

S'il faut en croire le quotidien Le Figaro, en juillet 2001 Oussama Ben Laden était hospitalisé à l'hôpital Américain de Dubaï, où il a reçu la visite d'un responsable de la CIA. D'après la chaîne de télévision américaine CBS, Ben Laden était sous dialyse à l'hôpital militaire de Rawalpindi, le 10 septembre 2001, sous la protection de l'armée pakistanaise. Et l'on veut nous faire croire qu'après avoir été un agent de la CIA, pendant la guerre contre les soviétiques en Afghanistan, il serait devenu l'ennemi public n° 1 des États-Unis ? Balivernes ! Michel Peyrard, journaliste français qui fut prisonnier des Talibans, a raconté que Ben Laden vivait ouvertement à Jalalabad en novembre 2001 alors que les Américains bombardaient ailleurs...

Lorsque Ben Laden se trouvait au Soudan avec ses partisans, le gouvernement de ce pays offrit aux Américains de leur livrer Ben Laden ainsi que tous les renseignements dont ils disposaient sur Al Qaida. Les Américains ont refusé. Pourquoi ? Parce que les Soudanais ne leur auraient rien appris qu'ils ne savaient déjà ? Parce qu'ils prévoyaient que Ben Laden leur serait plus utile par la suite pour justifier leur croisade contre le terrorisme, leur guerre en Afghanistan, puis en Irak ?

Le 11 septembre 2001, c'est mon aimable voisine, en fin de matinée, qui m'a averti de ce qui se passait à New York. J'ai allumé la télévision au moment où des images nous parvenaient de l'effondrement de la tour sud. C'était fou, démentiel. Tout le monde a vu et revu ces images où les avions disparaissent *dans* les tours, projetant à *l'extérieur* des masses de kérosène enflammées libérant des nuages noirs et lourds typiques des hydrocarbures. Des passants qui se trouvaient au pied des tours ont été brûlés vifs par la chute du carburant enflammé. J'ai pensé immédiatement que toutes les personnes qui se trouvaient au-dessus des points d'impact n'avaient aucune chance d'en réchapper. Le carnage serait effrayant, vu que les Twin Towers accueillait 60 000 personnes tous les jours. Ceux qui se trouvaient sous les points d'impact avaient-ils eu le temps d'évacuer ? Puis sont venues les images du Pentagone en flamme, dont on nous disait qu'il avait été percuté par un autre avion détourné. Au vu des images diffusées à ce moment-là, avant l'effondrement de la façade, je n'ai pas cru une seconde qu'un gros avion de transport civil ait pu s'écraser là. Les avions commerciaux ont l'essentiel de leurs réservoirs de carburant dans la partie médiane inférieure de la carlingue et *dans* les ailes. On aurait dû

avoir un incendie monstre *devant* la façade, car le kérosène, comme pour les Twin Towers, aurait été forcément projeté loin en avant de la façade. Ce n'est pas le cas : la pelouse est intacte, et l'incendie se développe à l'intérieur, *derrière* la façade. Ces images, bizarrement, n'ont plus jamais été rediffusées, contrairement à celles des tours. Et pour cause : il faut être aveugle pour ne pas voir la différence.

Les photos largement diffusées par la suite montrent les fumées grises et légères d'un incendie classique, pas les fumées noires et lourdes d'un incendie d'hydrocarbures comme pour le World Trade Center. Les photos prises par une caméra automatique montrent, sans l'ombre d'un doute, qu'au moment de l'impact, l'explosion ne correspond pas à une déflagration de kérosène, mais à la détonation d'un explosif puissant. D'autres photos, prises avant l'effondrement de la façade, montrent un trou unique presque carré, large de 5 mètres. Trou de souris qui aurait englouti un Boeing 757-200 d'une envergure de 38 mètres et d'une hauteur de 12 mètres avec la queue ! Évidemment, les deux réacteurs, que l'on retrouve toujours entiers dans les crashes tellement ils sont solides, placés à 8 mètres de part et d'autre de la carlingue, se sont débrouillés pour passer par le trou de souris sans faire plus de dégâts sur la façade. Étrange ! La rangée de fenêtres juste à 1,5 mètres au-dessus du trou est intacte : les carreaux ne sont pas cassés ! Entre les fenêtres indemnes et le trou béant, le mur et le linteau horizontal sont intacts : il faut donc croire, avec la version officielle, que l'empennage vertical, mesurant 8 mètres de hauteur au-dessus de la carlingue, est rentré sagement dans le trou de souris sans casser les fenêtres ni laisser la moindre éraflure sur le mur au-dessus du trou. Merveilleux !

Le "Boeing" aurait frappé la façade de biais, selon un angle d'environ 45°, traversant trois lignes de bâtiments (sur les 5 qui constituent les anneaux successifs du Pentagone) parcourant une bonne *centaine de mètres* à travers une succession de murs en béton armé, ressortant enfin de la façade interne du troisième bâtiment par un orifice circulaire de 2,30 mètres. Entré exactement entre le rez-de-chaussée et le premier étage, il ressort cent mètres plus loin en plein milieu du rez-de-chaussée, ce qui signifie une trajectoire proche de l'horizontale. Le "Boeing" atterrissait ! Sans doute pour échapper au tir de barrage des batteries de missiles qui sont censées protéger le Pentagone et qui n'ont pas fonctionné ?

Les avions qui se sont encastrés dans les Twin Towers ont, pour leur part, ouvert des "trous de souris" larges de 50 mètres sur 30 mètres ! Ils ont ravagé l'intérieur, mais ne sont pas ressortis de l'autre côté, alors qu'ils n'avaient "que" 60 mètres à faire à travers une structure métallique nettement plus légère et pénétrable. Le Boeing qui s'est écrasé sur le Pentagone avait des performances vraiment extraordinaires : Airbus est averti et n'a qu'à bien se tenir ! Tiens, au fait, heureuse coïncidence : ce ne sont que des Boeing. Cela a évité de mêler des Européens aux recherches des boîtes noires et aux enquêtes inévitables... Libre aux naïfs de croire à la fable du vol American Airlines 77 écrasé sur le Pentagone !

L'un des contrôleurs aériens civils qui suivaient "l'avion", Danielle O'Brien, déclare à ABC News : " La vitesse, la manoeuvrabilité, la façon dont il a effectué son virage..., chacun de nous pensait qu'il s'agissait d'un avion militaire".

Il n'est pas nécessaire d'être un grand expert pour comprendre qu'un avion commercial ne s'est jamais écrasé sur le Pentagone. La nature des dégâts occasionnés et les circonstances montrent que la seule explication crédible est celle d'un missile de croisière, armé d'une charge creuse, que l'on utilise pour détruire des bunkers en béton

armé. Alors tout devient limpide : la petitesse des trous d'entrée et de sortie, l'incendie provoqué par l'explosion à l'intérieur, un véritable tunnel de 100 mètres de long perforé au travers de trois bâtiments par la charge creuse, une arrivée en rase-motte (ces missiles volent à basse altitude, sont capables de brusques changements de direction avec des virages très serrés pour enfin plonger sur leur objectif au dernier moment).

Si c'est un missile qui a frappé le Pentagone (rien ne me fera changer d'avis) deux questions surgissent aussitôt :

- Le missile étant forcément américain, *qui* a pu le détourner, le programmer et l'envoyer sur le Pentagone *en coordination* avec les avions expédiés sur les Twin Towers ? D'où pouvait venir ce missile ? Pourquoi pas de la base de Langley en Virginie, à 200 kilomètres du Pentagone, base appartenant à la CIA et disposant d'avions de chasse et de toute la panoplie des missiles, dont des missiles de croisière...?

- Mais alors, si le vol American Airlines 77 ne s'est pas écrasé sur le Pentagone, qu'est-il devenu ? Où sont passés ses passagers, déclarés officiellement morts ? On subodore quelque chose d'effrayant. C'est tellement fou que ce n'est pas possible, n'est-ce pas, on ne peut pas y croire ! On ne *veut* pas y croire. On ne veut pas croire que des responsables américains au plus haut niveau sont mêlés aux attentats du 11 septembre, pire, qu'ils en sont les instigateurs, les maîtres d'oeuvre. C'est normal. Le citoyen ordinaire est un être simple et raisonnable, un enfant de chœur naïf et innocent qui ne veut pas croire qu'il est gouverné par des fous furieux. "La masse croit plus facilement le gros mensonge que le petit" (Adolf Hitler dans "Mein Kampf").

Hélas, le citoyen est un amnésique et un aveugle qui a oublié les millions de morts immolés sur l'autel de la folie d'une poignée de politiciens et qui ne veut pas voir les horreurs que chaque jour qui passe lui soumet, aux heures des repas, via la petite lucarne. Elle ne lui révèle que le plus évident, cela va de soi, et les apparences sont souvent trompeuses.

Je n'ai pas fini et il me faut encore rajouter quelques éléments au puzzle.

Ce fameux avion d'American Airlines vol 77 qui se serait soi-disant écrasé sur le Pentagone :

- Il décolle de l'aéroport Dulles de Washington (à quelques kilomètres du Pentagone) à 8h20 en direction de Los Angeles.

- A 8h55, officiellement, l'avion disparaît des écrans des contrôleurs aériens civils, le transpondeur ayant été coupé. Mais les radars militaires peuvent le suivre. En 35 mn, à 860 km/h, il a déjà parcouru 500 kms.

- A 9h37, il s'écrase officiellement sur le Pentagone. Cela veut dire qu'il aurait fait demi-tour, parcourant en 42 mn entre 500 et 600 kms avant de s'écraser. La procédure est simple : lorsque le transpondeur est défaillant ou coupé, le contact radio avec le pilote doit être effectué. S'il n'est pas possible, les militaires envoient immédiatement un chasseur pour interception. Chez nous, l'armée de l'Air affirme, et c'est une réalité, qu'il ne faut que cinq minutes à un avion de chasse pour intercepter un avion ennemi ou suspect dans l'espace aérien français. Les militaires américains ont disposé de 42 mn et n'ont fait décoller leurs chasseurs qu'à 9h30, 35 mn après l'alerte, de la base de Langley, quartier général de la CIA, située à près de 200 kms du Pentagone, alors que celle de

Saint-Andrews est à moins de 20 kms ! Si le lecteur est capable d'avaler une telle couleuvre, il doit accepter l'idée que la supériorité aérienne militaire des États-Unis est une pure fable.

Il y a une autre invraisemblance, qu'à ma connaissance personne n'a révélée. D'après la chronologie officielle du NORAD (Commandement de la Défense Aérienne Nord-américaine) un chasseur F-16 décolle à 9h30 de la base de Langley, située à moins de 200 kms du Pentagone. Le F-16 peut voler à Mach 2, soit 2400 Km/h ou 40 kms à la minute. À cette vitesse, en cinq minutes il peut se trouver au-dessus du Pentagone. Le crash ayant eu lieu, toujours officiellement, à 9h37, il avait le temps d'intercepter le vol 77 : au moins deux minutes de marge de manoeuvre. Le même document officiel du NORAD nous dit qu'au moment de l'impact, à 9h37, le F-16 se trouvait à 105 miles, soit 170 kms du Pentagone, alors qu'il aurait pu franchir allègrement 280 kms dans les sept minutes qui séparent le moment de son décollage de celui de l'impact sur le Pentagone. C'est complètement incohérent, irréel. De surcroît, ce jour-là, il faisait très beau temps, ciel bleu sans nuage sur toute la région, ce qui facilitait encore plus l'interception. Peut-être fallait-il tout simplement éloigner un témoin gênant parce que certains savaient bien qu'il n'y avait aucun avion à intercepter mais plutôt un missile incongru à apercevoir. Un mystère de plus sur une très longue liste !

Le mensuel "Science et Vie" dans son numéro de novembre 2002 publie un article intitulé " Un logiciel rétablit la vérité sur l'attentat du Pentagone". Il rapporte la simulation informatique du choc du Boeing 757 sur le Pentagone par une équipe d'ingénieurs, d'informaticiens et de graphistes de l'université de Purdue, à West Lafayette, dans l'État d'Indiana, aux États-Unis : "Résultat : la résistance du bâtiment et l'absence de débris d'avion s'expliquent scientifiquement" (c'est moi qui souligne). L'auteur de l'article ne craint pas d'aligner une infâme série d'inepties et d'erreurs inadmissibles de la part d'une revue scientifique.

Qu'on en juge : l'auteur n'hésite pas à affirmer que le kérosène est un *explosif* dix fois plus puissant que le TNT ! Que le TNT est l'explosif chimique le plus puissant (alors que le TNT, trinitrotoluène ou tolite, n'arrive qu'en cinquième position après la nitroglycérine, la pentrite, l'hexogène et la nitrocellulose). Il ne fait pas la différence entre explosif détonant et explosif déflagrant. Il reprend la justification de la prétendue absence de débris par la "désintégration" de l'avion (y compris les réacteurs) tout ayant "été détruit par la combustion du kérosène". Il n'est pas le moins du monde gêné par le fait qu'un réacteur d'avion est justement conçu pour résister aux très hautes températures et aux très hautes pressions engendrées dans ses chambres de combustion par l'inflammation du kérosène, conditions impossibles à réunir dans un classique incendie d'avion, même s'il a été pulvérisé par un crash. Les réacteurs des avions qui ont percuté les Twin Towers ont bel et bien été retrouvés dans les décombres, eux. L'auteur de l'article affirme que "l'avion" a ouvert "une brèche de 60 mètres de large dans la façade, *avant* que le carburant ne s'enflamme". Ce qui est faux, la façade est restée intacte *après* l'impact à 9h37, jusqu'à 10h10, moment où elle s'est écroulée. "L'avion", pour ce soi-disant journaliste scientifique cautionné par sa rédaction, aurait décollé à 7h10 et se serait écrasé à 8h45. Encore tout faux. Enfin dernière perle : "le carburant constituait l'essentiel de cette masse" (de l'avion) estimée par lui à 20 tonnes. Le pauvre homme ignore qu'un Boeing 757-200 pèse plus de 100 tonnes... J'ose espérer pour lui qu'il

travaillait sur ordres pour garder son emploi.

Sous couvert de verbiage “scientifique”, l’article accrédite la version officielle de l’attaque du Pentagone par un avion commercial et réfute la “rumeur” du missile. La version officielle a sans doute besoin d’être prouvée par la preuve par 9 de l’Université, et “ quelques 95 heures de calculs informatiques pour un dixième de seconde de simulation”. Circulez, il n’y a rien à voir, maintenant c’est prouvé *scientifiquement!* Voilà un bel exemple de désinformation et de manipulation de l’opinion publique ! Au profit de qui ?

Dans les événements du 11 septembre, on oublie généralement deux “détails” pour le moins troublants :

- l’incendie d’une aile de la Maison Blanche, inexpliqué.
- l’incendie et l’effondrement d’un troisième immeuble, voisin des Twin Towers. Cause : inconnue. Ce bâtiment était occupé par la CIA et était consacré à l’espionnage économique et industriel au profit des intérêts privés des multinationales américaines. Les militaires, semble-t-il, n’appréciaient guère.

Grâce au réseau Echelon, les services secrets américains interceptent toutes les communications de la planète, des particuliers, des entreprises et des gouvernements. On soupçonne sérieusement ce système d’avoir fait échouer des contrats pourtant bien engagés pour Airbus, Thompson et Alcatel, finalement emportés par des groupes américains. Plus rien sur la planète n’échappe à l’œil inquisiteur et aux oreilles indiscrettes de l’Oncle Sam.

Et l’on veut nous faire croire qu’Oussama Ben Laden, désigné comme ennemi public n°1 depuis le premier attentat contre le World Trade Center le 26 février 1993, n’a pas été repéré et a pu tranquillement organiser les attentats depuis une grotte en Afghanistan? Balivernes ! Le 11 septembre 2001, le grand comédien Bush a feint la surprise et versé des larmes de crocodile pour finir par reconnaître plus tard que la CIA et le FBI étaient informés d’attaques imminentes sur le territoire américain. Le gouvernement américain savait. Le Pentagone savait.

Comment se fait-il que Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense de Bush, le chef du Pentagone, savait qu’une attaque imminente allait avoir lieu sur le Pentagone, après les attaques sur les tours ? Le journaliste William Langleyere, dans le Daily Telegraph du 16 décembre 2001 rapporte les faits suivants : “Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, était dans son bureau qui se trouve dans la partie *est* du Pentagone, en entretien avec Christopher Cox, président de la Commission de la Défense de la Chambre des représentants. Donald Rumsfeld, se rappelle Christopher Cox, le matin du 11 septembre 2001, regardait à la télévision les Twin Towers en flammes et lui dit : “Croyez-moi, ce n’est pas encore fini. Il va y avoir une autre attaque et elle sera pour nous, ici au Pentagone.” Quelques minutes plus tard, un “avion” frappait le bâtiment. Je ne crois pas un seul instant que Donald Rumsfeld soit un voyant extra-lucide : il pouvait d’autant mieux prévoir le coup qu’il savait qu’un missile de *son* armée avait été programmé pour

frapper une autre façade du Pentagone, l'aile *ouest*! Pas n'importe où. Dans une partie qui était en travaux de rénovation, vidée de son personnel habituel ! Il aurait pu y avoir 10 ou 20 fois plus de victimes que ce qui a été annoncé. De plus, l'essentiel des victimes était censé être des passagers du soi-disant vol AA 77...

N'est-il pas étrangement miraculeux que les attentats du 11 septembre 2001 aient fait officiellement moins de 3000 victimes, alors que les Twin Towers accueillent tous les jours 60.000 personnes et le Pentagone tout autant ? Pourquoi les terroristes ont-ils choisi de frapper les tours jumelles à une heure où elles étaient loin d'être complètement occupées? Dans leur cynisme abject, les commanditaires du 11-9 auraient-ils pris la "précaution" de limiter la "casse" autant que faire se peut ? Rien n'empêchait les terroristes d'agir seulement une heure plus tard pour faire encore plus de victimes. Voilà des terroristes étrangement scupuleux !

Dans un rapport du 11 janvier 2001 d'une commission qu'il présidait sur "l'évaluation de l'organisation et de la planification de la sécurité des États-Unis en matière spatiale", le même Rumsfeld écrit : "L'histoire est pleine de situations dans lesquelles on a ignoré les avertissements et résisté au changement jusqu'à ce qu'un événement extérieur, jugé jusque-là "improbable", vienne forcer la main des bureaucraties réticentes... Le seul événement capable de galvaniser les énergies de la nation et de forcer le gouvernement des États-Unis à agir *doit* être une attaque destructrice contre le pays et sa population, un Pearl Harbor." Quelle prescience ! Le lecteur n'est-il pas troublé comme moi-même par ce "doit" qui induit l'idée de programmation volontaire alors que l'on attendrait plutôt le conditionnel du verbe pouvoir : "pourrait" ? En anglais, "could be" au lieu de l'impérieux et directif "must be" ?

Autre étrangeté : les attaques à l'anthrax. La souche utilisée était d'origine américaine et sortait d'un laboratoire américain...

Le journaliste James Bamford a dévoilé l'existence, en 1961, d'un projet de l'État-Major américain ressemblant étrangement aux événements du 11 septembre. Après la débâcle de la "Baie des Cochons" à Cuba, le Pentagone voulait en finir avec Castro et proposa un plan baptisé "Northwood opération" pour justifier l'invasion de Cuba et obtenir le soutien de la population américaine. Ce plan prévoyait, entre autres, des attentats à la bombe à Miami et Washington, des détournements d'avions civils et de navires. Au dernier moment, Kennedy rejeta le projet. Ce qui était possible il y a quarante ans ne le serait pas aujourd'hui, avec des moyens plus sophistiqués ? L'armée de l'Air américaine a développé depuis longtemps la technologie des drones et des missiles de croisière. Le système "Global Hawk" permet de contrer le piratage aérien en prenant le contrôle d'un avion détourné sans que ni les pirates ni l'équipage puissent intervenir. L'avion peut être posé sur un aéroport ou tout aussi bien dirigé sur un gratte-ciel !

Près de quarante années de silence ont été nécessaires pour que l'on apprenne par une retraitée des services secrets américains, Marita Lorenz, l'implication directe de la CIA dans l'assassinat de Kennedy en 1963. La vérité, longtemps muselée, a fini par émerger.

Mais qui la connaît ?.

Aujourd'hui, on fait mieux. La Maison Blanche a forcé le Congrès à renoncer à une enquête parlementaire et la presse a été obligée de s'abstenir de toute investigation, au nom de la sécurité nationale.

Chez nous, la presse a emboîté servilement le pas : même "le Monde" et "Libération". Quelle honte ! Tous les médias se sont aplatis devant le diktat de la version officielle des attentats.

Pour faire bonne mesure de cynisme, le gouvernement américain a offert 1,8 million de dollars à chaque famille victime des attentats, à la condition de renoncer à toutes poursuites contre les compagnies aériennes impliquées et contre le gouvernement des États-Unis.

Bush a promis de tout faire contre le terrorisme, mais il refuse catégoriquement de s'attaquer aux paradis fiscaux par lesquels transite l'argent sale des mafias de la drogue, des services secrets, de la haute finance et des réseaux terroristes.

Faut-il s'en étonner, quand la plupart des secrétaires d'État du gouvernement Bush sont issus de l'industrie pétrolière dans laquelle ils occupaient tous des postes de direction ?

Le temps viendra sans doute aussi, chez nous, où nous aurons un Thierry Desmarests, futur ex-PDG de Total-Fina-Elf, comme ministre de l'économie ? Après tout, nous avons déjà à ce poste un Francis Mer, ex-PDG d'Usinor !

Dernières révélations du début de l'année 2004 : celles de Paul O'Neill, dans son livre intitulé "Le prix de la loyauté". Ce n'est pas un gauchiste boutonneux, hirsute et exalté, mais une sommité de l'establishment républicain, l'ex-secrétaire au Trésor de George W. Bush, himself. Il dit sans ambages que l'invasion de l'Irak était programmée dès les premiers mois de 2001 et que sa raison d'être n'a rien à voir avec les attentats du 11 septembre 2001. Que la lutte contre le terrorisme n'était qu'un prétexte et que la fable des armes de destruction massive n'avait pour but que de justifier à posteriori la stratégie politico-militaire du gouvernement US. On attend toujours l'autocritique et les excuses des médias (y compris en France) qui ont soutenu et relayé servilement les mensonges de l'équipe de gangsters du gouvernement Bush.

À force de manipulations, de désinformations, de mensonges systématiques, de pressions inacceptables, le gouvernement américain cache la nature réelle des attentats du 11 septembre 2001. La démocratie est trahie par une nouvelle forme de dictature qui impose des décisions illégitimes fondées sur la "raison d'État", et qui n'hésite pas à commettre des crimes immondes.

Le terrorisme est une réponse violente à l'oppression des oligarchies qui manipulent à leur profit la violence institutionnelle des États, y compris ceux qui se présentent comme des modèles de démocratie. Le terrorisme est un révélateur de l'absence démocratique ou de l'illusion démocratique.

La nouveauté, dans le terrorisme, c'est sa mondialisation. Le terrorisme des fous d'Allah recrute dans tous les pays musulmans contre l'État mondial imposé par la

démensure de la toute-puissance américaine. Le terrorisme d'une poignée de fanatiques islamistes est la réponse au terrorisme d'une poignée de fanatiques du libéralisme capitaliste. Il est une conséquence directe de l'impérialisme des grandes puissances.

Les États-Unis ont joué avec le feu en suscitant et en aidant les intégristes de l'Islam contre l'ex-URSS. Il est logique qu'ils se brûlent. S'ils se brûlent *volontairement* pour renforcer leur pouvoir hégémonique, cela démontre le niveau de folie de quelques politiciens et militaires.

Comme l'a exprimé sans ambages le Dr Martin Luther King : " Mon gouvernement est le premier pourvoyeur de violence du monde".

Il n'a pas dit "mon pays" ou "les Américains", mais le "gouvernement", c'est-à-dire ceux qui le contrôlent, les vrais décideurs, une poignée de tordus qui sont responsables.

Theodore Roosevelt, vingt-sixième président des États-Unis, déclarait dans son programme électoral de 1912 :

"Derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l'homme d'État." Impossible d'être plus clair !

Cela n'empêche pas que les millions de citoyens, naïfs et inconscients, qui s'imaginent vivre dans une démocratie idéale (parce que, depuis plus de deux siècles, certains les en ont persuadés à force de bourrage de crâne), portent, individuellement et collectivement, leur part de reproches et de responsabilités. Il ne faut pas s'étonner que, régulièrement, plus de la moitié des électeurs américains s'abstienne d'aller voter. La démocratie américaine est une illusion qui s'est révélée avec le 11 septembre et l'écroulement des symboles de sa domination. Au sommet de sa puissance, l'empire américain est un colosse aux pieds d'argile.

En général, aucun empire ne s'écroule s'il ne s'est lui-même miné de l'intérieur.

Ainsi, L'empire romain.

Ainsi aussi l'empire soviétique, dont l'effondrement en surprit plus d'un.

Mais les sociétés, les empires ne se détruisent eux-mêmes que lorsqu'ils ont cessé de comprendre leurs raisons d'être, quand l'idée dominante autour de laquelle ils s'étaient naguère organisés s'est effacée progressivement, dissoute dans les brumes d'un oubli opportuniste.

Où sont passés les idéaux communistes ? Perdus dans le léninisme, dans le stalinisme, et dans les méandres d'une nomenklatura corrompue et mafieuse !

Où sont passés les idéaux de démocratie et de république des révolutionnaires américains et français ? Perdus dans les méandres du capitalisme le plus impitoyable, de la technocratie la plus élitiste, des mafias légales les plus machiavéliques ! On est très loin de l'idéal démocratique d'un Abraham Lincoln qui affirmait : "De même que je ne voulais pas être un esclave, je ne voulais pas être un maître. Telle est ma conception de la démocratie. Tout ce qui en diffère, et la différence est d'autant plus grande, n'est point de la démocratie".

L'empire capitaliste américain, totalement corrompu dans ses bases, s'écroulera lui aussi. La Bourse, thermomètre de sa santé, n'a jamais connu, dans son histoire, de chute aussi radicale. Le financement des retraites par des fonds de pensions investis en Bourse est remis en question et beaucoup d'Américains à la retraite sont ruinés. Le symbole évident du World Trade Center s'est déjà écroulé ! Le fruit est plus que mûr, il est pourri. Mais il pue et il continue d'empoisonner toute l'humanité.

Résumons. Ben Laden était un agent de la CIA. Il l'est toujours (s'il est encore en vie, ce qui est peut probable). Parce qu'un agent de n'importe quel service de renseignement de n'importe quel pays dans le monde lui reste attaché jusqu'à sa mort. Les spécialistes de la question le savent bien. La CIA a toujours su où il se trouvait et aurait pu le capturer à plusieurs reprises avérées. Le gouvernement américain a fabriqué de toutes pièces cet épouvantail symbolique pour justifier sa guerre contre un terrorisme qui autorise tous les abus de pouvoir, son hégémonie planétaire et sa soif de pétrole. On sait que Ben Laden a toujours gardé le contact avec sa famille et qu'il existe des liens étroits et suspects entre cette dernière et la famille Bush. Après la disparition de l'URSS et de l'ennemi communiste, il était vital de trouver un ennemi de substitution pour tout un énorme pan de l'économie américaine suralimenté par les immenses budgets sur les armements et la défense. Donald Rumsfeld *savait* qu'une attaque allait avoir lieu sur le Pentagone le 11 septembre 2001. Le gouvernement US *savait* que les attentats du 11-9 allaient avoir lieu parce que c'est lui-même qui les a organisés. La décision d'envahir l'Afghanistan et l'Irak était déjà prise dès le début de 2001. Il ne manquait qu'un prétexte, fabriqué pour l'occasion : le 11 septembre 2001. Gangrénée par une insidieuse dérive totalitaire, la pseudo-démocratie américaine était déjà morte avec la première élection truquée de George Bush. Un fascisme rampant et masqué, celui du capitalisme mafieux des multinationales et des banques, l'a remplacé.

L'avenir est à la mondialisation. Pas à celle que nous concoctent les malades mentaux qui sévissent à Washington et à Wall Street. Mais à celle qui pourrait restituer à chaque citoyen de cette planète une vraie place dans la dignité par le renouvellement des idéaux de la démocratie. Car les soi-disant démocraties "occidentales" sont des fausses démocraties qui ne valent pas mieux que les défuntes démocraties "populaires" de l'Europe de l'Est. Le retour aux sources de la vraie démocratie s'impose plus que jamais !

Annexe 10 : conjectures

Les attentats du 11 septembre 2001, par leur ampleur, leur monstruosité, leurs moyens, leur retentissement, sont des événements d'une nature exceptionnelle. Depuis cette date (et avant aussi), les terroristes (je les dénomme ainsi par commodité), ont multiplié les attentats sanglants avec des moyens des plus classiques et des plus ordinaires : les bombes, même si elles sont poussées à l'extrême avec de grandes quantités d'explosifs, des véhicules pour les acheminer sur leurs cibles et, summum de la folie humaine, du fanatisme et de la manipulation, les indispensables chauffeurs-kamikazes. Le côté suicidaire et les trop nombreuses victimes frappent et révoltent les opinions publiques dans le monde entier. Mais cela reste malgré tout les moyens habituels d'un terrorisme "classique".

De nombreux experts ont par ailleurs affirmé leur conviction que des groupes mafieux ou terroristes ont pu, sans grandes difficultés, se procurer des armes moins classiques et autrement redoutables. On se rappelle le gaz sarin introduit dans le métro de Tokyo par la secte Aoun. Mais il y a aussi le plutonium et les virus comme celui de la variole. Pour mémoire, rappelons que le plutonium est non seulement mortel par sa radioactivité à très longue période, mais que c'est en même temps le poison chimique le plus violent : 10.000 fois plus puissant que le cyanure de potassium de triste réputation. C'est la substance la plus toxique et la plus dangereuse qui soit. Une masse de plutonium de la taille d'une petite orange suffirait pour tuer tous les habitants de cette planète. Ce métal est totalement artificiel : il n'existait pas sur terre avant la construction des premiers réacteurs nucléaires. On en a ainsi fabriqué des centaines de tonnes... Il est donc presque certain que Ben Laden et ses acolytes ont pu se procurer du plutonium en quantité suffisante pour ... pour faire une bombe atomique ? Non, certainement pas, c'est techniquement trop compliqué. L'aveu largement médiatisé, le 4 février 2004, d'Abdul Qadir Khan, le "père" de la bombe atomique pakistanaise, de l'organisation des fuites de technologie de la bombe vers l'Iran, la Lybie et la Corée du Nord, confirme hélas cette possibilité. D'autant que le Dr Khan, islamiste fanatique, soutien ouvertement la mouvance d'Al Qaïda, s'il n'en fait pas partie... Néanmoins, à défaut de bombe atomique, rien n'est plus facile pour leurs artificiers et discret pour leurs volontaires au "martyre" qu'une bombe dite "sale", ce qui constitue un de ces gentils euphémismes de la langue de bois et du "politiquement correct" pour désigner une de ces saloperies les plus monstrueuses que peuvent concevoir des êtres dits "humains". Un vieux bout de tuyau en plomb rempli de 500 grammes de plutonium et d'une toute petite charge explosive pour tout pulvériser finement. On balance le tout d'un ULM, d'un hélicoptère ou du sommet d'un gratte-ciel, une journée de beau temps agrémentée d'un bon vent favorable, à l'heure de sortie des bureaux. Résultat : une ville contaminée, une panique absolue, un potentiel assassin énorme : des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de cancers mortels inguérissables, de maladies chroniques invalidantes et incompréhensibles. Désolé, ce n'est pas aussi spectaculaire et hollywoodien que l'effondrement des Twin Towers, mais c'est une perspective encore plus terrifiante et dévastatrice. Faisons deux hypothèses :

1) Si Ben Laden est l'abominable satan de l'Amérique et qu'il dispose de plutonium ou d'autres joyeusetés chimiques ou biologiques, en bonne logique terroriste, il aurait dû

les utiliser. Ce n'est pas le cas. Dans un combat à mort contre son ennemi, lorsqu'un coup marquant est porté à l'adversaire, on n'attend pas qu'il rassemble ses forces et qu'il se relève : on ne voit ça qu'au cinéma. Ben Laden serait-il une star de Hollywood ? La star du terrorisme international, serait-elle au service d'une multinationale de la manipulation de l'opinion publique mondiale ? Un service secret, un État dans l'État, comme la CIA, par exemple ?

Allons donc, puisque c'est un authentique terroriste au service de la cause islamiste, on peut en déduire qu'il ne dispose ni de plutonium, ni d'autres choses (ouf, on respire !)

Oui, mais si malgré tout, il en avait, du plutonium et d'autres choses ? Il est certain qu'il ne les a pas utilisés depuis le 11-9. Qu'il ne les a pas *encore* utilisés. Parce qu'il n'a pas encore choisi son heure pour les utiliser. Moment qui devrait être choisi en fonction d'une vraie logique terroriste. En fonction de vrais critères terroristes ? Ou de faux critères terroristes présentés comme des vrais ?

2) Si Ben Laden est un agent de la CIA (il l'a été, et un agent secret de n'importe quel service secret de n'importe quel pays dans le monde le reste jusqu'à sa mort), aux ordres du "satan" qui règne à Washington, il est par contre parfaitement logique qu'il ait recours aux attentats classiques, histoire de maintenir la pression terroriste. L'effet recherché et obtenu du 11-9 peut se prolonger ainsi sur un certain nombre d'années au plus grand bénéfice de ses commanditaires. Si un jour la nécessité s'en faisait sentir, l'oncle Sam-satan pourrait lui passer commande d'un attentat sur mesure dans la démesure de l'horreur, pour relancer les ardeurs défaillantes dans la guerre totale contre le terrorisme.

Car enfin, à *qui profite le crime* ? Question fondamentale jamais posée ! À qui profite le terrorisme de Ben Laden et d'Al Qaïda ? Qui tire les ficelles (grosses comme des câbles) et les marrons du feu ?

La réponse est pourtant évidente même si une cécité de principe règne partout et impose sa chape de plomb et d'autocensure sur les médias : les compagnies pétrolières, les marchands d'armes et la grande finance qui tiennent dans leurs mains sales le gouvernement des États-Unis depuis le putsch secret qui leur a livré les clefs de la Maison Blanche, avec la première élection truquée de George W. Bush.

Ceux qui tirent les ficelles se cachent derrière la marionnette Bush. Ils avaient donc un intérêt colossal dans l'élection présidentielle de novembre 2004. Pour eux, il FALLAIT que Bush soit réélu. Que faire avec des sondages défavorables ? Comment remobiliser les électeurs en sa faveur ? C'est pourtant simple ! Avec la bonne vieille recette : faire PEUR ! Comment faire peur aux moutons américains et leur faire suivre le chemin belliciste du berger Bush ?

Grâce à la peur du loup Ben Laden ! Relancée avec un attentat majeur ... juste avant les élections de novembre 2004. Pourquoi pas le 11 septembre 2004 ? Pour "fêter" la chute des Twin Towers ? Une logique terroriste très particulière pouvait faire craindre et redouter les mois de septembre et d'octobre 2004 !

Il est certes beaucoup plus délicat pour la CIA d'organiser un attentat majeur ailleurs qu'aux États-Unis. Mais l'oncle Sam n'hésiterait pas, chez lui, à sacrifier ... disons ... un avion de plus, ou deux, si nécessaire. Bush devait être réélu. Quant au nouveau JFK, le candidat démocrate John Forbes Kerry qui semblait avoir le vent en poupe, on pouvait

espérer pour lui qu'il n'aurait pas la même fin tragique que l'ancien... À moins que... Soudain un doute affreux surgit: et si monsieur Kerry n'était qu'une triste marionnette déjà prévue pour le remplacement de Bush ou pour faciliter la réélection de ce dernier ? Les deux candidats appartiennent à la même secte sataniste et néo-nazie "Skull and bones" dont le sinistre logo ornait déjà les casquettes et les uniformes des SS. Cette secte était assurée de gagner les élections présidentielles de 2004 ! Alors Bush pourrait peut-être se contenter de sortir de son chapeau de prestidi-agitateur quelques armes de destruction massive opportunément découvertes (enfin) en Irak ou un Ben Laden opportunément capturé avec l'aide des 250 commandos des forces spéciales françaises opérant incognito (presque) en Afghanistan, juste, tout juste avant les élections de novembre 2004 ? Allons, tout cela n'est qu'un pur délire...

Selon un entrefilet paru dans "La Dépêche du Midi" du 13 juillet 2004, "l'administration Bush étudie la possibilité de reporter les élections présidentielles du 2 novembre 2004 en cas d'attaque terroriste".

Dans un discours tenu le 7 septembre 2004 dans l'Iowa, le vice-président Dick Cheney "prophétise" : "Si nous faisons le mauvais choix pour ces élections, nous serons frappés de manière dévastatrice pour l'ensemble des États-Unis". Il n'hésite pas à associer le vote pour Kerry à une attaque terroriste contre les États-Unis. Cela constitue à la fois une menace et un chantage : si vous votez Kerry, vous serez punis par les terroristes! Est-ce que l'objectif d'une pareille prophétie est simplement de faire peur aux moutons-citoyens américains ? Sans doute. Mais qu'est-ce qui lui permet de dire ça ? De l'affirmer ? Comme s'il était lui-même le chef des terroristes! Comme il est de toute évidence l'organisateur principal des attentats du 11 septembre, la menace de la "prophétie" n'est pas à prendre à la légère !

Fallait-il qu'il ait des doutes pour en arriver là, alors que tout était déjà en place pour truquer les élections une seconde fois !

Bush a été réélu comme prévu. Il n'y a pas eu d'attentat majeur avant les élections comme on pouvait le redouter, heureusement. Mais il y a eu des menaces réitérées d'attentat contre les Américains de la part de chefs d'Al Qaïda et l'intervention bien opportune de Ben Laden dans une vidéo quatre jours avant le scrutin. Chaque fois que Bush en a besoin, le "diable" sort de sa boîte...

Son patron n'avait pas besoin d'en faire plus pour être réélu :

- Tous les sondages d'opinions lui accordaient une avance sur Kerry.
- Kerry est complice de Bush puisqu'ils appartiennent tous les deux à la même secte raciste et fasciste, Skull and Bones.
- Il faut sérieusement mettre en doute la validité de ces élections, surtout dans les États très disputés qui ont "profité" d'un important déploiement de machines à voter électroniques. Or, le fabricant de ces machines, Diebold, un Républicain, a apporté un important soutien financier à la campagne électorale de Bush. Des doutes ayant été émis sur la fiabilité de ces machines, des avocats des Démocrates ont demandé à ce quelles soient démontées et vérifiées. La réplique a été instantanée. Le fabricant a menacé de procès quiconque examinerait de trop près lesdites machines, au nom de la protection du

secret industriel, des brevets et de la propriété privée. Pourquoi ce contrôle légitime est-il rendu irréalisable ? Volonté de dissimuler un programme et une électronique très discrets permettant un bidouillage des résultats à distance ? C'est techniquement au point et facilement réalisable. Il faut bien l'envisager : rien n'est impossible avec les gangsters de la Maison Blanche !

D'innombrables irrégularités ont été relevées :

- Plus de 2 millions de votes ont été refusés à cause d'une carte jugée mal poinçonnée. Qui aurait pu bénéficier de ces votes ?

- Dans de nombreux comtés de Floride et d'Ohio (États dont le gain était décisif), répertoriés depuis toujours comme des comtés très largement démocrates (de 70 à 80 %), le résultat fut favorable à Bush dans les mêmes proportions, avec 70 à 80 % des voix pour les Républicains : dans tous les cas, les machines électorales à voter ont sévi !

Bush a inventé la machine à gagner les élections !

En France, on nous annonce déjà la multiplication de ces merveilleuses machines à baiser les citoyens.

La démocratie est à l'agonie. La pseudo-démocratie est en pleine forme.

Annexe 11 :

pour en finir avec le 11 septembre

Extraits d'un discours du journaliste et conférencier Michaël C. Ruppert pour le Commonwealth Club à San Francisco le 31 août 2004 :

“... Quelle que puisse être l'approche de la situation globale, que se soit la géopolitique, l'économie, le climat, la guerre, les aérosols dispersés, les ogives de guerre qui menacent de lâcher une orgie mondiale d'effusion de sang, la hausse du prix de l'énergie, les manques d'énergies, les manques d'eau douce, la guerre biologique, la répression des libertés civiles, une conclusion commune saute aux yeux : la planète Terre et tous ses habitants sont en grand danger. Ce n'est pas le temps de penser à la sécurité nationale, c'est le temps de penser à la sécurité planétaire. C'est la survie de la planète qui est en jeu...

Comme je l'ai dit tant de fois pendant ces trois dernières années au cours de 40 conférences sur la vérité et les mensonges du 11-9 et le pic maximal du pétrole, les événements dans les cinq ans qui suivent les attaques du 11 septembre détermineront le cours de l'histoire de l'humanité pour les 500 années à venir ou plus.

Depuis de nombreuses années maintenant, des citations et des preuves ont été présentées dans mes conférences et ma vidéo “Vérités et Mensonges sur le 11-9”. Je ne demande pas que les gens me croient sur parole, je demande que des experts continuent à me défier s'il le faut en évaluant mes recherches, travaux et documents accumulés toutes ces années afin qu'ils puissent en tirer leurs propres conclusions. À ce jour le sérieux et la crédibilité de mes travaux m'ont ouvert les portes du Commonwealth Club.

Je ne suis pas le seul à affirmer que les attaques du 11 septembre ont été facilitées, orchestrées et réalisées par le gouvernement des États-Unis. En tant qu'ancien officier de police, détective et à présent journaliste je m'en tiendrai aux strictes normes probatoires d'investigations.

Les attaques du 11-9 sont le résultat de la planification délibérée et d'efforts orchestrés par des leaders identifiables aux USA. Le gouvernement et les groupes de l'énergie et de la finance ont tout fait pour obtenir une attaque comme celle de Pearl Harbor qui puisse fournir à l'empire américain un prétexte pour la guerre, l'objectif étant la confiscation des réserves de pétrole et de gaz et la clef des voies de transport par oléoduc.

Le 11-9 a été un meurtre prémédité. Je nommerai ce soir certains des suspects qui ont commis le crime. Je vous montrerai l'évidence accablante de leur culpabilité, ce dont je suis fier.

Je suis prêt et confiant pour répondre devant un procureur ou un jury de district.

Historiquement, l'affirmation que le gouvernement des États-Unis serait capable

d'orchestrer une attaque contre des intérêts américains a plusieurs précédents. En 1962 déjà, les chefs interarmées avaient approuvé un plan secret appelé "Opération Northwoods" qui était une opération secrète pour abattre un avion américain et lancer une attaque contre des équipements militaires américains, avec l'intention de rejeter le blâme sur Fidel Castro, incitant ainsi les États-Unis à envahir et occuper Cuba.

Il en fut de même pour Pearl Harbor dont les dates et plans d'attaque étaient connus de Roosevelt lui-même ; l'histoire fournit aujourd'hui aux USA une documentation abondante sur la complicité du gouvernement américain à des degrés variables dans de tels événements. Le livre "Le jour de la duperie" et d'autres enregistrements aux archives nationales ont prouvé aux USA que l'administration Roosevelt avait bien déchiffré les codes japonais avant le 7 décembre 1941 et que la décision de laisser faire l'attaque sur Pearl Harbor a été prise en toute conscience. Cette décision a été mise en place pour fournir l'impulsion nécessaire à l'entrée en guerre des USA, à un moment où la Grande-Bretagne faiblissait sous les bombardements et la guerre navale du Troisième Reich.

(...) La demande en hydrocarbures des USA, des pays industrialisés et des pays en voie de développement accélère rapidement l'arrivée du pic maximal de pétrole, point de non retour pour cette ressource limitée. L'impact économique et environnemental deviendra insoutenable dans les trois années à venir. Étant donné les choix peu judicieux des 30 dernières années, une fin brutale de l'ère du pétrole constitue la plus sérieuse menace pour l'humanité dans toute son histoire.

(...) Les attaques du 11 septembre 2001 ont été le prétexte pour l'empire américain et à un degré moindre pour la Grande-Bretagne et pour Israël, de s'emparer par la force des sources d'approvisionnements en énergie, pour soutenir leur puissance hégémonique (régionale ou mondiale) et maintenir l'équilibre de leur économie dans les prochaines années de pénurie.

(...) Rien dans la prétendue commission indépendante, la Commission Kean, qui a étudié les attaques du 11 septembre, ne peut ou ne devrait être accepté sans un débat contradictoire. Cette commission reprend la chronologie des événements publiée par le Norad (armée de l'Air). Or, plusieurs témoignages faits devant la Commission démentent cette chronologie. La chronologie officielle indiquait que la FAA (surveillance aérienne) avait sollicité le Commandement de l'Armée de l'Air pour une aide militaire alors que trois avions commerciaux de ligne piratés étaient toujours en vol. Des témoignages devant la Commission affirment au contraire que la FAA a informé l'armée de l'air trop tard, après que les avions se soient écrasés. Un escadron d'avions de combat du Norad est en effet bien parti mais il a été envoyé au dessus de l'océan Atlantique à plus de 200 km à l'est de Washington DC, alors que le troisième engin heurtait le Pentagone⁵. Un second escadron était sur l'Alaska pendant qu'un troisième sillonnait au-dessus du Canada. Devant de telles incohérences, il est certain que les militaires ont menti aux Américains, menti au Congrès et menti à la Commission du 11-9.

Le rapport de la Commission a été remanié pour tenter de maquiller au mieux toutes ces

5 Michaël C. Ruppert sait très bien qu'il s'agit d'un missile. C'est pourquoi il utilise le mot "engin". Il ne va pas plus loin : c'est trop dangereux pour lui.

incohérences chronologiques et donner au public une version édulcorée. Pourquoi tant de partialité ? C'est assez simple à comprendre quand on étudie le curriculum vitae des membres de cette commission.

(...) La Commission Kean a délibérément été constituée de personnalités impliquées dans les événements du 11-9 et les organismes gouvernementaux chargés de protéger les Américains ce jour-là. Tous auraient dû témoigner plutôt que de diriger et rédiger les rapports d'une telle commission. Un seul membre était vraiment impartial : il s'agit d'un sénateur de Georgie, Max Cleland. Après avoir déclaré que tout cela était une vaste mascarade, il a démissionné de la Commission Kean avant la fin des investigations.

Que s'est-il passé le 11 septembre 2001 ?

Nous allons démontrer qu'un suspect (ou plusieurs) possédait les moyens, les motifs et l'opportunité de commettre le crime.

Jusqu'ici, l'affaire du 11-9 aurait été commise par Oussama Ben Laden et Al Qaïda. Cela n'a jamais été prouvé. En fait, environ 35 mois après les attaques du 11-9, de toutes les poursuites judiciaires dans le monde concernant cette affaire, aucune n'a abouti.

La seule affaire qui aurait dû aboutir fut la poursuite judiciaire allemande contre Monir el Motassadeq, chargé de faciliter la prétendue cellule de Hambourg appelée du nom de Mohamed Atta. La justice allemande a dû abandonner ses poursuites en 2004 car le gouvernement US a refusé de produire les témoins principaux tels que Khalid Shaïh Muhammad ou Ramzi Ben al Shibh ainsi que d'autres évidences et preuves matérielles.

Pour le grand public et la communauté officielle des investigateurs du 11-9, l'échec des moyens de défense aérienne des USA est un mystère. La Commission Kean et la version gouvernementale des événements ne laissent apparaître aucune explication plausible. Le fait qu'aucune défense aérienne efficace ne se soit manifestée ce jour-là reste incompréhensible...

Des preuves incontestables démontrent la complicité directe du gouvernement US dans la gestion des attaques du 11 septembre 2001. Ces éléments figurent en détail dans mon livre "Traverser le Rubicon".

1°) Cheney est le principal suspect dans les meurtres de masse du 11-9. J'affirme qu'il a été un planificateur du 11-9 et que le jour même des attaques il gérait un centre de contrôle totalement séparé du système de communications militaires et capable de brouiller les transmissions ou ordres émanant d'autres centres de commandement. Pour parvenir à ses fins, il a relié un système de communication au central principal des services secrets américains, dans le Centre de Secours des Opérations Présidentielles, le bunker où lui et la conseillère à la Sécurité Nationale, Condolezza Rice ont soit-disant été précipités après que le vol 175 ait frappé la tour sud du World Trade Center. Je démontrerai qu'en réalité Cheney n'a jamais quitté ce poste et qu'il avait des informations en temps réel, meilleures que celles disponibles au Pentagone.

2°) Je démontrerai cela en expliquant ce que sont les Services Secrets des Événements Spéciaux de la Sécurité Nationale Américaine, une agence de contrôle opérationnel suprême supplantant d'autorité toutes les agences civiles et militaires.

3°) J'établirai qu'en mai 2001, par décret présidentiel, Cheney a été placé au

commandement et au contrôle directs de toutes les formations de stratégies militaires, des terrains d'exercices d'entraînement et de l'établissement du programme de plusieurs agences, particulièrement la Fema. Qu'en outre, il a ordonné tous les exercices militaires aériens incohérents du 11 septembre 2001.

Je démontrerai que l'exercice Trépide II, installé le 10 septembre à Manhattan, a été directement piloté par Cheney en prévision du chaos du 11-9 qu'il préparait.

4°) Je prouverai qu'un certain nombre d'officiels de la ville de New York, dont le maire Rudolph Guilani, se sont rendus compte pendant 20 minutes, que le vol 175 visait Manhattan.

Ils n'ont rien fait pour ordonner l'évacuation ou avertir les occupants du World Trade Center. Seul un officier militaire a quitté son poste pour appeler en privé son frère qui travaillait au WTC, le sommant de sortir au plus vite.

5°) Je prouverai également que les gouvernements israéliens et britanniques ont agi en tant qu'alliés au plus haut niveau du gouvernement américain pour aider à la préparation et très probablement, à l'exécution des attaques du 11-9.

Tous ces éléments sont présentés et documentés sur 850 pages dans "Franchir le Rubicon" qui prouve que George Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Condi Rice, le général Ralph Eberhart, le général Meyers, le directeur du FBI Robert Muller, John Ashcroft et George Tenet ont menti au peuple américain.

(...) En prenant le pétrole de l'Irak et en contrôlant l'Afghanistan le gouvernement US pense pouvoir retarder les effets du pic du pétrole pour les États-Unis et assurer ainsi son hégémonie sur le reste du monde qui manquera alors de pétrole. Tel est le mobile du crime du 11 septembre 2001.

(...) Dans mon ouvrage j'explique comment et pourquoi le système économique actuel du monde s'accélère, décline et dégénère dans des proportions inimaginables. Tout ceci, pour moi, a commencé il y a 27 ans quand, en tant que jeune policier, j'ai découvert que la CIA était lourdement impliquée dans le trafic de drogue. J'ai déjà prouvé tout cela en utilisant des enregistrements d'auditions au Sénat et des documents de la CIA elle-même. Un des facteurs essentiels de la suprématie économique américaine fut le trafic de drogue. Tous les ans près de 660 milliards de dollars de narco-profits ont alimenté les marchés financiers et les institutions des États-Unis. L'invasion de l'Afghanistan n'avait d'autre but que de produire plus de drogue pour maintenir les flux financiers de narco-profits qui alimentent l'économie américaine.

Outre le trafic de drogue qui alimente États et Institutions de nombreux pays, nous menons une guerre perdue d'avance. L'ensemble de l'économie mondiale mise sur une croissance infinie dans un monde de ressources finies. Ce manque de réalisme global nous mène à une crise généralisée mettant en péril l'humanité même. Les solutions actuelles de guerres permanentes pour maintenir la croissance ne préparent qu'une chute encore plus brutale.

Sources : Morphéus n° 6, www.morpheus.fr t www.fromthewilderness.com

Annexe 12 :

Dixit... chrono...logique

“Derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l’homme d’État.”

Déclaration de Theodore Roosevelt, vingt-sixième président des États-Unis, dans son programme électoral de 1912.

“Nous devons, au sein des assemblées de l’État, nous prémunir contre le fait que le complexe militaro-industriel acquière une influence injustifiée, qu’elle soit visible ou invisible. La possibilité d’ascension d’un pouvoir illégitime existe, et elle persistera. Nous ne devons jamais permettre à une telle combinaison de menacer nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devons jamais rien tenir pour acquis. Seul un ensemble de citoyens actifs et avisés peut, à l’aide des processus et objectifs pacifiques qui sont les nôtres, contenir les menées bien réelles de cet immense mécanisme industriel et militaire de défense, afin que sécurité et liberté puissent prospérer de concert.”

Déclaration de Dwight D. Eisenhower, trente-quatrième président des États-Unis, après la fin de son deuxième mandat, en janvier 1961.

“La direction du Bureau du Président a été utilisée pour fomenter un complot pour anéantir la liberté des Américains et avant de vous quitter, je dois informer les citoyens de ces faits.”

Déclaration de John F. Kennedy, trente-cinquième président des États-Unis, dans un discours fait à l’Université Columbia le 12 novembre 1963, dix jours seulement avant qu’il ne soit assassiné.

BIBLIOGRAPHIE

- Abgrall J-M. : La mécanique des sectes, Payot 1996.
- Alain : Le citoyen contre les pouvoirs, Sagittaire 1926.
- Propos de politique, Rieder 1934.
- Alberoni F. : Les envieux, Plon 1995.
- Anzieu D. : Le groupe et l'inconscient, Dunod 1981.
- Aron R. : Dix-Huit Leçons sur la société industrielle,
 Gallimard 1962.
- Auby J-M. et Ducos-Ader R. : Droit public, Sirey 1984.
- Bailey F. G. : Les règles du jeu politique, PUF 1971.
- Barret- Kriegel B. : Cours de philosophie politique, Folio 1996.
- Baslez M-F. : Histoire politique du monde grec antique,
 Nathan 1994.
- Bataille G. : La structure psychologique du fascisme,
 Gallimard 1971.
- Baudrillard J. : De la séduction, Denoël 1979.
- Baumont S. : Le jeu politique, Milan 1997.
- Bergeret J. : La personnalité normale et pathologique, Bordas 1985.
- Bevort A. : Pour une démocratie participative,
 Presses de Science Po. 2002.
- Birnbaum P. : Dimensions du pouvoir, PUF 1984.
- Bonnet C. : Athènes des origines à 338 av. J-C., PUF 1997.
- Bourdieu P. : Sur la télévision. L'emprise du journalisme,
 Raison d'agir 1996.
- Questions de sociologie, Minuit 1980.
- La misère du monde, Points 1998.
- Langage et pouvoir symbolique, Points 2001.

- Braud P. : Le suffrage universel contre la démocratie, PUF 1980.
- Burdeau G. : La démocratie, Seuil 1966.
- La politique au pays des merveilles, PUF 1979.
- Charlot M. : La persuasion politique, Colin 1970.
- Conquest R. : La grande terreur, Stock 1970.
- Cotta J. et Martin P. : Dans le secret des sectes, Flammarion 1992.
- Cotten Ch. : Mafia et démocratie, Louise Courteau 2003.
- Cotteret J-M. : Gouvernants et gouvernés, PUF 1973.
- Cyrułnik B. : L'ensorcellement du monde, Odile Jacob 1997.
- Dadoun R. : La psychanalyse politique, PUF 1995.
- La folie politique, Payot 1977.
- De Marchi L. : Psycho-politique, Payot 1981.
- Dorna A. : Le populisme, PUF 1999.
- Duverger M. : Institutions politiques, PUF 1970.
- Eigner A. : Le pervers narcissique et son complice, Dunod 1996.
- Ellul J. : L'illusion politique, Laffont 1967.
- Enriquez E. et Haroche C. : La face obscure des démocraties
modernes, Eres 2002.
- Fillaire B. : Les sectes, Flammarion 1994.
- Fotopoulos T. : Vers une démocratie générale, Seuil 2002.
- Freud S. : Psychologie des masses et analyse du moi, dans Oeuvres
complètes, Vol. XVI, PUF 1991.
- Fromm E. : Le coeur de l'homme. Sa propension au bien et au mal,
Payot 1979.
- Gandhi : Tous les hommes sont frères, Folio 1990.
- Greene Felix : L'ennemi, Stock 1972.
- Guer R. : 2001: Attentats aux USA, Opera 2002.
- Hansen M-H. : La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène
Les Belles Lettres 1993.

- Hirigoyen M-F. : Le harcèlement moral, Syros 1998.
- Jacquard A. : J'accuse l'économie triomphante, Calmann-Lévy 1995
- Jean-Pierre T. : L'État en délire, Laffont 2002.
- Jouvenel B. de : Du pouvoir, Hachette 1972.
- Julliard J. : Contre la politique professionnelle, Seuil 1977.
- Kaufmann P. : L'inconscient du politique, PUF 1979.
- Khan M. : L'alliance perverse, Nouvelle Revue de psychanalyse 8
1973.
- Keppe N. R. : La libération des peuples, pathologie du pouvoir,
Proton 2000.
- Kolm S. C. : Les élections sont-elles la démocratie ? Cerf 1978.
- Laurens A. : Le métier politique, Alain Moreau 1980.
- Lipset S-M. : L'homme et la politique, Seuil 1963.
- Maffre J-J. : Le siècle de Périclès, PUF 1994.
- Maris B. : Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous
prennent pour des imbéciles, Albin Michel 1999.
- Meyssan T. : Le Pentagate, Carnot 2002.
- Milgram S. : Soumission à l'autorité, Calmann-Lévy 1974.
- Mosse C. : Histoire d'une démocratie, Athènes, Seuil 1975.
Le citoyen dans la Grèce antique, Nathan 1993.
- Nazare-Aga I. : Les manipulateurs sont parmi nous, Les éditions de
l'homme 1997.
- Orwell G. : 1984, Gallimard 1950.
- Pasquini X. : Les sectes, Grancher 1994.
- Périfan A. : Pas de quartier pour l'indifférence, Table Ronde 2000.
- Pomerand G. : Le petit philosophe de poche, Livre de Poche 1962.
- Rabelais F. : Oeuvres complètes, Gallimard La Pléiade 1970.
- Racamier P-C. : Pensée perverse et décervelage, Gruppo 8 1973.
- Rauschnig H. : Hitler m'a dit, Champ Libre 1974.

- Rawls J. : Justice et démocratie, Seuil 1993.
- Reich W. : La psychologie de masse du fascisme, Payot 1970.
Écoute petit homme, Payot 1972.
- Rossi-Landi G. : Les hommes politiques, PUF 1974.
- Rousseau J-J : Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité
parmi les hommes, GF Flammarion 1992.
Du contrat social, GF Flammarion 2001.
- Roustang F. : Comment faire rire un paranoïaque, Odile Jacob 1996.
Influence, Minuit 1990.
- Russel B. : Le pouvoir, Syllepse 2003.
- Sartori G. : Théorie de la démocratie, Colin 1973.
- Schumpeter J. : Capitalisme, socialisme et démocratie, Payot 1963.
- Soljénitsyne A. : L'archipel du goulag, Seuil 1974-1976.
- Spinoza : Traité politique, Le Livre de Poche 2002.
- Steiner G. : Dans le château de Barbe-Bleue, Folio 1991.
- Stiglitz E. : La grande désillusion, Fayard 2002.
- Sun Tse : L'art de la guerre, Agora 1993.
- Tchakotine S. : Le viol des foules par la propagande politique,
Gallimard 1952.
- Thuillier G. : Le jeu politique, Economica 1992.
- Tocqueville A. : De la démocratie en Amérique, Flammarion 1982.
- Weber M. : Le savant et le politique, 10-18 1987.
- Wright-Mills C. : L'élite du pouvoir, Maspero 1969.

Périodiques :

- Science et Vie : Quand les réformes démocratiques buttent sur des
lois physiques, N° 1017 Juin 2002.
Un logiciel rétablit la vérité sur l'attentat du
Pentagone, N° 1022 Novembre 2002.

Pour la Science : Élections, N° 294 Avril 2002.

Historia : Pearl Harbor, N° 540 Décembre 1991.

Nexus : Guerre anti-terroriste, N° 19 Mars-Avril 2002.

Événements du 11 Septembre vus d'Europe, N° 21 Juillet-
Août 2002.

Révélations d'un agent de la CIA, N° 22 Septembre-Octobre
2002.

Morphéus N° 2, Mars/Avril 2004, N° 6 Novembre/Décembre 2004, www.morpheus.fr

TABLE DES MATIÈRES

(Ctrl cliquez sur un titre pour y accéder rapidement.)

AVANT-PROPOS.....	3
Le pouvoir crée de l'inégalité.....	7
Le pouvoir, quelle que soit sa nature, fabrique de l'inégalité.....	7
Le pouvoir s'exerce tout autant dans la sphère privée que dans la sphère publique.....	7
Le vertige du pouvoir.....	8
Fascination sur les dominants.....	8
Fascination sur les dominés.....	8
 Chapitre II :	
 la politique et les politiciens.....	10
La dérive perverse.....	12
 Chapitre II :	
 l'escroquerie des élections.....	20
 Troisième partie :	
 le retour aux sources.....	24
Les quatre piliers de la vraie démocratie sont donc deux principes mis en oeuvre par deux techniques.....	29
 Chapitre IV :	
 le tirage au sort.....	32
1) Le tirage au sort.....	32
2) La réduction décimale.....	32
3) Procédure du tirage au sort.....	34
4) La durée du mandat.....	35
5) Fonctionnement des groupes-citoyens (GC).....	35
6) Le problème des circonscriptions	36
1) L'égalité politique.....	38
2) La fin de la violence institutionnelle.....	38
3) La reconnaissance de l'autorité.....	39
4) La représentation miroir.....	39
5) La fin d'un système politique schizophrène.....	39
6) L'élimination des pervers dangereux.....	39
7) La fin de la corruption et du règne de l'argent.....	40
8) La fin du centralisme et de l'irresponsabilité.....	40
9) La fin du gâchis des énergies.....	40
10) La transparence.....	40
11) Sortir du conflit psychologique et de l'aliénation.....	41
12) La reconquête démocratique.....	41
13) L'initiative citoyenne.....	41
Quelle opposition ?.....	42
Quelles critiques ?.....	42
La première voie : c'est l'utilisation des institutions et du système politique tel qu'il existe.	45
La deuxième voie : c'est la mise en place spontanée, à la seule initiative des citoyens "d'en bas", des groupes-citoyens de base.	45
 CONCLUSION.....	49

ANNEXES.....	53
Annexe 1 : extraits d'un discours prononcé en 1933 par le général-major Smedley Butler, USMC :.....	54
Annexe 2 : le pillage des nations pauvres. Histoire d'un cas.....	55
Annexe 3 : l'irrationalité démentielle des principes du capitalisme.....	57
Annexe 4 : terreur, fanatisme et culte de la personnalité du "petit père des peuples".....	59
Annexe 5 : un grand journaliste vous parle.....	60
Annexe 6 : l'esprit de compétition est une faiblesse.....	61
Annexe 7 : logo et symbolisme.....	62
Annexe 8 : engagement politique du M.C.V.D.....	63
Annexe 9 : questions dérangeantes ? Pour qui ?.....	64
Annexe 10 : conjectures.....	71
Annexe 11 : pour en finir avec le 11 septembre.....	73
Annexe 12 : Dixit... chrono...logique.....	75
BIBLIOGRAPHIE.....	76
TABLE DES MATIÈRES.....	82
PLAN DÉTAILLÉ.....	83

PLAN DÉTAILLÉ

AVANT-PROPOS :

La démocratie trahie par les politiciens. La politique au coeur de tous les problèmes. Proposer un nouveau modèle politique. Changer les règles du jeu. Restaurer une véritable démocratie.

Première partie : la folie des hommes

Jusqu'où va la folie des hommes. Toute forme de pouvoir est dangereuse et engendre inégalités et violences. Les politiciens et la lutte pour le pouvoir. La manipulation des masses.

Chapitre I : les racines du mal. Le pouvoir et les hommes

Le pouvoir est une arme. Pouvoir de l'argent. Le pouvoir crée de l'inégalité. Amplification de l'inégalité par les élections au suffrage universel. Les effets pervers du pouvoir. Le pouvoir oligarchique. Le principe de Peter. L'expérience de Stanley Milgram. Le pire des pouvoirs.

Chapitre II : la politique et les politiciens

La politique et le politique. La classe politique. Ses origines. Le comportement des politiciens. La dérive perverse. La fausse communication.

Chapitre III : le suivisme

Les moutons de Panurge. Les dominés contribuent à leur propre domination. La violence symbolique. Violence d'État. La manipulation par la communication et par la mise en scène. Fanatisation des masses. La peur du loup. Comportement du leader. Paternalisme et infantilisation. Amplification du suivisme. Le fanatisme, stade ultime du suivisme. Les six phases du fanatisme. Fanatisme et sectarisme.

Deuxième partie : la démocratie trahie

Les institutions actuelles ne respectent pas les principes les plus élémentaires de la démocratie. La pratique démocratique actuelle ne

respecte même pas ses propres règles.

Chapitre I : le déficit démocratique

Les institutions renforcent le pouvoir politique d'une oligarchie au détriment du citoyen. La séduction politique. Les leaders populistes. Dimension spirituelle ou organique de la politique ? La perte des valeurs de la politique. Un minimum de démocratie, un maximum de pouvoir aux mains des politiciens professionnels. L'escroquerie à la démocratie.

Chapitre II : l'escroquerie des élections

L'idéal de la justice électorale est impossible à atteindre. Multitude de systèmes électoraux. Injustice de la représentation : 550% d'inégalité ! Illégalité des élections législatives de 2002. Le "gerrymander". Améliorations possibles. L'énigme Jospin.

Chapitre III : la mythologie du suffrage universel

Suffrage censitaire et suffrage universel. Historique. Référendums et plébiscites. Électeurs et élus. L'illusion du vote. Le citoyen manipulé. Nature coercitive et oligarchique du pouvoir. L'impossibilité des réformes structurelles. La montée de l'abstention.

Troisième partie : le retour aux sources

Il faut revenir aux origines de la démocratie pour la redéfinir et clarifier ses principes fondamentaux. Faire table rase, et proposer un modèle de fonctionnement d'une vraie démocratie respectueuse de ses propres principes et des attentes des citoyens. Cela débouche obligatoirement sur une stratégie de reconquête du pouvoir politique.

Chapitre I : Les origines de la démocratie

La démocratie à Athènes au V^e siècle avant Jésus-Christ. L'histoire de la démocratie truquée et tronquée. L'escroquerie intellectuelle. Démocratie directe et indirecte. Le refus du modèle démocratique athénien. Égalité et suffrage censitaire. La procédure grecque. Citoyens, métèques, esclaves, ostracisme. Hitler porté au pouvoir par la démocratie. Responsabilité des femmes.

Chapitre II : les principes de la démocratie

Histoire grecque. Solon et Clisthène. Ecclésia, agora, boulè, héliée, paidéia. Le principe premier : l'égalité politique. Le tour de passe-passe : un homme, une voix. Le principe second : la liberté politique. Troisième et quatrième principes : deux procédures qui respectent le principe du partage égalitaire du pouvoir. Les quatre piliers de la démocratie.

Chapitre III : *l'égalité politique, fondement des libertés*

Priorité à la liberté politique depuis 1789. La liberté économique conduit à l'exploitation économique. L'analyse marxiste est insuffisante. La démocratie libérale fabrique des dictatures. La démocratie est trahie par le suffrage universel.

Chapitre IV : *le tirage au sort*

1) Une nouvelle procédure... vieille de 2500 ans.

Premier principe. Deuxième principe. Conséquences.

2) La réduction décimale.

Exemple simplifié. Un nouveau système pour désigner les représentants. Précédents historiques. Rejet des moyens électroniques. Justification de la réduction décimale.

3) La nouvelle procédure.

4) La durée du mandat.

5) Fonctionnement des groupes-citoyens.

6) Le problème des circonscriptions.

Chapitre V : *les enjeux du tirage au sort*

1) L'égalité politique;

2) La fin de la violence d'État.

3) La reconnaissance de l'autorité.

4) La représentation miroir.

5) La fin d'un système politique schizophrène.

6) L'élimination des pervers dangereux.

7) La fin de la corruption et du règne de l'argent.

8) La fin du centralisme et de l'irresponsabilité.

9) Le gâchis des énergies.

10) La transparence.

11) Sortir du conflit psychologique et de l'aliénation.

12) La reconquête démocratique.

13) L'initiative citoyenne.

Chapitre VI : oppositions et critiques

L'opposition de l'oligarchie. Une utopie politique ? Qui est le plus capable de gouverner ? La dictature de l'économie. La bêtise absolue des "experts". Exemple du FMI. L'accusation de démagogie. Un nouveau poujadisme ? D'autres objections ?

Chapitre VII : la stratégie

Un projet politique. Un nouveau parti politique : le MCVD. La deuxième voie : la mise en place des groupes-citoyens.

Chapitre VIII : avant de conclure

Une économie mécaniste. Droit de propriété et pouvoir. Colonialisme, impérialisme, mondialisation, mêmes combats. Conditionnement et langage. L'illusion démocratique. L'essence de la démocratie. La dictature de la compétition. Universalité des valeurs de la vraie démocratie. L'initiative citoyenne.

CONCLUSION

La pensée démocratique méconnue et trahie. La démocratie agonisante. Le Meilleur des mondes. Changer les règles du jeu politique. La folie de la compétition. La tromperie des politiciens. Sortir de l'infantilisme politique. Égalité, liberté et fraternité. Paix, justice et dignité.